Bulletin 17

Annick Lempérière, p. 9-10

Introduction

Géneviève Verdo, p. 11-12

La construction de l'idée nationale

Latefa Faïz, p. 13-24

Les stratégies de la mémoire : la construction d'une histoire de la patrie à travers l'historiographie mexicaine du XIXè siècle

Erin Castro Liera, p. 25-34

La articulación de la nación mexicana : Una reconstruccion a traves de una periferia de la periferia

Jérôme Planche, p. 35-48

1837-1879 : naissance d'une nation chilienne

Clément Thibaud, p. 49-50

Elites libérales et modernité politique

Moises Guzman Pérez, p. 51-63

Pratiques de sociabilité et de lecture en Nouvelle-Espagne. L'évêché du Michoacàn 1780-1810

Frédéric Johansson, p. 65-77

« Au nom du peuple » : la difficile construction de la légitimité populaire des élites libérales mexicaines. Une étude des discours formulés lors du triomphe de la Révoluion d'Ayutla (août-octobre 1855)

Elodie Richard, p. 79-91

Entre le savant et le politique : l'Académie royale des Sciences Morales et Politiques (Espagne, 1857-1868)

Andrès Gordillo Restrepo, p. 93-102

Elites y modernidad cultural en Colombia

Olivier Compagnon, p. 103-104

L'Euro Amérique : transferts et réseaux culturels

Johann Protais, p. 105-115

Lectures mexicaines des années 1820

Marie-Sylvanie Veillard, p. 117-126

Aspects de la présence culturelle française à Rio de Janeiro en 1856

Camille Foulard, p. 127-136

Les congrégations françaises au Mexique 1900-1940

Anaïs Fléchet, p. 137-148

Un Brésilien à Paris : diffusion et réception de l'œuvre de Villa-Lobos en France dans les années 1920

Cecilia Torres, p. 149-160

Les enjeux diplomatiques de l'enseignement de la langue française au Brésil (1948-1961)

Jean-François Vitrac, p. 161-174

La vision française de la révolution sandiniste au Nicaragua

Véronique Hébrard, p. 175-177

Les cultures politiques au XXè siècle : pratiques, discours, représentations

Marianne Gonzales-Alemàn, p. 179-191

Montoneros ou l'impossible avant-garde péroniste

Eugénia Palieraki, p. 193-206

Intégration ou marginalisation ? le MIR chilien sous l'empreinte de la culture politique nationale (1965-1973)

Sophie Baby, p. 207-220

Violence et paix : des valeurs au cœur des cultures politiques de la jeune démocratie espagnole, 195-1982

ANNICK LEMPERIÈRE

Il y a un an environ, disparaissait François-Xavier Guerra. Afin de rendre hommage à son enseignement, à sa patience et à son ouverture d'esprit, nous avons voulu écrire ensemble ce numéro.

Nos travaux de maîtrise, de DEA ou de thèse s'y croisent sous le regard de nos aînés. Échos d'une présence que le temps n'efface pas, d'une voix, d'un homme qui nous a tant appris...

Au milieu des années 1980, lorsque François-Xavier Guerra succédait à François Chevalier, l'Amérique latine entrait à peine dans l'ère des transitions démocratiques et son histoire politique contemporaine, entre révolutions et dictatures militaires, alimentait des passions plus militantes qu'historiennes, ou bien nourrissait des jugements vaguement condescendants dont la *Revue des Deux Mondes* avait savamment forgé la tradition et les *topoi* tout au long du XIXe siècle. Au demeurant, la mal nommée «Histoire coloniale» des XVIe-XVIIIe siècles dominait largement, en France comme ailleurs, le panorama historiographique.

Les seize articles réunis ici par des étudiants et jeunes chercheurs issus des dernières promotions formées à la recherche par François-Xavier Guerra, illustrent les profondes mutations du latino-américanisme depuis une vingtaine d'années. Le Mexique reste, selon une tendance lourde qui n'est pas propre au CRALMI, surreprésenté, mais six autres pays font l'objet d'un article. Le désenclavement historiographique de l'Amérique latine est de nos jours une réalité. Il est devenu plus approprié de parler d'*ibéro-américanisme*, en incluant la péninsule ibérique, ou encore d'*euro-américanisme*, car l'histoire des transferts culturels, incessants d'un continent à l'autre et dans les deux sens, est désormais en mesure de démontrer l'existence d'identités communes. Aucun article n'est prisonnier de références purement nationales: les transferts culturels concernent également la circulation des problématiques historiographiques.

L'essor de l'histoire contemporaine ibéro-américaniste bénéficie aussi bien au XIXe siècle qu'au XXe siècle, y compris ses trois dernières décennies, et autant à l'histoire politique qu'à l'histoire culturelle et intellectuelle, encore presqu'inexistante il y a une vingtaine d'années. Notre discipline enregistre la «fin des idéologies». L'histoire du MIR chilien, celle des Montoneros argentins ou celle de la fin du franquisme en Espagne, sont abordées comme s'il s'agissait du Moyen-Age ou de la Renaissance, avec les outils de l'historien.

La Chute du Mur n'est, bien sûr, pas seule en cause. Parmi les apports de François-Xavier Guerra à l'histoire politique ibéro-américaniste, il faut compter la mise en œuvre d'approches méthodologiques et conceptuelles dont les seize articles démontrent la socialisation réussie et l'efficacité. L'étude des acteurs concrets, l'observation des pratiques, l'analyse des discours, des valeurs et des imaginaires, d'une part, l'historicisation systématique de concepts tels que «nation», «peuple» ou «révolution», l'usage de notions comme «sociabilités» (savantes ou politiques), «élites» ou «modernité politique», d'autre part: autant d'instruments qui expliquent, par-delà la diversité des sujets abordés, l'homogénéité des problématiques, la très grande unité de ton des articles ainsi que la capacité à rendre compte de la spécificité des contextes et des cas dans des termes qui favorisent le comparatisme.

Gageons que le fructueux dialogue interne dont témoigne l'élaboration de ce numéro du *Bulletin* de l'IPR par les jeunes ibéro-américanistes, peut s'élargir à tout moment vers l'ensemble des chercheurs des «mondes étrangers» européens ou extra-européens.

GENEVIÈVE VERDO

Dans un important article paru en 1995[1], François-Xavier Guerra s'attachait à mettre en exergue les spécificités de la construction nationale dans le cas de l'Amérique espagnole. Cela l'amenait à insister sur la double acception que revêt ce concept: acception politique, tout d'abord, la nation moderne étant considérée à l'orée du XIXe siècle comme une communauté politique d'un genre nouveau, fondée sur la souveraineté du peuple; acception culturelle ensuite, le terme venant à désigner un groupe se reconnaissant des caractéristiques communes quant à sa langue, sa religion ou son passé.

[1] GUERRA (François-Xavier), «La nation en Amérique espagnole. Le problème des origines», *La Pensée Politique,* n°3, 1995, p. 85-106.

Mais alors que les Etats-nations européens se forgent sur des entités culturelles préexistantes ou supposées telles, les nations hispano-américaines surgissent des décombres d'un Empire et loin de correspondre à des entités distinctes, possèdent au contraire des caractéristiques culturelles communes. Issus d'un projet politique - celui d'inscrire la souveraineté du peuple dans un cadre restreint-, les nouveaux Etats vont donc s'attacher à créer de toutes pièces des communautés humaines et culturelles homogènes.

Ce sont quelques facettes de ce processus qu'illustrent les articles proposés dans ce dossier. Jérôme Planche s'attache à montrer ce que la construction nationale chilienne doit au développement d'un appareil étatique à l'époque du ministre Portales. Outre le rôle des intellectuels dans l'élaboration d'une rhétorique «nationale», il souligne l'importance des sociabilités populaires dans la diffusion d'un certain nombre de mythes porteurs de l'identité nouvelle, notamment au sein de la population urbaine.

Pour la même période, Latéfa Faiz met l'accent sur la construction d'une identité culturelle mexicaine par le biais de l'historiographie. Celle-ci passe par la mise au point d'une «version officielle» de l'histoire américaine, conduisant à l'avènement de la nation à travers la geste des héros patriotiques. Tout en explicitant le projet sous-jacent de cette entreprise - faire de l'indépendance le mythe fondateur de la nouvelle nation - elle en montre également les clivages idéologiques qui, parce qu'ils portent sur des éléments fondamentaux - l'héritage hispanique, les Indiens, la figure d'Hidalgo - hypothèquent l'avenir de la jeune nation.

Erin Castro, enfin, illustre le thème de la «nation inachevée»[2] à travers l'exemple de l'intégration d'une région marginale - la péninsule de Basse-Californie- dans la communauté nationale mexicaine. Cette intégration s'opère au cours du XXe siècle en dépit d'une restriction drastique des droits politiques et d'un isolement qui faitde cette région «la périphérie de la périphérie». Elle montre comment les enjeux politiques locaux relient ce bout du monde au centre du pouvoir, bien que cette relation se situe nettement dans le registre de la politique ancienne, et comment l'école parvient à susciter un sentiment d'appartenance à la communauté nationale.

***L**ATEFA **F**AÏZ*

Le point de départ de cette étude réside dans la volonté de comprendre la genèse de l'*historia patria* mexicaine, c'est-à-dire la façon dont les historiens mexicains du XIXe siècle (1813-1855) ont pu légitimer l'émancipation de la Nouvelle-Espagne, «l'art et la manière» selon lesquels l'historiographie construit un imaginaire culturel et identitaire: une histoire de la patrie.

Dans cette perspective, il convient tout d'abord d'identifier les auteurs de la construction de cet imaginaire national. Les historiens mexicains du XIXe siècle appartiennent à l'élite créole et leurs travaux en reflètent les points de vue. Il s'agit du dominicain Servando Teresa de Mier (1763-1827); du parlementaire et acteur important de la guerre d'indépendance, Carlos María de Bustamante (1774-1848); du ministre et gouverneur libéral, Lorenzo de Zavala (1788-1836); du penseur politique libéral, parlementaire et diplomate, José María Luis Mora (1794-1850); du ministre et parlementaire

[2] Dans une perspective semblable, voir SINARDET (Emmanuelle), «La redécouverte de l'Amazonie: Amazonie équatorienne et éducation dans la première moitié du XXe siècle», *Histoire et Sociétés de l'Amérique latine*, n°15, p. 107-139.

conservateur, Lucas Alamán (1792-1853); du haut magistrat, Manuel Orozco y Berra (1816-1881), conservateur du Musée National.

A la lecture de leurs ouvrages, on remarque que l'Indépendance est considérée, non seulement comme une rupture avec l'Espagne et les valeurs de l'Ancien Régime, mais aussi comme un «temps des origines»[3] à partir duquel il est possible de construire une identité collective nationale, à travers l'élaboration d'un schéma historique de la patrie et la construction d'un panthéon des héros de la nation.

La périodisation du schéma historique de la patrie

Cette périodisation est une construction historiographique qui occupe une place centrale dans l'élaboration des représentations du passé. La nation se présente comme l'aboutissement d'un long processus historique qui englobe l'époque précolombienne, la Conquête, l'époque coloniale et la guerre d'indépendance. Cette construction vise à transformer une population hétérogène en un seul peuple unifié par l'adhésion à une vision commune du passé. Ainsi, l'un des premiers objectifs de l'historiographie est de construire une Antiquité classique propre.

L'époque aztèque

L'image d'un passé aztèque mythique et rhétorique est construite au prix d'une simplification territoriale qui consiste à faire de la Nouvelle-Espagne la continuation de l'«empire aztèque». Or, tout au long du XIXe siècle, il subsiste un formidable écart entre l'évocation des Indiens mythiques du passé et la gêne, voire le mépris devant l'Indien réel. A partir des années 1812-1813, l'identification rhétorique aux Indiens se développe dans de nombreuses régions d'Amérique et révèle une mutation de l'identité américaine. Cette évolution est une conséquence du discours de propagande des patriotes, renforcé par la nouvelle du rapport du Consulat des marchands de Mexico, d'avril-mai 1811, aux Cortès de Cadix. Elle révèle la rupture de l'unité morale avec la monarchie espagnole. Les termes Espagnols et Américains étant désormais contradictoires, il devient nécessaire de bâtir un nouvel imaginaire politique et historique.

En Nouvelle-Espagne, ce travail débute avec S. Teresa de Mier et la constitution d'une mythologie religieuse à partir du sermon de Guadalupe (12 décembre 1794)[4], que Mier reprend, en 1813, dans l'appendice de son œuvre *Historia de la Revolución de Nueva España*[5]. Mier entend situer la prédication de l'Évangile en Amérique hispanique par Saint Thomas - Quetzalcoatl[6] avant la Conquête, afin que toute la mythologie mexicaine s'explique à la lumière de la religion chrétienne. Cette construction vise à unifier deux mythes fondateurs: la divinité précolombienne, Quetzalcoatl et la

---

[3] Guerra (François-Xavier) (dir.), *Mémoires en devenir, Amérique Latine XVe - XIXe siècle: Colloque international de Paris, 1 - 3 décembre 1992*, Bordeaux, Maison des Pays Ibériques, 1994.

[4] Teresa de Mier est sans doute influencé par le prêtre et professeur de mathématique, Carlos de Sigüenza y Góngora (1645-1700). Sigüenza est le premier à concilier le culte de la Vierge de Guadalupe avec la glorification des héros aztèques. Benassy-Berling (Marie-Cécile), «De Sigüenza y Góngora (XVIIe siècle) à *Fray* Servando Teresa de Mier (XVIII- XIXe siècle): vision de l'indien par le créole et enjeu politique» in *Cahiers de l'UFR d'Etudes ibériques et latino-américaines,* 1993, n°9, p.107-115.

[5] Mier (Servando Teresa de), *Historia de la Revolución de Nueva España (1813)*, ed. crítica, A. Saint- Lu et M-C. Benassy-Berling (Coord.), publication de la Sorbonne/CEMCA, Paris, 1990, p.630-670.

[6] Divinité précolombienne.

Vierge de Guadalupe. Les termes du débat sont essentiellement théologiques car pour justifier l'Indépendance, il est important de s'auto-proclamer «peuple élu». L'objectif politique de Mier consiste non seulement à «dédiaboliser» l'image du monde indien ancien mais aussi à établir l'essence de la Nouvelle-Espagne dans la période précolombienne.

Ces thèses de Mier ont été critiquées non seulement par l'Église, mais aussi par les créoles de la Nouvelle-Espagne. Toutefois, à la lumière de ce sermon, certaines particularités de l'histoire de l'Indépendance prennent un relief singulier,comme l'adoption par Hidalgo de la bannière guadalupaniste. La référence aux origines indiennes sert à justifier le combat pour l'indépendance. D'où la référence de Mier, dans *Memoria político-instructiva* (1821), au terme Anáhuac pour désigner le Mexique. Mais il s'agit ici d'une construction rhétorique qui vise à attribuer à l'histoire nationale une identité américaine antérieure à la Conquête. Selon Charles Hale, après 1821, la civilisation indienne devient en théorie un héritage pour le pays indépendant[7]. Ainsi, à travers son *Cuadro histórico de la revolución mexicana* (1823-1827), Carlos María de Bustamante présente l'empire aztèque sous un jour idyllique. En outre, Bustamante fait rejaillir la gloire des Indiens mythiques sur les bâtisseurs de la nouvelle nation[8], fusionnant ainsi le passé aztèque et la guerre d'indépendance, comme partie intégrante des fondements historiques de la nation. Toutefois, cette indiomanie n'est pas partagée par tous.

Ainsi, Lucas Alamán défend et met en avant une vision hispanique de la nation mexicaine. Sans doute sa distance vis-à-vis des Indiens est-elle liée au contexte de la guerre des *Castas* (1847)[9]. Bien qu'il reconnaisse la réalité du substrat indigène, Alamán considère l'indiomanie des créoles comme un «égarement»[10]. Pour lui, les Indiens représentent la masse passive de la société, les héritiers de tribus «barbares»[11].

Alamán, mais aussi José María Luis Mora éprouvèrent le besoin de démontrer que la coupure avec l'ex-mère patrie ne signifiait pas pour autant une rupture avec les valeurs de la civilisation occidentale chrétienne. D'où l'enjeu historiographique que représente la période de la Conquête.

L'époque de la Conquête

Cet enjeu se manifeste par deux visions antagonistes de la période: d'un côté la négation rhétorique du caractère espagnol de la nation mexicaine et, de l'autre une vision positive de la Conquête tendant à valoriser l'élément espagnol comme donnée importante de l'identité mexicaine.

La vision négative de la Conquête consiste d'abord à rejeter l'idée du juste titre du droit à la Conquête de l'Amérique pour raison d'évangélisation. Mier réfute la bulle du pape Alexandre VI

---

[7] Hale (Charles A.), *El liberalismo mexicano en la época de Mora*, *1821-1853*, trad. esp., l'Harmattan Sorbonne, 1985, p.347

[8] Bustamante (Carlos María de), *Cuadro histórico*, México, INEH, réédition 1985, vol. III, lettre 2, p.84.

[9] Face à des conditions de vie toujours très difficiles, les Indiens ruraux du Yucatán se rebellèrent à partir de juillet 1847, avec le désir d'expulser la population blanche de la région. La révolte se transforma en une guerre à grande échelle, connue depuis sous le nom de guerre de *Castas*. Bethell (Leslie), *Historia de América Latina. América Latina independiente, 1820-1870*, Tome VI, Barcelona, Editorial crítica, 1991, p.124-125.

[10] Alamán (Lucas), *Historia de México*, México, Jus, réédition 1990, vol. I, p.126 (1e éd. México, 1849-1852).

[11] *Ibid.*, p.13.

concédée aux Rois Catholiques, le 3 mai 1493 et la qualifie «d'hérétique donation»[12]. Ainsi, Mier rejette la doctrine énoncée par Henri de Suse, *el Ostiense*, d'une juridiction temporelle du pape sur le monde[13]. Par conséquent, pour Mier, la conquête est «injuste»[14]. Nous retrouvons dans ces propos, l'influence de la «Controverse des Indes» du XVIe siècle et la «Dispute» entre Las Casas et Sepúlveda (1552). Mier utilise ces éléments dans une perspective historique contemporaine, en faisant notamment allusion à Thomas Paine[15], afin de critiquer la domination espagnole et de présenter les possessions américaines des Espagnols comme illégitimes, s'assimilant ainsi rhétoriquement aux peuples vaincus. Mais une telle assimilation posait de redoutables problèmes à l'heure de bâtir une vision cohérente de l'imaginaire national. Comment Mier, dans *Historia de la Revolución de Nueva España,* peut-il en effet revendiquer les droits historiques de l'Amérique hispanique (*Magna Carta*)[16], tout en condamnant sévèrement la Conquête? L'ouvrage de Mier pose le problème, non seulement de la construction identitaire de la future nation, mais aussi de la conciliation difficile de la tradition et de la modernité chez les élites créoles. La négation rhétorique du caractère espagnol de la nation mexicaine se poursuit également via la condamnation du massacre des Indiens par les *conquistadores* (la «légende noire» de l'historiographie)[17]. Nous retrouvons l'influence du dominicain Bartholomé de Las Casas, que Mier évoque d'ailleurs à plusieurs reprises[18]. De plus, à l'instar de Mier, Bustamante et Zavala s'insurgent contre les atrocités commises à l'encontre des Indiens[19].

Ainsi, la Conquête est présentée comme une entreprise non seulement illégitime, mais aussi illégale. Nous assistons ici à une relecture sélective du passé, qui transforme la critique des religieux espagnols du XVIe siècle sur la façon dont a été menée la conquête des territoires américains, en argument politique. Dès lors, tout ce qui concerne l'Espagne semble s'inscrire dans la longue histoire de la légende noire. Mais une analyse critique montre les assimilations abusives concernant des élaborations aux origines fort diverses et obéissant à des motivations variables au cours du temps.

Évoquant la «légende noire», Zavala et Manuel Orozco y Berra condamnent Hernán Cortés, symbole par excellence de la Conquête hispanique[20]. Cortés apparaît comme l'incarnation du mal, un anti-héros et l'instigateur de la destruction de la ville de Tenochtitlán[21]. La «légende noire» provoque donc une fracture radicale entre partisans et adversaires de l'Espagne et produit deux courants historiographiques bien distincts[22].

Toutefois, dans les milieux libéraux, la perception de l'Espagne est sujet de débats et ceci dès les années 1820. Ainsi, Mora développe une vision positive de la Conquête. Celle-ci se manifeste d'abord

---

[12] Mier, *op. cit.*, livre XIV, p.510.

[13] Roche (Paul), «Les Espagnols jugés par un indépendantiste mexicain: Fray Servando Teresa de Mier», in *Les Espagnols et hispano-américains des XIXe- XXe siècles: représentations réciproques*, Le Mans, Université du Mans, 1991, p.31-39.

[14] Mier (Servando Teresa de), *op. cit.*, notamment livre X, p.296.]

[15] 13Homme politique et pamphlétaire britannique (1737-1809). Son ouvrage, *Le Sens Commun* (1776) joua le rôle de détonateur intellectuel dans le déclenchement de la révolution américaine.

[16] Cf. notre mémoire de maîtrise, chapitre I.

[17] Mier (Servando Teresa de), *op. cit.*, livre V, p.140-141.

[18] *Ibid*., par exemple livre V, p.141.

[19] Bustamante (C. M. de), *op. cit.*, vol.1, lettre 2, p.41-42 et Zavala (Lorenzo de), *Ensayo histórico sobre las revoluciones de México desde 1808 hasta 1830*, México, Porrúa, réédition 1969, Tome I, p.13.

[20] Zavala (Lorenzo de), *ibid.*, Tome II, chapitre XIV, p.581-582.

[21] Orozco y Berra (Manuel), «México (ciudad)» in *Diccionario universal de historia y de geografía*, México, 1854, tome V, p.601-783.

[22] Vazquez de Knauth (Josefina), *Nacionalismo y educación en México*, México, Colegio de México, 1970.

par un éloge vigoureux de Cortés[23]. En outre, Mora insiste sur l'idée que «le nom de México est intimement lié au souvenir de Cortés»[24] ce qui semble sous-entendre que Cortés est le véritable fondateur de l'identité de la nation mexicaine[25].

Cette volonté de mettre en valeur l'héritage hispanique passe aussi par la reconnaissance du «juste titre» du droit à la Conquête[26]. Par conséquent, pour Mora et Alamán, le fondement historique de la nation mexicaine semble intrinsèquement lié à l'apport espagnol. Cela permet à Alamán de décrire l'émancipation du Mexique comme le fruit naturel de l'évolution historique, à l'image d'un fils d'âge mûr qui a quitté la maison paternelle pour établir une nouvelle famille[27]. En effet, si la Conquête n'est synonyme que de mensonge et de cruauté de la part des Espagnols**,** comment définir et fonder l'identité créole? Il semble donc indispensable, aux yeux de Mora et d'Alamán, de reconnaître l'héritage de la Conquête, mais aussi de s'intéresser à la période coloniale, notamment aux groupes de populations qui composent la Nouvelle-Espagne.

La période coloniale

Pour Mora, il s'agit d'abord de valoriser les Créoles, fondement, selon lui, de la nation mexicaine[28]. Cette vision se rapproche de l'image que s'en faisaient les conservateurs, comme par exemple Lucas Alamán[29], et traduit la volonté de saisir la nouvelle entité comme une véritable patrie - nation, constituée et homogène dans ses fondements. Toutefois, cet éloge des créoles n'empêche pas Mora d'adopter une attitude critique à leur égard, en s'attaquant notamment à leur «*empleomanía*»[30] c'est-à-dire leur manie de briguer les charges publiques, à l'origine, selon Mora, des luttes de factions de la période post-indépendantiste[31].

Mais, afin de construire l'identité de la nouvelle nation, le Mexique doit aussi présenter des traits spécifiques. D'où la mention des Indiens, *castas* (métis) et Noirs dans le corps national[32].

Parmi les habitants de la Nouvelle-Espagne, l'historiographie évoque aussi les Espagnols péninsulaires, ce qui permet aux créoles mexicains d'évoquer leurs griefs à l'encontre de la Couronne, de mettre en cause le monopole des charges administratives, ecclésiastiques et militaires par les Péninsulaires[33] et de critiquer «l'obscurantisme» de l'administration coloniale[34].

---

[23] Mora (José María Luis), *México y sus revoluciones*, México, Porrúa, réédition 1965, vol.2; Mora «Conquista de México» in *Diccionario de historia y de geografía*, tome V, p.792-793. Alamán reprend cette présentation élogieuse, AlamÁn (Lucas), *Disertaciones*, tome I, p.49, 66, 69 et 73.

[24] MORA, *México y sus revoluciones*, vol.II, p.171.

[25] Ce qui expliquerait la mention du testament de Cortès dans l'ouvrage de Mora. Cf. *ibid.*, p.329-355

[26] *Ibid.,* tome I, p.55 et ALAMÁN (Lucas), *op. cit.,* tome I, p.26

[27] *Ibid., tome* I, p.27.

[28] MORA (J. M. L.), *op. cit.*, tome I, p.74.

[29] ALAMÁN (Lucas), *Historia de México*, vol. I, p.18 et 20.

[30] MORA (J. M. L.), *op. cit.*, p.90.

[31] *Ibid.*

[32] *Ibid.*, tome II, p.178 et MIER (Servando Teresa de), *op. cit.*, livre V, p.137.

[33] Par exemple, ALAMÁN (Lucas), *op. cit.*, vol. I, p.15.

[34] Mier (Servando Teresa de), *Manifiesto Apologético* (août 1820), in *Escritos ineditos*, 1944, p.128 et Zavala, (Lorenzo de), *op. cit.*, tome I, p.9.

Par ailleurs, l'historiographie s'intéresse au choc de l'année 1808 et à sa première conséquence: l'affrontement entre les partis américain et européen[35]. Pour d'autres historiens, 1808 est aussi un moyen de mettre en avant une timide évolution des mentalités qui marquerait le début d'une volonté d'émancipation[36]. Mais dans les faits, ainsi que le souligne Alamán[37], en 1808, la Nouvelle-Espagne est demeurée loyale à Ferdinand VII. Par conséquent, la véritable césure semble être la période de la guerre d'indépendance.

La période de la guerre d'indépendance(1810-1814)

Concernant l'insurrection de 1810, Mier réfute les atrocités commises par les insurgés et prend leur défense, dénonçant exclusivement les actes perpétrés par les troupes de Calleja[38]. Cette attitude s'explique par la volonté de Mier de légitimer l'action des insurgés et de discréditer le gouvernement espagnol. Dans cette optique, Mier compare le conflit entre loyalistes et patriotes à une «seconde *Conquista*»[39] et à «une guerre nationale»[40] d'où les Américains sortiraient vainqueurs[41].

Mais cette vision favorable à l'insurrection n'est pas partagée par tous. Ainsi, Mora et Alamán, originaires de la région de Guanajuato, témoins des événements de 1810, traumatisés et ruinés (dans le cas de la famille de Mora), considèrent le soulèvement d'Hidalgo comme «une insurrection de la lie du peuple»[42], qui dévaste tout sur son passage, provoquant «la ruine et l'anarchie»[43]. Alamán qualifie en outre Hidalgo «d'assassin»[44] et les partisans des insurgés de «parasites»[45]. Mora compare les évènements de 1810 à un «*pronunciamiento*»[46] et Alamán les considère comme l'expression de la «désintégration de l'unité nationale forgée par le passé colonial espagnol»[47].

Outre l'insurrection d'Hidalgo, l'historiographie s'intéresse également au soulèvement de Morelos (1812-1814), inaugurant ainsi un panthéon des héros de la nation.

Le panthéon des héros fondateurs de la patrie

La constitution d'un panthéon des grands hommes correspond à un objectif pédagogique[48]. Les héros, dont Bustamante se charge de narrer les prouesses, doivent servir aux nouveaux dirigeants de références identitaires afin de remplacer le panthéon espagnol. Dans cette perspective, les hommes

[35] Mier *Historia*, livres IV, VI et VII.
[36] Mora (J. M. L.), *op. cit.*, tome II, p.259.
[37] AlamÁn (Lucas), *op. cit.*, vol. I, p.109.
[38] Mier, *op.cit*, livres IX à XI.
[39] Mier, *Manifiesto apologético*, p.81.
[40] *Ibid.*, p.130: où les créoles luttent contre d'autres créoles
[41] *Ibid.*, p.152-153.
[42] Mora (J. M. L.), *op. cit.* tome I, p.104 et ALAMÁN (Lucas), *op. cit.*, tome II, p.107
[43] AlamÁn, *op. cit.*, tome II, p.142-143. Comparant le soulèvement de 1810 à une jacquerie de la plèbe contre les propriétaires, *ibid.*, tome IV.
[44] *Ibid.*, p.102.
[45] Ibid., p.151
[46] Mora, *op. cit.*, tome I, p.104.
[47] Alamán, *op. cit.*, tome II, p.139.
[48] Bustamante (C. M. de), *op. cit.*, tome I, prologue p.IV-V.

de l'Indépendance, héros et mythes fondateurs de la nouvelle nation, contribuent à ériger l'Indépendance en temps des origines par excellence: l'événement fondamental qui divise en deux l'Histoire américaine et lui donne tout son sens.

Le nationalisme s'inscrit dans un objectif politique et les historiens sont l'un des véhicules de son expansion. Et cela d'autant plus que, durant les années 1820 (période durant laquelle écrit Bustamante), la crainte d'une invasion de l'armée espagnole, en vue d'une éventuelle reconquête, était un sujet récurrent[49].

L'exemple de José María Morelos y Pavón[50]

Parmi les grands hommes dont l'historiographie se charge de narrer les prouesses, se distingue le curé José María Morelos, dont Bustamante fait le héros suprême de son panthéon de l'insurrection; le plaçant au-dessus de Miguel Hidalgo, considérant ce dernier comme un mauvais stratège[51].

Si Bustamante met l'accent sur Morelos, c'est sans doute pour deux raisons. D'une part, parce que Bustamante était, pendant l'insurrection, placé directement ou indirectement sous les ordres de Morelos[52]. D'autre part, parce qu'à la différence de l'insurrection de 1810, rejetée par bon nombre de créoles qui ne virent en Hidalgo qu'un simple agitateur sans autre objectif que l'élimination des Espagnols, l'action de Morelos entraîna dans son sillage beaucoup de créoles cultivés.

La première figure sous laquelle Morelos nous est présenté est celle d'un grand chef militaire[53] à l'aura quasi «mystique»[54]. En outre, Bustamante, dans son *Elogio*, aime à comparer Morelos à Napoléon. Il compare la Corse de Napoléon et l'«empire de Moctezuma» pour Morelos, identités particulières auxquelles l'action du héros va conférer une dimension universelle.

Bustamante parachève le portrait de Morelos, en le présentant comme un homme capable de détruire un empire et de construire une nation. Le héros citoyen réunit le premier congrès national, le Congrès de Chilpancingo (septembre 1813)[55], où sont examinés les problèmes que pose la formation d'un gouvernement. En effet, l'échec de la Suprême Junte Nationale Américaine (Junte de Zitácuaro), en 1812, entraîne des querelles de pouvoir entre les chefs insurgés. Morelos est donc obligé de les réconcilier et d'établir une ample représentation nationale. Il revêt la fonction de «Serviteur de la Nation»[56].

---

[49] Voir en particulier le prologue du *Cuadro histórico de la revolución mexicana*, p.XVIII.]]. Ce qui explique l'intérêt de Bustamante pour la constitution de figures héroïques chargées d'encourager les citoyens mexicains[[Pour une analyse plus détaillée des figures du panthéon national mexicain, cf. notre mémoire de maîtrise, chapitre VI.

[50] Bustamante (C. M. de), *Elogio histórico del general Don José María Morelos y Pavón*, dans *Tres Estudios sobre Don José María Morelos y Pavón*, Biblioteca Nacional de México, México, réédition 1963 (1e éd., México, 1822).

[51] 50]->file:///C:/Documents%20and%20Settings/Ana%EFs/Local%20Settings/Temp/Tmp.htm#_ftnref50

[52] Miguel i Vergés (José María), *op. cit.*, p.97-101.

[53] Image véhiculée non seulement par Bustamante dans son *Elogio*, mais aussi Teresa de Mier, *Historia*, livre XI, p.338.

[54] Bustamante (C. M. de), *op. cit.*, p.44.

[55] *Ibid.*, p.53-54.

[56] *Ibid.*

Mais cette vision idyllique est critiquée par Alamán, qui dénigre les qualités morales de Morelos et dresse *a contrario* l'image d'un homme «calculateur»[57] et «vil»[58], un homme qui contribua, par son action, à la ruine du pays[59]. C'est une critique que développe également Mora[60]. Mais la position de ce dernier est plus nuancée; en effet, Mora reconnaît les qualités morales de Morelos et le qualifie de «patriote»[61]. Ainsi, tout comme la périodisation du schéma historique de la patrie, la construction d'un panthéon des héros de la nation mexicaine attise également les combats autour de la mémoire.

La construction de l'idée nationale revêt au XIXe siècle un intérêt tout particulier, puisqu'il s'agit pour les historiens de l'époque de doter le nouvel État d'un passé qui vient légitimer son existence comme nation, et donc tenter de construire une identité nationale. Cela se traduit d'abord par la construction d'un schéma historique de la patrie dans lequel la nation se présente comme l'aboutissement d'un long processus historique. Cette édification et cette transmission d'un imaginaire commun correspond à des stratégies de la mémoire qui visent à l'édification et à la transmission d'une histoire de la patrie. De plus, l'élaboration d'un imaginaire historique se fonde également sur la construction d'un panthéon des héros mexicains, dont José María Morelos constitue la principale figure.

ERIN CASTRO LIERA

Durante el siglo XIX, mientras la Nueva España vivía las luchas civiles que permitirían el nacimiento de México, en la península de Baja California, nadie se quejaba de la corona española, de hecho, nadie se enteró de la jura de independencia sino hasta más de un año después. La impresión de tal cambio de poderes, después de proclamarse la independencia en la Península tres veces en lugares y tiempos distintos, no cambió inmediatamente la vida diaria de los sudcalifornianos.

Mientras en el resto del país se luchaba con la pluma y las ideas por crear una República Federal, a la Baja California llegaban los primeros pobladores, se creaban los primeros intereses comerciales y se sobrevivía a la escasez de productos de primera necesidad. Mientras en México se luchaba por un gobierno laico, en Baja California Sur los poderes locales se declararon independientes para dirigir sus destinos, mientras el poder central arreglaba sus problemas. Mientras el gobierno de Porfirio Díaz (1876-1910) empezó a comunicar el país a través de los ferrocarriles, la parte meridional de la península sólo contaba con caminos de terracería, se comunicaba internamente tras largas horas de duro recorrido y se encontraba separada de la ciudad de México por varios días de viaje. El más grande legado del régimen porfirista para la mitad meridional de la península fue la libertad: libertad a locales y extranjeros de invertir y comerciar. Mientras en la ciudad de México José Yves Limantour presumía de haber saneado las finanzas públicas, el gobierno de Baja California Sur dependía económicamente de la buena voluntad del gobierno federal y de los préstamos de los notables de la economía local. Cómo fue posible que esta sociedad que se sentía olvidada y menospreciada por el gobierno central conservara en su imaginario pertenencia y lealtad a México?

[57] Alamán (Lucas), *op. cit.*, tome II, p.219.
[58] *Ibid.*, p.220.
[59] Ibid., tome II, p.219.
[60] MORA (J. M. L), *op. cit.*, tome I, p.147.
[61] *Ibid.*, tome III.

Administración y puestos públicos

Durante el siglo XIX, las familias rancheras[[«Rancho»: casa con un terreno de extensión mediana donde se crían animales y/o se cultiva la tierra para subsistir. «Familia ranchera»: familia que habita en un rancho.]] no tenían mucho contacto con las autoridades civiles, mucho menos con el gobierno central mexicano. En la vida cotidiana era más común el trato con embarcaciones extranjeras y nacionales que, sin registrarse en ninguna aduana, tocaban las extensas costas de la península e intercambiaban productos manufacturados por queso y carne, principalmente. La geografía dificultaba a la precaria arca estatal tener oficinas y funcionarios en la cantidad necesaria y en los lugares precisos para atender y controlar a la población. Como muestra, debemos decir que fue hasta finales del siglo XIX que se empezó a generalizar la costumbre de registrar a los niños que acababan de nacer.

Por otra parte, la misma debilidad de la economía de la península, la escasez de población y las dificultades para que extranjeros y nacionales pudieran establecerse y sobrevivir, mantuvieron siempre a la mitad meridional de la península bajo una dependencia administrativa más fuerte que la mayoría de las regiones del país. Durante la colonia y hasta finales del siglo XIX, la parte meridional de la península dependía, tanto administrativa como judicialmente, de las oficinas de Sonora y Sinaloa. Aunado al hecho de que la contracosta era la principal fuente de víveres de la parte meridional de la península y que los comerciantes paceños estaban directamente relacionados con las casas comerciales de la contracosta, nos damos cuenta que la media península, en realidad, era la periferia de la periferia noroccidental de México. Durante el Porfiriato, la península sólo logró alcanzar el estatus de Distrito del Territorio de la Baja California y, durante la Revolución, el único logro fue ascender al estatus de Territorio. En ambos casos, y hasta 1974, la media península no tenía derecho a leyes propias, no tenía derecho a ingresos propios y no tenía derecho a gobernadores nativos, mucho menos electos por votación.

Ante la falta de inversiones y de fuentes de trabajo, el crecimiento del aparato burocrático se convirtió en una de las principales opciones de ocupación. Considerando tanto a los trabajadores de oficina como a los encargados de la salud pública y a los profesores, nos damos cuenta que la mayor parte de la población o participaba directamente en el aparato administrativo estatal o contaba con algún familiar trabajando directamente para el Estado. Indudablemente, esto creaba lazos entre el Estado y la población.

Si bien el discurso de los participantes en el movimiento revolucionario en 1913 privilegiaba la democracia y la libertad política, la Revolución, en este aspecto, significó un gran retroceso para los sudcalifornianos. En 1928, los habitantes de Baja California Sur perdieron el derecho de escoger a sus autoridades locales, los municipios fueron reemplazados por delegaciones y los funcionarios encargados fueron, desde entonces, designados directamente por el gobernador del Territorio. Por su parte, la organización política independiente del Estado desapareció con la caída del precio y de la producción de cobre en el municipio de Mulegé.

En el Territorio, el Partido Oficial (creado por el Estado) no tuvo competencia alguna. Este partido, por un lado integraba en sus filas a todos los nuevos políticos sudcalifornianos y, por otro lado, limitaba su participación política al ser un organismo controlado por el gobierno que sólo actuaba en época de elecciones. En cuanto a los procesos electorales, aunque eran un ensayo de práctica política, al igual que durante el porfiriato, las votaciones continuaron siendo simbólicas pues siempre ganaba el candidato del partido oficial escogido por el gobierno local y federal. El Diputado del

Territorio, único puesto local electo por votación, siempre era designado por el presidente de la República, lo cual era un secreto conocido por todos los sudcalifornianos. Sin embargo, la gente asistía a votar. Los rancheros se desplazaban para asistir a las elecciones, lo cual, continuaba siendo un ensayo de práctica política.

Por otra parte, aunque con la desaparición de los municipios se cerró un importante espacio de participación política, paralelamente se abrieron otro tipo de espacios políticos, bajo el auspicio del Estado. A partir la década de los 30's, el gobierno se encargó de organizar a todas las clases trabajadoras en diversas agrupaciones, todas controladas por el gobierno y todas dependientes de las organizaciones obreras nacionales que vivían coludidas con el gobierno federal. Las organizaciones sindicales y la Confederación Nacional de Organizaciones Populares del partido oficial (Partido Revolucionario Institucional), permitieron que la clase política local siguiera existiendo y creciendo de manera totalmente dirigida por el Estado local y federal. Por otra parte, la vida política se enriquecía a través de las sociedades de servicios como el Club Rotario y el Club de Leones local. Todas estas organizaciones, aunadas al movimiento masón que desde finales de siglo XIX y durante todo el siglo XX continuó jugando un papel muy importante en la política local, nos damos cuenta que la sociedad peninsular creaba lazos más allá del golfo al integrarse a estas asociaciones nacionales e internacionales.

La nación en el imaginario local

El discurso político

El discurso político que se puede rescatar, desde la agitación política creada por la Revolución de 1910 hasta el movimiento de conversión de Territorio a Estado, tiene algunas interesantes coincidencias. En principio, la Revolución, como símbolo, es siempre utilizada en un sentido casi romántico, pues se le considera como la redentora. En el caso del partido oficial (donde participaban todos los políticos locales) la Revolución es utilizada para legitimar su existencia como Partido pues, para ellos, el objetivo principal es velar porque los «principios de la Revolución» se conserven. En la década de los 60's (momento en que se lucha por obtener el derecho a elegir a las autoridades locales y posteriormente la conversión del Territorio a Estado) algunos de los vicios políticos que acarreó la Revolución son considerados causa del hecho de no existir un gobernador nativo del Territorio. Esto hace pensar que existía una idea aún idealizada del sistema político nacional y de la Revolución de 1910.

El discurso de los políticos locales siempre tuvo como principal demanda la democracia, la cual posteriormente fue claramente definida como la capacidad para elegir mediante el voto directo a sus gobernantes. Esta demanda, finalmente, termina siendo la solicitud de los ciudadanos sudcalifornianos de tener los mismos derechos cívicos que tenían los Estados de la República. Desde 1911, y hasta 1974, existe una evolución clara de la definición del derecho de nacimiento, de la vecindad y, finalmente, del arraigo. Si en los escritos políticos anteriores a la década de los 30's se valoran los derechos de los habitantes nacidos en el Territorio, en la década de los 60's, este concepto se vuelve más complejo, se moderniza un poco, pero guarda una fuerte imagen de localismo y de exclusión. El «arraigo», que los políticos de la década de los 60's exigen de sus gobernantes, significa: vivir en el Territorio, tener los intereses particulares comprometidos en el Territorio, conocer las necesidades locales, conocer la idiosincrasia e, incluso, conocer

personalmente a la gente. Para estos políticos, el gobernador y el pueblo debían que tener una relación de confianza, para lo cual era necesario que el gobernante fuera bien conocido por la sociedad sudcaliforniana. De igual manera ésta última debía ser conocida por el gobernador. Esta idea del arraigo incluso tocó el ámbito de lo sentimental, pues los políticos e intelectuales locales consideraban que el gobernador debía tener comprometidos sus afectos hacia Baja California, la cual, de cierta manera, es la madre de todos. El grado de compromiso de un gobernador también variaba con respecto a su relación afectiva y sus intereses económicos establecidos en la península, pues consideraban que las fallas en el gobierno de una persona sin arraigo eran errores, mientras que las fallas del gobierno de un nativo o de alguien con arraigo eran una traición.

Con respecto a la relación de la península con la Federación, desde 1911 se habla de un sentimiento de olvido, del cual son objeto los sudcalifornianos. Esta postura se recrudece al paso del tiempo. Este sentimiento se define en el discurso político de la década de los 60's como el del abandono y la incomprensión. Los sudcalifornianos saben que la Federación no aplica las medidas correctas (sobre todo en el ámbito económico) a las necesidades locales por falta de interés o conocimiento de causa pero, además, saben que la mayor parte de los mexicanos desconocen la cultura sudcaliforniana, la cual consideran muy alejada y casi inaccesible.

Los sudcalifornianos estaban convencidos de que la Federación estaba obligada a hacer las inversiones adecuadas en infraestructura para que la economía local se desarrollara, para que la población creciera y para que Sudcalifornia pudiera acceder a la independencia económica y política. Sin embargo, su actitud hacia la Federación nunca fue de reproche, nunca se insubordinó ni trató de salir del esquema del sistema político - administrativo del país. La actitud de los políticos sudcalifornianos era la de «hijos incomprendidos», «hijos menores del país», quienes se dirigían a un padre, al cual tenían que demostrarle que eran maduros para tomar en sus manos su propio destino.

El fuerte sentimiento regionalista y esta idea de ser hijos de la Federación y no un componente más de la misma en igualdad de circunstancia, alejaba mucho la política local de la idea moderna de Estado. No debemos olvidar que la población sudcaliforniana era muy reducida, dentro de la cual, los grupos políticos lo eran aún más. Es cierto que, en La Paz de los años 60's, casi todo el mundo se conocía entre sí o por lo menos conocía la historia general de la mayoría de las familias. Las relaciones políticas se daban entre conocidos, vecinos e incluso parientes. Dentro de este contexto, el discurso regionalista, lejos de buscar un desarrollo hacia la modernidad política, proponía, en el fondo, la protección de los intereses de los locales bajo las relaciones políticas y de poder ya establecidas. Esta situación es comprensible considerando que los participantes en el movimiento de conversión de Territorio a Estado eran profesionistas que había estudiado gracias a las becas del gobierno, que se integraron a la política a través del partido oficial, que existían en el Territorio gracias a la ayuda económica directa del gobierno (agricultores), que dependían directamente del aparato administrativo gubernamental (burócratas). En conclusión, eran hijos del régimen revolucionario.

La educación

El sistema educativo es el mejor medio de difusión de las ideas del Estado, pero, para que esto sea cierto, la educación tiene que estar controlada por la federación tanto en su organización práctica como en sus planes y programas de estudio. El primer intento por federalizar la educación en México se dio hasta 1889, durante la presidencia de Porfirio Díaz. A pesar del entusiasmo y la buena acogida

por parte de autoridades y maestros, la llegada de la guerra civil en 1910 coartó el desarrollo de la educación nacional.

En 1921, bajo la dirección de José Vasconcelos, la educación empezó a ser organizada, finalmente, por la Federación. En el caso de Baja California Sur, su condición de Territorio le valió una aplicación temprana y expedita de leyes educativas provenientes de la capital del país. El primer gran paso que la educación permitió dar a los sudcalifornianos hacia la cultura mexicana fue la partida de 12 jóvenes para estudiar en la ciudad de México. Gracias a este viaje, los jóvenes por primera vez tuvieron contacto con el país al que sabían que pertenecían, pero que sólo conocían a través de algunas lecturas. Este fue el primer contacto con los vestigios de la historia oficial de México, con la población indígena y su cultura. También fue el primer contacto con la vida moderna de México, con las manifestaciones artísticas del momento y con el cine. Aunque en principio hablamos sólo de 12 jóvenes a los cuales, dos años después, se unieron otros cinco estudiantes sudcalifornianos, el impacto que tuvo a largo plazo su partida y su preparación fue enorme para la media península. Gracias a estos jóvenes, posteriormente la carrera magisterial tuvo un gran desarrollo en el Territorio. Este hecho fue doblemente importante, considerando que fue la única opción de estudios superiores en Sudcalifornia hasta 1974.

A partir de 1931, estudiantes de todas las delegaciones del Territorio acudieron a prepararse en la Escuela Normal, la cual, a pesar de cambiar de nombre y lugar de residencia, logró formar a numerosas generaciones de maestros. Debido a la mística educativa de José Vasconcelos, primero, y luego a la mística de la escuela socialista durante la presidencia de Lázaro Cárdenas, las primeras generaciones de profesores sudcalifornianos estaban formadas para realizar una labor que trascendía ampliamente el ámbito de las aulas. Los maestros estaban capacitados para formar a los alumnos e incluso a los padres de familia, a fin de que mejoraran, de forma integral, sus condiciones de vida. Los maestros, a la manera de los misioneros, partieron de sus hogares a instalarse en comunidades pequeñas y alejadas y se volvieron el principal eje de la vida social y cultural de las comunidades de rancheros y pescadores. A través de los maestros encontramos por primera vez la presencia del Estado en las comunidades aisladas del Territorio. Además de infundir la educación con base a los modelos establecidos por la federación hablando por primera vez un mismo código con respecto a la historia y el civismo, el maestro empezó a organizar fiestas para conmemorar diversos sucesos históricos. Estas fiestas eran muy importantes en las pequeñas comunidades, escasas en actividades culturales y sociales. El mensaje que era transmitido en estas fiestas, a través de la muy respetada figura del maestro, entraba de manera directa en la mente e incluso, podemos decir, el corazón de los alumnos.

Si, por un lado, la labor magisterial permitía la unificación de los criterios culturales con el resto del país, también permitió la consolidación y unificación de las costumbres de la región sudcaliforniana y de sus gentes. Las Olimpiadas Territoriales, con sus competencias deportivas y concursos literario-musicales, hacían que los jóvenes se desplazaran para convivir con los jóvenes de otros poblados lejanos. El alojamiento de estos jóvenes en casas particulares fue uno de los factores claves para el auto-reconocimiento de la cultura sudcaliforniana. Por su parte, el desplazamiento de los maestros a las diversas comunidades y después la creación de albergues escolares (donde recibían a alumnos de los ranchos aislados) permitió que la difusión de la educación y la cultura fuera eficiente, creando lazos sólidos con la cultura mexicana y con el gobierno local y el gobierno federal.

Aunque la integración de Baja California Sur al Estado-Nación mexicano empieza a darse de manera lenta, pero contundente a partir del siglo XIX, fueron los gobiernos posrevolucionarios los que terminaron por integrarla definitivamente a la vida política y cultural mexicanas. Los medios de

transporte, la consolidación del aparato burocrático estatal y la subordinación de la política local a la nacional franquearon de manera acelerada y eficiente la distancia del centro político y administrativo del país que existía durante el siglo XIX. Por otra parte, aunque la población peninsular siguió sin tener contacto con la cultura indígena, a través del eficiente sistema educativo que se desarrolló a lo largo de todo el Territorio, la enseñanza de la Historia Nacional en las aulas y el culto a los símbolos patrios lograron crear en el imaginario local el mito de una Nación grande, fuerte, valiosa a la cual cada habitante del Territorio tenía la fortuna de pertenecer. México se convirtió así, en algo grande aunque aún alejado de la vida cotidiana, lo cual creó un sentimiento de inferioridad al considerar que lo mejor se encontraba fuera de la mitad meridional de la península y fortaleció el nacionalismo local.

La historia de Baja California Sur parece estar llena de paradojas. Es una sociedad que, a fuerza del cierre de los espacios políticos y de la falta de derechos cívicos, acelera su proceso de politización. Es una sociedad que, ante la lejanía física y administrativa hacia México, fortalece su espíritu de integración al país. La historia de Sudcalifornia, en fin, es la del aparente juego de acercamiento y alejamiento hacia la federación, la de la gran pobreza y grandes riquezas. Finalmente la de una sociedad que luchó contra una libertad que nunca fue bien entendida.

***J**ÉRÔME **P**LANCHE*

Jusqu'en novembre 1999, lorsque j'appris ma nomination comme professeur au Chili, je dois reconnaître que ce pays m'était quasiment inconnu. Cherchant à associer cette résidence à un travail universitaire, je partis en quête d'un directeur de recherche pour un DEA[62].

François-Xavier Guerra m'accueillit chaleureusement et me proposa de travailler sur la construction de l'identité nationale chilienne à travers la question de la mobilisation populaire en faveur de la guerre qui opposa ce pays à l'Espagne en 1866. Il s'agissait d'étudier la construction d'une identité nationale dans les couches populaires.

Le Chili: un État sans Nation?

La première étape de ce travail fut d'affiner la définition du mot «nation», terme polysémique, et son sens dans le cadre sud-américain. D'après Anne-Marie Thiesse, la nation «naît d'un postulat et d'une invention. Mais elle ne vit que par l'adhésion collective à cette fiction [...]. Les succès sont les fruits d'un prosélytisme soutenu qui enseigne aux individus ce qu'ils sont, leur fait devoir de s'y conformer et les incite à propager à leur tour ce savoir collectif. Le sentiment national n'est spontané que lorsqu'il a été parfaitement intériorisé»[63]. Cela suppose, outre la durée, l'existence d'un État[64] ou d'une structure

[62] Ma maîtrise était une approche de la société des années 1970 à travers le prisme du cinéma d'Yves Boisset dans la ligne des travaux de Marc Ferro et Pierre Sorlin.

[63] Thiesse (Anne-Marie), La création des identités nationales, Europe XVIIIe- XXe siècle, Paris, Seuil, 1999, p. 14.

[64] Le terme « État » intègre l'institution mais aussi la notion de stabilité favorable au développement d'un cadre permettant la mise en place de médias (presse, cafés, associations...).]

équivalente capable d'introduire et de diffuser cette «invention». Si l'État «garantit l'indépendance politique de ceux qui le [le sentiment national] détiennent vis-à-vis des autres États, il contraint par ailleurs à l'obéissance tous ceux qui sont soumis aux lois établies par les dirigeants de l'État. Dans cette perspective, le lien social qu'exprime la souveraineté étatique est un rapport de domination (commandement/obéissance)»[65]. L'État définit un cadre permettant l'éclosion d'éléments favorables à la constitution de la Nation. De fait, elle devient indissociable de la notion d'État. On est bien en présence de la notion d'État-Nation, concept né avec la Révolution Française.

Le résultat, c'est que la diffusion de l'idée nationale s'associe à la construction d'une administration permettant la présence et le contrôle de l'État[66]. Ce développement est avant tout un déploiement progressif[67] qui touche peu à peu tous les échelons sociaux.

Si la «fabrication des citoyens» est essentielle dans la constitution d'une nation, elle ne suffit pas à expliquer la formation d'un sentiment national[68]. L'identité provient aussi de la participation active de chaque membre de la communauté. La Nation c'est aussi un vécu personnel, une relation intime qui entraîne un sentiment d'appartenance à cet espace, à cette communauté. La langue, la maîtrise des codes administratifs mais aussi culturels, la participation à la défense du territoire sont quelques-uns des traits de cette relation intime. Cette notion en évolution constante (temps, espace, culture) se modifie constamment et ses caractères se transforment en fonction des pays étudiés.

La construction nationale est indissociable de celle de l'État. Or celui-ci connaît une mise en place complexe, fortement marquée par la période coloniale. «Cette complexité résulte, certes, de l'immensité de l'espace sur lequel il s'étend et des niveaux très différents d'organisation politique des peuples indigènes, mais aussi, et peut-être surtout, du moment politique où il s'est constitué, à cette époque charnière où se bâtissait en Castille une monarchie moderne»[69]. Dans le cas chilien c'est la situation géographique, en marge de l'empire Inca puis de l'empire espagnol, l'existence d'une frontière du fait du conflit avec les Mapuches. Il en résulte une intégration tardive dans l'empire des Indes, non sur le plan administratif mais dans le domaine économique et politique. Son développement économique est tardif, au cours du XVIIIe siècle, et s'accompagne de l'émergence d'une classe dirigeante créole[70]. La marginalité géographique entraîne une prédéfinition des frontières.

Cette intégration tardive implique une relation à l'État spécifique. L'État castillan du XVIIIe laisse peu de place aux revendications des différents corps notamment aux revendications de type seigneurial[71].

---

[65] Noiriel (Gérard), État, nation et immigration. Vers une histoire du pouvoir, Paris, Belin, 2001.

[66] Gérard Noiriel conclut que « Étant donné que les membres d'une communauté nationale sont liés entre eux par les formes de relations indirectes que véhicule l'État, la nation ne pouvait s'épanouir que comme forme sociale dans un monde déjà largement saisi par l'écriture, disposant de moyens de transports rapides et sûrs », NOIRIEL (Gérard), op. cit.

[67] On reprend ici la terminologie de Juan Carlos Garavaglia, qui entend par là une construction en spirale de l'État dont le point de départ est le système répressif. La nécessité de le financer entraîne la constitution d'une imposition qui requiert des cadres ayant recours au répressif pour encaisser les sommes...

[68] Noiriel (Gérard), op. cit., et HobsbawN (Eric), Nations et nationalismes depuis 1780, Paris, Folio Histoire, Gallimard, 1992.

[69] GUERRA (François-Xavier), in GRUZINSKI (Serge) et WACHTEL (Nathan) (dir.), Le Nouveau Monde. Mondes Nouveaux. L'expérience américaine, Introduction au chapitre IV, Paris, ERC et Ed. EHESS, 1996, p. 351-364.

[70] L'essentiel des produits manufacturés est importé de la métropole par les ports péruviens.

[71] GUERRA (François-Xavier), op. cit.

Le retour de l'État monarchique et le relatif développement économique entraînent une recherche d'autonomie administrative[72].

L'indépendance, proclamée en 1818, s'inscrit dans le mouvement général américain tout en étant en marge, le centre de cette région étant le Pérou. Elle n'est définitivement acquise qu'après l'intervention de l'armée commandée par l'Argentin San Martin et le Chilien Bernardo O'Higgins. Intervention rapide, guerre de libération extérieure qui traverse le pays avant de se poursuivre vers le Pérou. Ce conflit est à l'origine de divisions au sein de l'aristocratie, groupe social au centre de la construction de l'État, caractérisé par son homogénéité culturelle - européenne à dominante espagnole - et numérique. On peut utiliser, pour désigner ce groupe «liderazgo»[73], le terme de «familia chilena»[74]. Il en résulte une facilité pour la cohésion tout en accentuant les rivalités de personnes.

Indépendance ne signifie pas État. Il en résulte une période longtemps considérée par l'historiographie traditionnelle chilienne comme le temps de l'anarchie (1819-1833). Période de construction des premiers symboles nationaux même si ceux-ci évoluent, comme l'hymne[75] et le drapeau nationaux. Des conceptions antagonistes de l'Etat et de la Constitution engendrent de nombreux conflits[76]. L'enjeu en est l'idée de l'État et donc de la constitution. Après plusieurs tentatives, c'est une constitution parlementariste qui est adoptée en 1828. Les élections présidentielles se terminent par un conflit armé, dont la bataille de Lircay, en avril 1830, est l'aboutissement. Elle marque la séparation définitive de la classe dirigeante chilienne entre *Pipiolos* et *Pelucones* héritiers des «realistas» et «patriotas». Les vainqueurs -les conservateurs ou *pelucones*- sous l'impulsion du nouveau président Joaquím Prieto et de son ministre Diego Portales imposent un retour à l'ordre. Ainsi, «le pays revenait, comme au temps de la monarchie, à un régime de gouvernement»[77], avec la nouvelle Constitution, promulguée en 1833. Elle renforce le pouvoir central, restreint le droit de vote[78]. Répression violente, limitation de la liberté de la presse[79], Portales met en place une véritable dictature. Période de déploiement[80] de l'État chilien -renforcement des droits de douane, organisation des différents services policiers et militaires-, et d'affirmation d'une pensée nationale. C'est le début de cette «nationalité» qui «a défini son contenu moral dans ce qui s'appelle un État en formation. Ce fut -comme l'a dit Encina- la décharge électrique qui détermina l'éclosion d'un sentiment adulte de la nationalité, et des forces spirituelles qu'un heureux hasard transformera en État formé, lors d'un processus accidenté d'une vingtaine d'années»[81].

Sa place dans l'ensemble américain reste indéterminée. Elle s'affirme au cours des années 1834-36. En effet, les tensions entre l'État portalien et ses voisins dirigés par le général Santa-Cruz se

---

[72] Du fait même de sa position en marge, le gouvernement de Ambrosio O'Higgins est représentatif de cette ambiguïté du pouvoir et de la place de l'État au Chili. Il renforce le pouvoir central tout en s'alliant à l'une des grandes familles chiliennes, les Riquelme.

[73] Expression empruntée à Loveman (Brian), Lira (Elizabeth), Las suaves cenizas del olvido : Vía Chilena de reconciliación política, 1814-1932, Santiago, LOM/Dibam, 1999. La formule est difficile à traduire, elle désigne le groupe leader.

[74] Idem

[75] Écrit par Don Vera i Pinto, il met en exergue l'élément indigène au détriment du colonisateur. Il faut remarquer qu'il n'est modifié qu'en 1828 où il est remplacé par l'hymne actuellement utilisé.

[76] Villalobos R. (Sergio), Portales, una falsificación histórica, Santiago, Edición Universitaria, 3a edición, mai 1990

[77] Loveman (Brian), Lira (Elizabeth), op. cit., p. 122.

[78] Pour tout ce qui concerne l'enjeu politique de Lircay et ses répercussions sur la vie politique chilienne voir Loveman (Brian), Lira (Elizabeth), op. cit.

[79] Villalobos (Sergio), op. cit.

[80] Le mot est employé dans le sens qu'en donne Juan Carlos Garavaglia, séminaire de l'EHESS, 2002

[81] FeliÚ Cruz (Guillermo), « Patria y chilenidad : Ensayo histórico y sociológico sobre los orígenes de estos sentimientos nacionales afectivos », Santiago, Ediciones de la revista Mapocho, organo de la Extensión Cultural, Biblioteca Nacional, Tome V, n°1, 1966. Traduction de l'auteur.

traduisent par un conflit à partir de 1836. Au-delà des intérêts de pouvoir -puisque la guerre internationale s'accompagne d'une guerre civile contre le colonel Vidaurre qui dénonce la dictature de Portales-, ce sont deux conceptions de la «nation» et de l'identité américaine qui s'opposent. Santa-Cruz est favorable à une unité de l'Amérique[82] tandis que Portales définit un État aux caractéristiques différentes: le Chili[83]. La victoire chilienne en 1837 est l'occasion de la fondation d'un des premiers mythes nationaux avec la bataille de Yungay et la participation de la *guardia nacional*, troupe de réserve composée des citoyens. La glorification des soldats, notamment féminins, est le sujet des premiers textes nationaux même si cette mobilisation est éphémère. Enfin, l'année de l'assassinat de Portales marque la victoire provisoire des conservateurs et la continuité de l'œuvre du ministre. La personnalité de Portales est essentielle pour comprendre la définition de la politique étatique de cette période. Son assassinat permet la création par les conservateurs d'un mythe fédérateur[84]. Enfin, le cadre géographique est en partie fixé avec le règlement du conflit: compris entre la cordillère et la mer, avec au Nord le désert d'Atacama, au Sud de grandes zones non peuplées et difficilement accessibles[85]. Il ne se modifie que partiellement après 1837 avec la colonisation progressive de la région de Valdivia et l'installation dans la région de Magellanes.

Avec l'affirmation de l'État, il devient nécessaire de développer un discours sur la nation et ses particularités, travail effectué par les classes dirigeantes et lettrées. En 1837, le reste de la population demeure en marge de ce discours[86] comme l'atteste l'absence de mouvement populaire en faveur de la guerre.

1837-1879: La naissance d'une nation.

1837 le cadre institutionnel et géographique est en place. Il ne se modifie qu'en 1879[87], lors de la guerre du Pacifique qui oppose le Chili à l'alliance péruano-bolivienne. Cette guerre, que l'on peut qualifier de coloniale, est marquée par des mouvements populaires spontanés d'enrôlement dans les forces armées[88], même si ce phénomène n'est pas généralisable à l'ensemble du territoire[89]. Il faut remarquer que ces mouvements sont essentiellement présents dans les zones urbaines, largement plus marquées par la présence de l'État. L'encadrement rural est celui de l'*hacienda*[90]. On est en présence d'un mouvement spontané attestant l'existence d'un nationalisme populaire, que Gérard

---

[82] Peralta (Ariel), « Ejército y mentalidad militar en la historia americana y de Chile en el siglo XIX », in Mapocho n°38, Santiago, second semestre 1995.

[83] Villalobos (Sergio), op. cit.

[84] Idem.

[85] Sagredo Baeza (Rafael), « La idea geográfica de Chile en el siglo XIX », in Mapocho n°44, Santiago, second semestre 1998.

[86] À l'exception des membres de la guardia nacional comme le mentionne Cordero (Fernando), « Chile, siglo XIX : de la milicia a la guardia cívica », in Ibero American Nordic Journal of Latin American Studies, vol. XXII, n°1, Stockholm, 1992. Voir aussi le travail remarquable de Valenzuela (J. Samuel), « Hacia la formación de instituciones democráticas : prácticas electorales en Chile durante el siglo XIX », in Estudios públicos, n°76, Santiago, CEP, printemps 1999. Il met en exergue l'importance de la relation de ce corps intermédiaire entre élites et population.

[87] Avec la victoire et l'absorption du Nord, se pose le problème de l'intégration des catégories plus modestes au monde politique mais aussi la pression issue de l'intégration des territoires du Nord (Antofagasta, Iquique et Arica), riches en minerais.

[88] C'est le cas notamment à Valparaiso, voir Grez Toso (Sergio), De la « regeneración del pueblo » a la huelga general : genesís y evolución histórica del movimiento popular en Chile (1810-1890), Santiago, RIL/Dibam, 1997.

[89] Sater (William), Chile and the war of the Pacific, USA, University of Nebraska Press, 1986. Ce dernier précise que dans les zones rurales les résistances sont fortes, notamment de la part des Hacendados qui se plaignent de la perte de main-d'œuvre du fait de recrutement forcé.

[90] Salazar (Gabriel), Labradores, peones y proletarios, Santiago, LOM historia, Tercera edición, 2000.

Noiriel décrit comme une étape essentielle du processus de construction de la Nation. Ceci est d'autant plus marqué que, dans un premier temps, l'armée est composée de volontaires[91].

Entre ces deux dates, le pays a subi deux guerres civiles et une guerre internationale. Il est aussi marqué par une évolution de la structure politique et l'intégration progressive des différents groupes intermédiaires dans la vie politique. L'enjeu est de fabriquer des citoyens. Il est vrai que la population chilienne se caractérise par une certaine homogénéité qui va au-delà du groupe *liderazgo*, marquée notamment par le métissage important dans les couches populaires même s'il est en régression depuis la fin du XVIIe siècle, où la moitié de la population se reconnaissait une ascendance indienne[92]. Cette population connaît une croissance relativement faible: elle double entre 1837 et 1875, hausse essentiellement due au solde naturel. Dans les années 1850, le gouvernement tente de favoriser, modestement[93], l'implantation de colons dans le Sud.

L'autre caractéristique de cette population, c'est sa concentration dans une partie du territoire, soit dans le *Valle Central* et le *Norte Chico*[94]. Concentration rurale mais aussi urbaine, dès 1865, un tiers de la population réside en ville, essentiellement à Santiago et Valparaiso. Cette concentration favorise les échanges mais aussi le contrôle de l'État. Parallèlement, les identités régionales[95] sont faibles si l'on excepte la région de Chiloé qui a développé, du fait de son insularité un caractère particulier. Cela s'explique partiellement par la faiblesse du groupe *liderazgo*[96] qui se concentre à Santiago, par la faiblesse relative de l'immigration, et par la mobilité du corps social.

En 1861, l'élection à la présidence de José Joaquím Pérez, marque une rupture dans l'histoire du Chili. L'ouverture politique s'accompagne de l'ébauche d'un discours sur la nation autour d'un certain nombre d'intellectuels chiliens, Andrés Bello, J.V. Lastarria mais aussi argentins tel Domingo F. Sarmiento[97]. Les premiers cherchent la définition de la nation dans l'histoire des communautés indigènes -comme dans la plupart des pays américains- et le rejet de l'hispanité. Conscient de la nécessité d'affirmer la continuité avec la période coloniale dans la lutte contre les Indiens, Sarmiento propose une construction autour de la langue. Il est vrai que le cas argentin est différent[98]. Le rejet de l'hispanité est constante comme l'atteste la valorisation des écrits de Ercilla et son «Auraucania». La lutte indigène est valorisée, intégrant l'Indien dans l'imaginaire collectif[99]. Discours théorique, car la conscience d'appartenir à la culture européenne est très répandue. Le héros national c'est le

---

[91] Abraham Quiroz : Espitolario inédito de su campaña como soldado raso durante toda la guerra del Pacífico 1879-1884", publié avec une introduction de FELIÚ CRUZ (Guillermo), op. cit. , p. 174-216.

[92] Góngora (Mario), *Ensayo histórico sobre la noción del Estado en Chile, s.XIX y XX*, Santiago, Edición Universitaria, 1998

[93] Iancpain (Jean-Pierre), *Les Allemands au Chili (1816-1945)*, Allemagne, Böhlau Verlag, Köln Wien, 1974. Il note la position ambiguë du pouvoir central qui s'inquiète de l'installation d'une population n'ayant pas la même culture et pouvant réclamer une autonomie.

[94] Arnold J. Bauer fait un tableau comparatif des trois grandes régions céréalières des nouveaux mondes- Chili, Victoria en Australie, San Joaquim Valley en Californie - où il indique les densités de population. Celle du Chili est 4 fois supérieure à celle de l'Australie.

[95] Il n'y a pas d'étude par région à l'exception de l'île de Chiloé et de la région de Punta Arenas qui entend se distinguer de Santiago. Les deux soulèvements populaires des années 1851 et 1858 mettent en avant des revendications démocratiques, mais ne donnent pas lieu à un discours identitaire régional.

[96] Salazar (Gabriel), Pinto (Julio), *Historia contemporánea de Chile. II: Actores, idendidad y movimiento*, Santiago, LOM, 1990.

[97] Verdevoye (Paul), *Domingo Faustino Sarmiento: éducateur et publiciste (entre 1839 et 1852)*, Paris, Travaux et Mémoire de l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine, XII, 1963.

[98] La relation entre les indigènes et l'État argentin est plus violente que dans le cas chilien. Il faut attendre les années 1870 pour que le conflit soit ouvert. Depuis l'indépendance, Santiago n'a jamais été sous la pression d'une invasion indienne comme cela put l'être pour la province de Buenos Aires.

[99] RiviÈre (Sylvie), *Histoire et idéologie: les mapuches et la mythologie nationale chilienne*, Paris, DEA sous la direction de C. Miguet, Université de Paris X, juin 1990.

conquistador Pedro de Valdivia. Il s'agit bien de cette culture euro-américaine décrite par François-Xavier Guerra[100]. L'autre problème est de trouver des figures nationales capables de rassembler les Chiliens. La victoire de Yungay est l'occasion d'ébaucher un panthéon national, mais elle reste entachée d'une défaite préalable et surtout de la tutelle de Portales qui divise la classe dirigeante de cette époque. Les leaders de la guerre d'indépendance, souvent encore en vie, posent problème par leur position politique, notamment dans le cas de O'Higgins et de sa dictature. Il est vrai que ces années de stabilité favorisent le mythe Portales[101].

Définir l'identité nationale, développer l'État, est le double objectif des gouvernements de la période. Développer l'État, cela veut dire accroître sa place et son emprise sur les personnes et le territoire. Les années 1840 voient le renforcement de l'armée et de son encadrement -création de l'école militaire et d'une université. Parallèlement les libertés individuelles sont réduites notamment au cours des élections nécessaires à la légitimation du pouvoir[102]. Ces structures favorisent l'émergence de mouvements populaires -soulèvements de 1851 et de 1858, en réaction à l'emprise de l'Etat- qui ont pu provoquer des réorientations politiques[103]. Ils sont l'occasion de déclarations d'appartenance au Chili.

Si l'administration participe à l'émergence d'une identité nationale, le système scolaire a, lui aussi, une place centrale dans la diffusion des valeurs communes qui fondent cette identité. Au Chili, la Constitution de 1833 oblige chaque municipalité à mettre en place une école primaire, mais son application s'avère délicate. Malgré la création en 1842 de l'Université de Santiago et la promulgation d'une loi sur l'enseignement primaire gratuit en 1849, il faut attendre la fin des années 1850 pour que se développe une formation de qualité susceptible de diffuser les valeurs de la nouvelle République[104]. Autour de la *Sociedad de Instrucción Primaria* fondée en 1856, par Sarmiento, Amunátegui, Santa María, Vicuña-Mackenna, se met en place une réflexion sur les programmes et les méthodes d'éducation. Seulement, le nombre d'élèves reste faible même s'il s'accroît légèrement jusqu'à la veille de la guerre du Pacifique[105]. Le manque de personnel et de moyens financiers sont à l'origine de disparités régionales[106], le milieu urbain étant plus favorisé. La massification de l'école et la structuration définitive des enseignements sera l'affaire de la fin du XIXe siècle.

L'école ayant un rôle secondaire avant les années 1850, c'est donc sous une autre forme que se diffuse le sentiment national. La sociabilité et ses lieux de rencontre prennent une place centrale. Le corps constitué qu'est la *Guardia Nacional* fournit un exemple des plus intéressants. Cette milice est

---

[100] Guerra(François-Xavier), «*Introduction»,* in LempÉrière (Annick), LomnÉ (Georges), Martinez (Frédéric) et Rolland (Denis) (dir.), *L'Amérique latine et les modèles européens*, Paris, L'Harmattan, 1998.

[101] Il est considéré comme le véritable père du régime, celui qui a permis au Chili de ne pas sombrer dans l'anarchie et la dictature.

[102] GUERRA (François-Xavier), «Les avatars de la représentation au XIXe siècle», in COUFFIGNAL (Georges) (dir.), *Réinventer la démocratie. Le défi latino-américain,* chap. I, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1992, p.49-84.

[103] La seconde est l'émergence d'un mouvement populaire même s'il s'inscrit dans un conflit des élites, d'après GREZ TOSO (Sergio), *op. cit*. Elle aboutit au retrait de la candidature d'Antonio Varas au profit de Joaquím Pérez, plus libéral.

[104] Egaña Baraona (María Loreto), *La educación primaria popular en el siglo XIX en Chile: Una política estatal*, Santiago, DIBAM/LOM/Centro de investigaciones Diego Barros Arana, 2000.

[105] 26% des enfants entre 7 et 15 ans sont scolarisés en 1864 sachant que ce chiffre provient du *Ministerio de la Inspección General de Instrucción Primaria* et qu'il ne prend pas en compte la présence aux cours. Egaña Baraona (María Loreto), *op. cit.*

[106] C'est le cas de l'Île de Chiloé, comme l'attestent les récits de voyage des années 1840-1850. Blancpain (Jean-Pierre), *op. cit.*

au cœur de la vie politique chilienne de la période. Ce service obligatoire avant l'heure[107], impose à chaque citoyen l'obligation de se présenter chaque fin de semaine pour participer à des manœuvres. Le fait de devoir payer son uniforme ainsi que la perte d'une journée de travail la rendent impopulaire. Lieu de rencontre, lieu d'échanges, elle permet la formation d'une identité commune. Corps urbain essentiellement composé de célibataires et d'apprentis de l'artisanat, elle reste sous l'autorité des notables. Les caractéristiques de cette institution en font un relais entre les élites et le reste de la population. C'est un espace de confrontation qui permet l'acculturation de ces deux ensembles.

L'autre structure qui favorise les relations entre personnes est celle que constituent les sociétés d'entraide qui apparaissent à la fin des années 1840. Elles sont au centre de la révolte de 1858 notamment dans les zones urbaines de Valparaiso et Santiago[108]. Ainsi, Sergio Grez, note que lors de la guerre du Pacifique ces associations se mobilisent pour aider leurs membres partis combattre[109]. Elles fournissent un fort contingent de soldats comme l'attestent les chiffres d'adhésion. Elles sont un lieu de diffusion de l'écrit et notamment de la presse. Elles sont donc un relais essentiel dans le sentiment d'appartenance à l'espace chilien.

Dans ce processus de construction de l'identité nationale, un groupe social se distingue: celui que constituent les *gañanes*[110], journaliers issus de la modernisation de l'agriculture[111], qui se déplacent d'exploitation en exploitation, porteurs d'une culture spécifique. Ils deviennent le symbole de la «chilenité», comme l'attestent les productions littéraires d'Alberto Blest Gana[112]. Ses romans décrivent avec nostalgie cet univers[113]. Le *gañan* est le prototype du *Roto chileno* ce fameux *Huaso*, personnage populaire sans véritable attache, résistant à la tâche, à moitié espagnol et un quart indien par ses origines. Il est identifié comme tel par les classes dirigeantes. Celles-ci le perçoivent comme un danger, mais elles le transforment au tournant des années 1850 en «athlète» qui construit la richesse du pays puis en valeureux combattant avec la guerre du Pacifique[114]. Sa mobilité lui permet de participer à l'élaboration d'une culture commune à l'ensemble. Ils circulent dans le *Valle Central*.

L'Araucanie reste le point important de la construction de l'identité. La présence indigène entraîne une interpénétration et une acculturation: les autochtones utilisent une langue métisse. Elle doit être traduite pour les résidents de Santiago[115] avant de devenir un élément d'identité[116]. Là encore les archives témoignent d'une opposition et d'un mélange entre les descendants d'Espagnols et les

---

[107] Toute personne apte au travail se doit d'y participer d'après la Constitution de 1833. VALENZUELA (J. Samuel), *op. cit.*

[108] Grez Toso (Sergio), *op. cit.*

[109] Les dons sont nombreux, financiers mais aussi matériels. *Idem*

[110] Salazar (Gabriel), *op. cit.*]

[111] Gay (Claude), *Historia física y política de Chile. Agricultura. Tomo II*, Paris, éditeur inconnu, 1862-1865

[112] Salomon (Russel O.), «Alberto Blest Gaña como retratista del roto», et Fraysese (Maurice), «Alberto Blest Gaña et Balzac», in *Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien (Caravelle)*, n°20, Toulouse, Université de Toulouse le Mirail, 1977.

[113] Cette description issue de Gaña (Alberto Blest), *Durante la reconquista*, Santiago, 5a edición, Zig-Zag, 1963, correspond à un individu en voie de disparition au moment de sa publication en 1897. Il est aussi un condensé de la définition de la «chilenité».

[114] Salazar (Gabriel), *op. cit*

[115] Ainsi en avril 1860, l'intendant d'Auracania explique la situation conflictuelle avec les indigènes tout en utilisant un vocabulaire imprégné par la langue de ceux-ci. Ministère de l'Intérieur, V.462.

[116] Publication de dictionnaires chiliens tels que: Rodriguez (Zorobabel), *Diccionario de chilenismo*, Santiago, 1875 et Lenz (Rodolfo), *Diccionario etimológico de las voces chilenas derivadas de lenguas indígenas americanas*, Santiago, 1905-1910.

Indiens[117]. L'identité théorisée se crée dans ces zones frontières perméables. Il est vrai que la culture indigène a depuis longtemps disparu du *Valle Central* sous la pression du développement économique[118]. Elle se dissout dans la culture dominante.

Le cas chilien présente des particularités et de nombreuses similitudes avec les autres pays d'Amérique du Sud. La principale caractéristique est la précocité du phénomène de la construction de l'État[119]. L'émergence rapide de celui-ci et sa stabilité permettent la naissance d'un sentiment national dans certaines catégories sociales notamment au sein des populations urbaines. En effet, les premiers jours de la guerre du Pacifique sont l'occasion de manifestations en faveur de la guerre dans les zones urbaines de Santiago et Valparaiso. Le nombre de volontaires est important même si celui-ci se tarit assez rapidement, nécessitant, dans les campagnes, l'appel au recrutement forcé[120]. La fin du conflit est marquée par des manifestations de liesse populaire[121]. L'autre élément est que cette guerre fournit, enfin, un panthéon de héros capable de réunir les différents membres de la famille chilienne.

L'étude de la naissance d'un sentiment national au sein des classes populaires regroupant l'ensemble des catégories sociales est encore en chantier notamment en ce qui concerne le vocabulaire national et son utilisation. Le dépouillement en cours de nouvelles archives permet d'espérer un renouvellement historiographique.

À l'issue de la guerre du Pacifique une politique de construction de statues est lancée et l'on assiste à une multiplication des publications nationales. Par ailleurs, l'Etat profite des conquêtes des zones minières du Nord pour accélérer son déploiement. La période concernée présente les caractéristiques d'une proto-nation, proche de certains cas européens.

CLÉMENT THIBAUD,

Comment définir la nature et le rôle des élites libérales dans le monde hispanique à l'aube et à la suite des révolutions de l'Indépendance? Les beaux articles de Moises Guzmán Pérez, Andrés Gordillo, Frédéric Johansson et d'Élodie Richard apportent, chacun à leur manière, une réponse à cette interrogation. La question, posée avec combien de rigueur par François-Xavier Guerra, se trouve à la croisée des histoires sociale, politique et culturelle. Car les grandes mutations des cadres légaux et symboliques lors des guerres d'indépendance, espagnoles et hispano-américaines, tracent un contexte singulier, de longue durée, qui oblige à définir ces élites bien au-delà des seules caractérisations sociales, liées à la prééminence économique ou au statut de notable. Les auteurs de ce dossier ne s'y trompent pas. Élodie Richard, par l'étude d'une académie savante, décrit ainsi les effets de pouvoir produits par la maîtrise d'un savoir légitime, dans un mouvement d'où résulte et où se ratifie l'éminence sociale; Frédéric Johansson, montre que c'est une capacité politique qui précise

[117] L'utilisation du mot *Chino* pour désigner les personnes au faciès indigène est courante à cette époque. L'intendant de Auracania demande une arrivée massive de colons et dénonce la présence d'Espagnols dans les communautés indigènes.

[118] Sur les modifications du monde rural des années 1830 à 1890, lire SALAZAR (Gabriel), *op. cit.*]

[119] Le cas est d'autant plus étrange si on le compare aux pays limitrophes, Bolivie, Pérou et Argentine.

[120] SATER (William), *op. cit.*

[121] Une des rares photos disponible sur la guerre du Pacifique du Museo de Historia Nacional présente l'entrée triomphale du générale Baquedano. 1966: Guerra del Pacífico.

les contours de ce groupe plus sûrement que l'origine: la capacité à incarner, à usurper, la voix du peuple et à en retirer la légitimité nécessaire à l'exercice du pouvoir; Andrés Gordillo, en négatif, témoigne des éléments de distinction culturelle qui leur permettent de se séparer du peuple, tout en traçant de sévères limites à ce procès de civilisation capable à chaque instant de s'inverser en dévolution vers la barbarie; dans le Mexique de la fin du XVIIIe siècle, Moises Guzmán évoque enfin tout le spectre des sociabilités, des plus traditionnelles au plus raffinées, exhibant la variable relationnelle qui permet aux élites d'être ce qu'elles sont, tout en formant collectivement la critique des autorités reçues sur laquelle se grefferont bientôt les idées de l'indépendance.

Dans chacun de ces travaux, c'est pourtant la tension et le paradoxe qui semblent le mieux définir la situation de ces groupes dominants. Car ces élites ne le sont qu'au prix de la tension, du déni ou simplement du paradoxe. Dès la fin du XVIIIe siècle, elles composent ainsi les agents paradoxaux d'une modernité prônant l'égalité des citoyens devant la loi, méconnaissant, idéalement, les différences de statut ou de caste; elles sont les initiatrices d'un savoir désintéressé et universel, celui-là même qui leur permet une prééminence incontestée; les tenantes de la souveraineté du peuple, dont elles captent la légitimité, afin de gouverner sans devoir rendre de compte à personne; représentantes du bon goût, des bonnes manières, des lumières enfin mais promotrices de la guerre civile et coutumières de la basse politique partisane. Coincées entre un cadre constitutionnel qui les ignore par principe et une société majoritairement hostile à tout ce qu'elles représentent, les élites libérales bâtissent des machines de légitimation ou des fictions démocratiques pour se maintenir au pouvoir sans respecter dans les faits ce qu'elles prônent en droit, au nom de l'avenir, de la civilisation, du progrès. Machines d'autolégitimation par la production du savoir, de la civilité, du goût, des idées modernes; fictions démocratiques permettant de soulager, dans la sphère symbolique, les tensions évidentes entre la loi et les pratiques sociales. Les libéralismes hispano-américains n'ont guère pu retrouver la société, dans la diversité de nouvelles médiations collectives, après la table rase opérée par la double fiction constitutionnelle du contrat et de l'individu. Ainsi, les élites libérales, malgré leurs divisions et leur diversité, accaparent-elles durablement la représentation politique: c'est la conclusion mélancolique que l'on pourrait tirer de la lecture des belles études présentées ici.

***M**OISES **G**UZMAN **P**ÉREZ*

Les espaces de sociabilité de l'Ancien Régime

Les lieux de sociabilité caractéristiques de l'Espagne éclairée du XVIIIe siècle, plus précisément sous le règne de Charles III, étaient ceux des Académies et des Sociétés Économiques des Amis du Pays qui prirent naissance, pour la plupart, dans les cercles privés de la noblesse. Les premières avaient un sens éminemment scientifique et furent créées sur ordre du roi (Académie Royale de la Langue et de l'Histoire) ; les seconds, de nature philanthropique, doivent leur naissance à l'initiative de Pedro Rodríguez, comte de Campomanes, l'un des plus importants ministres de Charles III. Conçus comme des centres de diffusion des idées économiques et des expériences scientifiques, ils

ressemblaient à la Société de Dublin et aux sociétés royales de l'agriculture française. Ils étaient néanmoins très éloignés du modèle de sociabilité démocratique des loges maçonniques, par exemple, dont la présence en Espagne est à peine perceptible au début du XIXe siècle[122].

Ajoutons à cela le monde des cafés et des *tertulias*, ce que l'on appelle la « sociabilité informelle », la moins institutionnalisée, qui, échappant au contrôle de l'État et dépassant les cercles académiques, répand de nouvelles idées sur des espaces plus vastes. Comme l'a montré Javier Fernández Sebastián, les cafés en Espagne, très appréciés par la jeunesse, trouvèrent leur place entre la taverne populaire et l'« académie » aristocratique, et furent des endroits privilégiés pour permettre un échange, un contact entre les élites cultivées, très minoritaires, et la population en général[123].

La *tertulia* a évolué très tôt en une espèce de « société de pensée » « dans la mesure où les nobles, les clercs, les fonctionnaires de la Couronne ou même la bourgeoisie, appartenant tous à l'élite cultivée, discutent sans distinction de statut sur différents thèmes »[124]. Ce fut, sans aucun doute, la modalité la plus répandue de sociabilité qui se pratiqua en Amérique pendant la seconde moitié du XVIIIe siècle, palliant l'absence des lieux de convivialité réservés aux gens de lettres. Leur nombre fut restreint par la Couronne, et l'élan qu'elle donna à la création des sociétés économiques fut en fait inégal : environ une centaine furent officiellement reconnues en Espagne et douze seulement en Amérique.

À Mexico, capitale du royaume de la Nouvelle-Espagne, la création de ce type de société ne fut pas nécessaire car il existait déjà de nombreuses institutions éducatives ainsi que certaines corporations professionnelles qui offraient aux élites cultivées des espaces suffisants de sociabilité[125]. De plus, dès 1681, fonctionnait la Royale Congrégation de Notre-Dame d'Aranzazu, au sein de laquelle se réunissaient beaucoup d'Espagnols originaires des provinces basques (Guipúzcoa, Biscaye et Alava), membres titulaires de la Société Basque des Amis du Pays, créée en Espagne en 1764 à l'initiative de Francisco Munibe Idiáquez, comte de Peñaflorida[126].

La Couronne espagnole n'encourageait guère la création des académies et sociétés économiques dans ses possessions coloniales. Il n'est donc pas étonnant que l'Église catholique ait été la principale institution organisatrice de ce type de projets culturels, dont les résultats peuvent s'apprécier de manière inégale selon les régions du territoire de la Nouvelle-Espagne. Pour le cas de l'évêché du Michoacán, les manifestations les plus évidentes de la modernité éclairée sont liées à l'administration de l'évêque Antonio de San Miguel (1784-1804), un moine de Saint Jérôme qui eut l'extraordinaire soutien de deux clercs péninsulaires : José Pérez Calama et Juan Antonio de Tapia. Ceux-ci possédaient une préparation très solide et un goût pour les réformes, tant des coutumes que des

---

[122] FERNÁNDEZ SEBASTIÁN (Javier), « Péninsule Ibérique », in FERRONE (Vincenzo) et ROCHE (Daniel) (dir.), Le Monde des Lumières, Paris, Fayard, 1999, p. 418-419.

[123] FERNÁNDEZ SEBASTIÁN (Javier), « Los primeros cafés en España (1758-1808): nueva sociabilidad urbana y lugares públicos de afrancesamiento », in AYMES (Jean-René) (dir.), L'image de la France en Espagne pendant la seconde moitié du XVIII° siècle, Paris, Instituto de Cultura « Juan Gil-Albert », Presses de la Sorbonne Nouvelle, 1996, p. 63-82.

[124] GUERRA (François-Xavier), « una modernidad alternativa », in GUERRA (François-Xavier) Modernidad e Independencias. Ensayos sobre las revoluciones hispánicas, México, MAPFRE/Fondo de Cultura Económica, 2000, p. 92.

[125] Ibid., p. 103

[126] CARDOZO GALUÉ (Germán), Michoacán en el Siglo de las Luces, México, El Colegio de México, 1973, p. 39-42.

programmes d'études. Ils seront les principaux promoteurs du renouveau intellectuel qu'allait connaître Valladolid pendant le dernier tiers du XVIIIe siècle[127].

Les « assemblées ecclésiastiques »

L'instruction pastorale de l'évêque San Miguel, publiée en 1785 un an après son arrivée, considérait comme fondamentale la création des « assemblées ecclésiastiques » pour améliorer la préparation du clergé. Quoiqu'elles ne fussent pas caractérisées par la libre association, elles constituèrent un espace propice pour la lecture, la critique et l'échange des idées, malgré l'attention primordiale prêtée aux thèmes religieux. C'est à partir de ce moment que se dessinent les traces d'une petite communauté de lecteurs mettant en œuvre leurs capacités intellectuelles sans pour autant négliger leurs croyances. Les réunions prirent la forme de conférences hebdomadaires, lesquelles avaient lieu les jeudis de 10 à 12 heures du matin dans chaque paroisse et, selon Jaramillo, les participants étaient environ 122 dans tout l'évêché[128].

Les conférences étaient présidées par le juge ecclésiastique et destinées à tous les prêtres, autant de « prima » que des ordres mineurs résidant dans le district de chaque paroisse. Devaient participer aussi ceux qui avaient le titre de docteur en théologie ainsi que les membres du clergé régulier qui administraient quelques bénéfices. Tous ceux qui habitaient à plus de deux lieues de distance de la paroisse principale étaient exemptés. Comme on le voit, il n'existait aucun espace spécifique pour les laïcs.

Que lisait-on dans ces conférences ? Essentiellement la *Bible*, des livres d'histoire sacrée, de morale et de discipline ecclésiastique. Pour entamer la conversation, on privilégiait la lecture du *Nouveau Testament* par rapport à l'*Ancien*, ensuite venait le *Catéchisme* du Concile de Trente et enfin un ouvrage de l'évêque Galindo sur les usages du missel et des cérémonies religieuses. En ce qui concerne la discipline, l'autre grande préoccupation de l'évêque San Miguel, elle était diffusée par des livres de morale. De plus, on pouvait proposer au président de la table la lecture de l'*Instruction Pastorale* de Benoît XIV, les *Instructions* de Saint Charles Borromée, le *Catéchisme Historique* de Claude Fleury ou le *Compendium Historique de Religion* de Joseph Pinton[129].

Comment pratiquait-on la lecture ? Tout d'abord, celui qui remplissait le rôle de président choisissait un sujet et devait lire en latin trois chapitres du *Nouveau Testament.* Ensuite, le président lisait en castillan un résumé « ou précis d'histoire et de morale de ces chapitres ». Puis un prêtre disposait de 30 minutes pour lire en latin et traduire simultanément en castillan le *Catéchisme* du Concile, tandis que les participants réfléchissaient sur son sens théologique. Une demi-heure de plus était consacrée à « parler et converser sur des questions et réponses mutuelles », sur l'utilisation du missel et les cérémonies autour du livre de l'évêque Galindo. Le reste du temps permettait la lecture des livres de morale. Le président pouvait choisir une seule personne pour qu'elle fasse les lectures, ou bien

[127] JARAMILLO MAGAÑA (Juvenal), José Pérez Calama. Un clérigo ilustrado del siglo XVIII en la antigua Valladolid de Michoacán, (Biblioteca de Nicolaitas Notables 41), Morelia, Centro de Estudios sobre la Cultura Nicolaita-Universidad Michoacana de San Nicolás de Hidalgo, 1990, p. 79-135 ; BRADING (David A.), Una iglesia asediada: el obispado de Michoacán, 1749-1810, traduction de Mónica Utrilla de Neira, México, Fondo de Cultura Económica, 1994, p. 230-231

[128] JARAMILLO MAGAÑA (Juvenal), Hacia una iglesia beligerante. La gestión episcopal de fray Antonio de San Miguel en Michoacán, (1784-1804) Los proyectos ilustrados y las defensas canónicas, México, El Colegio de Michoacán, 1996, p. 134.

[129] Ibid., p. 216.

obliger tout le monde à participer. Dans certaines paroisses, il y avait deux ou trois prêtres pour organiser les conférences et ce nombre était suffisant pour les animer[130].

Nous sommes donc ici face à une pratique de sociabilité qui diffère de ce qui avait lieu auparavant dans l'évêché. En premier lieu, on constate une certaine différence sur les façons de lire : de la lecture en silence qui se déroulait à l'intérieur de la cellule d'un couvent ou dans la chambre d'un séminaire, on passe à un autre type de lecture : en commun, à haute voix et surtout destinée aux religieux. Cependant, ceci ne s'accompagne pas de la disparition des autres manières de lire qui ont perduré après l'Indépendance. La traduction de textes du latin au castillan au cours de la conférence était un exercice intellectuel novateur qui mettait en valeur, devant tous les participants, la réflexion sur un document et son interprétation. Il faut signaler, enfin, la marge de liberté qu'offre la possibilité de poser des questions et d'y répondre. Cela entraînait la réflexion en même temps que les échanges intellectuels parmi les lecteurs, lesquels, livre à la main, discutaient les arguments exposés. On ne peut pas cependant assurer que ces conférences aient constitué une nouvelle « société de pensée », mais elles n'en étaient pas si éloignées, puisqu'elles présentaient quelques éléments très caractéristiques de celle-ci[131].

Bien qu'elles aient favorisé la critique et la réflexion, elles ne dépassaient pas certaines limites : les ouvrages de morale ne devaient pas être entachés de probabilisme ; il n'y avait aucun espace disponible pour les disputes et les arguments. On préférait dire une aberration sur la morale et la liturgie, même si elle était peu fondée, pour ne pas participer aux disputes obstinées ou au vacarme[132]. On voit comment, au moment même où l'Église ouvrait de nouveaux chemins à l'individu pour élargir ses idées et éclaircir ses raisonnements, elle continuait à le conditionner spirituellement, afin qu'il gardât toujours fidélité au roi et aux institutions coloniales.

Les assemblées avaient lieu dans la salle principale du collège clérical et étaient présidées par Antonio de Belaunzarán, chanoine de la cathédrale. Les conférences commençaient à 10h30 du matin, après que les chapelains et les autres ministres étaient sortis du chœur. Seuls le recteur, le vice-recteur, les enseignants et le personnel du service du secrétariat et des tribunaux, qui s'occupaient toute la journée des affaires des collèges de San Nicolas, du Séminaire Tridentino et de celui des Enfants, avaient la permission de ne pas aller aux réunions. Précisément, un des assistants aux conférences du jeudi s'appelait Miguel Hidalgo y Costilla. C'était un homme âgé de 33 ans, originaire de Corralejo, près de Pénjamo, ayant reçu une solide éducation. Il s'intéressait à la théologie et tentait d'obtenir un bénéfice ecclésiastique. Or nous savons, par un curriculum vitae daté du 8 novembre 1787, qu'il avait écrit deux *Dissertations sur le vrai modèle permettant d'étudier la théologie scolastique*, en latin et en castillan, et qu'il avait traduit, lui aussi, « l'*Epître* du docteur Saint Jérôme à Nepocianus, en rajoutant quelques notes pour une meilleure compréhension du texte[133].

La traduction faite par Miguel Hidalgo n'a pas été publiée comme l'évêque l'avait promis. Selon l'avis de San Miguel, la *Dissertation* comportait des notes très délicates qui pouvaient produire des confusions chez les lecteurs. Mais, chose plus grave, les jugements portés par Hidalgo mettaient en

[130] Ibid., p. 217-218

[131] François-Xavier GUERRA signale pour les tertulias la périodisation des réunions, des habitudes communes et l'assistance des mêmes individus. Cf. Modernidad e Independencias, p. 92.

[132] JARAMILLO MAGAÑA (Juvenal), Hacia una iglesia..., p. 218-219.

[133] « Curriculum vitae de Miguel Hidalgo, Valladolid, 8 novembre 1787 », in HERREJÓN PEREDO (Carlos), Hidalgo. Razones de la insurgencia y biografía documental, ensayo, selección y notas de..., (Cien de México), México, Secretaría de Educación Pública, 1987, p. 67-68.

doute les enseignements de Saint Jérôme et contredisaient le dogme de l'Église. C'est pour cela que San Miguel se désintéressa de cette affaire.

Les tertulias littéraires

En plus des conférences hebdomadaires, il existait une autre forme de réunion sociale très courante et répandue dans tout l'évêché, celles des *tertulias*. On peut distinguer deux périodes dans leur déploiement. De 1780 à 1787 elles sont presque l'exclusivité des élites (leurs membres se réunissent afin de s'amuser et de pratiquer des jeux de hasard et de cartes) et elles sont fondamentalement urbaines. De 1787 à 1808, les *tertulias* s'ouvrent et permettent l'incorporation de nouveaux associés qui, à travers la littérature, s'exercent à la lecture, la réflexion et l'écriture. Ces pratiques se généralisent de manière importante à la fin du XVIIIe siècle et toute personne de classe moyenne peut assister aux réunions quotidiennes. Il est interdit néanmoins de critiquer ouvertement le gouvernement civil ou ecclésiastique, même de façon très subtile. Durant cette période, on assiste également à l'essor des *tertulias* en milieu rural, lesquelles accueillent des personnages de conditions sociales diverses, qui apportent de nouvelles idées. Quoiqu'elles puissent être considérées comme des formes primaires de sociabilité, ainsi que l'écrit François-Xavier Guerra[134], il faut connaître leurs particularités afin d'apprécier dans quelle mesure elles demeurent traditionnelles, et identifier celles d'entre elles qui présentent les traces d'une pratique plus moderne.

C'est à Valladolid, sous l'administration de l'évêque Juan Ignacio de la Rocha (1776-1782), que l'on trouve le premier type de *tertulia*. Elles s'appelaient « tertulias de truco y malilla » puisque l'occupation principale des assistants était de s'amuser en jouant aux cartes et aux jeux de hasard[135]. Il s'agissait de personnes ordinaires qui exerçaient de modestes charges dans l'administration locale.

Les *tertulias* montrent leur nature traditionnelle tant par leur faible mobilité interne, par leur caractère solennel et l'origine sociale de leurs membres. Nous disons bien « faible mobilité » car le groupe demeure très fermé. Tous ont une place déjà désignée et il n'existe pas la moindre possibilité d'admettre quelqu'un d'autre. Le caractère solennel n'est pas moins traditionnel : lorsque les membres arrivent, l'hôte se lève de sa place et leur souhaite la bienvenue de façon cérémonieuse, et les salutations continuent. Il n'y a pas ici de place pour les femmes, au moins entre 1779 et 1787 date pour laquelle nous disposons des premiers témoignages du déroulement de ces réunions[136].

Mais de quoi parlaient les participants ? Pérez Calama dit qu'ils se réunissaient pour évoquer les nouvelles qui arrivaient à la ville chaque dimanche par la poste. Il ajoute que prédominait entre eux « l'opium anti-littéraire », la majeure partie des assistants rejetant tout ce qui avait trait au monde des lettres. D'autre part, tout ce qui se passait à l'intérieur des confréries ou ce qui se disait après la messe dominicale était repris dans la *tertulia*. Les témoignages dont nous disposons signalent que l'on pouvait converser avec « franchise, liberté et cérémonial politique ». Il n'était pas question

[134] GUERRA (François-Xavier), op. cit., p. 85-113.

[135] D'après l'Enciclopedia del Idioma, le « truco » était une sorte de jeu qui ressemblait au billard tandis que la « malilla » était le nom donné à un jeu de cartes. Cf. ALONSO (Martín), Enciclopedia del Idioma. Diccionario Histórico y Moderno de la Lengua Española (Siglos XII al XX) Etimológico, Tecnológico, Regional e Hispanoamericano, México, Ediciones Aguilar, 1991, T. II, p. 2668, p. 4060.

[136] CARDOZO GALUÉ (Germán), op. cit., p. 133-134 ; JARAMILLO MAGAÑA (Juvenal), José Pérez Calama, p. 55

cependant de porter atteinte à l'honneur des personnes ou de critiquer le gouvernement. Quelquefois le dialogue se terminait en soliloque.

Á Valladolid même, nous trouvons d'autres exemples de *tertulias* qui suivent ce modèle. En 1786, le docteur Yañez, péninsulaire, venu de l'Université de Grenade et ancien chanoine de la cathédrale de Durango, en Nouvelle-Espagne, était le principal organisateur d'une « assemblée de musique, et de théâtre féminin »[137].

Par la suite, de 1787 à 1808, les *tertulias* littéraires sont l'exemple typique de la libre association. Elles sont un espace approprié à l'exercice de la lecture, à la réflexion et à l'instruction des participants, où le plus important est de modifier la manière commune de penser. Réservées aux hommes au début, elles verront plus tard apparaître les dames d'illustres familles, ayant reçu une bonne éducation, très enthousiastes dans l'accueil des idées et des auteurs modernes.

L'origine sociale des participants explique la très bonne réputation dont jouissaient ces *tertulias*. A Valladolid, il s'agissait de réunions d'élites influentes dans la ville, et dont la caractéristique était l'origine péninsulaire[138]. La plupart des participants étaient membres du clergé. Parmi eux se trouvaient un doyen et quelques chanoines. Il y avait aussi un échevin et quatre fonctionnaires du gouvernement colonial. Les réunions commençaient à 7 heures du soir, après la prière, par la dégustation d'un délicieux chocolat chaud, d'eau-de-vie, de pain ou de vin[139].

Si au début les *tertulias* conservent un caractère urbain et se trouvent notamment dans les villes de Valladolid, Guanajuato et San Luis Potosi qui abrite l'évêché et l'intendance[140], elles vont s'étendre rapidement au milieu rural. Celles qui étaient organisées par Miguel Hidalgo à San Felipe Torresmochas et à Dolores peuvent sans doute constituer deux exemples représentatifs. Assurément, c'est lui qui fit en sorte que les *tertulias* ouvrent leurs portes aux secteurs populaires désireux de convivialité et de savoir. Un témoignage affirme que la maison du curé rassemblait une « petite France » en raison de l'esprit d'égalité et de la liberté de parole qui régnaient parmi les invités[141].

Malgré l'absence d'imprimerie dans l'évêché et d'une publication hebdomadaire qui aurait pu les tenir au courant, les élites culturelles se nourrissaient de livres et de journaux de la ville de Mexico, profitant des voyages des commerçants et des amis qui les leur faisaient parvenir. De cette façon, ils réussissaient à se constituer de petites bibliothèques aussi bien d'auteurs « classiques » que de « modernes ». Ces librairies représentaient pour eux le symbole de leur distinction, de leur pouvoir économique et de leur influence intellectuelle.

L'impact des ouvrages interdits par l'Inquisition et la curiosité des gens de lettres sur les nouvelles provenant d'Europe créa un climat propice au développement de la culture du manuscrit. Il n'est pas rare alors qu'à partir de 1790 circulent dans l'évêché des textes politiques d'une grande richesse

---

[137] Archivo General de Indias (AGI). Audiencia de Quito, leg. 589, fol. 99. L'évêque Antonio de San Miguel à Antonio Porlier, Valladolid, 17 juin 1788.

[138] Michel BERTRAND a précisé dans un ouvrage récent, que le lignage et le clientélisme sont les deux systèmes relationnels qui constituent un « réseau de sociabilité ». Cf. Grandeur et Misère de l'Office. Les officiers de finances de Nouvelle-Espagne XVIIe-XVIIIe siècles, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, p. 186-187.

[139] CARDOZO GALUÉ (Germán), op. cit., p. 133.

[140] GUZMÁN PÉREZ (Moisés), Miguel Hidalgo y el Gobierno Insurgente en Valladolid, Morelia, Instituto de Investigaciones Históricas-Universidad Michoacana de San Nicolás de Hidalgo, 2003, p. 85-87.

[141] Ibid., chapitre III.

idéologique, mais aussi des lettres, des libelles et des pasquins qui exerceront par la suite une grande influence sur les habitants de la Nouvelle-Espagne[142].

Les maisons d'assemblée

Après les événements politiques qui affectent l'Europe pendant l'année 1808 (abdications de Bayonne, invasion de la Péninsule par l'armée napoléonienne, acéphalie du royaume, insurrection populaire et création des Juntes), les anciennes *tertulias* littéraires allaient acquérir de nouveaux traits. Elles deviennent des « maisons d'assemblée ». On voit ici que cette forme de sociabilité, malgré sa ressemblance avec les *tertulias*, présente des caractéristiques complètement différentes, non seulement par ses thèmes et par ses contenus, mais aussi par ses pratiques de sociabilité qui se déploient de façon spontanée comme résultat des événements de 1808.

Les thèmes débattus appartiennent au domaine politique. Les ouvrages interrogent la validité des théories du tyrannicide, du régicide et des formes politiques d'organisation. Les nouvelles de la presse se lisent à haute voix et de manière commune. Les assistants entament leurs conversations en parlant de politique, champ de discussion qui était jusqu'alors l'apanage du seul gouvernement. Cela aboutit à une transformation dans le système des valeurs, des imaginaires, des croyances, et des comportements.

Les mots ont rapidement acquis un sens révolutionnaire[143]. Celui de « maisons d'assemblée » signifiait la volonté de rendre spécifique, de singulariser, de préciser les lieux où se trouvaient des personnes qui lisaient les journaux, parlaient entre elles, échangeaient des opinions et tenaient de grandes discussions, principalement sur la crise politique de la Monarchie espagnole.

À Valladolid en 1809, les « maisons d'assemblée », très courantes, étaient environ quatre ou cinq. Il y avait celles qui réunissaient des Espagnols. Elles avaient lieu dans les maisons de Francisco Palacios et Francisco Sierra, célibataires et commerçants tous les deux. Parmi leurs amis on trouvait uniquement des péninsulaires, comme Francisco de Muñoz, José María Puente, Antonio del Haya, José de Mier y Peña, Manuel Abascal, José del Rumazo et Manuel Gómez Bear, entre autres[144].

Les créoles, pour leur part, organisaient des assemblées chez Nicolás Michelena, un homme âgé de 42 ans, avocat, marié et ayant un certain prestige à Valladolid ; ou bien chez José María García de Obeso, 33 ans, capitaine du régiment d'infanterie, marié, et héritier d'une fortune non négligeable. Leurs maisons étaient placées au cœur de la ville, près de la cathédrale. Participaient aux réunions le moine Vicente Santa Maria, le sous-lieutenant Mariano Michelena, frère de Nicolás, et l'avocat José Antonio de Soto Saldaña[145].

---

[142] Archivo Histórico Casa de Morelos (AHCM), Diocesano, gobierno, seminario, docencia, années 1787-1795, cajas 355, 336, dossiers 75 et 77.

[143] RICHET (Denis), « Assemblées Révolutionnaires », in FURET (François) et OZOUF (Mona) (dir.), Dictionnaire Critique de la Révolution Française. Institutions et Créations, France, Flammarion, 1992, p. 43-57.

[144] AGN. Infidencias, t. 23, fol. 460-477.

[145] GARCÍA (Genaro), Documentos Históricos Mexicanos, (Édition fac-similé de 1910), México, Comisión Nacional para las celebraciones del 175 Aniversario de la Independencia Nacional y 75 Aniversario de la Revolución Mexicana, 1985, t. I, p. 269-270. Déclaration de José Manuel Villar, Valladolid, 23 décembre 1809.

Il n'y avait pas de règlements établis comme pour les *tertulias*. Tous ces acteurs lisent, s'expriment, critiquent et discutent tout ce qui a trait au pouvoir royal. Il n'existait pas de thèmes interdits ou censurés par l'Église ou l'État, puisque, dans les assemblées, tout le monde s'exprimait librement et accédait dans l'égalité à la prise de parole. On ne trouve pas de semblables réunions avant 1808. Les livres de religion, d'histoire et de politique des anciennes *tertulias*, font place aux journaux (*Gazetas* et *Diarios de Mexico* notamment), aux bans du gouvernement, aux édits de l'Église et aux lettres. Tout cet ensemble de documents publics circulant dans la ville et la conjoncture politique internationale, contribuent à la naissance d'une conduite de participation politique nouvelle et révolutionnaire[146].

De plus, dans les discours tenus, apparaissent souvent des termes tels qu'« indépendance » et « liberté », qui peuvent être interprétés comme une menace pour la souveraineté du roi, les principes de la religion et le bien-être de la patrie. Ainsi, les *tertulias* deviennent des assemblées de type révolutionnaire où se discutent et se confrontent les idées du moment, idées susceptibles d'orienter l'opinion de l'assistance, confrontée à la chute de la Monarchie hispanique. Dès lors, la question la plus évoquée parmi les assistants est celle de la légitimité et du droit de représentation pour reconstituer la nation. Nous sommes à la veille de l'Indépendance.

FRÉDÉRIC JOHANSSON

C'est avec son habituelle ironie que le Gallo Pitagórico, l'une des figures journalistiques les plus acerbes dans l'espace public mexicain du XIXe siècle, recommande à tout ambitieux la manière de se refaire une légitimité politique en ces temps de rétablissement des nouvelles institutions représentatives, après la chute de la dictature de Santa Anna en août 1855. Il suffit pour cela de faire un manifeste politique en promettant d'assurer le bonheur du pays, sans en expliciter les moyens ni les buts, et de signer « Au nom du peuple », en prenant soin de préciser à côté de la signature le titre de « votre concitoyen » et de finir le tout avec un « *Viva la libertad, mueran los tiranos*[147].

Au-delà de la simple anecdote satirique, le journal pose ainsi de façon incisive le grand problème de la légitimité sur la scène politique mexicaine : le « peuple politique » étant un acteur inexistant, tout le monde peut prétendre parler en son nom et en tirer une légitimité politique.

En effet, comme l'avait déjà souligné avec insistance François-Xavier Guerra[148], il existe dans les nations latino-américaines du XIXe siècle un hiatus entre le peuple idéal censé agir dans le cadre institutionnel représentatif implanté par les élites modernisatrices du pays et le peuple réel de ces

[146] GUERRA (François-Xavier), « El escrito de la revolución y la revolución del escrito. Información, propaganda y opinión pública en el mundo hispánico (1808-1814) », in TERÁN (Marta), SERRANO ORTEGA (José Antonio) (ed.), Las Guerras de Independencia en la América española, México, El Colegio de Michoacán/ Universidad Michoacana de San Nicolás de Hidalgo/ Instituto Nacional de Antropología e Historia, 2002, p. 125-147.

[147] »[[« Vive la liberté, à mort les tyrans ». Article marquant la réapparition du Gallo Pitagórico après sa disparition en 1844 publié dans le Siglo XIX du 7 septembre 1855.

[148] Voir avant tout GUERRA (François-Xavier), México : del Antiguo Régimen a la Revolución, F.C.E, Mexico, 1988 ; « Le peuple souverain : fondements et logiques d'une fiction (le XIXe siècle) » in Quel avenir pour la démocratie en Amérique Latine ?, Dixième table ronde de l'AFSSAL, CNRS, Paris, 1989 ; « Les avatars de la représentation au XIXe siècle » in Réinventer la démocratie, le défi latino-américain, PFNSP, Paris, 1992.

sociétés « d'ancien régime » avec leur fonctionnement politique traditionnel. Ainsi, l'individu mexicain du XIXe siècle ne conçoit pas son existence politique en termes de citoyen ayant des droits et des devoirs individuels et exerçant un droit souverain d'élire ses représentants, mais pense le politique en termes de collectivité où la représentation politique découle des liens traditionnels (familiaux, sociaux, économiques et symboliques) enracinés dans un groupe social et un espace de vie donnés.

Dès lors parler « au nom du peuple » au sens politique moderne du terme suppose, de la part de ces élites libérales imbues de théories politiques européennes, l'invention d'un « peuple » fictif qu'il faut instrumentaliser afin de légitimer leur pouvoir. Or ce peuple de citoyens imaginaires n'étant qu'un concept, la légitimité qui en découle est fictive, fragile et susceptible d'être revendiquée et manipulée par des acteurs politiques concurrents.

Ce processus de construction et d'instrumentalisation du « peuple souverain » avec ses enjeux, débats et paradoxes est perceptible dans les discours des élites libérales mexicaines énoncés lors de la victoire de la Révolution d'Ayutla[149]. En effet, c'est durant les mois d'août et d'octobre 1855, qui ont vu la chute du tyran Santa Anna et l'installation d'un gouvernement provisoire stable, que se sont posés avec acuité les problèmes essentiels de légitimité politique. Durant ces mois critiques, tout l'enjeu consiste à passer d'une dictature caricaturale à un système représentatif et d'une légitimité révolutionnaire des nouveaux vainqueurs à une légitimité institutionnelle. Les débats qui ont eu lieu durant ces événements révèlent toutes les contradictions de cette construction d'une légitimité sinon fictive du moins en grande partie réinventée.

Peuple idéal et peuple réel

Le programme politique libéral, mis en avant à la chute de la dictature de Santa Anna, est cohérent, complet et présente tous les attributs des « idées avancées du siècle »[150]. En effet, pour ces élites libérales de la moitié du XIXe siècle, le seul modèle politique concevable pour la nation mexicaine est le modèle républicain représentatif populaire où la souveraineté du peuple s'exerce nécessairement à travers le suffrage universel[151]. De toute évidence, un tel programme s'inscrit dans cette modernité rationnelle issue des transferts intellectuels liant les deux rives de l'Atlantique, dans ce que François-Xavier Guerra appelait « l'Euro-Amérique »[152]. Le général Alvarez n'affirme-t-il pas ainsi que le but de la Révolution est de mettre en place « ces réformes nécessaires et utiles qui font aujourd'hui la prospérité des peuples éclairés qui nous observent »[153] ? Cette modernité issue des « lumières du siècle » est donc vue et vécue comme « la panacée à tous les maux du pays »[154] et c'est avec optimisme que les nouveaux maîtres du pouvoir envisagent de mettre en place ces mesures « régénératrices » assurant enfin la stabilité politique du pays. Encore faut-il que le « peuple souverain »

[149] La Révolution d'Ayutla est une révolte initiée par le général Alvarez sous la bannière du plan révolutionnaire libéral d'Ayutla en mars 1854 à l'encontre du régime dictatorial de Antonio de Santa Anna.

[150] Francisco Zarco « Editorial : la ley electoral, artículo II », Siglo XIX, 20 août 1855.

[151] [[« Sufragio Universal », La Situación, 25 août 1855 ; « Ley Electoral », Siglo XIX, 17 août 1855 ; « Exposición al buen sentido de la Nación Mexicana » Siglo XIX, 29 août 1855 ; « Un artículo del Sr J. B. Morales », Siglo XIX, 29 août 1855.

[152] GUERRA (François-Xavier), « L'Euro-amérique : constitution et perceptions d'un espace culturel commun », in Les civilisations dans le regard de l'autre, Actes du colloque international organisé par l'UNESCO et l'EPHE, Paris, 13 et 14 décembre 2001.

[153] Lettre du général Alvarez au général De la Vega du 19 septembre 1855.

[154] « Gran Convención de la villa de Dolores », Siglo XIX, 24 août 1855.

auquel sont destinées ces réformes politiques soit le peuple citoyen pouvant exercer et jouir de ses droits politiques.

En effet, ce bel ensemble de principes constamment invoqués dans le discours libéral trouve rapidement ses limites devant l'évidence de l'inexistence de « citoyens » au Mexique. Ainsi, les discours, de façon emblématique, utilisent souvent pour parler du peuple le terme de *pueblos* au pluriel. Or le terme de *pueblo* signifiant à la fois peuple et village, l'usage de ce terme ambigu est tout à fait révélateur de la réalité mexicaine. Le peuple, comme on l'a déjà dit auparavant, n'est pas cette communauté politique « moderne » formée de citoyens. Il est, avant tout, l'addition de collectivités traditionnelles (villages, familles élargies, corporations, etc.) qui agissent en tant qu'« acteurs collectifs » dans des territoires qu'elles structurent et régulent. Leur vision de l'intérêt national est dès lors souvent inexistante. Parler ainsi de *pueblos* est à la fois un acte de clairvoyance mais aussi un aveu de l'inexistence de ce « peuple citoyen » formant une nation et pouvant exercer sa souveraineté.

Cet aveu est d'autant plus naturel que, par ailleurs, les discours constatent avec amertume le gouffre qui sépare le « citoyen » idéal du citoyen réel. Selon les plus éminents libéraux, le Mexicain est ainsi « ignorant, analphabète et donc susceptible de mépriser l'usage de ses droits » ou, pire encore, d'être abusé par les autorités traditionnelles[155]. Ce peuple abruti, exploité par les classes privilégiées, est un peuple « démoralisé », ne pouvant avoir la moindre notion de responsabilité puisqu'il n'est pas propriétaire[156]. Bref, c'est un peuple qui n'a pas de liberté réelle et qui, comme tel, ne peut être le « souverain » que prônent les libéraux.

Pourtant cette contradiction ne semble pas embarrasser les élites libérales tant que l'on parle du peuple en armes. Certes, les *pueblos* sont incontestablement les acteurs collectifs de cette révolte où il s'agit avant tout de préserver l'autonomie de tel cacique ou de lutter contre la domination de telle ville ou tel clan détenant le pouvoir local[157]. Les grands principes démocratiques et l'intérêt national ne sont souvent que des motifs de pure façade afin de justifier ce conglomérat de mouvements locaux. Néanmoins, les élites libérales ne semblent pas éprouver la moindre gêne devant ces motivations très éloignées de leur credo politique. En effet, après tout, elles peuvent sans difficulté évoquer l'image d'un peuple en armes se révoltant contre le joug du tyran[158]. Le peuple « magnanime et noble » redevient symboliquement dans les discours le peuple souverain ayant reconquis ses droits par sa révolte héroïque[159].

Il en va tout autrement lorsque, une fois Santa Anna en fuite, il s'agit de mettre enfin en pratique réellement le principe de souveraineté populaire proclamé par la révolution. Le peuple citoyen est désormais censé élire de façon éclairée ses représentants et c'est là que tout le paradoxe de ce peuple citoyen fictif émerge dans les discours. Ainsi, tout en prônant l'urgence de mettre en place un système républicain et démocratique, un journal de Zacatecas doit par la même occasion avouer que ce système devra pour l'instant être adapté à la situation du pays et ne pourra se développer qu'au fur

[155] Francisco Zarco « Editorial : la ley electoral », Siglo XIX, 17 août 1855.

[156] « El plan de Ayutla : artículo VIII », Siglo XIX, 15 septembre 1855 ; Guillermo Prieto, Oración Cívica, du 16 septembre 1855.

[157] La Révolution d'Ayutla démarre ainsi avec la tentative de Santa Anna de briser le pouvoir du cacique Alvarez sur son fief dans l'État de Guerrero et, par exemple, dans l'État de Michoacan, la domination de plus en plus envahissante de Morelia la capitale, pousse nombre de villages et villes à la révolte.

[158] D'ailleurs, cette instrumentalisation est d'autant plus aisée que ce peuple en armes a une voix : celle de ses caudillos. Ces derniers, en effet, sont considérés comme « l'expression de la volonté nationale », « les interprètes de la volonté du peuple » du simple fait qu'ils ont reçu une légitimité absolue à représenter ce peuple qui les a volontairement suivis au combat (« La Revolución ha triunfado : consecuencias », Siglo XIX, 14 août 1855 et « Peligros de la situación », Siglo XIX, 13 septembre 1855).

[159] Discurso de Victoriano Zamora a los habitantes de Zacatecas, 17 août 1855.

et à mesure que « les lumières se diffusent » et que « la morale, la vertu et l'esprit public s'enracinent parmi nos concitoyens[160]. C'est dire si pour l'instant le principe démocratique libéral est impraticable et si les élites libérales ne peuvent qu'accepter à demi-mot le constat fait par un journal conservateur affirmant que « le patriotisme et la moralité nécessaires à constituer la nation n'existent que dans une minorité insignifiante du pays », six millions et demi de mexicains parmi les sept millions que compte le pays, manquant de tout « esprit public »[161]. Pour autant, les libéraux ne se résignent pas à introduire un suffrage censitaire, prôné par les conservateurs, et persistent à prêcher le suffrage universel masculin. Dès lors, ils se voient dans l'obligation de « créer » un peuple souverain fictif, seule source de légitimité.

Réinventer le peuple politique

En effet, toute la difficulté des élites libérales, au sortir de la dictature de Santa Anna, consiste à réinventer ce peuple citoyen introuvable[162] afin qu'il puisse légitimer les nouvelles autorités de l'État. C'est tout ce travail de « construction » d'un peuple pouvant agir dans le système représentatif qui peut être retracé à travers les discours libéraux de l'époque.

Le premier pas dans cette construction semble consister à adopter une définition restrictive de ce peuple afin de le faire coïncider avec la minorité vertueuse et éduquée du pays, ceci, tout en maintenant la fiction de l'universalité de la souveraineté. C'est ainsi que dans les discours se glisse de façon insidieuse une distinction significative entre le « bon peuple » et la « populace ». À Cuernavaca, par exemple, des habitants justifient les débordements de la Révolution dans cette ville par le fait que la « populace » est parvenue « à se glisser parmi le peuple », comme s'il fallait différencier deux entités bien distinctes parmi la population avec un « bon » peuple d'une part et une plèbe détestable d'autre part[163]. Cette *muchedumbre*, ces « gens perdus » ne peuvent, d'après les libéraux, en aucun cas être assimilés à un quelconque peuple citoyen puisqu'ils constituent au contraire une menace pour l'organisation sociale et politique du pays. Pourtant, il s'agit bien là du peuple réel porté au pillage par des « coutumes issues de son ignorance » et par l'absence de l'effet moralisateur qu'apporterait la propriété[164]. Il est donc d'autant plus nécessaire de le distinguer d'un « bon » peuple, civique, moralisé et respectant l'ordre social afin de, non seulement préserver la légitimité de ces élites libérales, elles aussi « possédantes »[165], mais aussi justifier le choix de la souveraineté populaire face à la critique conservatrice qui voit dans ce principe la source même de l'anarchie au Mexique[166].

---

[160] « Fe Política », La Regeneración, 25 septembre 1855.

[161] Article de El Omnibus cité par La Verdad « Primores del Omnibus », 23 septembre 1855.

[162] ROSANVALLON (Pierre), Le peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France, Paris, Gallimard, 1998.

[163] Lettre de Gregorio Martinez, José Sedano et José Trejo aux journaux de la capitale, 26 août 1855 et lettre d'un habitant de Cuernavaca au Siglo XIX, 19 août 1855.

[164] Circulaire du gouverneur du Zacatecas Victoriano Zamora du 30 août 1855. Voir aussi les affaires de Zapotlan (lettre de Comonfort aux habitants de Guadalajara du 6 août 1855) ou du Mineral de la Luz (lettre du gouverneur Doblado au ministère de l'Intérieur du 27 août 1855).

[165] Même si une certaine tendance historiographique voudrait imposer la vision d'une opposition sociale entre les élites libérales, issues de la « classe moyenne », et les élites conservatrices issues des grands propriétaires terriens, il est néanmoins évident que les élites libérales ont une position sociale élevée. Par exemple le général Alvarez, Melchor Ocampo ou De la Rosa sont de grands propriétaires terriens. Benito Juarez, certes, est issu d'un milieu très modeste, mais il a pu se hisser au sein des élites grâce à sa profession d'avocat et son engagement politique.

[166] « Dificultades imaginarias », Siglo XIX, 23 août 1855.

Comment redéfinir dès lors le « bon » peuple ? À peu près tous les articles, discours et manifestes libéraux convergent vers une définition commune de ce peuple idéal. Ce serait la partie saine de la Nation formée des « honnêtes gens » ayant du mérite, du talent et de l'intelligence[167], et étant amis du progrès, de la liberté, de l'ordre et de la propriété[168]. C'est donc sans surprise que le « bon peuple » s'incarne non seulement dans des catégories sociales clairement explicitées[169] mais aussi et surtout se confond en grande partie avec les notables libéraux appelés à le représenter. En effet, le portrait que brossent les divers discours du libéral idéal est identique à la définition de ce peuple de « gens honnêtes »[170]. Les notables libéraux sont, dès lors, avec la presse et les *caudillos*, les seuls à pouvoir prétendre être les détenteurs de la parole du peuple[171]. Ainsi, cette identité entre notables libéraux et « bon peuple » permet de personnifier, de matérialiser enfin le peuple souverain.

Du même coup, l'idéal libéral d'une scène politique où l'opinion éclairée des citoyens discutant en paix l'intérêt du pays afin de pouvoir dégager et énoncer clairement la volonté nationale peut, enfin, se réaliser comme s'en félicite le *Siglo XIX*[172].

De même, l'élection des nouvelles autorités provisoires issues de la Révolution est facilitée par cette vision restrictive du peuple[173]. Ainsi, dans cette période de transition, on voit partout se former des juntes populaires chargées d'élire la nouvelle administration locale ou régionale. Or la popularité de ces juntes reflète fidèlement la vision du peuple qu'ont adoptée les libéraux dans leurs discours. En effet, dans tel village c'est « la partie sensée de la municipalité » qui est appelée à composer la junte, dans tel autre ce sont les « voisins les plus éminents », ailleurs ce sont des personnes « honnêtes et patriotes » et à Querétaro et à Oaxaca on déclare ouvertement qu'il s'agit là des « notables du voisinage »[174]. Lorsque l'on nous fournit des indications sur le nombre des personnes composant ces juntes, on dénombre par exemple dans la ville d'Orizaba trente personnes et dans la capitale de l'État du Guanajuato 165 citoyens[175]. Pour justifier la taille restreinte de ces assemblées, nombre de gouverneurs évoquent leur composition pluraliste où « toutes les opinions sont représentées »[176]. D'ailleurs, la taille importe peu, tant il est évident que c'est seulement une poignée de personnes qui agit face à un peuple purement décoratif[177]. En outre, ce sont toujours les *caudillos* ou les autorités

---

[167] « Union liberal », La Revolución, 10 septembre 1855.

[168] Folleto suelto, publié à Puebla le 3 septembre 1855 par « varios liberales »

[169] Ainsi le Siglo XIX, en parlant des « masses éduquées par les libéraux » ayant accompli la Révolution à Mexico, précise qu'il s'agit là des commerçants, des avocats, des médecins et du peuple (« Los acontencimientos de ayer », Siglo XIX, 14 août 1855).

[170] Le libéral idéal, d'après le caudillo De La Llave, est un « homme honnête recherchant la liberté dans l'ordre et visant avant tout à préserver l'ordre, la propriété et les personnes » (Manifiesto de De La Llave a las fuerzas libertadoras del Estado de Veracruz du 31 août 1855), description qui correspond au portrait du représentant idéal brossé par le Siglo XIX : un homme « honnête, intelligent, populaire, probe dans sa vie privée et publique » (« Los acontencimientos de ayer », 14 août 1855).

[171] « El Gobierno provisorio », Siglo XIX, 24 septembre 1855 et « El Plan de Ayutla : artículo V », Siglo XIX, 3 septembre 1855.

[172] [[« El Gobierno provisorio », op. cit.

[173] Certes, toutes ces « élections » ont un caractère provisoire, en attendant la mise en place de réelles élections. Cependant elles sont un enjeu essentiel car la fraude étant de mise il est crucial « d'élire » des autorités « soutenant les principes libéraux » qui puissent ainsi « faciliter les élections » grâce à leur « influence à tous les stades » (« Editorial : Reacción », Siglo XIX, 12 septembre 1855 ; « Editorial : la ley electoral, artículo II », Siglo XIX, 20 août 1855 et « El actual Gobierno », La Situación, 24 août 1855).

[174] Respectivement Acta de pronunciamiento de la Villa de Yautepec, Estado de México, 16 août 1855 ; Acta de pronunciamiento de Molango, cabecera de Distrito du 19 août 1855 ; Acta del Pronunciamiento de Orizaba du 20 août 1855 ; « Papantla », Siglo XIX, 19 septembre 1855 ; Acta de Pronunciamiento de Queretaro du 16 août 1855 ; Acta de Pronunciamiento del Estado de Oaxaca du 18 août 1855.

[175] Respectivement Orizaba, op. cit. ; Acta de pronunciamiento de Guanajuato du 19 août 1855.

[176] Querétaro, op. cit

[177] Dans la capitale de l'État du Chiapas ce sont ainsi uniquement six personnes qui prennent la parole (Acta de Pronunciamiento del Estado de Chiapas, 24/8/1855).

locales, entourés de leurs proches collaborateurs, qui président ces juntes afin de veiller à orienter dans le bon sens les décisions. Quant à la plupart des membres des juntes, ils sont tout bonnement nommés par le gouverneur ou le *caudillo*[178], même si leur choix n'est pas toujours libre, tant il faut compter avec les « personnes notables par leur position et leurs opinions »[179].

Bien sûr, le peuple citoyen ne pouvant coïncider avec le peuple réel, il est nécessaire de mettre en scène ce dernier afin qu'il sanctionne, ne serait-ce que par sa simple présence, la légitimité « populaire » de ses représentants. Dès lors, le peuple réel fait son apparition dans tous les récits à l'arrière-plan, acquiesçant et légitimant les décisions prises par le cercle des honnêtes gens. Au sein de ce peuple réel, point d'individus : c'est une foule, une masse indifférenciée d'habitants dont le rôle se réduit à approuver par des « *vivas* » joyeux et turbulents les nouvelles autorités élues et à désapprouver les autorités déchues par des « *mueras* » ou encore par le saccage et l'incendie de leurs demeures[180].

Cette expression rudimentaire de la souveraineté pose d'ailleurs à nouveau le problème de la fragile distinction entre le peuple et la populace. Ainsi, quand la police de Mexico ouvre le feu sur un groupe de personnes criant tard la nuit des « vive la liberté », la presse, après un vif émoi, finit par approuver cet acte visant à disperser une « bande de perturbateurs voulant sans doute se livrer au pillage[181]. Le principe de la souveraineté du peuple réel semble donc bien difficile à mettre en scène et fait resurgir rapidement toutes les contradictions de la fiction démocratique qui se joue dans le pays. Du moins cette simple « clameur du peuple »[182] permet-elle aux élites libérales de légitimer tant bien que mal leur pouvoir.

Le peuple libéral

Néanmoins, dans toute cette construction idéologique du peuple agissant, se glisse un problème de taille pour les élites libérales : celui des légitimités politiques concurrentes qui revendiquent le même droit à instrumentaliser ce peuple fictif déléguant sa représentation.

Les anciens santannistes et les conservateurs n'ont-ils pas, eux aussi, après leur ralliement opportuniste au mouvement révolutionnaire, procédé à la mise en place de dociles juntes populaires composées de « gens de bien » qui les ont reconduits dans leurs fonctions[183] ? Face à ces légitimités concurrentes, les élites libérales peinent à trouver les bases idéologiques pouvant justifier l'exclusion de la scène politique de leurs adversaires. Francisco Zarco ne déclare-t-il pas que les libéraux veulent une démocratie sans exclusivismes où même les ennemis ont le droit de voter et de participer à la lutte électorale car tout intérêt, quel qu'il soit, doit être représenté[184] ?

---

[178] Orizaba et Querétaro, op. cit.

[179] Oaxaca, op. cit.

[180] Voir par exemple le récit du pronunciamiento de Mexico du 13 août 1855 dans « Los acontencimientos de ayer », Siglo XIX, 14 août 1855.

[181] »[[« Abuso de las armas : barbarie », La Patria, 1e septembre 1855 et « Santa Catarina » Siglo XIX, 3 septembre 1855.

[182] Lettre de Comonfort au président Carrera du 30 août 1855.

[183] C'est le cas à Sinaloa, Aguascalientes, Chiapas, Yucatan, Tabasco, Chihuahua ; « El triunfo contra la dictadura de Santa Anna », La Patria, 18 et 19 août 1855 ; Proclama de Antonio de Haro y Tamariz a sus compatriotas, 15 août 1855 et Folleto suelto, « Manifiesto del Partido Conservador » du 18 septembre 1855.

[184] « Editorial : Ley electoral artículo II », Siglo XIX, 20 août 1855.

Comment alors revendiquer un monopole libéral dans la représentation d'un peuple idéal imaginaire ? Dans ce théâtre d'ombres, tout consiste, semble-t-il, à imposer un sens purement libéral à ce peuple fictif. En effet, face à la menace d'une confiscation par des groupes rivaux de la parole de l'introuvable peuple souverain, le discours des élites libéral va s'acharner à prouver l'identité entre le peuple libéral et le peuple tout court. Ainsi voit-on sans cesse les journaux proclamer que les libéraux sont « la grande majorité des habitants de la République » face à une « poignée de conservateurs » représentant uniquement les intérêts particuliers des classes privilégiées du pays[185]. D'ailleurs, pour renforcer cette argumentation, les discours libéraux se plaisent à mettre en avant une équivalence entre le « parti » libéral[186], la Révolution et le peuple. La Révolution étant l'image du peuple souverain en armes, et cette Révolution ayant un sens libéral[187], le peuple mexicain est dès lors de toute évidence acquis aux idées libérales[188].

De toutes façons, les conservateurs sont irrémédiablement voués à être exclus de la scène politique à cause de leur rôle historique au Mexique en tant qu'ennemis jurés de l'indépendance nationale depuis 1810[189]. Il en découle, à l'inverse, que le parti libéral incarne à lui seul la défense de l'existence nationale et peut revendiquer à ce titre le monopole de la parole du peuple souverain. Le Mexique est un pays libéral dans son essence et il est donc normal d'exclure de tous les postes politiques les conservateurs, qu'ils aient été ou non plébiscités par des juntes populaires[190].

Suite à l'ensemble de ces développements on comprend mieux la proclamation de Guillermo Prieto, éminent libéral de l'époque, au sortir de la tyrannie santanniste. Avant la victoire libérale, le peuple était, tel Lazare, dans la putréfaction, alors que maintenant, face à la régénération politique du pays, les élites libérales peuvent enfin lui dire « lève-toi et marche avec le principe démocratique qui illumine le sépulcre »[191]. En effet, il s'agit bien en 1855 de ressusciter un peuple citoyen inexistant afin de le faire agir dans un système politique démocratique qui l'intronise comme souverain absolu et où, sous le constat amer de cette « putréfaction » du corps social, les « bonnes influences » libérales se doivent de le « dominer et obtenir son vote par la persuasion ». Dès lors, cette « souveraineté populaire avec toutes ses conséquences », tant proclamée, se transforme inévitablement dans la bouche même des libéraux en un système « libre et paternel »[192]. Bref, en un système où « la démocratie, en attendant que la population devienne peuple, est le gouvernement de la minorité » comme l'affirmait François-Xavier Guerra[193].

---

[185] Respectivement : « La Revolución ha triunfado : consecuencias », Siglo XIX, 14 août 1855 et « Union liberal», La Revolución, 10 septembre 1855.

[186] Le terme de « parti » ne signifie pas qu'il existe une institution partisane structurée. Il désigne juste un conglomérat d'affinités idéologiques et relationnelles.

[187] Alors qu'il ne va pas de soi car les diverses révoltes, comme on l'a rappelé précédemment, ont souvent un caractère purement local apolitique et la participation de conservateurs comme Haro y Tamariz à la révolution tout comme le soutien financier du clergé régulier aux révolutionnaires remettent en question le sens précis de cette révolte.

[188] [[« El Plan de Ayutla : artículo IV », Siglo XIX, 22 août 1855 et « La Revolución en San Luis Potosi », Siglo XIX, 29 août 1855.

[189] [[« Union Liberal », El Monitor Republicano, 18 août 1855 ; Guillermo Prieto, Oración Cívica del 16 de septiembre 1855.

[190] « Fiel observancia del Plan de Ayutla », El Heraldo, 15 août 1855 ; « El plan de Ayutla : artículo I », Siglo XIX, 16 août 1855.

[191] Guillermo Prieto, Oración cívica del 16 de Septiembre 1855

[192] Respectivement : « La ley electoral », Siglo XIX, 17 août 1855 ; Manifiesto del Gobernador De la Rosa du 20 août 1855 et Acta de pronunciamiento de Huauchinango, cabecera de distrito, du 18 août 1855.

[193] GUERRA (François-Xavier), « Le peuple souverain : fondements et logiques d'une fiction (le XIXe siècle) », in Quel avenir pour la démocraties en Amérique Latine ?, Dixième table ronde de l'AFSSAL, CNRS, Paris, 1989.

***E**LODIE **R**ICHARD*

Les recherches que j'ai entreprises depuis le début de ma thèse sont orientées par deux questionnements. Le premier relève de l'histoire des savoirs et porte sur les matrices savantes et institutionnelles des sciences sociales, qui s'individualisent en chaires universitaires à la fin du XIXe siècle. Le second concerne la philosophie sociale des hommes de loi et de gouvernement, la façon dont elle s'incarne dans le processus de production de normes théoriques et juridiques.

J'ai choisi de répondre à ces questions à travers l'étude d'une institution : l'Académie royale des Sciences Morales et Politiques entre 1857, date de sa création, en Espagne, et 1931. Ce choix repose sur le caractère à la fois savant et politique de cette institution, qu'il s'agisse de son statut, du profil de ses membres et du type de savoirs qu'elle produit ou consacre.

Je voudrais examiner ici ce double aspect de l'institution pendant les dix premières années de son existence, en m'arrêtant en 1868, date de la démission du second président, en réaction à la « Glorieuse » révolution de 1868. Et cela afin de dégager quelques pistes de recherches : comprendre le sens de sa création, de sa dépendance et de son influence à l'égard du pouvoir politique ; définir le profil des intellectuels légitimes que sont les académiciens, réfléchir sur les modalités d'élaboration et les usages des savoirs réunis sous le vocable de « sciences morales et politiques ». J'aborderai d'abord la nature de l'institution et les missions qui lui sont assignées, puis sa composition et ses modes de recrutement avant de m'intéresser à ses travaux et à leur diffusion.

La création de l'Académie royale des Sciences Morales et Politiques s'insère dans le cadre d'une loi générale de réforme de l'instruction publique, la « loi Moyano » (9 septembre 1857) qui réorganise l'enseignement secondaire et universitaire et crée une Académie royale « égale en catégorie aux quatre Académies déjà existantes » : les Académies de la Langue, de l'Histoire, des Beaux Arts et des Sciences exactes. La moitié de ses membres (18) sont nommés par décret du gouvernement (1er novembre 1857) et chargés de procéder à l'élection des autres académiciens. La procédure concilie la pratique traditionnelle du recrutement académique, la cooptation, et le contrôle du recrutement initial par le gouvernement. Le décret de nomination octroie au gouvernement le droit de désigner le président de l'Académie. Cette disposition est contraire à la règle qui prévaut dans les autres Académies, celle de l'élection du président par les académiciens. La qualité des premiers académiciens confirme que l'institution est destinée à accueillir les hommes du régime : quatre, des dix-huit membres fondateurs appartiennent au gouvernement en place (le marquis de Pidal, président de l'Académie, est ministre des Affaires étrangères (« Estado »), C. Nocedal de l'Intérieur (« Gobernación »), M. Seijas Lozano des Grâces et de la Justice et M. García Barazanallana, des Finances. Le parti modéré, de retour au pouvoir après un intervalle de deux ans de pouvoir libéral (« el bienio progressista », de 1854 à 1856), est surreprésenté : onze des premiers académiciens en sont membres et l'on trouve parmi eux ses plus grands dirigeants (P.J. Pidal, L. Arrazola, J.F. Pacheco, J. Bravo Murillo). La présence de deux académiciens libéraux[194]) et M. Cortina (doyen du

[194] Trois en réalité : mais C. Antón de Luzuriaga incarne un libéralisme « tempéré ». Il a déjà participé à des gouvernements modérés.]] fait figure de concession, de gage au pluralisme politique d'une institution censément indépendante des passions politiques. Il s'agit d'ailleurs de personnalités que leur prestige place

Collège des avocats depuis 1848). La proximité entre l'Académie et le gouvernement n'est pas seulement un effet des premières nominations. C'est un fait constant sur la période : sur les douze gouvernements qui se succèdent entre 1857 et 1868, 11 comptent des académiciens parmi leurs ministres (entre 1 et 5, de 2 à 3 en moyenne, sur huit portefeuilles), la double appartenance concernant 18 académiciens[195].

Ce recrutement « contrôlé » et homogène identifie l'Académie à une sorte de forum du parti modéré, créé *ad hoc* pour satisfaire des besoins de remise en ordre idéologique. C'est ce que confirment les discours d'inauguration de l'institution, prononcés en présence de la Reine, lors de la première session publique solennelle (19 décembre 1857), par le ministre du « Fomento » (J. de Bustos y Castillo, Marqués de Corvera) et le président de l'Académie, P.J. Pidal. Pour le premier, la création de l'Académie répond à la nécessité « de faire face à l'épineux problème social qui secoue les peuples et alarme les gouvernements » et à combattre « ces doctrines terribles qui, brandissant la menace furieuse des révolutions, prétendent réformer la société ». Ces « doctrines terribles », celles des socialistes, ennemis de la famille et de la propriété, conduiraient selon le marquis de Pidal à une « régression des hommes à l'état sauvage et nomade ». L'Académie doit les dissiper et contribuer à l'amélioration des lois et des institutions[196].

Ces quelques éléments concernant la création de l'Académie permettent de saisir les contraintes et les ressources que lui donne sa position intermédiaire entre le savant et le politique. Elle doit tout d'abord cette position à son statut. Les Académies sont par définition des sociétés de gens de Lettres, de savants ou d'artistes, créées à l'époque moderne, sur le modèle de l'Antiquité classique[197]. Destinées à l'échange savant, elles regroupent des individus sélectionnés sur des critères scientifiques, « pour qu'ils se communiquent leurs lumières » et participent à l'avancement de leur domaine de savoir[198]. Les académiciens nommés en 1857 répondent à ces critères. La plupart d'entre eux ont enseigné dans une université, parfois seulement dans les quelques années qui ont suivi leur doctorat, d'autres ont poursuivi une carrière universitaire, conservant une chaire[199] ou devenant recteurs[200]. Le droit (politique, administratif et commercial), l'économie politique et la philosophie (philosophie morale, philosophie du droit) sont les matières les plus représentées. D'autres académiciens ont un profil savant « extra-universitaire » : ceux que les notices biographiques de l'époque rangent dans les catégories générales de « publicistes », d'« écrivains », de « polémistes ». Il

---

au-dessus des clivages partisans : P. Gómez de la Serna (civiliste de renom, nommé la même année président de l'Académie de jurisprudence[[Voir la note n°13.

195 Les portefeuilles les plus représentés étant celui du « Fomento » (« l'encouragement »), qui recouvre les directions de l'Instruction publique, du Commerce, de l'Industrie et des Travaux publics et celui de la Justice. Le fait n'est pas très étonnant puisque le champ d'action de ces administrations coïncide avec les domaines de compétence et de réflexion des académiciens (l'administration de la justice, le développement économique, la réforme de l'instruction publique).]

196 REAL ACADEMIA DE CIENCIAS MORALES Y POLITICAS, Discursos de instalación de la Real Academia de Ciencias Morales y Políticas, Memorias, vol. I, 1879 (2e ed.).

197 Le terme vient étymologiquement de akadêmia ou « jardin d'Akadêmos », lieu d'enseignement de Platon. Le mot est incorporé dans la langue française à partir du milieu du XVIe siècle. ROCHE (Daniel), Le siècle des Lumières en Province, académies et académiciens provinciaux (1680-1789), Editions EHESS, 2 tomes, Paris, 1978.

198 ROCHE (Daniel), op. cit, p. 138. La formule entre guillemets est empruntée à Gramsci.

199 L. Figuerola, professeur de droit politique et de législation mercantile (Barcelone) ; M. Colmeiro, professeur de droit politique (Madrid) et P. Gómez de la Serna, professeur de législation comparée (Madrid).

200 C. Moyano et P. Sabau, recteurs de l'Université de Madrid dans les années 1850.]]. D'autres ont donné des leçons au sein de la section de l'*Ateneo* consacrée aux sciences morales et politiques[[ALCALA GALIANO (Antonio), Cours de droit politique constitutionnel, 1838 ; PACHECO (Joaquín), Estudios de derecho penal, lecciones pronunciadas en el Ateneo de Madrid en 1839 y 1840, Madrid, Manuel Tello, 1877; PIDAL (Pedro José) (ex-président de l'Ateneo), Histoire du gouvernement et de la législation espagnole, 1847.

peut s'agir de dramaturges[201], d'essayistes et de journalistes[202]. La chaire universitaire n'est pas la règle et ce qui est commun aux académiciens c'est la notoriété attachée à l'une de leurs publications : histoire nationale, histoire sacrée, traité d'économie politique, encyclopédie de droit, doctrine juridique. C'est l'autorité reconnue à ces ouvrages qui ouvre à leurs auteurs la porte des académies. En effet, l'appartenance à plusieurs académies est l'autre point commun des académiciens nommés en 1857[203].

Cette composition homogène différencie l'Académie d'une Université. L'Académie est un lieu de communication savante entre pairs et non un lieu de transmission pédagogique du savoir[204]. De fait, les statuts[205] de réorganisation des savoirs où les Académies prennent une place spécifique dans la production savante, au côté des Universités.

Cependant, l'Académie est aussi un organe de la monarchie, créé sur le modèle des Académies de l'Institut français, institutions de l'État qui procèdent originellement de l'officialisation par Richelieu en 1635 d'une académie privée consacrée à l'étude de la langue (naissance de l'Académie française). D'autres académies royales ont précédé la création de celle des Sciences Morales et Politiques, celles de la Langue (1713), de l'Histoire (1738), des Beaux-Arts (« Nobles-Artes », 1744) et celle des Sciences Exactes (1847). Les trois premières sont, selon l'historiographie traditionnelle, le fruit de « l'âge des Lumières » car elles répondent à la volonté des monarques éclairés du XVIIIe siècle de voir progresser « la » connaissance. On peut ajouter que les secondes, par leur nom même, illustrent la sacralisation de la science propre au siècle suivant. Les « sciences morales et politiques » ont en France leur Académie depuis 1795[206]. En Espagne, ces sciences sont représentées dans une section de *l'Ateneo* de Madrid, pôle de sociabilité culturelle et politique libérale de la capitale créé en 1835. En leur donnant une Académie, le gouvernement fait passer sous le contrôle de l'État des savoirs qui, englobant philosophie sociale et sciences de gouvernement, sont le lieu d'expression évident de la théorie politique. Statutairement, l'Académie est une fondation royale[207], elle est placée sous la tutelle du ministère du « Fomento » et elle reçoit de l'État ses ressources, son local, et ses missions. Elle accueille les savants reconnus comme les plus légitimes (scientifiquement mais aussi politiquement) et les place au service de l'État. Ce service consiste tout d'abord à produire et consacrer les travaux qui font avancer « la science espagnole » et à représenter cette science nationale dans les Congrès internationaux[208]. L'Académie exerce par ailleurs une fonction d'expertise savante pour le compte de l'État. Cette « expertise » prend la forme de rapports et d'avis sur des projets de réforme, réalisés à la

[201] M. Roca de Togores s'est fait connaître par un drame historique, à l'origine de son entrée dans l'Académie de la Langue.]], d'historiens[[L'Académie compte parmi ces membres A. Cavanilles et M. Lafuente, auteurs (rivaux) des ouvrages d'histoire nationale les plus reconnus de l'époque, notamment : La Historia nacional de España (29 vol.), Madrid, 1850-1857 de M. Lafuente.

[202] C. Nocedal est rangé dans la catégorie de polémiste (auteur de dialogues politiques publiés dans la presse).

[203] Onze académiciens sur 36 sont membres d'une autre académie royale au moins. Six d'entre eux sont membres de deux académies (Académie de l'Histoire et de la Langue en général) ou de trois académies (s'ajoute alors l'Académie des Beaux-Arts). Six académiciens sont membres de l'Académie de Jurisprudence et de Législation (laquelle s'apparente plus à un lieu de formation pour les juristes sortis de l'université).

[204] ROCHE (Daniel)., op.cit.

[205] REAL ACADEMIA DE CIENCIAS MORALES Y POLITICAS, Estatutos, 1883. Rédigés par les premiers académiciens et approuvés par décret royal le 29 mai 1859.]] de l'Académie lui assignent la mission d'encourager le développement en Espagne des sciences morales et politiques et sa création s'inscrit dans le cadre d'un projet politique[[La « Ley Moyano »

[206] Sur la fondation de l'Académie française des Sciences Morales et Politiques, voir LETERRIER (Sophie-Anne), L'institution des sciences morales (1795-1850), Paris, L'Harmattan,1995.

[207] DE MIGUEL SANCHEZ (Noelia), Las academias y su configuración jurídica, Barcelone, Cedecs, 1999.

[208] En 1864, L. Figuerola représente l'Espagne au Congrès de Lausanne sur la fiscalité.

demande du gouvernement[209]. L'Académie exerce également un rôle consultatif par la représentation corporative dont elle bénéficie dans un certain nombre d'institutions. Les lois sur la presse de 1864 prévoient la représentation du Corps dans le Jury chargé de qualifier les délits de presse[210] et le décret du 21 novembre 1867 autorise la nomination des présidents des académies royales aux fonctions de commissaire royal auprès des Cortès (corps législatifs), chargé de défendre les projets de lois du gouvernement soumis à la délibération du Parlement.

Cette intrication institutionnelle du politique et du savant fait de l'Académie une institution à la fois puissante et dépendante, sensible à la conjoncture politique, en dépit d'une neutralité constamment proclamée[211]. La requête qu'elle adresse en 1864 au gouvernement pour obtenir le droit d'élire elle-même son président illustre bien cette ambiguïté. Cette demande exprime une volonté d'indépendance à l'égard du gouvernement, qui, si elle aboutissait, se verrait privé du droit de choisir le dirigeant de cette institution. Mais la requête est formulée par une commission d'académiciens chargés de féliciter cinq de leurs pairs qui ont été appelés à des fonctions ministérielles. Elle est directement adressée à l'un des leurs, A. Alcalá Galiano, ministre du « Fomento ». Dans un premier temps, elle se heurte au refus de la Reine Isabelle II qui dans un ordre royal réaffirme que cette spécificité statutaire rehausse la condition de l'Académie car « elle la rapproche du trône »[212]. Un an plus tard, après la mort du premier président de l'institution, la démarche aboutit et l'Académie obtient, grâce à ses liens directs avec le gouvernement, son indépendance... à l'égard du gouvernement.

Comme nous l'avons vu, la création de l'Académie, les missions qui lui sont assignées et les modalités de son recrutement initial expriment une volonté de contrôle sur des savoirs ayant trait au Politique. En effet, ce que nous avons dit de l'Académie vaut pour le champ de connaissance qu'elle incarne : les sciences morales et politiques. Ce terme apparaît pour la première fois au XVIIIe siècle, dans les publications des physiocrates, mais c'est en 1795, avec la création de la seconde classe de l'Institut qu'il en vient à désigner un champ précis du savoir, mêlant les sciences de gouvernement et les « sciences morales » c'est-à-dire les sciences des « mœurs », des actions libres de l'homme et des peuples[213]. Cette branche du savoir n'existe plus désormais que dans le nom des académies créées au XIXe pour en institutionnaliser l'étude et les domaines de connaissances qu'elle regroupait alors se sont dispersés selon un découpage disciplinaire comprenant le droit, l'économie, les sciences sociales, la philosophie et la science politique. Pour en saisir le contenu, il nous faut examiner l'intitulé des sections de l'Académie (philosophie et histoire ; morale, droit, éducation et instruction publique ; politique, économie et administration), le profil de ses membres (juristes spécialistes du droit public, civil, pénal ou canonique, économistes, historiens) et les thèmes soumis à sa réflexion. L'identification puis le classement thématique de ces travaux et débats permet de cerner de façon concrète le domaine de connaissance que recouvrent les termes « sciences morales et politiques »[214]. On peut ainsi répartir les publications académiques dans les rubriques suivantes : Théorie politique et

[209] Elle est consultée à trois reprises par le gouvernement entre 1857 et 1868, sur la création d'un théâtre public subventionné, sur le contrôle des hausses des loyers et sur l'expertise d'un manuscrit. REAL ACADEMIA DE CIENCIAS MORALES Y POLITICAS, « Informe sobre la influencia del teatro en las costumbres públicas » ; « Informe sobre la reforma de las leyes de inquilinato y los medios de contener el aumento desproporcionado de los alquileres de edificios » ; « Informe de la Academia sobre el manuscrito anónimo titulado De la Divina Providencia, atribuido al Ilmo Joaquín Lorenzo Villanueva », Memorias, vol. I, Madrid, 1879 (2e ed.).

[210] Leyes de Imprensa, 22 et 29 juin 1864.

[211] La démission du président de l'Académie, L. Arrazola, en 1868, consécutive à la révolution de septembre dénote la teneur politique de la fonction.

[212] Ordre Royal du 22 janvier 1865.

[213] Sur les premières occurrences du terme au XVIIIe siècle, voir la thèse de DAMAMME (Dominique), Histoire des sciences morales et politiques et leur enseignement des Lumières au scientisme. Instituer le corps politique, fabriquer une tête de peuple, Université de Paris 1, UER de science politique, 1982.]

[214] Nous avons opté pour un classement thématique et non disciplinaire dans la mesure où la distribution stable de ces savoirs en disciplines différenciées est ultérieure à notre période.

observations sur les institutions politiques étrangères (formes de régime, révolutions)[215]; questions d'économie politique (monnaie, impôt, travail, commerce)[216] ; doctrines pénales et réforme pénitentiaire[217] ; droit civil (famille, divorce, liberté testamentaire)[218] ; instruction publique, pauvreté et bienfaisance. Les thèmes des débats sont choisis par une « commission des thèmes », mais ils rejoignent souvent ceux qu'abordent les mémoires[[En 1862, les académiciens ont discuté de la liberté commerciale, du caractère obligatoire de l'instruction primaire et de l'unité législative de l'Espagne.]]. Ces objets renvoient d'une part à l'organisation politique et sociale (problèmes et proposition de réformes) et d'autre part, au savoir lui-même (rapport entre la science et la religion, entre la science et le droit...).

Le travail académique est donc pris, lui aussi, dans des objets et des objectifs politiques. Ce travail peut se découper selon deux orientations principales : d'une part, la recherche de données, l'échange et la production de savoir et, d'autre part, la consécration, la diffusion et la censure de thèses, d'idées.

La première des activités académiques s'opère dans le cadre des réunions hebdomadaires, « séances ordinaires » dont le déroulement nous est rapporté dans le *Livre des Actes*[219]. L'échange intellectuel prend la forme de débats et de la lecture, par les académiciens de leurs propres travaux (ouvrages et mémoires inédits), de compte-rendu d'articles tirés de revues savantes (la *Revue des Deux Mondes*, le *Journal des Economistes*, la *Revue Britannique* et les *Sessions et travaux de l'Académie des Sciences Morales et Politiques*).

Les échanges académiques se nourrissent des recherches personnelles des académiciens mais aussi des travaux collectifs réalisés, comme nous l'avons vu, pour le gouvernement ou à l'initiative de l'Académie. C'est le cas par exemple du rapport de 1864 sur l'influence des mariages consanguins sur la santé des enfants qui en sont issus[220]. L'objet de ce rapport s'inspire d'un article de la *Revue de Westminster* exposant l'état des débats scientifiques sur la question des pathologies imputées à l'union consanguine (surdité, mutisme, idiotisme). Après un compte-rendu critique de l'article (statistique médicale) le rapport évoque le complément d'enquête réalisé par l'Académie auprès de l'Institut des jeunes sourds-muets de Madrid (enquête généalogique : recensement des enfants issus de couples consanguins). Ce rapport nous montre l'importance de l'Académie comme pôle de

---

[215] Quelques titres pour exemple : ALCALA GALIANO (Antonio), Del gobierno representativo, dictamen de A. Alcalá Galiano sobre un artículo publicado con este epígrafe en la Revue des Deux Mondes de 1 de noviembre de 1861, por M. Dupont White, a propósito de un libro de Mr. Stuart Mill ; DE TEJADA (Santiago), El Imperio Austriaco y su nuevo gobierno constitucional, Memorias, vol. I, 1879.

[216] DE CARDENAS (Francisco), Estado de la población y del trabajo en las Islas de Cuba y Puerto Rico ; GARCIA BARZANALLANA (José), Política comercial de España, Memorias, vol. IV, 1883 ; GARCIA BARZANALLANA, (Manuel), La Hungría y la alimentación en Europa, Dictamen de Manuel García de Barzanallana sobre un artículo publicado con este título por Mr Boutroux en la Revue des Deux Mondes de 15 de Noviembre de 1861, Memorias, vol. I, 1869.

[217] RODRIGUEZ VAAMONDE (Florencio), Ensayo sobre la prisión por deudas, legislación de Atenas y Roma acerca de los deudores insolventes ; Ocasión que ha dado lugar a este ensayo ; legislación de España antigua y moderna ; legislación vigente en otras naciones, e Impugnación de la prisión por deudas, Memorias, vol. I, 1879 ; MADRAZO (Santiago Diego), De la gracia de indulto, Memorias de la Real Academia de las Ciencias Morales y Políticas, t. III, 1875

[218] DE CARDENAS (Francisco), Algunas noticias acerca de los progresos y estado actual de la legislación civil de Inglatera, Memorias, vol. I, 1879.

[219] Le Livre des Actes est un manuscrit qui consigne le compte-rendu des séances.

[220] DE CARDENAS (Francisco), Influencia de los matrimonios entre parientes consangíneos en la salud de los hijos que nacen de ellos, dictámen de la comisión nombrada para informar sobre este asunto en la que fue ponente Luis María Pastor. Apéndices : Comunicación del Colegio nacional de Sordos-mudos y de ciegos de Madrid ; Nota que se acompaña a la anterior Comunicación; matrimonios clebrados entre familias reinantes, Castilla y León, Aragón, Portugal ; Alianzas de las familias reinantes de España y Portugal distinguiendo las que se han verificado entre consanguíneos de las en que no existía parentesco, Memorias, vol. II, 1869.

circulation des savoirs entre des États (souscription à des revues étrangères, contact avec des institutions homologues et des correspondants étrangers) et entre des domaines de connaissance[221]. Il s'agit ici de l'importation d'un débat médical et biologique (*via* les thèses de l'Académie française des Sciences et de la Faculté de Médecine de Paris) sur des thèmes « passerelle » : la recherche sur l'hérédité rejoignant les préoccupations des juristes de l'Académie sur la santé de la nation et surtout la législation matrimoniale. Ce rapport montre également les ressources que sa position officielle donne à l'Académie pour réaliser ses enquêtes (possibilité de mobiliser d'autres institutions de l'État).

L'autre fonction de l'Académie consiste à publier des travaux qui gagnent, par le biais de la caution académique, une légitimité officielle. L'Académie publie ses propres travaux et discours, mais surtout, elle censure et consacre des travaux venus de l'extérieur. Ces derniers peuvent lui avoir été envoyés par le ministère qui soumet à son expertise les publications relevant des sciences morales et politiques lui ayant été remises par des auteurs sollicitant une aide de l'État pour la publication[222]. Mais surtout, dans la pure tradition académique, elle organise des concours annuels afin de mobiliser les « talents » sur les sujets de son ressort. Entre 1868 et 1869, 13 sujets ont été proposés, 39 candidats ont envoyé un mémoire et 7 d'entre eux ont été récompensés au cours d'une cérémonie officielle publique[223]. Ces concours diffusent des questionnements académiques, ils sont un terrain de rencontre avec des publicistes en quête de tribune. De ce point de vue, l'Académie joue un rôle de promotion de nouveaux talents, auxquels ses prix (rares, car ils supposent que ces auteurs se conforment aux critères politiques, scientifiques et littéraires de l'Académie et à ses exigences formelles) donnent une autorité scientifique nouvelle.

Ce qui ressort de l'examen des travaux académiques c'est encore leur surdétermination politique. La liste des thèmes cumulés des mémoires, des discussions et des concours offre le répertoire des problèmes politiques, administratifs et économiques de l'Espagne, qu'ils fassent l'objet d'un traitement théorique, historique ou qu'ils soient abordés par le truchement de la comparaison avec l'étranger. Le savoir produit par l'Académie se nourrit d'échanges entre pairs, entre des hommes qui sont des praticiens autant que des théoriciens de la politique. Il s'enrichit aussi des contacts avec des sociétés et des publications espagnoles ou étrangères relevant d'autres sphères de savoir. Mais surtout, c'est un savoir qui devient doctrine officielle. L'Académie évalue, juge, publie et consacre des œuvres conformes à sa philosophie politique et sociale[224] et la valeur reconnue de son expertise les fait entrer dans la littérature politique légitime.

En examinant ici brièvement la nature de l'institution académique et les activités auxquelles elle s'emploie, dans le cas de l'Académie espagnole des Sciences Morales et Politiques dans les années 1860, nous avons pu repérer les pistes de recherches qu'ouvre l'histoire de cette institution. Elle nous place au cœur même de la question des rapports entre le savoir et le pouvoir. En effet, l'étude des rapports de l'institution avec le pouvoir politique (gouvernement et monarque) et les fonctions qu'elle exerce de production idéologique et de censure montre bien l'importance accordée par le régime (incarné par le parti modéré, libéral et doctrinaire) au contrôle de la parole politique et à la caution savante de ses options.

---

[221] Les 30 correspondants et les 10 membres honoraires de l'Académie sont des membres effectifs de l'Institution, REAL ACADEMIA DE CIENCIAS MORALES Y POLITICAS, Estatutos, art. 2, Madrid, 1883.

[222] Depuis 1864.

[223] Par une médaille, une somme d'argent et surtout la publication dans une édition académique de 200 exemplaires de leur mémoire. Ces mémoires portaient sur les thèmes suivants : l'unification de la législation sur les successions (1860), la bienfaisance (3 mémoires, 1860), l'union douanière avec le Portugal (1861), l'accroissement de la population rurale (1861) et la réforme du système pénitentiaire (1864).

[224] Les divergences sont rares. Elles s'expriment par un vote et une publication séparée

Néanmoins, l'étude approfondie du travail académique dans ses modalités concrètes nous montre que cette fonction officielle et idéologique n'exclut pas une certaine liberté scientifique : le cadre privé et restreint des réunions, les contacts avec l'étranger, la stature même des académiciens permettent, dans les limites que suppose l'homogénéité politique et générationnelle du recrutement, une ouverture relativement large dans le choix et le traitement des sujets livrés à sa réflexion.

ANDRÈS GORDILLO RESTREPO

Una minoría letrada

En el plano cultural, Bogotá es en el siglo XIX una ciudad de escasas grandezas. Es una ciudad pequeña, si se la compara con México por ejemplo, pues para 1870 cuenta apenas con unos cuarenta mil habitantes contra los más de doscientos mil de la capital mexicana. Pero proporcionalmente, Bogotá también cuenta con unas cifras de analfabetismo mayores y una cultura escrita más restringida.

El Nuevo Reino de Granada no tuvo, durante los siglos XVII y XVIII, universidades públicas de estudios generales, como las que sí había en la Nueva España y el Perú, sino dos *Colegios Mayores*, fundados en la primera mitad del siglo XVII en Bogotá, que funcionaban como corporaciones universitarias[[SILVA (Renán), « Los estudios generales en el Nuevo Reino de Granada, 1600-1700 », Saber, cultura y sociedad, Bogotá, 1984.]] fuera del control de la política imperial española, muy reticentes a los cambios y reformas insinuadas por los funcionarios ilustrados de finales del siglo XVIII.

De entrada, la reducida importancia cultural de Bogotá, en términos comparativos, radica en la situación marginal de la Nueva Granada, que sólo adquiere el estatus de virreinato hasta 1740. A lo que se suma la tardía llegada de la imprenta, que sólo llegó a Bogotá en esos mismos años, 1737, traída por la Compañía de Jesús para dotar el Colegio Mayor de San Bartolomé.

En este panorama, no es de extrañar que los periódicos no empezaran a aparecer sino a comienzos de la última década del siglo XVIII y a desaparecer rápidamente luego de afrontar la consabida escasez de suscriptores, problema que enfrentarán en mayor o menor escala las publicaciones periódicas desde las primeras del siglo XVIII y casi todas las del siglo XIX. El *Papel Periódico de Santafé de Bogotá*, creado en 1791, anunciaba contar con apenas unos 144 suscriptores, repartidos en el territorio de la Nueva Granada (y no sólo en Bogotá), cifra insuficiente para dar aliento a los esfuerzos editoriales, aún a pesar de ser este un periódico oficial que recibía el apoyo económico de las instituciones virreinales[225]. Irrisoria cifra además, si se la compara con los 7

[225] SILVA (Renán), Los ilustrados de Nueva Granada 1760-1808, Genealogía de una comunidad de interpretación, Bogotá, Banco de la República, EAFIT, 2002, p. 388 sq.

000 ejemplares que podía llegar a tirar un periódico en el México de comienzos del siglo XIX[226] Todavía para 1801 según cálculos de Renán Silva, el *Correo Curioso* no debió superar nunca un tiraje de 300 ejemplares. Mientras por su parte el *Semanario del Nuevo Reino de Granada* anunciaba en 1809 contar con apenas 160 suscriptores[227].

Para completar, este cuadro de « subdesarrollo cultural » se vería más desalentador, por cuanto que las de por sí reducidas élites culturales finiseculares, que producían textos impresos y que los consumían (en un círculo cerrado podría pensarse), cayeron en masa fusiladas por el «pacificador» Morillo durante las guerras de Independencia. A ello no se le puede culpar exclusivamente del atraso casi constante de la cultura en el siglo XIX, pero sin duda constituye un hecho que terminó por originar una verdadera ruptura generacional en esta capa social ; ruptura violenta que casi nunca se considera en sus verdaderas dimensiones ni con todas sus implicaciones.

Las cifras nacionales son elocuentes sobre la situación cultural del siglo XIX. Para 1870 sólo 32 000 niños asistían a las escuelas primarias, es decir apenas el 5,6% del total de la población infantil en edad escolar. (En Ciudad de México en 1820, entre el 48 y el 62% de los niños están escolarizados[228]). En su mayor parte, los alumnos recibían su educación en primeras letras según el sistema de Joseph Lancaster ; y ante la escasez de maestros bien formados esta resultaba bastante deficiente[229]. Es decir, que la cultura escrita permanecía aún avanzado el siglo como privilegio de una minoría selecta. De una élite, en el sentido original de la palabra francesa, (proveniente de *élire*[230]) ya que el alfabetismo fue durante buena parte del siglo, hasta 1853, condición necesaria para acceder al derecho al voto.

La vida cultural en Bogotá, sufrirá pues esta limitante, que explica la inviabilidad de la mayoría de las iniciativas por crear instituciones culturales capaces de difundir la modernidad cultural. La « reproducción » de una clase letrada de intelectuales se encontraba como barrera con la inexistencia de un gran público lector, lo que hacía que los cargos burocráticos fueran casi siempre una alternativa más rentable para esta clase letrada que, por ejemplo, la docencia. Esta era dejada para profesores jóvenes e inexpertos o, de otra parte, la acometían las órdenes religiosas. Así la prensa no prosperaba como industria, el libro, como lo señala Fréderic Martínez, continuaba siendo en esencia un bien de lujo, importado de Europa[231], y otras iniciativas, como la Academia Nacional, el Liceo Granadino o la Academia Nacional de Ciencias y Artes, más sofisticadas pero más utópicas, fracasarían poco después de fundadas.

A esta insuficiencia de público, formando una especie de espiral o círculo vicioso, se vendrán a sumar los ciclos de las guerras civiles, que dificultarán enormemente la normalización de las publicaciones seriadas. Los cambios ocurridos en la prensa durante los periodos de guerra civil en relación con los periodos de relativa estabilidad no han sido estudiados, pero con seguridad un

---

[226] Se trata de El Diario de México del 7 de noviembre de 1811, ver GUERRA, (François-Xavier), Modernidad e independencias. Ensayos sobre las revoluciones hispánicas, Tercera edición, México, Fondo de Cultura económica, MAPFRE, 2000, p. 282 sq.

[227] SILVA (Renán), op. cit

[228] GUERRA (François-Xavier), op. cit.]]

[229] RAUSCH (Jane M.), La educación durante el federalismo. La reforma escolar de 1870, Bogotá, Instituto Caro y Cuervo, Universidad Pedagógica Nacional, 1993.

[230] MIRANDA (Néstor), « Sobre élites y dos miembros de las élites en los años de la revolución anticolonial de 1850 », Conferencia presentada en la Cátedra Manuel Ancízar de la Universidad Nacional de Colombia, Bogotá, octubre de 2003.

[231] MARTINEZ (Frédéric), El nacionalismo cosmopolita. La referencia europea en la construcción nacional en Colombia, 1845-1900, Bogotá, Banco de la República, Instituto Francés de Estudios Andinos, 2001, p. 109.

seguimiento de estas coyunturas debería arrojar interesantes resultados no sólo sobre el número de periódicos que dejaron de circular, sino sobre los cambios en los intereses y contenidos de la prensa. A modo de ejemplo, el periódico mensual *El agricultor*, órgano de la Sociedad de Agricultores Colombianos, creada en 1871, fue suspendido « por motivo de guerra » tres veces antes de terminar el siglo : entre 1876 y 1879, entre 1884 y 1890, y nuevamente en 1895. Una guerra que podía durar un año como la de 1876, implicaba una suspensión de otros dos, antes de recobrar la continuidad ; volver a importar papel, restablecer las comunicaciones con los agentes de fuera de la capital y tener las garantías de parte del gobierno implicaban serios atrasos. Así mismo ocurrió con *El Mosaico*, revista literaria semanal, que sufrió una suspensión de 1860 a 1863 debido a la guerra civil de 1860, y con muchas otras publicaciones[232]. *El Mosaico*, una publicación sobre la cual cabe suponer un relativo éxito, contaba en 1860 con cerca de 400 suscriptores en todo el país, 120 de los cuales vivían en Bogotá, y tenía una red de cincuenta agentes y corresponsales repartidos en las regiones más densamente pobladas del territorio nacional. No obstante haber mejorado la red de difusión de periódicos a nivel nacional, los avances en la difusión de la cultura moderna eran modestos, si se comparan las cifras del *Mosaico* de 1860 con los citados 300 ejemplares que tiraba el *Correo Curioso* en 1801.

Ilustrados y burócratas

Los ilustrados de la Nueva Granada en el siglo XIX, tendrán pues por su misma condición de intérpretes de la cultura escrita, entre otras, la prerrogativa del acceso a la burocracia del Estado.

De hecho, la creencia del derecho adquirido a obtener los empleos públicos por el hecho de haber invertido en una educación limitada a enseñar a « legislar y gobernar », será en el siglo XIX una de las explicaciones comunes de las guerras civiles. Esa explicación la daba por ejemplo Mariano Ospina después de la Guerra de los Supremos, en su informe al Congreso constitucional de 1842 :

« Llenas las cabezas de los jóvenes de teorías metafísicas sobre leyes, gobierno y administración, privados de esperiencia y de las informaciones de la historia, guías indispensables para poder juzgar razonablemente en política, ajenos á los conocimientos que pudieran conducirlos con provecho en especulaciones de agricultura, de minería ó de comercio, [...] y arrastrados por la necesidad á ocuparse de lo único que se les ha enseñado, es natural que sólo piensen el lejislar y gobernar, y que no se crean aptos para otra cosa que para empleados públicos. Aunque el número de los empleos esceda en mucho al que las circunstancias del país exijen, es insuficiente para procurar colocación a todos los pretendientes ; resultando de aquí que necesariamente ha de haber un gran numero de personas dispuestas a derribar el orden establecido para ocupar los puestos de que se juzgan injustamente excluidos »[233].

Esta situación (que sufre las modificaciones más sustanciales del siglo, especialmente con la creación de la Universidad Nacional y la Escuela de Minas en la segunda mitad del siglo), justifica dos

[232] Las rupturas repentinas de los ciclos editoriales de la publicaciones seriadas se pueden comprobar en BIBLIOTECA NACIONAL DE COLOMBIA, Catálogo de publicaciones seriadas del siglo XIX, Bogotá, La Biblioteca, 1995.

[233] OSPINA RODRIGUEZ (Mariano), « Esposición que el secretario de Estado en el despacho del interior y Relaciones Esteriores del Gobierno de la Nueva Granada, dirije al Congreso Constitucional el año de 1842 », in FAES, Antología del pensamiento de Mariano Ospina Rodríguez, Bogotá, Banco de la República, 1990, p. 482.

de las mejores caracterizaciones que se han hecho de la elite cultural colombiana : la de los *presidentes gramáticos* del XIX y la de la *ciudad letrada*, que vale no sólo para Colombia sino para la América hispánica.

Sobre la primera, Malcolm Deas pone en evidencia cómo las competencias regulares de los funcionarios públicos, distintas del poder de dirigir las tropas, eran del orden gramatical : muchas veces, el desconocimiento de la gramática y del latín eran usados para descalificar a los opositores en los debates del Congreso y en la prensa. La importancia de las competencias gramaticales, llegaba al punto que los presidentes civiles de finales del siglo XIX, como Miguel Antonio Caro y José Manuel Marroquín, significativamente fundadores de la Academia de la Lengua, comenzaron su trayectoria pública en las letras : descollando Caro como traductor de Virgilio, y Marroquín como redactor de un popular manual de ortografía del español. Ambos, como lo señala Deas, descendían de funcionarios coloniales para quienes del mismo modo el arte de gobernar estaba estrechamente relacionado con la facultad de escribir[234].

La « imagen » de la *ciudad letrada*, por otra parte, elaborada por Angel Rama, representa a las elites como habitantes de una ciudad dentro de la ciudad, amuralladas por la distinción que les confería la propiedad de la cultura escrita « en un medio desguarnecido de letras ». El modelo de ciudad letrada que se constituye en la Colonia[235], se extiende en la República, con la burocracia estatal. La historia del Estado en el siglo XIX, sería para Rama hasta cierto punto, la de las pugnas individuales para acceder a él llevadas a cabo por intelectuales que pertenecían a la ciudad letrada pero que se hallaban excluidos de la burocracia. Las disputas entre intelectuales, asimismo, tendrían como fondo principal la depredación de los cargos públicos. Las críticas que por ejemplo elevaron los criollos ilustrados en la época de la Independencia contra los españoles que ocuparon el centro del poder en la época colonial tendrían asimismo como objetivo tácito la disputa por el control burocrático del Estado.

Modernidad cultural y guerras civiles

La representación de las élites letradas latinoamericanas, como la de Rama, subrayan la forma como se mantiene en el poder una minoría selecta, por la vía del control o incluso la « sacralización » de la escritura e incluso explican las luchas internas de esas elites por el poder. Pero deja de lado el proceso modernizador, que a pesar de todo existe, aunque las más de las veces como puro simulacro, pero también como ideal, en el discurso nuevo, igualitario e incluyente del siglo XIX.

A pesar de las recurrentes contradicciones de estos intelectuales, dadas en buena medida por un medio social adverso, transcurre esa lenta, tortuosa y desigual marcha hacia la modernidad cultural, que sin embargo es una aspiración constante.

---

[234] DEAS (Malcolm), « Miguel Antonio Caro y amigos : gramática y poder en Colombia », en Del poder y la gramática y otros ensayos sobre historia, política y literatura colombianas, Bogotá, Tercer Mundo editores, 1993, p. 25-60.

[235] [[« En el centro de toda ciudad, según diversos grados que alcanzaban su plenitud en las capitales virreinales, hubo una ciudad letrada que componía el anillo protector del poder y el ejecutor de sus órdenes. Una pléyade de religiosos, administradores, educadores, profesionales, escritores y múltiples servidores intelectuales, todos esos que manejaban la pluma, estaban estrechamente asociados a las funciones del poder y componían lo que Georg Friederici ha visto como un país modelo de funcionariado y de burocracia », RAMA (Angel), La ciudad letrada, Hannover, Editorial Sur, 1984, p. 25.

En el paso de la política tradicional a la política moderna, señala F.X. Guerra, suele darse una convergencia de transformaciones en el plano cultural y político. Tanto la forma en que los hombres se asocian, como los avances o retrocesos en la alfabetización y en la circulación de periódicos y libros, relacionados con la emergencia de la « opinión pública », condicionan los ritmos de esa transformación hacia la modernidad política. Modernidad cultural por una parte, y densidad de sociabilidades modernas, por otra, son indicadores cruciales que avanzan con las transformaciones que conocieron las sociedades salidas del molde de Antiguo Régimen, como las latinoamericanas.

Ahora bien, lo que puede inferirse de estos « indicadores » de modernidad cultural, es apenas un panorama escueto, en buena medida elocuente, pero de una elocuencia apenas limitada. En otras palabras, no basta la pertenencia a la minoría selecta de letrados para deducir una adhesión por parte de estos a los principios de la modernidad. La recurrencia a las guerras civiles está ahí para probarlo.

Los creadores de los partidos políticos, miembros conspicuos de las elites letradas, y punta de lanza de la «modernidad cultural» no limitaron la participación de los partidos en las guerras sino que por el contrario, organizaban a los partidos a un mismo tiempo para la guerra y para las contiendas electorales. A su modo de ver ambas eran formas « legítimas » de alcanzar el poder. Así, por ejemplo, el ya citado Mariano Ospina Rodríguez, cuando hablaba de la necesidad de crear un partido con una dirección unificada, en 1849, sostenía esta dualidad :

« [...] Dos medios hay para llegar al poder - las elecciones y la fuerza ; el modo de poner en acción las fuerzas del partido sería el objeto de la dirección, respecto de cada uno de esos dos medios »[236].

¿ En qué medida es esto una contradicción con la fe depositada en la educación como vector de modernidad y garantía de las instituciones republicanas que expresó el mismo Ospina en otras oportunidades ?

« Yo ciertamente soy de los que miran la instrucción general, la educación del pueblo, como uno de los objetos más importantes y privilegiados a que puede dirigir su atención el gobierno ; como una necesidad primera y urgente ; como la base de todo sólido progreso ; como el cimiento indispensable de instituciones republicanas »[237].

La guerra era fruto de una legalidad tácita. Un derecho que se había hecho « consuetudinario » por decirlo de alguna manera, después de la crisis que conoció la Nueva Granada durante el proceso de la Independencia. Todavía el siglo XIX conocerá de modo permanente las embestidas de « pueblos » que se pronuncian contra los cambios que afectan al orden establecido.

Las mismas guerras tendrán además una motivación adicional y supremamente fuerte en la defensa de la *fe de la comunidad*. El mismo Ospina, después de sufrir la derrota de los conservadores en la guerra civil de 1851, se plantea la necesidad de respaldar su partido no en la clase de los terratenientes, con la que se da cuenta que no puede contar como aliado, sino en la masa de creyentes : único remedio para contrarrestar a los liberales[238]. Entrada la guerra al nivel del fanatismo, esta se haría verdaderamente popular.

---

[236] FAES, Antología del pensamiento de Mariano Ospina Rodríguez, op. cit., p. 26.

[237] Ibid.., p. 7.

[238] « La única bandería conservadora que tiene vida y muestra resolución y vigor es la que obra por sentimientos religiosos. El rojismo no tiene más enemigo que le haga frente en la Nueva Granada que el catolicismo»

Las guerras del siglo XIX no son de ideas propiamente hablando, sino una lucha librada sin cuartel entre doctrinas irreconciliables ; entre el bien y el mal. El vacío de una verdadera opinión pública, se llenaba con el rumor, típico de sociedades donde aún reina la oralidad. Pero este invadía a su vez a la prensa misma, que no por ser minoritaria es necesariamente calificada. En el paso de la oralidad a la escritura se quedan por fuera sectores grandes de población, los analfabetos, pero este cambio por sí mismo no basta para trastocar la calidad de la comunicación. Ya lo decía Ospina, la educación era deficiente : los que opinan y gobiernan estaban « privados de esperiencia y de las informaciones de la historia... ». Siendo minoritaria, la cultura no es propiamente aristocrática.

Conclusión : Modernidad cultural e imaginarios

Fuera del lento y difícil proceso de consolidación de un sistema educativo moderno, algunos intentos por formar una tradición cultural en la clase alta, se dan por impulsos discontinuos, apoyados en círculos de la elite letrada, dirigidos a la formación del « buen gusto » de los lectores. Así ocurre con la citada revista del *Mosaico*, que traduce entre otras la preocupación de algunos intelectuales por difundir el estudio de la historia patria a partir de fuentes documentales y el estudio y la crítica de las « mores »[239].

Los imaginarios de los letrados de la época estarán poblados de este tipo de literatura « ejemplarizante ». Pero las fuentes de donde toma ejemplo el público ilustrado, son muy variadas. Los catecismos, como el del padre Astete, los códigos de urbanidad y buenas costumbres, los discursos higienistas... Forman también el conjunto del imaginario de la modernidad en Colombia. No se conocen estudios como el de Renán Silva[240] sobre las bibliotecas de los ilustrados de la era independiente. Los imaginarios de estas elites culturales, su universo de referencias podría aclararse bastante con un estudio semejante. Así se podría dar continuidad al estudio de la modernidad cultural, que F.X. Guerra exploró e interpretó en su libro *Modernidad e independencias*, especialmente para el caso mexicano y español, abriendo una línea de investigación que se encuentra poco explorada en Colombia.

OLIVIER COMPAGNON

Désignant la communauté intellectuelle et culturelle formée par l'Europe occidentale et l'Amérique latine depuis la fin du XVIIIe siècle, la notion d'Euro-Amérique est apparue chez François-Xavier Guerra sur la base de travaux réalisés sous sa direction dans le cadre du GDR 994 (« Le politique en Amérique latine ») à partir de 1990, puis de l'UMR 8565 depuis 1999 (« Empire, sociétés, nations. Amérique latine et Méditerranée occidentale, XVe-XXe siècles »). Cette première génération de recherches sur les transferts culturels d'une rive à l'autre de l'Atlantique a notamment donné lieu à la publication d'un livre collectif sur les « modèles » européens en Amérique latine, dont la préface et les différentes contributions constituent une étape importante dans l'élaboration de l'idée euro-

citado en COLMENARES (Germán), « El conservatismo y sus fuentes », Eco Revista de la cultura de occidente, Tomo XII/1, noviembre de 1965, p. 19.

[239] GORDILLO (Andrés), « El Mosaico, 1858-1872. Elites, cultura y nacionalismo en la segunda mitad del siglo XIX », Fronteras de la Historia, Bogotá, en prensa

[240] SILVA (Renán), op. cit.

américaine[241]. Loin d'être complètement balisé, ce champ d'investigation demeurait toutefois encore truffé d'incertitudes et méritait d'être exploré plus avant. Aussi les six articles réunis dans cette section, représentatifs des dernières recherches que François-Xavier Guerra avait stimulées, peuvent-ils être considérés comme un nouveau bilan sur une question qui s'est récemment enrichie d'apports problématiques importants.

Partant d'un constat établi depuis longtemps, celui de l'*afrancesamiento* des élites latino-américaines au XIXe siècle, les contributions de Johann Protais sur le Mexique et de Marie-Sylvanie Veillard sur Rio vont au-delà de l'histoire intellectuelle de nature substantialiste longtemps dominante, qui se contentait d'évaluer l'ampleur de l'influence française. En mettant l'accent sur la circulation des livres entre l'Europe et l'Amérique dans sa dimension la plus matérielle, elles renseignent utilement sur les vecteurs de cet *afrancesamiento* et la manière dont se construit concrètement l'influence française. De leur côté, Camille Foulard et Cecilia Torres intègrent pleinement la question des politiques culturelles à celle des transferts, dans le sillage des travaux de Gilles Matthieu[242] et des renouvellements les plus récents de l'histoire des relations internationales. Qu'il s'agisse de l'essor des congrégations religieuses au Mexique entre 1900 et 1940 ou de l'enseignement de la langue française au Brésil après la Deuxième Guerre mondiale, l'État et ses représentants diplomatiques s'avèrent être des acteurs omniprésents sans lesquels on ne peut comprendre la permanence des référents français outre-Atlantique. Enfin, les articles d'Anaïs Fléchet sur la réception de Villa-Lobos en France et de Jean-François Vitrac sur les lectures françaises de la révolution sandiniste constituent un apport essentiel à la problématique des échanges transatlantiques. Alors que l'Euro-Amérique est le plus souvent pensée comme un espace de circulation intellectuelle à sens unique au sein duquel les vents d'idées ne souffleraient que d'est en ouest, ces deux textes attestent l'existence de flux contraires et contribuent à désamorcer la critique selon laquelle l'usage de la notion d'Euro-Amérique impliquerait une vision européocentrée de l'histoire de l'Amérique latine.

Par leurs apports respectifs, les travaux réunis ici contribuent donc à légitimer un peu plus l'usage de l'idée euro-américaine dans le champ du latino-américanisme. Il n'en demeure pas moins que l'Euro-Amérique demeure un objet en construction qu'il convient toujours de manier avec prudence et de croiser avec d'autres grilles de lecture : pourrons-nous en effet nous contenter durablement de la seule histoire des élites qui en découle ?

JOHANN PROTAIS

La double identité des élites latino-américaines, américaines de naissance et européennes de culture, est au cœur du concept d'*Euro-Amérique* défini par François-Xavier Guerra. Les historiens français se sont naturellement penchés sur l'influence exercée par la France sur le continent durant tout le XIXe siècle. Un lieu commun consiste à la faire remonter à l'époque de la pénétration des Lumières en Amérique dès la fin du XVIIIe siècle.

[241] LEMPÉRIÈRE (Annick), LOMNÉ (Georges), MARTINEZ (Frédéric) et ROLLAND (Denis) (dir.), L'Amérique latine et les modèles européens, Paris, L'Harmattan, 1998.

[242] MATTHIEU (Gilles), Une ambition sud-américaine. Politique culturelle de la France (1914-1940), Paris, L'Harmattan, 1991.

Les années 1820 sont assurément un tournant. Bien que politiquement indépendantes, les nouvelles nations d'Amérique latine continuent à puiser leurs racines intellectuelles et philosophiques en Europe.

Pour le Mexique, la période rêvée de l'influence française est le temps de Juárez et la fin du XIXe siècle, période dite de l'*afrancesimiento*[243]. Le Brésil et le Mexique sont alors des terres d'élection du positivisme. Cependant, les conditions d'émergence de cette passion pour la France restent plus mystérieuses. C'est avec le souci d'apporter un éclairage sur ces origines mal connues que François-Xavier Guerra m'a proposé d'étudier la présence du livre français au Mexique.

Le livre est en effet un indicateur matériel privilégié pour l'étude des transferts culturels entre les deux rives de l'Atlantique. Nous nous trouvons ici au confluent de deux écoles historiques. Cette étude utilise en grande partie les méthodes initiées par Roger Chartier et Daniel Roche. Depuis les travaux de ce dernier sur les Lumières, fondés sur l'étude de bibliothèques privées, l'étude du livre est une voie privilégiée pour appréhender l'outillage mental dont disposent les hommes d'un temps donné[244]. L'école a aujourd'hui essaimé au Mexique puisque, à l'institut Mora de Mexico, des étudiants et des chercheurs réunis autour de Laura Beatriz Suárez de la Torre, se penchent sur le rôle de l'imprimerie, de l'édition et des libraires dans l'apparition de la modernité politique en cette première moitié de siècle[245]. Le livre est une marchandise culturelle à prendre dans ses deux dimensions. Il est tout d'abord, par son contenu, un message écrit, vecteur d'idées et de pensées. Il obéit par ailleurs aux lois du commerce. C'est une production dont les prix varient, il passe successivement dans les mains de professionnels : imprimeurs, libraires, revendeurs, avant de terminer dans les mains des lecteurs. Il existe plusieurs façons de faire l'histoire du livre : on peut faire en amont une histoire de l'édition. L'aval, moment de l'appropriation par le lecteur-acheteur serait une histoire de la lecture. La présente étude se penche sur les lectures mexicaines en insistant sur la dimension proprement intellectuelle des transferts, réalisant par là un procédé tant affectionné par François-Xavier Guerra : l'application des méthodologies historiques à des champs d'étude plus vastes que leurs périodes ou leurs aires de prédilection, en particulier des méthodes françaises à l'aire hispanique.

Le livre français n'a pas attendu l'Indépendance pour faire son entrée au Mexique. Les autorités de la Nouvelle Espagne s'inquiétaient déjà de l'introduction des écrits jugés séditieux des philosophes français du siècle des Lumières. Mais les lendemains de l'Indépendance le voient plus facilement se montrer au grand jour. Cette installation est favorisée par deux facteurs : la fin du monopole espagnol sur ses anciennes colonies et la confrontation directe avec le marché européen qui en découle. Coïncidence historique ou signe du destin, les sources françaises laissent entrevoir l'arrivée massive du livre français au Mexique. Les années 1820 sont bien celles d'une rencontre entre Mexicains et Français : une génération d'Américains récemment libérés de la tutelle espagnole, qui prennent à bras le corps les impératifs intellectuels, scientifiques et mentaux d'une nation qui reste à bâtir, et celle de libraires parisiens de la Restauration armés de solides méthodes commerciales.

---

[243] LEMPÉRIÈRE (Annick), LOMNÉ (Georges), ROLLAND (Denis) (dir.), L'Amérique latine et les modèles européens, Paris, L'Harmattan, 1998.

[244] ROCHE (Daniel), « Une déclinaison des Lumières », in RIOUX (Jean-Pierre), SIRINELLI (Jean François), Pour une histoire culturelle, L'Univers Historique, Paris, Editions du Seuil, 1997, p. 30.

[245] SUAREZ DE LA TORRE (Laura Beatriz) (dir.), Empresa y cultura en tinta y papel (1800-1860), México, Instituto de investigaciones Dr José Maria Luis Mora, Universidada Nacional Autonoma de México, Miguel Ángel Castro, 2001 ; SUAREZ DE LA TORRE (Laura Beatriz) (dir.), Constructores de un cambio cultural : impresores y libreros en la ciudad de México, 1830-1855, México, Instituto de investigaciones Dr José Maria Luis Mora, Universidad Nacional Autónoma de Mexico, 2001.

Deux sources complémentaires permettent d'esquisser un panorama des lectures françaises offertes au public mexicain des années vingt. La Bibliothèque nationale de France conserve le catalogue de 1825 de la librairie Bossange y Antorán[246]. Le catalogue est une source exhaustive mais statique : c'est une offre, une proposition, il nous indique un horizon d'attente du lectorat mais pas les succès réels de vente. Qui sont les auteurs les plus vendus, les histoires ou les traités les plus recherchés ? Le catalogue sur ce point reste muet. Nous possédons une source complémentaire : les registres d'exportation[247]. Bien que lacunaires, les noms des auteurs ou les titres pouvant être tronqués, les registres représentent une source dynamique qui rend compte des succès réels d'exportation. Mettre en regard les deux sources revient à comparer des projets de vente et leur concrétisation, à mettre en exergue les échecs mais surtout les succès commerciaux du livre français au Mexique. On portera notre attention sur la répartition, la classification des ouvrages proposés et effectivement exportés, ainsi que sur l'introduction des premiers périodiques français cités dans les sources. Enfin en l'absence de tout autre source, on ne peut qu'émettre des suppositions sur les lecteurs, voir apparaître derrière les quantités et les répartitions d'ouvrages, des « silhouettes de lecteurs ».

Attente et achats

L'analyse du commerce du livre français ne saurait se limiter à deux études juxtaposées de l'offre et de la demande. Les règles régissant ce commerce sont bien plus fines que la simple confrontation des fonds possédés par les libraires à l'appétit livresque d'une foule de lecteurs. On touche là toute l'originalité de la présence du livre français au Mexique en cette période pré-industrielle. Les difficultés matérielles de circulation du livre resserrent les liens entre le libraire et ses clients. Plus qu'une simple impulsion, l'achat de livre français est un investissement. De leur côté, les libraires ne sont pas arrivés à l'aveuglette avec plusieurs caisses de livres à vendre. On peut voir, comme c'est le cas dans le catalogue Bossange, les lecteurs potentiels, qui correspondraient à la *demande* selon une terminologie économique, infléchir le libraire dans l'élaboration de son fonds. Ce dernier indique dans le prologue de son catalogue qu'il a tenu compte des « noticias que nos han suministrados hombres ilustrados y conocedores de esto país »[248]. Une première silhouette de lecteurs se dessine. Le fonds de la librairie Bossange de Mexico s'est constitué sous les conseils d'une catégorie privilégiée d'hommes dits « éclairés ». Le catalogue présenté ci-dessous est donc le fruit de la conjugaison entre une demande locale et l'initiative d'un entrepreneur parisien.

En classant les ouvrages par genre, les deux sources nous donnent des résultats presque similaires. L'offre proposée par Bossange semble globalement « coller » avec les réalités des exportations des années 1824 à 1827. La littérature et les sciences l'emportent de loin dans les deux corpus :

Répartition des ouvrages français du catalogue Bossange

[246] Catálogo de la librería Bossange padre Antoran y cia, México, Paris, C.J. Trouvé rue des filles Saint Thomas, 1825.
[247] Archives nationales. F18 (118) à (128).
[248] Catálogo de la librería Bossange padre Antoran y cia, op. cit.

Répartition des notices d'exportation de livres en langue française

La référence scientifique française

La catégorie des sciences et des techniques regroupe le plus gros effectif d'ouvrages de langue française proposé dans le catalogue Bossange et la deuxième place dans les exportations de livres, avec pas moins de 125 notices. Sans parler de spécialisation, il y a bien une *référence* française pour les sciences. Si l'on affine l'analyse, ce sont la médecine et les techniques françaises qui semblent séduire le public mexicain.

Le Mexique importe massivement la théorie médicale française et ses traités d'application pratique. L'offre débute avec les dictionnaires de médecine et le best-seller de médecine de l'époque qui est sans conteste la *Physiologie* de Richerand. Des pathologies comme les maladies de la peau et les maladies des femmes semblent intéresser le lectorat versé dans les sciences médicales. Notons une originalité propre aux pays tropicaux comme le Mexique, l'intérêt porté aux maladies tropicales comme la dysenterie et la fièvre jaune. *L'Essai sur la fièvre jaune* de Thomas présent dans le catalogue de Bossange fait l'objet de nombreux réapprovisionnements ainsi que le *Traité de la dysenterie* de Vignes qui n'était pas prévu à la vente par Bossange. Ces maladies font en effet des ravages sur les côtes tropicales des environs de Veracruz, Mérida et Campeche. La jeune nation vient donc chercher chez les médecins français les moyens de lutter contre ces maux endémiques.

La large place laissée par Bossange aux ouvrages techniques dans son catalogue est corroborée par les fréquents réapprovisionnements mentionnés par les registres. Les traités de formation sont omniprésents, que ce soient les *Eléments d'arithmétique et d'algèbre* ou des traités militaires. Ces derniers sont pour l'essentiel des ouvrages de stratégie, des travaux relatifs aux fortifications, qu'ils soient de Vauban ou Carnot. Ces livres sont peut-être un moyen de combler les lacunes dans la formation militaire des Mexicains depuis la rupture avec le haut commandement péninsulaire. Il faudrait ajouter ici l'architecture, les sciences naturelles et les grands classiques de Buffon, pour obtenir une juste vue des apports français à la réflexion scientifique du Mexique des années 1820. Les Mexicains semblent avoir conservé leurs liens avec la science et le modèle scientifique français, noués lors des fondations des grandes institutions d'éducation à l'époque bourbonienne[249].

Les lettres françaises

[249] TRABULSE (Elias), Historia de la ciencia en México, México, Conacyt : fondo de cultura económica, 1983-1989, Tome III : siglo XVIII, p. 24.

La littérature française fait elle aussi figure de référence. Les deux piliers de la présence littéraire française sont Voltaire et Rousseau. Les deux auteurs, connus pour leur réputation de philosophes, sont aussi appréciés pour leur imagination et leur lyrisme : c'est le Rousseau du genre romanesque dans *Julie ou la nouvelle Héloïse.* On recherche évidemment leurs écrits les plus sulfureux, qui les ont voués durant des années à l'index de l'inquisition : c'est le Voltaire du *Dictionnaire philosophique* ou le Rousseau du *Discours sur l'origine de l'inégalité parmi les hommes.* Si la possession des œuvres complètes de ces deux auteurs est un des signes de l'appartenance à une certaine élite lettrée en France, les mêmes désirs doivent animer les lecteurs mexicains les plus avisés... La philosophie politique, fille des Lumières est représentée par le publiciste anglais Bentham, appréhendé à travers la langue française, ainsi que par Condillac ou Raynal.

Les Mexicains sont tout aussi sensibles aux beaux vers du siècle de Louis XIV : l'esthétique du grand siècle est représentée par La Fontaine, Bossuet ou encore par le *Voyage du jeune Anacharsis en Grèce* de l'abbé Barthélémy. Les lecteurs n'en sont pas moins sujets aux modes du siècle. Le *Gil Blas de Santillane* de Le Sage, roman picaresque d'inspiration hispanique, est ainsi lu en français. Sa première édition date de 1715, mais il conserve une vigueur jusque dans les années 1820, et ce, jusqu'au Mexique ! L'auteur français contemporain le plus mentionné dans les registres est François-René de Chateaubriand. Ce n'est pas tant le *Génie du Christianisme,* qui séduit les lecteurs francophones du Mexique que le roman empreint de christianisme et du mythe du bon sauvage : *Atala*. Servando Teresa de Mier n'avait-il pas déjà traduit les aventures de la jeune Natchez dès 1801 ?[250] Les Mexicains sont eux aussi touchés par la vague romantique mais selon des inclinaisons qui peuvent différer des choix des libraires : si Bossange propose dans son catalogue une vingtaine des meilleurs romans de Walter Scott tels *Ivanhoé* ou *Quentin Durward*, les romans historiques en français ne semblent pas séduire outre mesure le public mexicain.

Si Walter Scott est bien présent dans les caisses en partance vers le marché mexicain c'est pour sa biographie de l'empereur. L'ombre de l'aigle plane aussi outre-Atlantique... La mort de l'Empereur à Sainte-Hélène en 1821 est immédiatement suivie d'une vague d'édition d'ouvrages d'histoire, de mémoires, de récits de campagnes militaires. Le mythe si vivace dans la France de la Restauration trouve plus qu'un écho en Amérique latine, un véritable relais. Le *Journal de Sainte Hélène*, très couramment expédié dans sa traduction castillane, séduit aussi dans sa version française, comme pour mieux lire la légende dans sa propre langue. De la même façon, les registres mentionnent des quantités énormes de caisses emplies de gravures de l'empereur, de ses généraux et de la grande armée, aux côtés d'un autre grand militaire : Simon Bolivar. L'Empereur présenté comme l'Antéchrist dans bien des sermons de l'époque bourbonienne, reste une figure fascinante pour une Amérique plongée dans l'ère des *libertadores*.

A côté de ces lectures viriles et militaristes, les registres font apparaître des profils féminins. Si le XIXe siècle marque l'arrivée massive des femmes dans le paysage des auteurs et des lecteurs français, les femmes mexicaines semblent elles aussi bénéficier de ces transferts culturels de la France vers le Mexique. Le genre romanesque, présent dans les registres, est un terrain propice aux lectures féminines. L'achat des œuvres de Mme Cottin ou de Mme Pichler, romans sentimentaux tels *Coralie ou les dangers de l'exaltation*, laisse deviner des silhouettes de lectrices. D'autres indications des registres nous ôtent tout doute : des volumes de la *Bibliothèque choisie des dames* sont expédiés à trois reprises par deux particuliers et la librairie Bossange père. De telles bibliothèques sont des œuvres choisies destinées à l'éducation et à la formation intellectuelle d'un public féminin. A défaut d'en faire des femmes savantes, elles visent à donner une culture relative à des demoiselles mises à

[250] CARILLA (Emilio), El romanticismo en la América hispánica, 2e édition, Madrid, Gredos, 1967, Tome I, p. 72.

l'écart de l'enseignement supérieur. Il se peut que ces volumes soient venus compléter la formation intellectuelle et linguistique de bien des jeunes filles de bonne famille. Grâce à ces quelques lectures féminines, à la présence des romantiques, et du genre romanesque en général, on voit que la présence du livre français au Mexique ne se limite pas aux livres d'érudition hermétiques. Avant la traduction en castillan, le livre français peut aussi appartenir à la sphère du divertissement, de la lecture extensive, passionnée et non utilitaire.

Les revues françaises

Les revues et les périodiques jouent un rôle essentiel dans les transferts culturels entre la France et le Mexique. Les éditions périodiques relèvent de l'immédiateté, de l'actualité et du débat au jour le jour. Regroupant les articles d'écrivains célèbres et de grands penseurs, les revues constituent également un support pour la publicité de l'imprimé. Elles consacrent fréquemment leurs dernières pages à des critiques bibliographiques sensées guider les lecteurs dans leurs achats. De tels conseils s'avèrent essentiels pour des lecteurs éloignés de l'effervescence éditoriale et intellectuelle des cercles parisiens. Les revues permettent aux lecteurs mexicains de faire connaissance avec la plume des plus grands publicistes contemporains et de suivre, à distance, les débats idéologiques, politiques et littéraires. Dans un monde et une époque où la notion d'espace-temps trouve toute sa force, l'accès aux périodiques ne peut évidemment se faire que dans des conditions différentes de l'Europe. Le catalogue Bossange propose la collection complète d'une revue réputée libérale, la *Minerve littéraire*, dont les collaborateurs principaux sont Saint Aignan et Benjamin Constant, reliée en 9 volumes in 8°. Ce n'est pourtant pas cette revue qui se retrouve dans les exportations de 1824 à 1827. Bossange en avril 1825, importe des exemplaires des *Annales des sciences,* quelques numéros du *Moniteur*. Il s'agit en fait du *Moniteur Universel*, journal officiel du gouvernement français, fondé en 1789 par l'imprimeur parisien Panckoucke. Les registres ne spécifient ni l'année ni la quantité d'exemplaires. Bossange expédie aussi quelques vieux journaux scientifiques ou politiques. Les titres ne sont malheureusement pas précisés. Les lecteurs mexicains consomment ainsi de vieux journaux expédiés en ballots, humant, avec un peu de retard, l'air de Paris. Les registres mentionnent trois envois d'exemplaires de la *Revue encyclopédique* par la même librairie les 9 novembre 1825, 18 mars et 28 avril 1826. La revue, fondée en janvier 1819 par Jullien de Paris, fidèle aux principes de Diderot et d'Alembert, est constituée d'articles relatifs aux lettres, aux sciences et aux arts. La *Revue encyclopédique* s'avère un véritable outil bibliographique car elle est, entre autres, composée d'un bulletin bibliographique et d'une rubrique d'analyse des ouvrages. La revue joue donc un rôle primordial, elle est en effet objet et instrument de lecture, aide à la sélection des ouvrages, à la constitution de bibliothèques, et participe à la meilleure connaissance du monde parisien des auteurs et éditeurs. Les choix des lecteurs du Mexique semblent donc massivement se porter sur une revue réputée libérale, et non sur des revues jugées conservatrices comme le *Conservateur* lancé en 1818, par le non moins célèbre Chateaubriand. L'Amérique et le Mexique en particulier, semblent très tôt réceptifs à ce support. La grande période des revues n'a pas encore débuté : la vague de créations date de la fin de la Restauration et surtout de la monarchie de Juillet. La *Revue française* de Guizot n'est fondée qu'en 1828, et les deux revues les plus célèbres, que sont la *Revue de Paris* et la *Revue des Deux Mondes*, ne sont fondées qu'en 1829[251].

Les années 1820 voient apparaître un type d'ouvrage emblématique de la présence du livre français pendant tout le siècle : le livre scientifique. La culture française séduit toujours par les piliers de la

[251] CHARTIER (Roger), MARTIN (Henri Jean) (dir.), Histoire de l'édition française, Tome III : le temps des éditeurs, Paris, Promodis, 1983, p. 455-456.

philosophie des Lumières et les auteurs du grand siècle. Les revues fidèles à l'esprit du XVIIIe siècle trouvent elles aussi un lectorat, qui pour le moment, reste difficile à définir. Le Mexique lettré et francophone est aussi séduit par des succès plus récents, par les précurseurs du romantisme. A travers ces quelques ouvrages, ce sont deux visages du Mexique des années 1820 qui s'offrent à nos yeux : le Mexique des lectures viriles et intellectuelles, celles des fils spirituels de l'âge des Lumières, lecteurs des derniers débats politiques ou philosophiques, adeptes des dernières découvertes médicales, et celui d'un Mexique qui trouve dans les auteurs français du XIXe, une évocation juste et douce de son identité exotique. Le livre français entame son siècle de présence au Mexique, un livre qui embrasse tout le champ des esprits des lecteurs les plus hardis : de la référence à la distraction.

MARIE-SYLVANIE VEILLARD

La présence française est particulièrement importante au Brésil, au XIXe siècle[252]. Elle se manifeste dans de nombreux domaines et plus particulièrement dans le domaine culturel. En effet, qu'il s'agisse de la culture « livresque » ou matérielle, on assiste parfois à une véritable prédominance française. La France représente alors une « métropole de substitution »[253], choisie par le Brésil au moment de son indépendance. De nombreux savoirs, savoirs-faire et infrastructures ont été introduits au Brésil par des Français[254].

L'objet de cette recherche, limitée à la ville de Rio de Janeiro autour de l'année 1856, consiste à mesurer l'importance de cette présence et à en préciser la nature, en se posant les questions suivantes : quels sont les domaines de prédilection des Français ? quels sont les vecteurs de diffusion des savoirs et produits français ? sur quelles parties de la population s'exerce cette influence ? quelle est la place des autres pays dans la vie culturelle brésilienne ?

Les sources utilisées proviennent toutes de la Bibliothèque Nationale de Rio de Janeiro. Par l'étude des registres de consultation de cette bibliothèque, on a pu montrer que les livres français[255] représentent 22,4% de l'ensemble des livres consultés en 1856 et établir une ventilation par disciplines. L'étude des trois grands quotidiens de la presse lusophone publiée à Rio de Janeiro en 1856 (*Jornal do Commércio, Diário do Rio* et *Correio Mercantil*) permet de confirmer la place des livres français au sein du marché brésilien, mais aussi d'identifier d'autres « chasses gardées » des Français, comme la médecine et le petit commerce de luxe. Enfin, l'étude de la presse en langue étrangère publiée à Rio permet de confirmer les observations réalisées à partir des deux premières sources.

La place des livres français dans les consultations à la Bibliothèque nationale

[252] Cet article est rédigé d'après un mémoire de maîtrise préparé sous la direction de François-Xavier Guerra.

[253] GUERRA (François-Xavier), « La lumière et ses reflets : Paris et la politique latino-américaine », in KASPI (André), MARÈS (Antoine) (dir.), Le Paris des étrangers depuis un siècle, Paris, Imprimerie Nationale, 1989, p. 171-182.

[254] Voir HALLEWELL (Lawrence), O Livro no Brasil, São Paulo, Éd. T.A. Queiroz, 1985 et LIMA BARBOSA (Mário de), Les Français dans l'histoire du Brésil, Paris, Éd. Blanchard, 1927.

[255] On a considéré qu'un livre était français lorsque son auteur était clairement identifié comme français. Certains textes étaient traduits en portugais, d'autres lus directement en français.

La Bibliothèque nationale de Rio de Janeiro conserve une série de documents extrêmement précieux pour l'étude de la vie culturelle de la ville : ses registres de consultation. À chaque jour d'ouverture de la bibliothèque correspondent une ou deux pages, où figurent les noms des lecteurs, suivis des titres des livres qu'ils ont consultés. On trouve aussi leur auteur et parfois le lieu de publication ou d'autres détails. Les historiens peuvent ainsi observer quels furent les ouvrages et les auteurs les plus consultés. Ils disposent également d'informations sur les lecteurs, comme leur nom. Parmi ces lecteurs, on trouve des « habitués », dont le nom revient régulièrement, des « présumés étudiants », présents deux mois par an, ainsi que des célébrités, comme l'écrivain et journaliste José de Alencar. En 1856, aucune lectrice n'est recensée.

Dans certaines disciplines, la place des ouvrages français est prépondérante. On pense bien sûr aux lettres, mais c'est en sciences que la place des Français est la plus importante : 58,1% des livres consultés en médecine, physique, chimie, mathématiques, histoire et géographie sont écrits par des auteurs français. Les sciences dures apparaissent même comme une « chasse gardée » des auteurs français. Deux disciplines illustrent particulièrement ce phénomène : la médecine et les mathématiques. Les lettres françaises sont, elles aussi, bien représentées. Ce travail a par ailleurs permis d'évaluer le rôle de la langue française à la bibliothèque.

Les ouvrages scientifiques

Sur les 217 ouvrages de mathématiques consultés en 1856, 91 au moins peuvent être attribués avec certitude à des auteurs français (41%). Il s'agit de grands « classiques » de la discipline : Descartes, Monge, Lagrange... Si Newton est bel et bien présent, les mathématiciens britanniques ne représentent que 15 consultations sur l'année (0,6%). Les ouvrages les plus consultés sont ceux d'Ottoni. Cet auteur n'a pas pu être identifié avec certitude. C'est pourquoi, même si certains de ses ouvrages sont répertoriés en français sur les registres, il n'a pas été comptabilisé parmi les auteurs français. À lui seul il pourrait faire passer le taux de livres français dans les matières scientifiques[256] à 69%. Ottoni est, en effet, avec 59 consultations, l'auteur le plus lu de la bibliothèque, toutes disciplines confondues.

En 1856, on enregistre 240 consultations d'ouvrages de biologie et de médecine (146 pour la seule médecine au sens stricte, mais les disciplines sont difficilement dissociables). Indépendamment du grand nombre de consultations, on est frappé par la variété des thèmes abordés. Le recours massif à des ouvrages français, permet aux lecteurs brésiliens d'être au courant des dernières découvertes européennes. On ne rencontre que 32 ouvrages de médecine. Ils abordent cependant de très nombreuses spécialités : ophtalmologie, homéopathie, médecine légale et même... phrénologie ! Ainsi, les dernières « modes » françaises sont-elles suivies dans le domaine médical, ou paramédical. L'essentiel des ouvrages est signé d'auteurs français, même si on remarque quelques noms d'auteurs à consonance lusophone. La médecine est l'un des rares domaines où l'existence de liens avec les universités portugaises est attestée, (notamment par un ouvrage du docteur Luis Rego de l'université de Coimbra).

Des « pics » de consultations en médecine et en mathématiques laissent préjuger de la nature estudiantine du lectorat, comme si de nombreux lecteurs ne venaient à la bibliothèque que dans les semaines précédant les examens. En médecine, on observe deux « pics », l'un en mai-juin (26 et 30

[256] Hors sciences humaines.

consultations), l'autre en septembre - octobre (16 et 31 consultations). En mathématiques, une valeur sûre de la bibliothèque, on remarque moins de variations saisonnières. Des livres de mathématiques sont consultés régulièrement (en moyenne 20 par mois). Néanmoins, les mois de juillet (34 consultations) et octobre (33 consultations) se distinguent. On peut supposer qu'il s'agit là des périodes d'examens, où les étudiants viennent consulter les rares manuels scientifiques présents sur le sol brésilien.

Les lettres

La première surprise vient de ce que les lettres ne représentent qu'une part très faible de l'ensemble des consultations de la bibliothèque (366 des 3 455 consultations recensées). On a peine à y croire tant la place de la littérature est considérable dans les journaux brésiliens. Le roman et la poésie (185 et 157 consultations) arrivent loin devant le théâtre et ses 24 consultations. On constate qu'en littérature, plus qu'ailleurs, les ouvrages français sont extrêmement recherchés. La palme des hommes de lettres les plus lus revient conjointement à Alexandre Dumas et à Lamartine qui ont tous deux été consultés à 34 reprises. Avec 13 consultations chacun, lord Byron et Chateaubriand complètent ce tableau. Le premier auteur lusophone est Gonçalves Dias, consulté à 11 reprises. En effet, la littérature lusophone ne représente que 12,3% des consultations d'ouvrages littéraires. Des monuments de cette littérature comme *Os Lusíadas* de Camões ne sont consultés que... deux fois.

Sur les 10 ouvrages littéraires les plus recherchés, 7 sont français. Les ouvrages français consultés représentent assez fidèlement les modes françaises. On retrouve de grands succès de librairies, comme *L'Histoire des Girondins* de Lamartine (1847), tiré à 35 000 exemplaires à Paris en une année et en tête des œuvres littéraires les plus lues au Brésil (ex-æquo avec *Dieu Dispose* de Dumas, 22 consultations chacun). On constate également que les textes arrivent assez vite au Brésil. Les premiers tomes de certains ouvrages comme *Les Mystères du peuple* d'Eugène Sue, sont disponibles à Rio de Janeiro dès 1856 alors que leur publication n'avait commencé à Paris qu'en 1849 pour s'achever en 1857. Ainsi, les lecteurs brésiliens ont-ils pu lire les premiers tomes, avant même la parution des derniers en France.

La langue française

On constate, que de nombreux livres non seulement sont écrits par des Français, mais sont lus en français. La langue française fait partie de la vie de la bibliothèque ; une majorité de lecteurs semble, sinon la maitriser, du moins la lire. Il est très curieux de constater que les ouvrages dont les titres sont inscrits en français sur les registres ne sont pas tous écrits par des Français. En effet, de nombreux lecteurs brésiliens n'ont parfois accès à la littérature étrangère que *via* la langue française. Les textes antiques, en particulier, parviennent aux lecteurs brésiliens le plus souvent dans des traductions françaises.

Quant aux dictionnaires bilingues portugais-français, ils sont rarement consultés. En revanche, pour lire des textes en langue étrangère, on remarque que les lecteurs ont souvent recours à des dictionnaires bilingues, français-anglais ou latin-français, ce qui laisse supposer l'absence d'éditions bilingues anglo-portugaises par exemple.

On peut tenter d'expliquer ce phénomène par la pénurie de livres et d'imprimeurs, héritée de l'époque coloniale et de l'interdiction d'imprimer sur le sol brésilien. Le jeune Brésil n'aurait pas la capacité de produire assez de matériau imprimé pour satisfaire la demande, toujours croissante, en livres. Il aurait alors recours à l'achat de livres imprimés en France, le plus souvent en français, langue que tous les lettrés se doivent de maîtriser. C'est ainsi qu'une grande partie de l'héritage antique serait parvenu à cette génération de Brésiliens ni en latin ni en grec, mais en français.

On remarque aussi que les titres des ouvrages français figurent sur les registres sans trop de fautes d'orthographe, alors que les titres répertoriés en anglais sont le plus souvent truffés d'erreurs, comme cet énigmatique ouvrage d'exercices de mathématiques, intitulé tantôt *SELECT : Exercício de matemática (Inglez)*, tantôt *Selecta exercisis the mathematiks*, tantôt *Seledo exercicis the mathematiks*. Quant aux « *Obras dramáticas* » consultées le 2 mai, elles sont signées... « *Schankpierre* » et non plus Shakespeare.

Ainsi, la langue française et les ouvrages scientifiques ou littéraires français jouent-ils un rôle de premier plan à la bibliothèque, suplantant dans certains cas les ouvrages en langue portugaise.

La place de la culture française dans la presse lusophone de la capitale

La presse lusophone accorde une place importante aux matériaux français non seulement dans ses colonnes mais aussi dans les petites annonces. Les dernières parutions de livres français y sont annoncées dans les articles de la rubrique littérature, avant que les petites annonces publiées par les libraires ne prennent le relais. On recense également de nombreux articles consacrés aux découvertes scientifiques effectuées en France. Certains comptes-rendus sont publiés en français, dans les colonnes « sciences ». Les petites annonces, quant à elles, permettent de découvrir le rôle de premier plan exercé par les boutiquiers médecins et artisans français.

Les articles

La critique littéraire fait la part belle aux œuvres d'auteurs français. Lamartine, qui connaît une période difficile en France est même sauvé de la banqueroute par le succès de ses C*ours familiers de littérature* au Brésil, où une campagne de presse est lancée en sa faveur. Une fois encore, les petites annonces viennent prendre le relais de l'appel signé de l'écrivain José de Alencar et publié dans le *Diário do Rio*, le 12 juin 1856. Â en croire José de Alencar, le Brésil a l'obligation morale de soutenir Lamartine. C'est l'occasion pour le jeune État d'affirmer aux yeux de tous qu'il est bien un grand pays des arts et des lettres[257]. Après des siècles de mise à l'écart, le Brésil entend ainsi manifester son

[257] [[« Nada mais fazemos, portanto, do que cumprir um dever de consciencia (...) Não se dira pois que a terra de Colombo que a natureza esplendida da América não leve em echo para responder a esse brado (...) Lamartine não é estrangeiro em parte alguma do mundo civilisado. Em todo pais onde há uma imprensa, onde há uma literatura, onde há uma população de nobres instinctos o seu apelo sera accolhido como o braço de secorro lançado por um irmão ... » José de Alencar, Diário do Rio, 12 juin 1856. Traduction : « Ainsi, ne faisons-nous rien d'autre que d'accomplir un devoir de conscience (...) Il ne sera pas dit que la terre de Colomb, que la splendide nature de l'Amérique ne réponde pas à cet appel (...) Lamartine ne peut être étranger à aucun endroit du monde civilisé. Dans tout pays où il y a une presse, une littérature, une population aux instincts nobles, son cri sera accueilli comme un appel au secours lancé par un frère... ».

appartenance à la civilisation occidentale. Il est intéressant de constater que l'ouvrage, passé quasiment inaperçu en France, obtint un succès certain au Brésil, au point de tirer le poète français de l'embarras[258].

L'étude des trois grands quotidiens de la capitale démontre également une présence massive des feuilletons français. Sur les neuf feuilletons publiés par le *Jornal do Commércio* en 1856, cinq sont d'auteurs français (*Os bocaneiros* de P. du Plessis, *A boceta de prata* d'A. Dumas fils, *O afilhado de Amadis* de E. Scribe, *A loba* de P. Féval et *A rainha de Saba* de X. de Montépin), trois d'auteurs anonymes (*Artigo 75* et *Alexandrina du Rozier* - qui mettent en scène des personnages français - et *O barbeiro de Nuremberg*). Un seul est signé Francisco Pinheiro Guimarães et raconte les aventures d'un dénommé Silveira dans la ville de Rio de Janeiro. Le *Diário do Rio* publie lui aussi des textes d'auteurs français, comme *Suzana* de Xavier de Montépin en juin 1856, pendant que la page feuilleton du *Correio mercantil* est, elle, occupée pendant les six premiers mois de l'année par *Os mohicanos de Paris* d'Alexandre Dumas.

Ces journaux accordent une importance significative aux progrès de la science. Leurs rubriques scientifiques ouvrent de nombreuses colonnes à des articles de médecine et de géologie. Contrairement aux feuilletons, qui sont traduits, certains articles scientifiques sont publiés directement en français. Ainsi, le *Jornal do Commércio* fait-il paraître à trois reprises des articles du docteur Gornet qui fait part, en français, de l'avancée de ses travaux sur la syphilis (10 mars, 6 avril et début mai). De même le *Correio Mercantil* publie-t-il le 18 juin 1856, dans sa rubrique, *História e sciências* des extraits en français du *Bulletin de la société géologique* qui décrivent les travaux de E. de Beaumont. Dans cette rubrique, on cite fréquemment et en français des phrases entières du *Rapport historique sur les progrès des sciences naturelles* de Cuvier.

Les petites annonces

Les petites annonces de ces mêmes quotidiens sont, elles aussi, un vecteur de diffusion de la culture française à Rio de Janeiro. Elles sont souvent placées par des commerçants ou des particuliers français. Libraires, mais aussi coiffeurs, enseignants voire même dentistes utilisent leurs origines françaises pour attirer la clientèle. Les produits de France sont très renommés et leur arrivée très attendue. Les négociants en vins font paraître la liste des derniers crûs apparus dans leurs boutiques. Les libraires s'empressent de donner la liste des nouveaux livres en provenance d'Europe. On a ainsi trace de la présence sur les étales des boutiques de la *Rua do Ouvidor* de marchandises françaises parfois très inattendues : pastilles Vichy, nougat, Château « Laffitte »...

Les potions sont aussi très présentes. Des pages entières sont consacrées à vanter les mérites de différents sirops et autres breuvages, sensés prémunir contre la fièvre jaune. Le plus souvent, ces « médicaments » sont présentés avec la caution d'un médecin au nom à consonance française. De nombreuses annonces soulignent le rôle joué par des individus venus de France dans l'introduction au Brésil de savoir-faire (imprimeurs cherchant des apprentis typographes, jeunes femmes souhaitant enseigner le chant ou le français, écoles françaises pour filles et pour garçons...).

D'autres éléments de la place de la communauté française à Rio de Janeiro sont apportés par la presse francophone de la ville. Plusieurs gazettes sont publiées à l'époque en français, à destination des français de Rio, mais aussi des Brésiliens francophiles. On y trouve le programme des théâtres (il

[258] LIMA BARBOSA (Mário de), Lamartine et le Brésil, Paris, Éd. Blanchard, 1927.

semble qu'ils aient été plusieurs à proposer des pièces en français), des articles sur l'actualité littéraire en Europe, des textes « inédits » et des petites annonces. Celles-ci évoquent l'existence de nombreuses écoles françaises.

La place des autres pays étrangers

Il était important de comparer l'influence française à celle des autres pays. Force est de constater qu'en 1856, au travers des sources exploitées pour ce travail, la place de la France est prédominante, aussi bien dans les registres de la bibliothèque que dans la presse. D'autres pays comme la Grande-Bretagne et l'Allemagne sont présents, mais aucun ne peut rivaliser avec la France dans le domaine culturel. La grande surprise vient de l'absence de l'Espagne et des pays de l'Amérique hispanique.

À la Bibliothèque nationale, les registres témoignent d'une présence britannique et allemande symbolique : lord Byron est consulté 13 fois, Schiller 5, Kant 7 et Adam Smith une seule fois. En sciences, la présence allemande demeure très faible, alors que celle des Britanniques reste stable. La présence italienne est des plus discrètes, à peine une consultation pour la *Divine Comédie*, le seul ouvrage de Dante recensé. Quant à Cervantès et aux autres classiques de langue espagnole, leur absence pose problème. Comment expliquer l'absence de liens avec le monde hispanique voisin ? La parenté entre les langues espagnole et portugaise a pu conduire les bibliothécaires à traduire automatiquement certains titres en portugais, rendant difficile leur identification, mais comment expliquer l'absence des auteurs ?

Dans la presse, la domination commerciale des Britanniques se confirme et l'existence de petits commerçants allemands est attestée à de nombreuses reprises. Les petites annonces permettent d'appréhender le monde des petits boutiquiers du quartier de la *Rua do Rosário*, où se vendent non seulement des articles en provenance de France, mais aussi de Suisse, d'Allemagne et de Grande-Bretagne. On ne trouve toutefois qu'un seul exemple de texte publié en langue étrangère autre que le français, par un quotidien de Rio de Janeiro : il s'agit d'une lettre du consul des États-Unis publiée le 9 avril.

Il est surprenant de constater que la bibliothèque dispose d'un fonds de journaux publiés au Brésil en langue étrangère. Là encore, la France occupe une place de choix avec pas moins de 20 titres conservés au XIXe siècle, contre 9 en langue anglaise, 5 en allemand et 8 en italien. Une fois encore, on ne remarque aucune trace de journaux en espagnol. Peut-être n'ont-ils pas été conservés avec le même soin ? Peut-être n'était-il pas nécessaire de publier en espagnol ce que tous les hispanophones pouvaient lire en portugais ?

Ainsi, au terme de notre recherche, nous pouvons affirmer l'importance de l'influence française au Brésil. À Rio, en 1856, la présence française est perceptible bien au-delà des sphères habituelles : elle touche différentes populations et pas seulement les élites. Certes, la mode, la littérature et les sciences françaises sont à l'honneur, certes, la langue française joue au Brésil un rôle proche de celui joué en Europe au Moyen Âge par le latin, certes, le français est incontestablement la langue du savoir, mais les petits métiers participent de ce phénomène. La spécificité brésilienne réside dans le fait que l'influence française est également perceptible dans des domaines comme la culture matérielle. Dans des milieux modestes, de jeunes brésiliens apprennent les métiers de l'imprimerie, de la mode ou de bouche chez des artisans français. Ceci s'explique par la composition des membres

de la communauté française : beaucoup d'artisans, d'ouvriers typographes, de perruquiers ruinés par la Révolution française, de bonapartistes souhaitant se rapprocher de Sainte-Hélène, bref, de citadins disposant de nombreux savoir-faire qu'ils ont introduits à Rio de Janeiro, pendant que les immigrants italiens et allemands, majoritairement issus du monde paysan, s'exilaient à la campagne, à la recherche de nouvelles terres.

CAMILLE FOULARD

L'essor des congrégations religieuses françaises se manifeste pleinement au XIXe siècle, à la faveur du contrat concordataire, alors que la restauration des Ordres monastiques est devenue impossible depuis la Révolution française. Désormais, les congrégations qui revendiquent explicitement une finalité sociale sont devenues prépondérantes de par le personnel disponible et l'ampleur des fonctions assumées.

Manifestant une grande capacité d'adaptation de leur mode de vie religieux, les congrégations apportent des réponses efficaces aux besoins de la société et accompagnent les poussées de l'alphabétisation et du développement sanitaire voulues par les législateurs laïcs tout au long du siècle. L'enjeu historique des congrégations provient de leur statut même. Elles sont d'abord incluses dans un triangle institutionnel : l'État, l'Église et la Société[259]. Par ailleurs, se définissant comme entité religieuse, elles évoluent dans un monde profane, laïc. Elles sont enfin, à leur corps défendant, contraintes à un comportement politique. Concernant les congrégations enseignantes, leur effort est constant pour éduquer les enfants en vue de l'édification de la chrétienté ; en faire de bons chrétiens comme le souhaite l'Église, mais aussi soumis aux lois comme le souhaite l'État et aptes aux emplois comme le souhaite la Société.

Les congrégations masculines, se consacrant pour la plupart à l'enseignement, se constituent dès le XVIIIe siècle alors que l'essor des congrégations féminines est la conséquence d'une part de la Loi Falloux de 1850 et d'autre part, de l'accélération de l'alphabétisation féminine liée à l'intérêt accrû de l'État pour l'enseignement primaire des filles. Les congrégations hospitalières et caritatives se développent, quant à elles, à partir des années 1860 dans une optique d'adaptation à la modernité alors que la montée en puissance de la médecine expérimentale définie par Claude Bernard révolutionne les soins hospitaliers.

Dès la fin de la décennie de 1860 un important courant de fondations missionnaires voit le jour. Cet élan provient avant tout des congrégations elles-mêmes qui voient dans l'évangélisation des nouveaux mondes une exigence de leur apostolat au moment où les pays européens se lancent dans la colonisation. Dans une moindre mesure, le processus de laïcisation de l'éducation et de la bienfaisance en cours dans la société française contribue au développement de ce courant missionnaire en limitant d'autant les perspectives d'action en France (lois Jules Ferry). L'implantation outre-Atlantique est donc de plus en plus envisagée. À ce propos, il faut noter le rôle déterminant de la presse missionnaire qui diffuse sans discontinuer des exemples de fondateurs, créateurs d'images pour toute une génération montante de jeunes religieux et religieuses aspirant à concrétiser leur

[259] LANFREY (André), Marcellin Campagnat et les frères maristes, instituteurs congréganistes au XIXe siècle, Paris, Éd. Don Bosco, 1999, p. 72.

vocation[260]. Enfin, plus précisément, l'aide matérielle et morale des religieuses est considérée comme essentielle par le gouvernement français qui les sollicite pour améliorer les conditions de vie précaires des nouveaux migrants et structurer les nouvelles colonies dans le domaine social.

La séparation de l'Église et de l'État en 1905 agit comme un véritable déclencheur de certains départs missionnaires lorsque les congrégations n'ont pas reçu l'autorisation juridique[261]. Ce vaste mouvement concerne tout autant les hommes que les femmes et entraîne une véritable mutation de la conception de leur action. Toutefois, la particularité inhérente à toutes ces congrégations est leur intense sentiment d'appartenance nationale en dépit de leurs départs forcés après 1905. Cette spécificité est due notamment à leur statut ; les congrégations enseignantes et hospitalières créées au XIXe siècle, à un moment où l'Église de France est encore fortement nationale, se sont formées sur le modèle des congrégations à supérieur général. Ce statut leur confère une grande autonomie vis-à-vis du Saint-Siège puisqu'elles ne relèvent pas directement de lui.

L'installation des congrégations françaises dans le Mexique de Porfirio Díaz ne semble pas rencontrer de difficultés majeures, l'Église nationale bénéficiant elle-même d'un régime de relative tolérance en dépit des Lois de Réforme. De plus, la conjonction de la présence d'une colonie française numériquement importante[262] et de la volonté de l'État français de développer l'influence de la France par le biais de la culture et de la langue facilite l'expansion des congrégations dans les premières années qui suivent leur arrivée. Toutefois, la vie quotidienne des congrégations et leur projet d'expansion vont se trouver confrontés à une contrainte majeure : la prise en considération simultanée des intérêts mexicains et français dont les effets s'avèrent souvent radicalement opposés. Cette situation est d'autant plus critique que la période (1905-1940) se caractérise pour la France comme pour le Mexique, par une succession d'évènements engendrant des mutations fondamentales dans l'appréhension de la séparation des pouvoirs temporels et spirituels ainsi que le rôle dévolu à chacun. Les congrégations religieuses françaises subissent d'abord en France puis au Mexique une série de crises de légitimité remettant en cause non leur savoir-faire mais leur existence même. Dans cette situation, les congréganistes doivent faire preuve d'une adaptabilité accrue, qu'elle relève de l'acclimatation dans le pays de mission ou des nouvelles contraintes imposées par les deux gouvernements respectifs. Dans le même temps, ils ne doivent pas perdre de vue les objectifs primordiaux de leur apostolat sans outrepasser les recommandations de Rome.

Au Mexique d'abord, se développe une révolution à partir de 1910, révolution dont les enjeux véritables sont la poursuite de la modernisation et de l'unification du pays[263]. L'Église devient alors l'une des cibles privilégiées de la faction révolutionnaire victorieuse, qui la considère responsable de l'obscurantisme et du maintien des structures économiques arriérées du pays. L'enseignement unifié, laïc puis socialiste devient une priorité du nouveau régime pour à la fois apporter à tous les enfants mexicains un meilleur niveau d'alphabétisation, gage à terme du développement économique, et accroître le sentiment d'appartenance à l'unité nationale. Dans ce contexte, les congrégations enseignantes françaises sont doublement fustigées : d'abord parce qu'elles appartiennent à l'Église et ensuite parce que l'éducation qu'elles prodiguent est perçue par le gouvernement mexicain comme une tentative d'expansion coloniale moderne de la part de la France, *via* la figure du cosmopolitisme, alors même que le pays cherche à se donner des repères culturels nationaux.

---

[260] DUFOURCQ (Élisabeth), Les congrégations féminines hors d'Europe, de Richelieu à nos jours, histoire naturelle d'une diaspora, t. 3, Paris, Librairie de l'Inde, 1991, p. 742.

[261] MAYEUR (Jean-Marie), La séparation des Églises et de l'État, Paris, Éd. ouvrières, 1991, p. 92.

[262] CADN, Mexique (110), l'œuvre des Français au Mexique, lettre de H. Honorat député des Basses-Alpes au Quai d'Orsay, le 5 octobre 1912.

[263] MEYER (Jean-André), La Révolution mexicaine : 1910-1940, Paris, Calmann-Lévy, 1972, p. 78.

En France, la Grande Guerre marque une césure profonde à des niveaux divers. En premier lieu, la virulence de l'anticléricalisme s'atténue en raison de la forte participation des religieux et même des missionnaires dans les tranchées, prouvant ainsi leur patriotisme et leur attachement à la République[264]. En second lieu, depuis le traité de Versailles, la France porte un intérêt grandissant à la défense de son influence dans le monde. Une guerre larvée sévit désormais dans les pays extérieurs à l'Europe entre l'Allemagne, la France, l'Angleterre et l'Italie qui veulent chacune s'assurer les faveurs des nations courtisées en cas de nouveau conflit et asseoir une nouvelle forme de puissance[265]. A partir de 1918, la France s'appuie de manière quasi-officielle sur les congrégations pour mener à bien une œuvre propagandiste d'envergure en Amérique latine. Ce choix est motivé par l'expérience et le savoir-faire des religieux, capables de véhiculer une tradition d'excellence dans les domaines éducatif et hospitalier ainsi que par le peu d'investissement financier qu'implique une telle coopération dans une période de grande difficulté économique pour la France.

Deux autres facteurs jouent enfin un rôle non négligeable dans la vie quotidienne des congrégations religieuses françaises au Mexique. La politique du Saint-Siège, tout d'abord marquée par la volonté d'accroître la centralisation romaine, donne une impulsion résolument internationale aux missions en promouvant le développement du clergé « indigène » et en rappelant aux missionnaires européens que leur devoir évangélique passe avant les préoccupations nationales[266]. De plus, les congrégations enseignantes doivent s'adapter aux spécificités de la colonie française du Mexique, composée majoritairement de petits et moyens industriels qui conçoivent pour leur enfants un enseignement technique leur permettant d'être rapidement intégrés à la vie active. Seule une minorité souhaite donner à ses enfants un enseignement humaniste et envisage de les envoyer poursuivre leurs études supérieures en France.

Entre 1900 et 1914, la plupart des nouvelles implantations religieuses françaises au Mexique sont motivées par la séparation de l'Église et de l'État de 1905. Si le lien entre les départs missionnaires et la perte de l'autorisation en France est mis en évidence, leur fidélité à l'égard de la France ne fera jamais défaut. En raison de leur spécificité gallicane, évangélisation et défense d'une certaine culture occidentale sont pour les congrégations les deux versants d'une même ambition. Toutefois, un hiatus essentiel subsiste, lié à la non résolution du paradoxe initial : la France reste intransigeante concernant une possible réouverture des noviciats. Cette attitude met en péril la pérennité de l'œuvre congréganiste puisqu'à terme aucun renouvellement des religieux français ne pourra être effectué alors que les contraintes démographiques, conséquences de la guerre, se font sentir de manière prégnante.

L'infortune des congréganistes français au Mexique prend une allure singulière car, aux contraintes venues d'Europe, s'ajoute le climat particulièrement hostile du pays d'accueil. Les congrégations vivent bien malgré elles un deuxième 1905. Or, « *Mexico n'est pas Paris. L'anticléricalisme des gouvernants répond par la violence à l'absolutisme de l'État nouveau, accru du particularisme de la faction au pouvoir »*[267]. Ainsi, les congrégations étrangères participent bien involontairement à la construction nationale en stigmatisant les contre-valeurs révolutionnaires. Toutefois, si les nouveaux gouvernants mexicains tentent de faire table rase du passé, les liens particuliers qu'entretiennent la

[264] FONTANA (Jean), Les Catholiques français pendant la Grande Guerre, Paris, Éd. du Cerf, 1990, p. 259.

[265] MATTHIEU (Georges), Une ambition sud-américaine : politique culturelle de la France : 1914-1940, Paris, L'Harmattan, 1991, p. 72.

[266] MAYEUR (Jean-Marie), Histoire du Christianisme, t. 12, Guerres mondiales et totalitarismes : de 1914 à 1958, Paris, Desclée, 1990, p. 591.

[267] MEYER (Jean-André), op. cit., p. 121.

France et le Mexique depuis le Porfiriat ne peuvent être instantanément rendus caduques. Les congrégations françaises, à la différence des autres communautés européennes, bénéficient à ce titre d'une plus grande tolérance. C'est dans cet espace certes limité mais tacitement acquis que les congrégations françaises enseignantes et hospitalières développent leurs activités de manière tout à fait significative entre 1920 et 1930. Après un mouvement de concentration des établissements dans la capitale mexicaine en raison d'un manque crucial de personnel, les congréganistes s'attachent à développer des instituts élitistes afin d'affirmer l'excellence française. Cette politique est semble-t-il le seul moyen d'obtenir des subsides de la part de la France. Les congréganistes pour continuer d'exister devront, en effet, toujours justifier du bien fondé de leurs activités. Cependant, à l'échelle du Mexique, la portée de cette démarche est restreinte. Le public visé est essentiellement composé des familles françaises et mexicaines assez aisées pour assumer des frais de scolarité onéreux. L'enjeu pour la France n'est pas de convertir tout le peuple mexicain à la francophilie mais bien de s'assurer l'amitié des élites appartenant aux cercles dirigeants. Dans ce contexte, on voit à quel point le rôle des congrégations est bien d'accompagner la politique culturelle française au risque de dénaturer certains principes de leur apostolat.

Toutefois, à la fin des années trente, toutes les attentions se concentrent à nouveau sur le vieux continent devant l'imminence d'un prochain conflit. Les aides apportées aux activités congréganistes pendant cette période sont comprises par l'État français comme une ultime chance d'expansion francophile, mais ne répondent pas aux difficultés rencontrées par les religieux sur le terrain.

L'œuvre congréganiste française au Mexique, surtout l'œuvre enseignante, semble être véritablement en péril à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Les difficultés financières ne peuvent à elles seules expliquer l'ampleur de ce déclin, d'autres facteurs doivent être pris en considération. En premier lieu, la lutte anticléricale acharnée qu'ont menée les révolutionnaires mexicains a définitivement remis en question la mission éducative des religieux. Les communautés hospitalières connaissent, en revanche, un climat beaucoup plus propice car elles ne sont pas expressément porteuses d'une idéologie étrangère et ne remettent pas en cause le processus d'identification nationale.

En second lieu, la politique du Vatican joue un rôle non négligeable pendant toute la période étudiée. Un mouvement visant à la romanisation des congréganistes est mis en place par étapes. Désormais, l'internationalisation des congrégations, la création de clergés indigènes ainsi que l'oubli évangélique du pays d'origine sont vivement encouragés. À partir des années 1920 surtout, la légitimité de l'action de certaines congrégations françaises au Mexique est, du point de vue spirituel, fortement remise en cause en raison de leur allégeance à la métropole. Néanmoins, les décisions du Saint-Siège, relatives à la ligne de conduite du clergé face aux mesures anticléricales mexicaines, prévalent toujours sur les mesures françaises. Cette situation paradoxale amoindrit considérablement les congrégations.

Enfin, l'attitude ambiguë de la France vis-à-vis des congrégations religieuses françaises favorise la désagrégation de leur œuvre au Mexique. Les soutiens financiers et moraux sont certes réels mais le refus d'ouvrir à nouveau des noviciats auquel s'ajoute un phénomène spécifique de crise de vocations anéantissent toute possibilité d'expansion à long terme. La politique d'internationalisation menée par le Vatican ne fait qu'accélérer un processus déjà à l'œuvre. À la fin des années trente, les congrégations sont confrontées à une grave pénurie de personnel. Les religieux français encore en poste au Mexique sont âgés et aucune relève nationale n'est possible. L'internationalisation des religieux a en fait commencé très tôt, dès la fin de la Première Guerre mondiale, et il semble que seuls les grands collèges aient conservé un effectif conséquent de personnels français. Les autres

établissements ont très vite employé des religieux d'autres nationalités, mexicaine surtout, au risque de perdre la spécificité française. Cette situation est aussi préoccupante dans les congrégations des deux sexes même si le déficit s'est fait sentir beaucoup plus tôt chez les hommes en raison des conséquences de la guerre.

Finalement, l'infortune des congrégations missionnaires françaises semble avoir trait au caractère transitoire de leur structure, ni Ordre, ni association laïque. Leur rôle aura été efficient dans une période de transition pour le Mexique comme pour la France. Venues contraintes ou de leur propre chef, elles sont rapidement devenues un maillon indispensable de l'expansion culturelle française et ont comblé un temps les lacunes du réseau éducatif et sanitaire mexicain encore à l'état d'ébauche. Elles ont par ailleurs accompagné l'installation et le développement de la colonie française avec laquelle elles entretiennent des liens étroits. À la fin des années trente, les aspirations de cette dernière ont fortement évolué. L'activité congréganiste, telle qu'elle a été décrite n'a plus de raison d'être, elle prend d'autres formes. Soit, l'enseignement proposé par les religieux se plie aux critères de l'État mexicain et il est alors divulgué au sein d'instituts de langues. Soit, il devient hors-la-loi. Dans ce cas, l'espoir de développer à nouveau un réseau d'influence est quasi-nul. Si le déclin des congrégations françaises paraît tout à fait irréversible, le sort réservé à chacune d'entre elles diffère selon leurs spécificités. En règle générale, tout au long de la période, les religieuses ont été soumises de manière moins drastique aux mesures anticléricales que leurs homologues masculins. Par ailleurs, les congrégations hospitalières ne connaissent pas les mêmes tribulations que les communautés enseignantes car leur œuvre n'a pas le même caractère « subversif ». Elles sont souvent les simples auxiliaires d'une instance civile comme c'est le cas à l'Hôpital de Mexico.

Les archives diplomatiques, encore peu exploitées sur ce sujet, permettent donc d'appréhender de manière nouvelle et inattendue l'histoire religieuse contemporaine grâce à l'exploitation d'informations concernant l'expansion et le déclin des congrégations missionnaires françaises au Mexique. Toutefois, il semble réducteur de considérer ces sources à l'aune de l'unique histoire religieuse. Pour s'en convaincre, l'abondance de la littérature diplomatique à ce sujet montre à quel point les enjeux outrepassent la simple dimension religieuse. Il s'agit bien pour la France de défendre une politique culturelle originale dans le contexte de l'entre-deux-guerres. Le parti pris des gouvernements successifs, qui consiste à faire des congréganistes les divulgateurs de l'influence française, paraît à première vue paradoxale dans le contexte de la séparation de l'Église et de l'État. Cette contradiction nous permet de mettre en lumière à quel point les évènements de 1905 relèvent d'un processus et non pas seulement d'une rupture. Enfin, à une autre échelle, on ne peut rendre compte de la complexité des enjeux que cristallisent les congrégations sans replacer l'étude dans le contexte de l'histoire culturelle des relations internationales. Il subsiste néanmoins des limites à ce travail concernant notamment la difficulté de mettre en perspective l'histoire particulière des congrégations françaises au Mexique avec celle des autres communautés présentes en Amérique latine par exemple. La confrontation des données de la légation française au Mexique avec celles de la politique culturelle plus générale de la France ainsi qu'avec celles d'autres pays européens pendant la même période paraît indispensable.

ANAÏS FLÉCHET

Dès les années 1920, les musiques populaires brésiliennes (maxixe, choro, samba, bossa-nova, tropicalisme) tout comme la musique savante représentée par Heitor Villa-Lobos reçoivent en France

un accueil favorable. Les rythmes *exotiques* enthousiasment le grand public et deviennent une source d'inspiration pour les musiciens français. L'étude de la présence en France des musiques brésiliennes nous permet ainsi d'interroger les processus de diffusion, de réception et de transferts culturels. Elle nous permet, d'une part, d'étudier les stratégies mises en avant par les artistes brésiliens pour diffuser leurs œuvres, d'autre part, de lire le discours mis en place par le public français, en ses diverses composantes, sur le Brésil.

Les articles de presse tout comme les livres ou les documentaires consacrés à la musique brésilienne constituent un faisceau d'images brésiliennes, un discours sur le Brésil placé, à partir des années 1920, sous le signe de l'autre et de l'exotisme. Notre but est d'interroger de telles représentations. Si l'altérité brésilienne est une construction récente, quels en sont les ressorts ? Comment se met en place le discours sur l'autre ?

À cet égard, la trajectoire de Villa-Lobos, compositeur brésilien né en 1887 et mort en 1959, nous a paru significative. L'itinéraire artistique de Villa-Lobos est intimement lié à la France et plus précisément à Paris où le compositeur connaît dans les années 1920 ses premiers succès d'envergure et acquiert une renommée internationale. De 1923 à 1930, Villa-Lobos devient un personnage du Paris artistique, un « auteur à la mode », son œuvre est jouée dans de nombreux concerts et reçoit un accueil chaleureux tant du public que de la critique. Par ailleurs, du fait même de son succès, l'œuvre de Villa-Lobos devient une référence de la culture brésilienne, le compositeur s'affirme comme un passeur culturel entre le Brésil et la France. Villa-Lobos nous permet de « penser l'intermédiaire »[268], de définir les mécanismes et les agents des échanges culturels entre un pays européen et un pays latino-américain. Nos recherches s'inscrivent dès lors dans la lignée des travaux de François-Xavier Guerra consacrés à l'Euro-Amérique définie comme « espace culturel commun »[269].

Comment devons-nous entendre les succès parisiens de Villa-Lobos ? Quelles ont été les modalités de diffusion et de réception de l'œuvre de Villa-Lobos en France dans les années 1920 ? À travers quels prismes déformants les Français perçoivent-ils ce compositeur brésilien dont la nouveauté réside pour une large part dans l'origine géographique et dans le côté « sauvage » que tous se plaisent à souligner ?

Afin de répondre à ces questions, nous avons examiné six types de sources : les programmes de concerts contenant des œuvres de Villa-Lobos, les articles consacrés à Villa-Lobos dans la presse française, les livres sur la musique proposant une analyse de son œuvre, la correspondance du compositeur, les photographies prises lors de ses séjours parisiens, ainsi que les mémoires des musiciens de l'époque[270].

Succès parisiens

En 1923, Villa-Lobos part à la conquête de Paris. Le jeune compositeur, considéré au Brésil comme l'un des représentants controversés du « modernisme musical », se rend dans la capitale française

[268] GRUZINSKI (Serge), BENAT TACHOT (Louise) (dir.), Passeurs culturels. Mécanismes de métissage, Paris, Maison des sciences de l'homme, 2001, p. 7.

[269] GUERRA (François-Xavier), « L'Euro-Amérique : constitution et perceptions d'un espace culturel commun », in Les civilisations dans le regard de l'autre, Actes du colloque international, Paris, 13 et 14 décembre 2001, UNESCO, 2002, p. 183-192.

[270] Consultés au département musique de la BNF et au musée Villa-Lobos de Rio de Janeiro.

pour y faire jouer et éditer son œuvre. Il bénéficie alors d'une bourse du gouvernement brésilien afin de faire connaître la musique brésilienne au public français. Villa-Lobos reste à ce titre un an à Paris où il organise quelques concerts et fait éditer une partie de son œuvre aux éditions Max Eschig. Il effectue un second séjour parisien entre 1927 et 1930, financé par les frères Carlos et Arnaldo Guinle, riches industriels et mécènes brésiliens, afin de permettre à Villa-Lobos d'éditer son œuvre, de la faire jouer mais aussi de l'enrichir au contact d'autres grands compositeurs. De l'avis général de ses biographes[271], les séjours parisiens de Villa-Lobos sont un succès : il parvient à faire jouer et éditer ses œuvres, ainsi qu'à attirer l'attention de la critique musicale parisienne.

Afin d'approcher ces succès parisiens, nous avons établi un recensement des concerts où son œuvre est jouée, ainsi que des articles qui lui sont consacrés dans la presse française[272]. Entre 1920 et 1930, les œuvres de Villa-Lobos sont jouées lors de 56 concerts, et font l'objet de 135 articles de presse. Ces chiffres élevés soulignent le dynamisme musical du Paris des années 1920 et manifestent l'intérêt des musiciens, sinon du public pour l'œuvre de Villa-Lobos.

Des données qualitatives permettent de compléter ces chiffres. La qualité des interprètes, la teneur des articles de presse, l'autorité musicale de leurs auteurs constituent autant d'indicateurs positifs du succès de Villa-Lobos. Parmi les interprètes du Brésilien se détachent les grands noms du monde musical des années 1920 dont les pianistes Arthur Rubinstein, Ricardo Viñes, Aline Van Barentzen, les chefs d'orchestre Robert Lucien Siohan, Gaston Poulet, Albert Wolff, Walter Straram, Victor Golschmann ou la cantatrice Vera Janacopoulos. Les articles de presse consacrés à Villa-Lobos font l'éloge du compositeur. S'ils divergent sur la forme, de simples notes anonymes côtoyant des analyses signées par les plus grands noms de la critique musicale de l'époque tels Florent Schmitt, Henri Prunières, Suzanne Demarquez, Marcel Belvianes et Paul le Flem, les articles convergent sur le fond. La critique manifeste un enthousiasme certain pour le jeune compositeur dont les œuvres les plus commentées sont : *Amazonas*, *Nonetto*, *Les Danses des Indiens métis du Brésil*, *Trois Poèmes Indigènes,* les *Choros VIII* et *X*.

L'étude des anthologies de la musique contemporaine, histoires de la musique et dictionnaires de la musique parus à Paris dans les années 1920 nous fournit un indicateur supplémentaire du succès de Villa-Lobos[[COEUROY (André), Panorama de la musique contemporaine, Paris, 1928 ; DUMESNIL (René), La musique contemporaine en France, Paris, 1930 ; NEF (Charles), Histoire de la musique, 1ère édition française, Paris, 1925, 2e édition française, Paris, 1931 ; RIEMANN (Hugo), Musik lexikon, elfte auflage bearbeitet von Alfred Einstein, Berlin, 1929 ; RIEMANN (Hugo), Dictionnaire de musique, traduit par Georges Humbert, 3e édition refondue et augmentée sous la direction de A. Shaeffner, Paris, Payot, 1931.]]. Son nom y apparaît entre 1928 et 1930, période correspondant aux critères retenus par ailleurs. L'ensemble de ces indicateurs nous permet de conclure à une bonne diffusion et réception en France de l'œuvre de Villa-Lobos dès la fin des années 1920, le second séjour du compositeur dans la capitale jouant à cet égard un rôle fondamental.

---

[271] PEPPERCORN (Lisa), « Heitor Villa-Lobos in Paris », Latin-American Music Review, Austin, Texas, vol. 6, n°2, 1985, p. 235-248.

[272] Dans un premier temps nous avons repéré les différents articles consacrés à Villa-Lobos dans la presse musicale parisienne à savoir : La Revue Musicale, Le Courrier Musical, Le Monde Musical, Le Ménestrel, Musique, Comoedia, Le Guide du Concert et du Théâtre Lyrique, La Semaine Musicale, La Gaceta Musical. À ce dépouillement que nous avons voulu le plus systématique possible bien que certaines lacunes demeurent (le dépouillement de Comoedia, parution quotidienne, s'est révélé particulièrement difficile à réaliser), nous avons ajouté quelques incursions dans des revues non spécifiquement musicales, La Revue de l'Amérique Latine, La Revue de France, Les Nouvelles Littéraires, ainsi que dans le quotidien Le Temps dont la chronique musicale nous a paru significative.

Trois éléments nous semblent essentiels pour expliquer le succès rencontré à Paris par Villa-Lobos : la force et l'originalité d'une œuvre qui mêle aux systèmes harmoniques européens des éléments du folklore brésilien, l'intégration réussie de l'homme au milieu musical parisien, l'adéquation entre ses propositions esthétiques et les attentes du public français. Au-delà de la qualité des œuvres présentées, des facteurs historiques et anthropologiques ont favorisé la diffusion et la réception de l'œuvre de Villa-Lobos en France dans les années 1920. Ce sont ces facteurs, que nous souhaitons à présent étudier.

Intégrer le milieu musical

En 1923, Villa-Lobos se rend à Paris et la présence physique du compositeur est d'emblée perçue comme un facteur décisif de la diffusion de son œuvre. De fait, nous pouvons constater que lors de ses séjours à Paris, le nombre de concerts et partant, d'articles de presse qui lui sont consacrés augmente sensiblement. L'étude de l'évolution annuelle du nombre de concerts et d'articles permet d'établir une corrélation stricte entre la présence du compositeur à Paris et la diffusion de ses œuvres. Une telle corrélation rend compte de l'importance des sociabilités dans la diffusion d'une œuvre. Pour organiser des concerts, rencontrer des musiciens susceptibles d'y participer, négocier auprès des éditeurs, Villa-Lobos doit dans un premier temps intégrer le milieu musical parisien.

L'étude de la correspondance de Villa-Lobos nous permet de reconstituer le cercle de ses connaissances et amitiés parisiennes dans les années 1920, de suivre les stratégies mises en œuvre par le compositeur pour être accepté et reconnu par ses pairs[273]. L'analyse des photographies prises lors des séjours parisiens de Villa-Lobos ainsi que des témoignages de musiciens amis du compositeur[274] nous permettent de compléter ces données.

À Paris, de 1923 à 1930, Villa-Lobos fréquente des artistes parmi lesquels compositeurs et interprètes dominent. Il est alors l'ami d'Edgar Varèse, Arthur Rubinstein, Florent Schmitt, Marguerite Long et Nadia Boulanger, le correspondant de Maurice Ravel et d'Albert Roussel, l'hôte de Prokofiev. Il participe aux Mardis de la *Revue Musicale* et est invité dans les salons musicaux de la capitale. Son cercle de connaissances est un cercle artistique et musical, reflet des avant-gardes parisiennes des années 1920. Si quelques Brésiliens figurent parmi ses amis, Villa-Lobos joue moins sur une sociabilité géographique que sur des affinités professionnelles. Il privilégie les rencontres musicales censées assurer la diffusion de son œuvre aux réunions brésiliennes.

Le Brésil n'est pas pour autant absent de ses connaissances et amitiés parisiennes. Lors de son premier séjour, le compositeur rencontre des artistes brésiliens installés à Paris, lesquels lui offrent

---

[273] La correspondance, conservée pour l'essentiel dans les archives du musée Villa-Lobos, a fait l'objet de publications partielles : PEPPERCORN (Lisa), The Villa-Lobos letters, London, Toccata Press, 1994 ; HUGON (Gérard), « Villa-Lobos et son éditeur », in Villa-Lobos, un continent musical, Paris, Institut Finlandais, avril 2002 ; APPLEBY (David), Heitor Villa-Lobos : a life (1887-1959), Maryland and London, The Scarecrowpress, 2002.

[274] Citons ici, des livres de mémoires : COPPOLA (Piero), Dix-sept ans de musique à Paris, Lausanne, F. Rouge, 1944 ; MILHAUD (Darius), Ma vie heureuse, Paris, Ed. Pierre Belfond, 1998 (1ère éd. 1972) ; RUBINSTEIN (Arthur), Mes longues années, Paris, Laffont, 1980. Ainsi que la longue série d'hommages rendus au compositeur et publiés par le musée Villa-Lobos : Presença de Villa-Lobos, vol. 1-8, Rio de Janeiro, 1965-1973.

ses premiers contacts dans le monde des arts. La peintre brésilienne Tarsila do Amaral le présente alors à Blaise Cendrars, Jean Cocteau, Fernand Léger, Erik Satie et Constantin Brancusi[275]. Une fois introduit dans les cercles artistiques parisiens, Villa-Lobos adopte une stratégie de médiateur entre le Brésil et la France[276]. Représentant de la culture brésilienne en France, il se veut aussi ambassadeur de la culture française au Brésil. Ainsi, lorsque, en 1925, le compositeur est amené à organiser des concerts à Rio et São Paulo, il inclut au programme des œuvres françaises contemporaines dont le *Poème de la forêt* d'Albert Roussel. L'exécution de son œuvre outre-Atlantique enthousiasme Albert Roussel qui écrit à son « cher ami et confrère », le mot suivant :

« ...Je vous ai fait adresser la partition et le matériel d'orchestre de ma symphonie : *Le Poème de la forêt* (...) Je n'ai pas osé vous envoyer la *Fête de printemps* ou la *Symphonie en sib*, cette dernière œuvre étant très longue et l'autre un peu risquée pour certains publics de province peu familiers avec la musique moderne »[277].

Albert Roussel qualifie le public brésilien de provincial mais ne paraît pas fâché de voir son œuvre jouée auprès de ce nouveau public. La lettre place Villa-Lobos en position de médiateur : il comprend la musique d'Albert Roussel, en saisit les difficultés (entendons la modernité), se charge de la présenter et de la faire aimer aux Brésiliens qui, eux, n'y connaissent rien. L'amitié entre les deux hommes ne peut en sortir que renforcée : en 1925, Villa-Lobos dirige des œuvres d'Albert Roussel au Brésil, en 1925, Albert Roussel soutient la candidature de Villa-Lobos à la SIMC (Société Internationale pour la Musique Contemporaine) et permet au compositeur d'intégrer le groupe de Bartók, Kodály, Hindemith, Milhaud et Webern[278].

Â partir de 1927, la stratégie du médiateur permet à Villa-Lobos de devenir un membre à part entière de la nomenklatura musicale parisienne[279]. Le compositeur assure la diffusion de son œuvre à Paris et participe à la diffusion de la musique française contemporaine au Brésil. Passeur culturel, Villa-Lobos participe dès lors à la construction d'un réseau musical franco-brésilien, dont les principaux acteurs sont Florent Schmitt, Marguerite Long, Marcel Beaufils, João de Souza Lima et Magda Tagliaferro.

Répondre aux attentes du public

L'intégration réussie de Villa-Lobos à l'avant-garde artistique parisienne des années 1920 assure la diffusion de son œuvre mais n'explique pas pour autant l'ampleur des succès du compositeur. Aussi nous sommes-nous intéressée à la réception de la musique de Villa-Lobos dans la presse française des années 1920. La critique musicale fait alors l'éloge du compositeur. Villa-Lobos plaît à tout le monde et plaît pour les mêmes raisons. Les articles développent tous des thèmes similaires : exotisme, primitivisme, importance des éléments folkloriques. L'œuvre de Villa-Lobos apparaît comme une *révélation*. Mais, quelle est la teneur de cette révélation ? Quelles images, quels mythes y sont associés ?

---

[275] GUERIOS (Paulo), « Heitor Villa-Lobos e ambiente artístico parisiense : convertendo-se em um músico brasileiro em Paris », Mana, estudos de antropologia social, vol. 9, n°1, Rio de Janeiro, avril 2003, p. 81-107.

[276] Stratégie définie par François Livi dans son étude consacrée aux écrivains italiens : « Le saut vital : le monde littéraire italien à Paris de 1900 à 1914 », in KASPI (André), MARÈS (Antoine) (dir.), Le Paris des étrangers depuis un siècle, Paris, Imprimerie Nationale, 1989, p. 324.

[277] Lettre d'Albert Roussel à Villa-Lobos, Paris, 7 novembre 1924, musée Villa-Lobos.

[278] GUIMARAES (Luis), Villa-Lobos visto da plateia e na intimidade (1912-1936), Rio de Janeiro, 1972, p. 111.

[279] CHIMÈNES (Myriam), « La nomenklatura musicale en France sous la Troisième République », in Musique et Médiations. Le métier, l'instrument, l'oreille, Paris, Klincksieck, 1994, p. 111-145.

Tous les articles consacrés à Villa-Lobos soulignent l'originalité de sa musique qu'ils attribuent à l'origine géographique du compositeur. Villa-Lobos est un compositeur brésilien, son œuvre évoque « le bruissement des forêts sauvages, le rythme des danses indiennes, la poésie captivante et étrange de leurs mélopées », se fait l'écho « des enchantements des forêts vierges, des grandes plaines, d'une nature exubérante, prodigue en fruits, en fleurs et en oiseaux éclatants ». Émanation du Brésil, d'une nature flamboyante et d'un peuple métis, l'œuvre de Villa-Lobos est « révélation d'un nouveau monde sonore »[280]. Exclamation ambiguë où nous pouvons entendre la révélation du « Nouveau-Monde » au domaine musical européen.

L'œuvre de Villa-Lobos participe ainsi à l'exotisme musical en vogue dans les années 1920[281], et doit être resituée dans le contexte des relations culturelles franco-brésiliennes de l'époque. Les années 1920 constituent un tournant dans ces relations, une période de transformation de l'image du Brésil en France. Jusque 1920, le Brésil est vu par les Français comme un parent lointain, comme une « petite sœur latine », sorte de France dégradée ou mineure. Au cours des années 1920, cette figure change et au paradigme du même (la même chose en moins bien) succède le paradigme de l'autre. « Dans les années 1920, le Brésil devient Autre, altérité absolue : non plus le double de la France, mais sa contre-figure »[282]. L'altérité radicale de la musique brésilienne, dont Villa-Lobos s'affirme comme le représentant le plus éminent, n'est pas atemporelle ; il s'agit d'une construction des années 1920, et la critique musicale joue à cet égard un rôle éminent.

Les articles consacrés à Villa-Lobos procèdent en effet d'une rhétorique de l'altérité dont les figures principales, définies par François Hartog, sont l'inversion, l'analogie et la comparaison. La figure de l'inversion apparaît dans l'opposition courante établie entre l'œuvre de Villa-Lobos et les écoles européennes. Évoquant les compositions du Brésilien, Henri Prunières nous fournit un exemple de cette figure :

« Il ne faut pas y chercher des développements logiques selon l'esprit de la musique européenne (...) L'art sauvage ignore la symétrie rigoureuse comme la perspective linéaire, il crée néanmoins des œuvres d'une beauté indiscutable »[283].

La figure de la comparaison est tout aussi présente, elle apparaît en premier lieu dans la mise en valeur de l'instrumentation « étrange » de Villa-Lobos. Ainsi, Suzanne Demarquez, note que « l'instrumentation de Villa-Lobos est fort attachante » car

« l'auteur emploie, outre la batterie habituelle, des instruments typiques indiens : Xucalhos, énorme hochet de bois ou de métal rempli de pierres, Reco-reco, sorte de crécelle, Caraxa, tam-tam à la sonorité à la fois assourdie et pleine, etc. »[284].

Pour décrire les instruments employés, le critique les compare à des instruments français. L'emploi des mots brésiliens suivis de leur traduction-explication permet à la fois un effet d'exotisme et un effet de sérieux.

---

[280] PRUNIERES (Henri), « Œuvres de Villa-Lobos », La Revue Musicale, Paris, janvier 1928, p. 258-259.

[281] PISTONE (Danièle), « Les conditions historiques de l'exotisme musical français », Revue Internationale de Musique Française, n°6, novembre 1981, p. 11-22.

[282] RIVAS Pierre, « Le Brésil dans l'imaginaire français : tentations idéologiques et récurrences mythiques 1880-1980 », in Images réciproques du Brésil et de la France, Paris, IHEAL, 1991, p. 119-124.

[283] PRUNIERES (Henri), idem.

[284] DEMARQUEZ (Suzanne), « Les Choros de Villa-Lobos », Musique, Paris, janvier 1929, p. 707-708.

La rhétorique de l'altérité dont usent les critiques pour décrire l'œuvre de Villa-Lobos procède donc de deux figures, comparaison et inversion, elle souligne une altérité géographique mais aussi une altérité temporelle. Ce dernier aspect est associé au travail de Villa-Lobos sur le folklore. En effet, le folklore, recherche des traditions et des musiques populaires, ouvre sur des temps anciens. Suzanne Demarquez illustre cette idée lorsqu'elle écrit : « c'est l'ambiance propre au caractère ancestral de son pays que cherche surtout le compositeur »[[Idem.]] ; Florent Schmitt accentue le propos en décrivant Villa-Lobos comme « un rescapé de l'âge de pierre »[285]. Mais c'est au final Joseph Baruzi qui trouve la formule la plus saisissante : « Avec l'œuvre de Villa-Lobos, ce qui se dresse devant nous c'est l'Amérique telle qu'elle pouvait être avant que les Européens l'aient découverte »[[BARUZI (Joseph), « Amazonas de Villa-Lobos et Amériques d'Edgar Varèse », La Revue Musicale, Paris, juillet 1929, p. 153.]]. La figure de l'opposition, entre un avant et un après, entre l'Amérique et l'Europe, souligne l'altérité de Villa-Lobos, altérité géographique mais aussi temporelle, l'espace tendant à être présenté comme un espace-temps ramenant aux premiers moments de la Découverte. À l'exotisme se mêle ainsi la notion de primitivisme.

Venues du Brésil, les œuvres de Villa-Lobos portent en elles des « forces primitives », elles transportent l'auditeur « loin de l'Europe étriquée et calculatrice » et lui font « vivre un instant la vie instinctive de ces sauvages »[286]. Les « forces primitives » s'expriment dans le rythme, rythme qui constitue, aux yeux de la critique, l'apport principal de Villa-Lobos. Suzanne Demarquez notamment, s'attache à démontrer la prépondérance de l'élément rythmique dans l'œuvre. Elle analyse, en un style détaillé et technique, certains rythmes étranges et syncopés dont se sert le compositeur et conclut : « Le rythme est la préoccupation dominante de Villa-Lobos : influence naturelle du plan choisi d'abord, influence ethnique de la chanson populaire, influence de l'époque actuelle, sans doute »[287]. Le rythme associe les notions de primitivisme (présente ici, en filigrane, dans « l'influence ethnique ») et de modernité (« l'époque actuelle »).

Aussi, la prépondérance du rythme permet-elle de lire l'œuvre de Villa-Lobos à travers le double prisme du moderne et du primitif. Ces termes, en apparence contradictoires, sont ici intimement liés. Pour le comprendre, nous devons rappeler que le primitivisme est une notion récente dans les années 1920. Le terme « primitivisme » apparaît en français en 1907, se manifeste dans tous les arts à partir de la Belle Époque. Dans les années 1920, on parle ainsi d'art premier en peinture, sculpture ou dans les ballets, la référence étant alors *La Création du Monde*, créée par les Ballets Suédois sur une musique de Darius Milhaud, un texte de Cendrars et des décors de Fernand Léger. L'intérêt renouvelé pour les arts premiers peut être interprété comme contrepoint d'un sentiment de décadence de la culture européenne consécutive au traumatisme de la Première Guerre mondiale. L'idée de décadence de l'Occident, pour reprendre le titre d'Oswald Spengler, serait à l'origine d'un intérêt pour toutes les autres civilisations. Elle est présente dans certains des articles consacrés à Villa-Lobos. Florent Schmitt lit la musique de ce Brésilien comme une « alternative aux tristes civilisations européennes »[288] et Joseph Baruzi écoute l'œuvre de Villa-Lobos « comme si se déployait devant nos civilisations haletantes, une tentation d'expériences infinies »[289]. Resurgit ici une dualité ancienne, Civilisation et Barbarie, opposition caractéristique du XIXe siècle latino-américain, mais dont les

[285] SCHMITT (Florent), « Les arts et la vie », La Revue de France, Paris, 1er janvier 1928, p. 139.
[286] SCHMITT (Florent), op. cit., p. 140.
[287] DEMARQUEZ (Suzanne), op. cit., p. 708
[288] SCHMITT (Florent), « Feuilleton », Le Temps, Paris, 8 mars 1930.
[289] BARUZI (Joseph), op. cit., p. 154.

termes sont revisités et la polarité inversée. La civilisation devient symbole de déclin tandis que les barbares sont des « forces vives » brutes mais puissantes, positives.

Tout à la fois moderne et primitive, l'œuvre de Villa-Lobos permet une réactualisation de l'image du Brésil et de ses mythes. Villa-Lobos emporte l'auditeur loin d'un occident jugé décadent vers la *Terra Brasilis*. Il participe ainsi de la construction française d'une altérité brésilienne, d'un système de représentation dont les figures principales sont l'inversion, l'analogie et la comparaison. Un tel système, dont la clef réside dans l'opposition, est réducteur. Aussi, la lecture des articles de presse consacrés à Villa-Lobos rend compte tout à la fois de l'ignorance dans laquelle est tenu le Brésil par les élites françaises des années 1920, et de l'engouement pour un pays lointain et mystérieux. L'ignorance semble nourrir le rêve, les mythes ainsi qu'une rhétorique spécifique, la rhétorique de l'altérité. Loin d'en souffrir, Villa-Lobos sait jouer de ces éléments. Il souligne le côté sauvage de sa musique et de son être par des histoires rocambolesques d'indiens et de forêts vierges, prétend avoir participé aux expéditions les plus dangereuses en Amazonie, et déclare : « Vous avez devant vous un musicien qui retourne à l'état sauvage. N'ayez pas peur : ça n'est pas méchant ! »[290].

L'étude de la diffusion et de la réception de l'œuvre de Villa-Lobos en France dans les années 1920 nous permet ainsi de penser l'intermédiaire et d'écouter l'autre. La présence de Villa-Lobos en France atteste de la vitalité des échanges permis par un socle culturel commun, et constitue une affirmation de l'Euro-Amérique. Tandis que l'apparition du paradigme de l'autre et l'adéquation entre les propositions esthétiques du compositeur et les rêves exotiques du public nient toute continuité culturelle entre l'Europe et les Amériques. Les années parisiennes de Villa-Lobos rendent compte du jeu entre affirmation et négation de cet espace culturel commun qu'est l'Euro-Amérique. Échanges musicaux, réseaux franco-brésiliens et transferts culturels s'accompagnent au niveau des représentations du sentiment d'une altérité profonde qui tend à nier l'existence même d'une civilisation euro-américaine.

CECILIA TORRES

En 1948, date de la signature du premier accord culturel entre le Brésil et la France, le gouvernement brésilien présente à la Chambre des députés un projet de réforme de l'enseignement secondaire, très polémique, plus connu sous le nom de LDB, l'intention étant d'établir une Loi de Directives et de Bases pour l'éducation nationale.

Depuis la loi brésilienne 4244, du 9 avril 1942, l'enseignement de la langue française était obligatoire durant les quatre années de collège et les trois années de lycée scientifique, et il était optionnel pour les élèves des lycées classiques. Cependant, personne ne pouvait s'y soustraire, l'étude des lettres et humanités demandant une parfaite maîtrise de la langue française. Pour les diplomates français, le projet LDB n'était pas acceptable, car il prévoyait un recul de la capacité de contrainte du pouvoir central brésilien vis-à-vis des établissements scolaires des Etats fédérés, sur qui retomberait la responsabilité du choix de la langue étrangère enseignée dans les collèges et lycées.

[290] CASADESUS (Jules), « Un entretien avec Villa-Lobos », in Guide du concert et du Théâtre Lyrique, Paris, juin 1930, p. 952.

Un tel scénario risquait de favoriser l'enseignement de l'anglais, inversant la position tout à fait privilégiée occupée jusqu'alors par la langue française.

Dès le début du XIXe siècle, le travail des religieux et religieuses françaises en témoigne, le français avait été, au Brésil, une langue d'enseignement. Des pensionnats réputés et prestigieux, tels Notre-Dame de Sion, Le Sacré-Cœur ou Les Oiseaux, donnaient leurs cours en français[291]. La prépondérance de la langue française s'affaiblit avec la grande réforme de l'éducation de 1931[292], réforme qui est l'aboutissement d'un processus amorcé en 1920, quand Antonio Sampaio Dória apporte des changements à l'enseignement public, à São Paulo, la forte présence d'immigrés italiens avivant le sentiment national. Par la suite, des réformes sont entreprises dans le Ceará (1924), dans le Rio de Janeiro (1927-1930), dans le Minas Gerais (1927-1930). Selon l'article 5 de la loi de 1920, les écoles privées de São Paulo doivent observer les fêtes nationales et dispenser l'enseignement en portugais, langue officielle, les autres langues ne pouvant être enseignées qu'en tant que langues étrangères. Si le décret centralisateur de 1931 crée cette distinction entre langue nationale et langues étrangères, le français conserve néanmoins, un statut privilégié que confirme la loi de 1942. Le projet de 1948 ne remet pas forcément en cause ce statut, mais la décentralisation peut rendre plus difficile l'enseignement du français aux jeunes Brésiliens.

En 1947, Etienne Dennery, directeur d'Amérique du ministère des Affaires étrangères, note déjà que l'apprentissage du français a cessé d'être une priorité pour les jeunes latino-américains, la connaissance de l'anglais assurant seule un emploi prestigieux et bien payé[293].

Le défi qui se pose aux agents de la diplomatie française est donc de maintenir, sinon d'élargir, les moyens de diffusion de la langue française au Brésil. Etienne Dennery prône un effort nouveau de la diplomatie française en Amérique latine. Les diplomates doivent jouer sur « la réserve de sentiments favorables à la France » qui, à son avis, est encore loin d'être épuisée[294]. Mais d'où viennent ces sentiments favorables à la France ? L'analyse d'Etienne Dennery est-elle pertinente au regard de l'histoire des relations franco-brésiliennes ?

Le Brésil se libère de la domination portugaise et devient une nation libre et souveraine en 1822, dans le contexte du nouvel ordre international instauré par le Congrès de Vienne de 1815. Les nouveaux États latino-américains ne posent pas alors de problèmes stratégiques aux États du vieux continent qui, depuis 1815, se sont réunis pour former le *concert européen*. Les grandes nations européennes entendent néanmoins suivre de près les relations entre l'Europe et l'Amérique latine. C'est ainsi que l'insertion du Brésil dans l'ordre international a été soigneusement contrôlée par l'Angleterre, qui profite de la fin du pacte colonial entre le Portugal et le Brésil en 1808, pour signer, en 1810, des traités de libre-échange.

Toutefois, le libéralisme n'est pas entré en Amérique Latine sans faire l'objet de débats. Les idées françaises, très à la mode, jouent en effet un rôle crucial, tandis que s'enracine peu à peu chez les esprits cultivés latino-américains, une attirance dite « naturelle » pour la France. La diplomatie

[291] Archives du ministère des Affaires étrangères, Relations culturelles, 1945-1970, Enseignement (1948-1961), Brésil, vol. 545, Affaires générales, Rapport de l'Attaché culturel relatif à l'enseignement du français, Rio de Janeiro, 13 décembre 1949.

[292] AZEVEDO (Fernando de), A cultura brasileira, São Paulo, Edições Melhoramentos, 3ª ed., 1958 ; ROMANELLI (Otaiza de Oliveira), L'éducation au Brésil après 1930, Aspects et causes de son évolution, Thèse de doctorat de 3e cycle, Université de Paris 1, Paris, 1975.

[293] Archives du ministère des Affaires étrangères, Amérique (1952-1963), Généralités, Sous série Brésil, vol. 70, Note pour le Ministre, du Directeur d'Amérique, M. Etienne Dennery, Paris, 4 mars 1947.

[294] Idem.

française joue sur cette attirance pour former son cercle d'alliés. La « réserve de sentiments favorables à la France » devient un des lieux communs des rapports adressés au Quai d'Orsay par les agents en poste au Brésil. L'usage par Etienne Dennery de cette expression est donc pertinente au vu non seulement de l'importance des échanges culturels entre la France et le Brésil depuis le XIXe siècle, mais aussi de l'histoire diplomatique en tant que telle, et de la perception, par les agents français, de la place de la France en Amérique latine.

Pour François-Xavier Guerra, qui inscrit la France et l'Amérique latine dans un espace culturel commun, « l'Euro-Amérique », les relations culturelles, dans cet ensemble, impliquent plutôt un va-et-vient qu'une influence. S'il est vrai que la présence de l'Angleterre en terres d'outre-mer était cruciale, en raison de la puissance de son économie, la prépondérance culturelle restait néanmoins française, car de solides liens de proximité existaient entre la France et l'Amérique latine. Ces rapports identitaires ne relevaient pas d'une admiration pour l'éclat de la culture de la France au XIXe siècle, mais « de l'appartenance à un même type de modernité »[295], phénomènes, problèmes et rythmes similaires impliquant une parenté sociale et politique.

Nous devons ici ouvrir une parenthèse pour souligner que l'analyse scientifique des relations culturelles internationales, « encore balbutiante » dans les années 1990, selon Guy Martinière[296], a fait ses débuts dans les années 1960, quand Philip H. Coombs définit la politique culturelle comme la quatrième dimension de la politique étrangère[297]. À la même époque, Louis Dollot introduit le concept de « politique de relations culturelles » afin de souligner que les relations culturelles sont un élément essentiel des relations internationales[298]. Un peu plus tard, dans les années 1970, Suzanne Balous soutient que « le fait nouveau du XIXe siècle est bien l'importance croissante prise par les relations culturelles dans la vie internationale »[299]. En 1978, Albert Salon développe le concept d'« action culturelle » défini comme « l'action d'une culture, par la culture, pour la culture, et éventuellement pour d'autres buts » ; comme « le fruit du dévouement, du sacrifice, de l'engagement personnel de nombreux hommes, et non le résultat d'une entreprise méthodique d'un pouvoir central machiavélique et planificateur ». Dans la même optique, Pierre Milza, dans les années 1980, rappelle que le concept de politique culturelle doit être exclusivement réservé à l'analyse du rôle coordinateur et centralisateur de la diplomatie sur les actions dites privées[300]. Jean Baillou s'écarte de cette position et définit l'action culturelle comme « l'intervention délibérée d'un État pour organiser ou promouvoir son influence dans le domaine du savoir, de la langue ou des arts hors de ses frontières »[301]. En 1981, Jean-Baptiste Duroselle, pour sa part, affirme que la politique culturelle est un moyen de propagande intellectuelle dont les objectifs sont politiques et dont la caractéristique est la mise en rapport de deux pays, l'un donneur, et l'autre receveur. Cette observation de Duroselle est reprise par Hugo Rogelio

---

[295] LEMPÉRIÈRE (Annick), LOMNÉ (Georges), MARTINEZ (Frédéric) et ROLLAND (Denis) (dir.), L'Amérique latine et les modèles européens, Paris, L'Harmattan, 1998.

[296] MARTINIERE (Guy), « Les images scientifiques, techniques et industrielles : un enjeu de la coopération franco-brésilienne », in PARVAUX (Solange) et REVEL-MOUROZ (Jean) (dir.), Images réciproques du Brésil et de la France. Actes du Colloque organisé dans le cadre du projet France-Brésil, tome II, Paris, IHEAL, 1991.

[297] MARTINIERE (Guy), Aspects de la coopération franco-brésilienne : transplantation culturelle et stratégie de la modernité, Paris, Maison des Sciences de l'homme, 1982, p. 144.

[298] DOLLOT (Louis), Les relations culturelles internationales, Paris, PUF, Collection « Que sais-je ? », n°1142, 1964, p. 30

[299] BALOUS (Suzanne), L'action culturelle de la France dans le monde, Paris, PUF, 1970, p. 11.

[300] MILZA (Pierre), « Culture et relations internationales », Relations Internationales, n°24, 1980

[301] BAILLOU (Jean) (dir.) « Les affaires étrangères et le corps diplomatique français », in Histoire de l'administration française, tome II, 1870-1980, Paris, CNRS, 1984.

Suppo, qui a récemment développé le concept « d'impérialisme culturel » dans son étude des relations culturelles entre le Brésil et la France entre 1920 et 1950[302].

Pour revenir au problème de la défense de la place de la langue française au Brésil, rappelons que le 28 octobre 1948, le ministre des Affaires étrangères demande à l'Ambassade de France au Brésil un rapport sur la situation de l'enseignement du français[303]. En réponse à la demande du ministère, l'attachée culturelle, Gabrielle Mineur, rédige une série de rapports. En janvier 1949, elle présente un bilan de la situation et fait des propositions pour le développement de l'enseignement du français et de la culture française au Brésil. L'attachée culturelle propose essentiellement deux pistes : développer l'enseignement extra et post-scolaire de la langue française et agir auprès des directions de l'enseignement primaire et secondaire pour obtenir, respectivement, des cours de français dans le primaire et des heures supplémentaires d'enseignement du français dans le secondaire. Gabrielle Mineur suggère, par ailleurs, que la France prenne part à la création de grands établissements d'enseignement secondaire en cours dans le Brésil de l'après-guerre. « Les États-Unis accorderont certainement leur appui financier, la France pourrait donner son expérience en matière pédagogique »[304].

Le 25 janvier 1950, Gabrielle Mineur adresse au ministère des Affaires étrangères un texte intitulé : *Rapport sur les possibilités d'action dans l'enseignement brésilien*. Elle y préconise, à nouveau, une action auprès des professeurs de français brésiliens en vue d'améliorer la qualité de l'enseignement dans les écoles officielles et de renforcer la sympathie des enseignants pour la culture française, « afin que l'action qu'ils exercent sur leurs élèves soit de plus en plus favorable »[305].

Le 28 janvier 1950, Gilbert Arvengas, ambassadeur de France au Brésil, rapporte au ministre des Affaires étrangères, Robert Schumann, son entretien avec le ministre brésilien de l'Éducation, Clemente Mariani, à propos de l'enseignement de la langue française. Le ministre affirme que « au fur et à mesure de l'abandon des études classiques, du grec et du latin, l'utilité de connaître le français s'affirme davantage »[306]. Cependant, quand l'ambassadeur lui demande si le projet de loi LDB a des chances d'être adopté, il élude la question :

« Il m'a dit que nous ne devions pas nous inquiéter au sujet de l'enseignement du français, car il était résolu à intervenir de son mieux pour le défendre et à seconder en général nos initiatives dans le domaine culturel. Il a ajouté qu'il ne manquait pas de gens au Congrès qui étaient disposés à s'associer à la défense de la culture française. (...) j'ai eu le sentiment très net que nous avions en la personne de Monsieur Mariani un ami très dévoué et fervent de notre culture, prêt à intervenir pour la défendre »[307].

---

[302] SUPPO (Hugo Rogélio), La politique culturelle française au Brésil entre les années 1920-1950, Thèse de doctorat, Université de Paris III, Paris, 1999

[303] Archives du ministère des Affaires étrangères, Relations culturelles (1945-1970), Enseignement (1948-1961), Brésil, vol. 545, Affaires générales, Lettre n°449 du ministre des Affaires étrangères à l'ambassadeur de France au Brésil, Paris, 28 octobre 1948.

[304] Idem.

[305] Archives du ministère des Affaires étrangères, Relations culturelles (1945-1970), Enseignement (1948-1961), Brésil, vol. 547, Étudiants, bourses, échanges, stages. Rapport de l'attachée culturelle sur les possibilités d'action dans l'enseignement brésilien, Rio de Janeiro, 25 janvier 1950.

[306] Archives du ministère des Affaires étrangères, Relations culturelles (1945-1970), Enseignement (1948-1961), Brésil, vol. n°548, Établissements d'enseignements, instituts, hôpitaux, Lettre nº 92/RC de M. Gilbert Arvengas, ambassadeur de France au Brésil à Robert Schumann, ministre des Affaires étrangères - DGRC, Rio de Janeiro, 29 janvier 1950.

[307] Idem.

Le ministre des Affaires étrangères, moins optimiste que son ambassadeur, affirme au directeur général des Relations culturelles, Monsieur Joxe, dans une note datée du 2 mars 1950, que M. Arvengas n'avait obtenu qu'une réponse « très peu satisfaisante ». Il se demande alors :

« s'il n'y aurait pas lieu d'envoyer à M. Arvengas des nouvelles instructions, lui indiquant notamment que les milieux intellectuels français seraient extrêmement surpris du vote d'une loi aussi défavorable à notre langue, et par conséquent à notre culture, moins d'un an après la signature de l'accord culturel franco-brésilien, qui s'est traduit sur le plan concret par une série d'initiatives françaises, aussi bien en ce qui concerne l'envoi de conférenciers que les manifestations théâtrales ou cinématographiques »[308].

En 1953 Gabrielle Mineur envoie un nouveau rapport au sujet de l'enseignement de la langue française au Brésil. Le ton du rapport est mitigé, entre réalisme critique et optimisme. Les demandes de cours de français par des établissements scolaires secondaires ou supérieurs brésiliens sont « velléitaires », souligne l'attachée culturelle.

« On enregistre de sérieuses défections. (...) les seules réalisations qui risquent de connaître un succès appréciable sont celles qui se font dans le cadre des organismes brésiliens et avec l'appui et la collaboration des autorités brésiliennes »[309].

Cependant, la demande de cours de français augmente rapidement. Ce dernier point autorise un regard optimiste et, en dépit du caractère « velléitaire » souligné plus haut, montre que la France récupère peu à peu son prestige auprès des Brésiliens.

Le ton optimiste du rapport s'explique en partie par la nomination à la tête de l'Institut d'Etudes Pédagogiques d'Anisio Teixeira. Gabrielle Mineur présente Anisio Teixeira comme un ardent défenseur de la langue française. Anisio Teixeira propose que le français soit la seule langue étrangère obligatoire à partir de la deuxième année du collège, le français remplaçant alors le latin et le grec dans l'approche de la civilisation gréco-latine. Pourtant, l'attachée culturelle se montre prudente :

« Nous ne devons pas nourrir un espoir trop grand de voir adopter par le Parlement brésilien, la disposition souhaitée par le Dr. Anisio Teixeira : en effet les milieux cléricaux s'opposent à la suppression du latin et les milieux acquis à la culture américaine ne sont pas favorables à une situation si particulière faite à notre langue »[[Idem.]].

Prudence et fermeté, telle est la position de Gabrielle Mineur, teintée d'un léger optimisme. En 1953, l'ambassadeur Gilbert Arvengas achève sa mission au Brésil plein d'espoir quant au maintien de la place de langue française au Brésil[[Archives du ministère des Affaires étrangères, Lettre de Gilbert

[308] Archives du ministère des Affaires étrangères. Relations culturelles (1945-1970), Enseignement (1948-1961), Brésil, vol. n°548, Établissements d'enseignements, instituts, hôpitaux, Note du ministre des Affaires étrangères au directeur général de Relations culturelles, M. Joxe, Échanges Culturels. Sans numéro, sans signature, Paris, 2 mars 1950

[309] Archives du ministère des Affaires étrangères, Relations culturelles (1945-1970), Enseignement (1948-1961), Brésil, vol. n°545, Affaires générales, Lettre n°224/RC, de Gilbert Arvengas, ambassadeur de France au Brésil, au ministre des Affaires étrangères - DGRC, Rio de Janeiro, 9 mars 1953

Arvengas, ambassadeur de France au Brésil à Georges Bidaut, ministre des Affaires étrangères, Rio de Janeiro, 10 novembre 1953.]]. Nous observons le même espoir dans les discours de son remplaçant Bernard Hardion[310].

Deux ans plus tard, l'espoir n'est plus de mise. Le 17 décembre 1955, Bernard Hardion informe le ministre des Affaires étrangères du vote de la loi LDB par les députés brésiliens. Le texte retenu prévoit que tout élève du secondaire étudie deux langues étrangères. La première langue étrangère est soit l'anglais, soit le français, la décision relevant du chef de l'établissement. La seconde est, au choix, le français, l'anglais, l'allemand, l'espagnol ou l'italien[311].

Le 28 décembre, M. Baillou, chef du service d'enseignement et des œuvres de la Direction générale des relations culturelles, souligne qu'il faut agir vite, avant que le Sénat n'adopte le projet[312]. Deux ans plus tard, l'ambassadeur Bernard Hardion pense que « sur le plan parlementaire, l'examen du projet de loi semble prendre un tour favorable »[313]. En août 1957, dans une note, rédigée à Paris, relative à l'enseignement du français au Brésil, la consigne est d'attirer l'attention des milieux officiels brésiliens

« (...) sur le fait que le problème de l'enseignement du français dans les lycées est capital à nos yeux, et que toute mesure tendant à le placer en position d'infériorité par rapport à celui de l'anglais porterait nécessairement un coup très sensible à l'ensemble des échanges qui sont de tradition entre le Brésil et la France et dont un Accord Culturel a, le 6 décembre 1948, souligné l'importance »[314].

De telles démarches diplomatiques ne parviennent pas à arrêter l'adoption du projet LDB, érigé en loi le 20 décembre 1961. Les diplomates français se voient réduits à l'acceptation : « Les nouveaux programmes du secondaire ne comportant plus de langue vivante obligatoire, cette situation ne peut qu'aggraver le développement du français »[315] écrit-on en 1963.

Au terme de notre étude, nous pouvons affirmer que les diplomates français ont mesuré les enjeux du maintien de l'enseignement de la langue française au Brésil. Néanmoins, les stratégies proposées sont fondées sur l'idée d'une *attirance naturelle* pour la France, jamais remise en cause. Or, l'élite brésilienne se pose alors d'autres questions. L'enjeu majeur du projet de réforme de l'enseignement réside, aux yeux des Brésiliens, dans le choix entre fédéralisation et centralisation, d'une part, entre enseignement public et enseignement privé, d'autre part. D'où le nom même du projet de loi : *Directives et bases de l'éducation nationale.* Les agents diplomatiques français ont fait confiance aux autorités brésiliennes qui n'avaient pas pour but premier de régler la question des langues étrangères, mais de trouver un compromis entre les différentes options citées plus haut. Face à ce compromis, l'*attirance naturelle* n'avait que peu de poids.

---

[310] Archives du ministère des Affaires étrangères, Lettre de Bernard Hardion, ambassadeur de France au Brésil à Antoine Pinay, ministre des Affaires étrangères, Rio de Janeiro, 2 décembre 1955.

[311] Archives du ministère des Affaires étrangères, télégramme n°335 de l'ambassade de France au Brésil au ministère des Affaires étrangères, Rio de Janeiro, 17 décembre 1955.

[312] Archives du ministère des Affaires étrangères, Télégramme de la Direction générale des relations culturelles, service d'enseignement et des œuvres à l'ambassade de France au Brésil, Paris, 28 décembre 1955.

[313] Archives du ministère des Affaires étrangères, Télégramme n°115 de l'ambassade de France au Brésil au ministère des Affaires étrangères, Rio de Janeiro, 29 mars 1957

[314] Archives du ministère des Affaires étrangères, Note du ministère des Affaires étrangères, Direction générale des affaires culturelles et techniques, Service de l'enseignement et des œuvres, Paris, 6 août 1957.

[315] Archives du ministère des Affaires étrangères, Rapport sur les Universités au Brésil et l'enseignement du français, sans signature, Rio de Janeiro, 3 mai 1963.

Par ailleurs, les documents que nous avons examinés traduisent les objectifs majeurs de la politique culturelle française au Brésil. Dans un contexte de Guerre Froide, la France entend profiter du fait qu'elle compte « des amis dans tous les pays de l'Amérique Latine »[316] pour se faire de nouveaux alliés. De fait, les pays latino-américains jouent un rôle nouveau sur la scène internationale : ils rassemblent près de 2/5e des voix à l'Assemblée des Nations Unies et peuvent renforcer soit le bloc occidental, soit le bloc communiste. Si leur mécontentement croît vis-à-vis des États-Unis, l'idéologie marxiste peut gagner en force. Voilà pourquoi Étienne Dennery, en 1947, affirme que la France doit servir d'exemple aux nations latino-américaines, la France doit montrer aux nations amies que les problèmes les plus épineux ne peuvent être résolus que par la démocratie libérale :

« La France aurait intérêt, dans tous ces pays à faire connaître ses propres réformes sociales, à montrer qu'elle cherche à trouver des formules « raisonnables », équilibrées, qui permettent de résoudre les problèmes qui se posent actuellement aux nations, qu'elle réussit à concilier le maintien de ses libertés avec un régime de justice sociale plus équitable, qu'elle s'intéresse aux efforts que les Gouvernements latino-américains prétendent faire dans ce sens. Elle peut, dans ce domaine, toucher les éléments jeunes, qui sont les plus rétifs à son influence »[317].

L'idée est que, dans le cas particulier de l'Amérique latine, des actions culturelles bien orientées pourraient contribuer au renforcement de la culture européenne et française au détriment d'une tendance alors favorable au modèle nord-américain.

Aussi, la « politique culturelle »[318] menée par la France au Brésil entend-elle renforcer la présence française dans l'enseignement supérieur des sciences humaines, mais aussi investir dans les branches technique et scientifique. Pour ce faire, l'expansion de l'enseignement de la langue française à tous les niveaux et plus particulièrement dans le secondaire est fondamental. D'où l'importance accordée par les diplomates français aux débats sur la réforme de l'enseignement secondaire au Brésil, débats ouverts en 1948. De 1948 à 1961, le thème de l'enseignement est devenu un enjeu de la politique culturelle française au Brésil. Citons pour conclure, l'ambassadeur Gilbert Arvengas : « Parmi nos tâches culturelles, la plus importante consistait sans doute à assurer au mieux la place de la langue française dans l'enseignement brésilien »[319].

[316] Archives du ministère des Affaires étrangères. Amérique (1944-1952), Généralités, vol. n°70, Note pour le ministre des Affaires étrangères du directeur d'Amérique, Etienne Dennery, Paris, 4 mars 1947, p. 158.

[317] Idem, p. 161

[318] SALON (Albert), Vocabulaire critique des relations internationales dans le domaine culturel, scientifique et de la coopération technique, Paris, La maison du dictionnaire, 1978.

[319] Archives du ministère des Affaires étrangères, Lettre de M. Gilbert ARVENGAS, ambassadeur de France au Brésil à son Excellence M. Georges BIDAUT, Rapport de fin de mission : évolution du Brésil - position de la France au Brésil, Rio de Janeiro, 10 novembre 1953.

« L'Amérique a toujours occupé dans l'imaginaire européen une place privilégiée pour penser l'altérité et imaginer l'inédit »[320]

L'intérêt des Européens pour l'Amérique latine n'est plus à démontrer et la décennie quatre-vingt, plus particulièrement, a été le témoin d'un déchaînement des passions. Dans l'hexagone, il est frappant d'assister sans réelle transition au passage de l'indifférence et de l'ignorance à l'égard du Nicaragua à l'engouement et à l'enthousiasme. Un tel regain d'intérêt coïncide avec l'assassinat de Pedro Chamorro, le 10 janvier 1978, figure de proue des opposants au régime dictatorial, qui provoque sur le plan international une véritable prise de conscience et jette l'opprobre sur le régime somoziste. Alors apparaissent les premières prises de position en faveur de la lutte pour l'émancipation du peuple nicaraguayen.

C'est ainsi que le Nicaragua apparaît comme une sorte de palimpseste, nouvelle page vierge sur laquelle les clercs français investissent leurs attentes et projettent leurs idéaux. Tous les ingrédients sont réunis pour générer les engagements et ainsi créer une sphère de débat : la fin d'un monde ancien face à l'émergence d'un monde nouveau, la victoire de David contre Goliath, que figure celle d'une poignée de jeunes gens héroïques sur une dictature barbare, l'exotisme d'une logorrhée des vainqueurs exhortant à la fête. C'est donc au tour du Nicaragua d'occuper les esprits et de relancer l'idéal de la table rase, et pour certains mélancoliques d'espérer à nouveau, pourquoi pas, la réalisation d'un ultime modèle de transition vers « un socialisme à visage humain ».

Au seuil de la période, le champ des idées en France subit de profondes mutations. Désormais, la dénonciation des tyrannies et des régimes totalitaires devient une nouvelle matrice de combats, cette fois, sous l'égide mobilisatrice et consensuelle des droits de l'homme et de la démocratie. Il s'agit de défendre les peuples opprimés, non plus par les colonisateurs, mais par leur propre gouvernement. On peut ainsi se demander comment les intellectuels, principaux producteurs de sens, ont interprété l'épisode nicaraguayen. Quels sont ceux qui sont intervenus dans le débat ? Quelle grille de lecture vont-ils adopter, en particulier dans les comités créés pour soutenir en France l'action du régime sandiniste ?

Qui intervient ?

Lorsque la dictature somoziste tombe en juillet 1979, quels sont ceux qui vont s'enthousiasmer pour la victoire des *muchachos*, suivre l'évolution du nouveau régime et participer au débat ? L'étude du processus révolutionnaire a été investie par un certain nombre d'essayistes, d'historiens, de spécialistes de l'Amérique latine ou encore de journalistes dont l'assimilation au champ intellectuel est parfois très controversée, et qui cependant ont puissamment contribué à la construction du débat autour des événements nicaraguayens.

La levée du voile sur les fantasmes et le somnambulisme idéologique qui ont accompagné les engagements aux côtés des révolutions du tiers-monde contribuent au « désenchantement des clercs

[320] GUERRA (François-Xavier), « Préface », Historiens et Géographes, n°371, juillet-août 2000, coordonné par VIAL (Laurent), p. 125.

»[321]. On assiste alors à une véritable remise en question des certitudes et des idéaux qui suscitèrent les engagements intellectuels au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Il est frappant de constater dès les premiers moments de la révolution, une « pénurie » des grandes figures de la cléricature française pour se pencher sur le cas du Nicaragua. Ces derniers sont en proie à de sérieux doutes, leurs certitudes quant à l'émergence d'un « socialisme réel » sont profondément remises en question. Certains vont alors se réfugier dans un profond mutisme alors que d'autres interviennent ponctuellement lors d'actions médiatisées, pour de grandes causes à visée humanitaire. L'abandon des utopies a eu pour conséquence une redéfinition des engagements marquée cette fois, comme l'explique F. Hourmant, par « un retour à l'occident, dépositaire des droits de l'homme »[[Ibid., p. 170.]]. On assisterait ainsi à un double transfert : idéologique d'une part avec le passage de l'idée de révolution à la défense des droits de l'homme, et géographique d'autre part avec un redéploiement vers l'Europe. Le Nicaragua ne constituerait en fait qu'un champ d'intervention périphérique.

Toutefois, il perdure chez certains un penchant pour le romantisme révolutionnaire. En effet, avec la croissance des médias comme instance de consécration et la « discrétion » des figures de dimension nationale, il apparaît une plus grande ouverture et un désenclavement de la vie intellectuelle, progressivement occupée par le « bas clergé ». Jacques Julliard explique que « la haute *intelligentsia* (...) se détourne de la vulgate marxiste (...) et se pose, avec retard, mais acuité, le problème du totalitarisme dans les sociétés modernes »[[JULLIARD (Jacques), Contre la politique professionnelle, Paris, Le Seuil, 1977, p. 112.]]. Régis Debray ajoute que cette dernière « méprise la basse *intelligentsia*, comme une classe retardataire et la redoute comme dangereuse (...) parce qu'encore dupe des vulgates passéistes, marxisme et progressisme »[[DEBRAY (Régis), Le pouvoir intellectuel en France, Paris, Ramsay, 1979, p. 277.]]. Ainsi, l'exaltation révolutionnaire, pour une part persistante, tendrait à s'expliquer par un phénomène de rétention idéologique chez les « petits clercs ». Le Nicaragua est semble-t-il à envisager comme un espace d'engagement laissé libre par les grandes figures de la cléricature française, permettant à d'autres, de statut plus modeste, de s'engouffrer et d'animer le débat.

En revanche, à partir de 1982 au moment où s'internationalise la crise du fait de la guerre aux frontières et de la visibilité plus grande de la contre-révolution, quelques noms plus connus prennent position. En témoigne un appel lancé par l'Internationale de la Résistance[322], paru dans *Le Monde* du 23 mars 1985. Les signataires demandent au Congrès américain de reconduire les fonds destinés aux contre-révolutionnaires nicaraguayens. Le texte est paraphé par des libéraux en grande majorité, à l'image de Jean-François Revel, éditorialiste à *l'Express* ou de Patrick Wajman, directeur de la revue *Politique Internationale*. Mais aussi d'anciens maoïstes devenus les tenants d'une *realpolitik* de droite, des membres de la nouvelle philosophie en la personne de Bernard-Henri Lévy, des dissidents des pays de l'Est, ou encore des clercs de gauche, anciens éminents compagnons de route du parti communiste, à l'instar d'Emmanuel Le Roy Ladurie. Les clivages politiques sont transcendés au nom de l'antitotalitarisme et des droits de l'homme.

Il est possible de schématiser le débat engagé en France, dont la configuration idéologique se structure essentiellement autour de deux pôles. Le premier pôle, d'essence essentiellement

[321] HOURMANT (François), Le désenchantement des clercs, figures de l'intellectuel dans l'après-mai 68, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1997.

[322] Sans doute par analogie avec l'Internationale Communiste.

conservatrice, soutient que tout processus révolutionnaire évolue invariablement vers le totalitarisme et cautionne l'investissement nord-américain. Le second pôle, dont l'anti-impérialisme viscéral constitue la pierre angulaire de toute analyse, entreprend de défendre la citadelle sandiniste, assiégée par le puissant voisin du nord. Toute critique à l'endroit des dirigeants de Managua sous-tend indubitablement des velléités impérialistes et des aspirations contre-révolutionnaires.

Toutefois, entre échos admiratifs et notes discordantes, tente d'émerger une troisième voie, au-delà des positions attendues. Ce troisième pôle, dominé par la notoriété d'*Esprit*, dépasse la représentation duopolistique. En effet, la revue fait preuve d'une vigilance toute particulière à l'égard du régime sandiniste, en raison de ses affinités avec le marxisme-léninisme, tout en dénonçant l'impérialisme occidental. La mise en lumière des Indiens opprimés de la côte atlantique est le point de départ des critiques et des remises en question envers le gouvernement nicaraguayen. En revanche, la revue dénonce avec véhémence la mainmise de la CIA sur une partie des forces contre-révolutionnaires et l'attitude américaine tout entière à l'égard du Nicaragua. Cette situation plutôt originale opère un certain brouillage des positions, qui montre combien il est difficile pour les tenants de cette troisième voie de ne pas être « récupérés » par l'un ou l'autre des deux pôles cités ci-dessus.

L'appréhension de la révolution sandiniste au travers du prisme français comporte certaines difficultés du fait des enjeux et de la complexité d'un conflit aux dimensions multiples. La consultation des sources dont nous disposons, essentiellement des articles de presse, suggère l'emploi de grilles de lecture préétablies.

Les enjeux de la crise nicaraguayenne

Le phénomène d'altérité est sensiblement présent. Force est de constater que pour la plupart des observateurs, les représentations de l'Amérique centrale, et *a fortiori* celle du Nicaragua, tiennent surtout du « bulletin météorologique »[323] : coup d'État, séisme dévastateur, gouvernements militaires, massacres, *etc.*

Le Nicaragua laisse pourtant dans un premier temps le sentiment d'un possible modèle de transition, certes imparfait mais prometteur, d'un peuple uni souhaitant engager la construction d'un pays nouveau sur les cendres du passé. C'est sans doute pourquoi la réalité nicaraguayenne fait, pour une partie seulement de l'*intelligentsia* française, l'objet d'une lecture univoque qui s'emploie à ne renvoyer qu'une image positive du régime sandiniste. Bon nombre de formules adoptées par les médias témoignent des stéréotypes qui prévalent quant à l'analyse des événements. Les termes de « République bananière », par exemple, renvoient au paradigme de la dépendance, même si celui-ci, comme l'indique Gilles Bataillon « a permis de battre en brèche certaines représentations folklorisantes des pays centraméricains, il est allé de pair, du fait de son économisme, avec une remise à l'honneur de certains clichés littéraires » et a, d'autre part, « conduit à une manière de cécité devant la complexité des phénomènes centraméricains »[324].

[323] DESTHEXE (Alain), Amérique centrale, enjeux politiques, Paris, Complexe, 1989, p. 19.

[324] BATAILLON (Gilles), Violence et politique en Amérique centrale. Essai sur la mise en place de la guerre civile et les affrontements armés au Guatemala et au Salvador, Thèse de doctorat sous la direction de PÉCAUD (Daniel), Paris, EHESS, 1996, p. 7.

Il est frappant de constater que les observateurs, quelle que soit leur spécialité, vont adopter une attitude de répétition en réactivant des mécanismes de raisonnement déjà anciens et une dialectique éculée, employés naguère vis-à-vis de Cuba. N'y a-t-il pas là matière à penser en termes de déjà-vu ? Au cours des deux années qui précèdent l'entrée triomphale des guérilleros sandinistes à Managua, la presse, toutes obédiences politiques confondues, a soudain retenti des forfaits de la dictature, tout en construisant avec soin une image romantique des combattants pour la liberté, rappelant à bien des égards la « mythologie castriste » de la Sierra Maestra.

Par ailleurs, le climat idéologique qui préside désormais en France définit une lecture de la crise axée autour de la nécessaire défense des droits de l'homme. Chamorro fait figure de martyr et apparaît comme un juste, alors que Somoza et sa garde sont revêtus du masque des bourreaux. Le soulèvement nicaraguayen est ainsi perçu comme « le combat de la civilisation contre la barbarie »[[Ibid., p. 201.]]. On assiste à la floraison d'articles relatant les crimes commis par la garde nationale et à quelques témoignages de victimes, dont la figure se trouve transformée. Celle-ci se présente sous les traits de celui qui est torturé, emprisonné. Le recensement des articles publiés atteste de la mise en branle d'une véritable entreprise de dégradation de l'image du régime, qui marque définitivement la condamnation de Somoza sur le plan international.

Â l'inverse, les jeunes guérilleros du front sandiniste apparaissent comme autant d'icônes de justice, de figures libératrices dont le discours modéré rassure, force l'admiration et provoque l'enthousiasme. La lutte armée est ainsi justifiée et légitimée.

« Je lève les yeux et croise ceux d'Eduardo, 25 ans, combattant depuis trois semaines dans l'armée du Sud. J'y lis la peur comme il doit la lire sur mon visage. Il se dresse et hurle vers le ciel « la patrie libre ou mourir » puis il se met à rire... *»[[PISANI (Francis), « Le combat d'Eduardo le sandiniste », Le Nouvel Observateur, 2 au 8 juillet 1979.]]*.

Tous les observateurs s'empressent de souligner la jeunesse des combattants du Front, où se mêlent professionnels des luttes de guérillas et citadins ou paysans venus se battre pour leur liberté et la pleine jouissance de leurs droits. Il s'agit de « mettre en scène l'image d'un peuple tout entier engagé dans un combat sans merci contre le tyran, dont les manifestations de sa nature barbare permettent une mise en accusation »[325].

Cependant, l'ensemble des données reste suffisamment général pour une mise en image relativement unifiée, élément nécessaire à toute « politique de la pitié »[326]. L'entrée triomphale des guérilleros du Front à Managua est-elle une image d'Épinal ou d'actualité comme s'interroge Régis Debray, dans le *Monde Diplomatique* de septembre 1979 ?

« Dans ce peuple dont la moitié a moins de vingt ans, la jeunesse s'est soulevée en bloc et c'est comme si les *« muchachos »* avaient mis toute la vieillesse du monde échec et mat (...), un trait distinctif : la maigreur, comme la graisse était celui des potentats de l'ancien régime. Règle classique

[325] BATAILLON (Gilles), Violence et politique..., op. cit., p. 202

[326] Les relations qui sont faites de la répression exercée par le régime contre les villes d'Esteli, de Matagalpa ou de León illustrent bien cet état de fait. Voir « Les massacres de León », Libération, 25 septembre 1978 ; « Les scènes d'horreur au Nicaragua », Libération, 21 septembre 1978 ; et « La sanglante répression a renforcé la haine de la population à l'égard du régime », Le Monde, 27 septembre 1978.

de physionomie politique. Sous toutes les latitudes, le renouvellement d'une classe par une autre paraît avoir pour forme esotérique et visible à l'œil nu le renversement des adipeux par les secs. En tout cas, ce Nicaragua année zéro redonne un air de jeunesse non seulement à des images mais à des idées qu'on pensait révolues »[327].

Les descriptions qui s'étalent dans la presse témoignent de la construction symbolique qui s'opère et rappelle trait pour trait, de par la théâtralisation dont elle est l'objet, l'entrée des *Barbudos* à la Havane en 1959. Cela signifie-t-il que la presse française tend à réactiver d'anciennes grilles de lecture sur une réalité nouvelle dont elle ne saisirait pas toutes les spécificités ? L'évocation des drapeaux rouges et noirs, la reprise des slogans nationalistes *Patria libre o morir*, l'insistance sur l'éternelle jeunesse des guérilleros revêtus des non moins mythiques tenues de combat vert-olive tendent à le confirmer. Nous assistons à l'imposition de la figure des libérateurs, par analogie avec ceux du XIXe siècle.

L'image qui s'impose alors aux yeux des intellectuels et qu'ils relaient vers l'opinion publique, est celle d'un bon gouvernement dont la ligne de conduite est dictée par la modération. Ils nimbent les révolutionnaires d'une aura singulière mêlant des notions de renouveau et de justice, mettent en relief une relative unité entre les différentes composantes du gouvernement qui font collectivement figure de héros, et les imposent comme autant d'autorités.

À un second niveau d'analyse, les mises en questions déterminées par la révolution sandiniste en France s'inscrivent dans le grand débat contemporain sur la démocratie et le totalitarisme. Les raisonnements se font alors manichéens, c'est l'image du bon révolutionnaire ou du « rouge » diabolique qui supplante celle du bon sauvage[328].

Il s'agit presque d'un lieu commun de considérer l'Amérique centrale des années quatre-vingt comme le nœud gordien des relations entre les États-Unis et l'Union Soviétique mais aussi comme exemple des relations entre pays développés du Nord et pays sous-développés du Sud. Pour les auteurs du *Volcan Nicaraguayen*,

« le Nicaragua a surtout cherché à briser la logique de domination qui régit les rapports Nord/Sud ; il est subversif dans le vieil ordre politique et économique mondial (...) parce qu'il incarne le non-alignement »[329].

L'analyse n'est pas fausse mais elle omet de prendre en compte la diversité des situations et se laisse aller à plaquer sur une réalité « moderne » des schèmes maintes fois usités. Alain Desthexe l'explicite bien, « le Nicaragua est vu soit comme un pays totalitaire, minuscule appendice de l'empire du mal, soit comme une promesse pour l'humanité »[330] et ajoute au crédit des pays d'Amérique centrale qu'ils « existent pour eux-mêmes, pas seulement comme pion américain, propriété de la *United Fruit* ou satellite soviétique »[331]. Il abonde ainsi dans le sens de Jean-François Revel qui, en juillet 1980, dans un éditorial de l'*Express*, indique que « la difficulté avec l'histoire de l'Amérique

[327] *DEBRAY (Régis), « Une modération radicale », Le Monde Diplomatique, septembre 1979.*
[328] RANGEL (Carlos), Du bon sauvage au bon révolutionnaire, Paris, Laffont, 1976.
[329] DUFLO (Marie), RUELLAN (Françoise) (dir.), Le volcan nicaraguayen, Paris, La Découverte, 1985, p. 9.
[330] DESTHEXE (Alain), Amérique centrale..., op. cit., p. 18.
[331] Ibid., p. 19

latine, c'est qu'elle est presque toujours racontée par des borgnes. Les uns n'y voient que l'intervention soviéto-castriste, les autres que l'intervention américaine »[332].

Les comités de soutien

Leurs interventions mais aussi et surtout les publications qui en émanent, témoignent de la richesse de leur activité ainsi que de la place qu'ils occupent dans le débat.

Dès le début de l'année 1979, quelques feuillets d'informations révèlent, dans un premier temps à Paris puis un peu partout en France, l'établissement d'un réseau de solidarité avec le peuple nicaraguayen.

« Devant le silence de l'information sur ce qui se passe réellement au Nicaragua, il est temps que des voix s'élèvent contre le génocide perpétré, il est temps de soutenir ce peuple dans sa quête de dignité, c'est le moment de soutenir son espoir, sa juste volonté d'échapper aux massacres, de soutenir son droit à la vie - trente ans après la déclaration universelle des droits de l'homme - sans bourreaux, sans peur. Il est temps de défendre son droit à trouver une issue vraiment démocratique *»*[333].

On remarquera la visée humaniste de l'appui au peuple nicaraguayen, le tragique et l'urgence de la situation, et enfin la référence aux thématiques dominantes et consensuelles de l'époque.

Après la victoire de juillet 1979, le comité reste actif mais les objectifs premiers, devenus obsolètes, sont subordonnés par une volonté caritative d'aide à la reconstruction. C'est à ce moment que se constitue l'Association de Solidarité Franco-Nicaraguayenne, dont l'objectif est de développer « un puissant mouvement de soutien matériel et politique à la révolution nicaraguayenne, soutien qui (...) s'inscrit clairement dans le cadre du combat pour la démocratie et les libertés qui se mène en France »[334]. En septembre 1980, l'Association de Solidarité Franco-Nicaraguayenne et le comité Nicaragua-Information fusionnent pour donner naissance au Comité de Solidarité avec le Nicaragua[335].

Les comités multiplient les activités de solidarité, lesquelles s'organisent sous l'aspect de conférences, de manifestations culturelles, ou d'une manière plus concrète, par l'envoi de volontaires constitués en brigades. C'est « en considérant l'importance d'une présence militante au Nicaragua en réponse au FSLN »[336] que le comité de Paris a décidé d'organiser le départ de brigades de solidarité et de travail à partir de l'été 1982, dont le financement reste à la discrétion des participants. Leur constitution s'organise sur une base locale. La durée du séjour est fixée à un mois, réparti en trois semaines de travail sur un chantier en contact permanent avec les populations des villages et les organisations populaires, et une semaine de temps libre. Pour l'année 1983, les CSN ont envoyé une centaine de participants regroupés dans des brigades de six à huit personnes, qui ont aidé à la construction d'écoles, ont récolté le café et le coton dans les régions de Masaya, León, Chinandéga et Somoto. Les lieux d'activité sont préalablement choisis avec l'accord des autorités nicaraguayennes et

[332] REVEL (Jean-François), « Feux croisés », L'Express, 19 au 25 juillet 1980.
[333] *Cahiers sandinistes, avril-mai 1979, p. 3.*
[334] Publicité publiée dans Le Monde, 19 novembre 1979
[335] Nous désignerons désormais le comité par le sigle CSN
[336] Revue Nicaragua Aujourd'hui, février 1984, p. 34

les Français résidant dans le pays contribuent à la préparation, notamment en matière de logement, les bénévoles étant reçus chez l'habitant.

Au-delà de l'aide immédiate que les brigades apportent, quel rôle, disons plus politique, jouent-elles ?

« Participer à une brigade de solidarité, c'est donner un sens précis et immédiat à l'exigence de solidarité internationale avec le Nicaragua (...) c'est se donner les moyens de comprendre, connaître et aider *»*[337].

En partageant la vie quotidienne des Nicaraguayens, leur fonction est « de voir la réalité dans tous ses aspects »[338], soit, de rapporter et de diffuser, une fois revenus en France, des informations dont la teneur constituerait un moyen de légitimer les choix politiques à travers les témoignages des populations, largement encadrées par les organisations de masse.

La seconde direction de travail impulsée par le CSN s'exprime à travers l'édition. Les publications, émanant des comités depuis leur création, sont multiples. Elles vont du simple tract de soutien à la rédaction d'une revue, en passant par l'édition de bulletins d'information. Le 5 janvier 1984, le CSN Paris annonce la parution d'une nouvelle revue mensuelle, *Nicaragua Aujourd'hui*. La diffusion se fait essentiellement en France par le truchement des comités locaux et d'un réseau d'abonnés. La petite nouvelle ne déroge pas à la règle et les motivations qui procèdent à sa publication sont les mêmes que celles précédemment évoquées.

_« Une revue mensuelle consacrée au Nicaragua est aujourd'hui nécessaire. En effet, cette révolution est riche d'enseignement, mais les campagnes de « désinformation » menées par l'impérialisme en donnent une image déformée, bien éloignée de la réalité. L'opinion publique française est désorientée par les rumeurs et les nombreuses critiques diffusées par les médias. *Nicaragua Aujourd'hui*, apportera des éléments d'information indispensables pour permettre à chacun d'apprécier la situation en toute connaissance de cause *»*[339].

La revue se propose de provoquer une réflexion, d'animer de larges débats à propos du sandinisme, en étudiant les transformations au niveau des rapports sociaux et dans la vie quotidienne des habitants du pays, de présenter et d'analyser les projets, les réalisations et les difficultés que rencontre la révolution, afin de répondre aux grandes questions qu'elle soulève, tels le non-alignement, la participation et le pouvoir populaire, mais aussi les droits de l'homme ou le pluralisme politique. Pour ce faire, chaque numéro présente un dossier général exposant un thème d'actualité : vie politique et sociale, réforme agraire, démocratie, éducation, côte atlantique ou contre-révolution. Les dossiers sont élaborés à partir des travaux de l'Institut Historique Centraméricain de Managua, dont les comptes-rendus d'analyse sont pensés « en fonction du public et de la mentalité européenne »[340].

Sensibiliser l'opinion publique est ainsi le thème majeur, lequel est illustré par la publication de témoignages recueillis auprès des Français ayant visité le Nicaragua et par les échos de la solidarité. La présence, par ailleurs de nombreuses photographies, n'est pas anodine et tend à toucher les esprits d'une manière plus concrète. Cet extrait résume à lui seul la ligne éditoriale suivie par la revue.

---

[337] *Ibid., mai 1984, p. 14*
[338] Ibid., février 1984, p. 35.
[339] *Dossier de presse émanant du CSN, 5 janvier 1984*
[340] Ibid

Les maux du Nicaragua, et du gouvernement sandiniste en particulier, sont exclusivement imputables aux États-Unis, tant sur le plan politique qu'économique et social. La dialectique impérialiste est la pierre angulaire du discours des comités, donc *a fortiori* du mensuel édité par leurs soins. Les États-Unis, précisément incarnés en la personne de leur président Ronald Reagan, prennent la suite de Somoza en lieu et place du tortionnaire. Reagan, « ce vieillard de la maison blanche », est le nouveau Somoza et la *contra*, « ces assassins qu'il arme », figure comme une nouvelle garde nationale.

Les articles, revendiquant l'impartialité de l'analyse, n'interprètent les événements nicaraguayens qu'à l'aune des velléités nord-américaines. Attention, il faut toutefois être prudent, tout n'est pas faux, la pression américaine est bien présente et son poids est un facteur incontournable dans l'étude de la situation. Cependant, à ne raisonner qu'en termes d'impérialisme, les rédacteurs n'emploient que la théorie de la dépendance comme grille de lecture, ce qui est pour le moins réducteur, et démontrent leur partialité et la prégnance d'une forme singulière, mais au combien courante, de somnambulisme idéologique.

Conclusion

Le mouvement sandiniste suscita des poussées d'émotion et de ferveur, d'enthousiasme et d'attente, d'adhésion mais également de rejet. À partir de 1981, la vision française de la révolution nicaraguayenne ne fut pas univoque et mérite d'être nuancée. Le Nicaragua présent dans les imaginaires fut l'objet des aspirations les plus diverses et les plus contradictoires. La révolution engendra, après un consensus que l'on pourrait qualifier de général, un large éventail de perceptions de la part des intellectuels, et ne suscita plus l'unanimité mais au contraire la multiplicité des regards.

L'engouement observé tend à démontrer que la révolution n'est pas un objet historique sans vie, mais est encore « porteuse d'espoir ou de désillusions, tour à tour fascinante et menaçante »[341]. La conception dominante de la révolution en France reste liée à nos imaginaires passés et présents d'un mythe fondateur de notre identité nationale. Cette « promesse de bonheur collectif »[342] a été si puissante et si riche qu'elle a profondément et durablement marqué l'imagination jusqu'à en faire « un lieu de mémoire ».

***V**ÉRONIQUE **H**ÉBRARD*

Bien que s'inscrivant dans une même tranche chronologique, ces trois articles abordent des types de conjoncture différents qui sont autant de prismes à travers lesquels il est possible d'appréhender la notion de culture politique au XXe siècle.

Tandis que dans les travaux sur l'Argentine et le Chili, l'étude porte sur un mouvement se revendiquant de l'extrême gauche et dont les leaders sont en majorité de jeunes urbains, dans le cas de l'Espagne il s'agit des partis politiques présents au Parlement dans le contexte du rétablissement

[341] VAYSSIÈRE (Pierre), Les révolutions d'Amérique latine, Paris, Point Seuil histoire, 1991, p. 11.
[342] FURET (François), Le passé d'une illusion, Paris, Le Livre de Poche, 1994, p. 55.

de la démocratie après quatre décennies de dictature. D'un côté, des mouvements qui doivent trouver, bien que selon des modalités différentes, leur place et leur légitimité sur la scène politique et au sein de la « famille » dont ils se revendiquent. De l'autre, des partis constitués qui, dans leur projet de redéfinition des règles du jeu démocratique, transcendent les clivages propres à chacune des formations en présence pour se faire les représentants d'une nouvelle culture politique démocratique.

Par ailleurs, les cultures politiques sont, comme les auteurs le notent, indissociables des systèmes de représentation qui les sous-tendent. Par conséquent, l'analyse de la « place » concédée ou non à la violence dans le fonctionnement du politique (au cœur des trois études), permet de voir de quelle façon, en fonction des cultures politiques nationales indissociable d'un contexte politique, le rapport à la violence construit des alliances qui vont parfois au-delà de l'appartenance à une famille politique. C'est ainsi que S. Baby étudiant l'Espagne de l'après dictature et E. Palieraki une période où le Chili connaît deux gouvernements démocratiques, mettent bien en évidence le rejet quasi unanime de l'usage de la violence politique, au-delà des divergences « héritées du passé, et qui persistent en démocratie » et des principes fondamentaux revendiqués par ailleurs (dans le cas du MIR). C'est pour cette raison que le travail de E. Palieraki s'arrête au coup d'État de Pinochet en 1973, l'auteur justifiant cette coupure chronologique par le fait que les problématiques « perdent de leur pertinence au-delà de cette période, l'intervention des militaires (...) changeant radicalement la donne ». Se trouve ici posé en filigrane le fait que la culture politique (ou pour le moins ses valeurs dominantes) à laquelle appartient ou puise un mouvement politique, un parti, est dynamique, s'adapte et se réinvente en fonction d'un contexte et d'un rapport de force donné. On le note ainsi à travers les rapprochements qui s'opèrent entre la plupart des partis espagnols sur la question de la paix au nom de la réconciliation nationale. De même, pour l'Argentine du début des années 1970 étudiée par M. González Alemán, marquée par deux coups d'États militaires, une large partie de l'opinion en vient à soutenir le recours à la violence armée prônée par les *Montoneros*, pour la « libération nationale » et contre une « dictature délégitimée ».

Ces travaux, en prenant appui sur la notion de culture politique, mettent bien en lumière les tensions existant entre discours idéologiques, principes de fonctionnement interne, qui sous-tendent le fonctionnement des mouvements étudiés et les pratiques au quotidien, sur le terrain, en particulier à travers l'analyse que les auteurs proposent des batailles de symboles au sein d'une même famille politique et des stratégies différenciées d'occupation de l'espace public et médiatique.

Au-delà, ces trois contributions sur l'histoire du très contemporain frappent par leur cohérence quant à la démarche et aux « révisions » historiographiques dans lesquelles elles s'inscrivent et/ou qu'elles mettent à jour dans le champ de l'histoire du politique à travers une mise en exergue des paradoxes de l'action politique. Enfin, ces travaux marquent un renouvellement du rapport à la source en tant que masse documentaire y intégrant d'autres matériaux et le recours aux entretiens avec les « témoins » des processus étudiés.

Indirectement enfin, ces trois études éclairent l'enracinement de modes de fonctionnement du politique dans l'aire culturelle étudiée, que les auteurs mettent bien en évidence en articulant l'approche de François-Xavier Guerra sur ces problématiques pour le XIXe en Amérique latine avec leurs propres travaux, qu'il avait acceptés de diriger.

En septembre 1955, Perón, alors président de l'Argentine depuis neuf ans, est destitué par un coup d'État civico-militaire et doit s'enfuir en exil. À partir de cette date, le péronisme est officiellement proscrit de la vie politique légale. Pendant les 18 ans qui séparent le deuxième et le troisième gouvernement péroniste, dix présidents se succèdent et le pays connaît une instabilité politique sans précédent. C'est en fait tout le problème de l'héritage politique laissé par le péronisme qui se pose et qui hante la sphère publique : la reconstruction de la démocratie ne peut se faire avec le péronisme, mais sans lui non plus. Cette impasse politique débouche sur le coup d'État de 1966 mené par le général J. C. Onganía : les Forces Armées accaparent alors la totalité de l'Exécutif, du Législatif, et du Judiciaire. Leur régime prive désormais les citoyens de toute possibilité de participer au système politique démocratique ; quant aux partis, ils sont totalement proscrits.

Lorsque le général Lanusse assume la présidence de la Nation en mars 1971, les militaires sont débordés par leurs échecs : les années d'interruption de l'activité politique et la proscription du péronisme, la situation économique désastreuse, les soulèvements populaires urbains, les séries de grèves générales, ont radicalisé les positions, approfondi les luttes sociales, généralisé les mécontentements et augmenté la combativité des étudiants. Dans ce contexte, une partie de la jeunesse argentine - qui n'a reçu d'autre exemple que le régime militaire et la répression - opte pour la guérilla afin de lutter pour la « libération nationale », et de larges franges de l'opinion commencent à justifier l'utilisation de la violence contre la dictature délégitimée.

En juillet 1972, Lanusse convoque des élections pour le 11 mars 1973 afin d'amorcer une sortie politique démocratique. Mais ce rétablissement des mécanismes démocratiques impose d'y intégrer le péronisme. Depuis son exil à Madrid, Perón n'a cessé de hanter la scène publique et a maintenu son aura charismatique sur de larges franges de la société. Il est peu à peu devenu l'incarnation militante d'une multiplicité de mécontents. Aux fidèles partisans traditionnels - syndicats et couches populaires - , s'est désormais ajoutée une part importante des classes moyennes urbaines, des intellectuels et des étudiants. Dans le contexte idéologique de la fin des années 1960, de nombreux jeunes des classes moyennes ont adopté des positions anti-impérialistes d'extrême gauche, et ont cru trouvé dans l'adhésion au péronisme le moyen d'identifier leur lutte à celle du peuple.

C'est le cas du groupe de guérilla péroniste « *Montoneros* » qui connaît alors un développement fulgurant. Cette organisation armée qui ne dépassait pas les 20 militants[343] à la fin de 1970, a commencé sa vertigineuse croissance à partir de 1971, pour devenir, en novembre 1972, un mouvement capable de mobiliser dans la rue des milliers de jeunes péronistes. Grâce à leur extraordinaire capacité de mobilisation les *Montoneros* semblent occuper, jusqu'à la fin de 1973, une place de premier plan sur la scène politique. Cette importante visibilité publique a d'ailleurs amené Perón à les consacrer comme sa « jeunesse merveilleuse ». Pourtant, malgré d'apparents succès, les *Montoneros* n'ont jamais pu imposer leur vision socialisante du péronisme, ni au *Líder*, ni à son parti. Pour comprendre cet échec[344], nous chercherons à retracer brièvement l'itinéraire de ce mouvement, en envisageant le rôle crucial que celui-ci accorde à la manifestation en tant que pratique, discours et moyen de la représentation populaire. Il s'agit également d'analyser les signes de faiblesse de cette stratégie *montonera* qui mise tout sur l'occupation de l'espace par le nombre, sans se préoccuper des

[343] GILLESPIE (Richard), Soldados de Perón. Los Montoneros, Buenos Aires, Grijalbo, 1987, p. 152-153.

[344] Cet échec est traditionnellement symbolisé par le rassemblement du 1er mai 1974, lorsque Perón chasse les manifestants Montoneros de la place de Mai, les traitant d'« imbéciles inutiles ».

éventuelles divergences idéologiques avec Perón et ses fidèles *Descamisados*[345] ; et de mettre en lumière les contradictions entre une Jeunesse Péroniste, persuadée de représenter mieux que personne le peuple authentique auprès de Perón, et le péronisme « orthodoxe », qui pose que Perón est l'expression même de la volonté populaire. Cette contradiction indissoluble qui débouche, dès 1973, sur une opposition féroce entre deux cultures politiques au sein même du péronisme, se traduit de façon particulièrement notable dans le cadre des manifestations. Enfin, nous avons ainsi considéré que la grande marche sur Ezeiza le 20 juin 1973, à l'occasion du retour du *Líder* au pays, est un moment clef pour comprendre et illustrer ces enjeux.

La « Jeunesse merveilleuse » de Perón dans la rue

Depuis les premiers mois de 1972, les *Montoneros* sont des référents dans la lutte contre la dictature. L'organisation s'est dotée, en juillet, d'une structure nationale, les « JP (Jeunesses Péronistes) Régionales »[346], afin de transformer les adhésions politiques en une véritable force mobilisatrice. Grâce aux JP Régionales, les *Montoneros* ont atteint en peu de temps une large prédominance dans la vie du péronisme[347]. En novembre, la JP est l'organisme qui possède le plus grand pouvoir de mobilisation au sein du parti et les *Montoneros* se posent en héros de la lutte contre le régime, pour le pouvoir populaire[348]. Ils réalisent régulièrement des réunions politiques ou des manifestations de quartier et centrent leur discours politique sur la mobilisation, l'affrontement à la dictature, le soutien à la guérilla.

Depuis juillet, les jeunes militants mènent l'offensive dans les rues de la ville, en peignant sur les murs des slogans tels le fameux « *Luche y Vuelve »*[349]. Ils ont le sentiment qu'ils ont un rôle important à jouer, de mobilisation et d'avant-garde, afin de « démonter définitivement le régime militaire et créer les meilleures conditions pour accéder, ensuite, au pouvoir populaire »[350]. Les 11 et 12 novembre, les JP Régionales organisent à Santa Fe un congrès national pour le retour du général Perón, sous la consigne « gagner la rue pour Perón ». Les mots sont jetés, la rue est au centre de la stratégie de ce mouvement conscient de son pouvoir de mobilisation : c'est un territoire à occuper, afin qu'avec le retour de Perón, ce soit le Peuple qui accède au pouvoir.

---

[345] Ce terme apparaît pour la première fois dans le journal La Vanguardia en 1945 pour désigner d'un surnom péjoratif les foules mal habillées composant les manifestations péronistes. L'appellation est très vite récupérée par les péronistes eux-mêmes : la qualité de descamisado est alors revendiquée comme représentative de l'identité des masses péronistes. Les Descamisados représentent les péronistes de la première heure, ceux de 1945, c'est-à-dire les masses laborieuses et populaires. Pendant le régime péroniste, les syndicats, fidèles à Perón, sont les Descamisados par excellence

[346] Six Régionales ayant chacune à leur tête un délégué qui les représente à la direction nationale que conduit Rodolfo Galimberti.

[347] Au début de l'année, Perón a nommé R. Galimberti, le porte-parole de l'organisation, comme représentant de la Jeunesse au Conseil Supérieur Justicialiste. De même, en novembre 1972, Juan Manuel Abal Medina est désigné secrétaire général du Mouvement Justicialiste. S'il n'est pas Montonero, mais nationaliste, son nom est associé à son frère Fernando Luis, héros Montonero tué en 1970 ; sa nomination est interprétée dans l'opinion comme un geste de Perón en faveur des milieux révolutionnaires.

[348] La Jeunesse Péroniste est alors un conglomérat de groupes et de tendances de diverses extractions idéologiques qui s'identifient à la « patrie socialiste ». Elle est composée par la Juventud Trabajadora Péronista (JTP) ; la Juventud Universitaria Peronista (JUP) ; la Unión de Estudiantes Secundarios (UES) ; Fuerzas Armadas Revolucionarias (FAR) ; los Montoneros ; las Fuerzas Armadas Peronistas (FAP) et le Peronismo de Base (PB). Un autre secteur juvénile, lui aussi important, appelé Transvasamiento generacional, dont la consigne est la « patrie péroniste », est composé de la Federación de Estudiantes Nacionales (FEN), et de la Organización Universitaria Peronista (OUP).

[349] « Luttez et il [Perón] reviendra » in BASCHETTI (Roberto), De la guerrilla peronista al gobierno popular. Documentos (1970-1973), La Plata, Editorial de la Campana, 1995, p. 20.

[350] La Opinión, 14 novembre 1972.

Ces jeunes péronistes passent d'ailleurs pour les principaux concernés par les nombreux discours de Perón. A chaque allocution, le vieux leader se réfère à sa « Jeunesse merveilleuse » et laisse croire à son adhésion au programme socialisant de la JP. De leur côté, les forces syndicales, elles, semblent frappées par la disgrâce de leur leader. Alors que s'ouvre la campagne électorale en janvier 1973, la JP est appelée à occuper une place privilégiée dans le nouvel équilibre des forces que Perón paraît imposer. Le 15 janvier, celui-ci lance officiellement la campagne depuis l'Espagne et insiste :

« C'est à cette jeunesse éclairée qu'est confiée la tâche de mobiliser la citoyenneté populaire derrière les orientations indiscutables de nos préceptes [...]. C'est à cette jeunesse qu'est également confiée la mission d'organiser une génération d'urgence qui, dans le futur immédiat, devra prendre à sa charge la libération définitive de la patrie »[351].

Avec leur capacité de mobilisation et leur discours combatif, les JP seront donc les acteurs clefs de la campagne, aux côtés du candidat Héctor Cámpora[352].

Dans un climat d'effervescence, ils organisent et fixent le ton autour de la lutte pour le pouvoir populaire et le socialisme national. Pendant presque trois mois, tous ces jeunes militants mettent leur ferveur au service d'un énorme travail de captation des masses dont la rue est encore le terrain principal :

« La campagne du Front fut unique [...], le péronisme avait gagné la rue et il ne restait plus d'espace pour personne d'autre que nous. [...] nous avions la certitude que notre méthode était la plus sûre : prendre directement contact avec le Peuple à travers des mobilisations et des concentrations populaires »[353].

Les JP mobilisent jusqu'au dernier recoin de l'Argentine avec leur consigne « gagner la rue pour gagner les élections »[354]. Quant aux syndicats péronistes, ils sont les grands absents des mobilisations ; les JP centralisent l'attention médiatique et font preuve, sur le terrain, d'un monopole incontesté de l'occupation de l'espace public.

L'illusion de la représentation populaire.

Le 11 mars 1973, le candidat péroniste H. Cámpora est élu président. Sa victoire et son intronisation sont célébrées le 25 mai par d'immenses manifestations[355]. Toute la journée, la prise de pouvoir de Cámpora et la fin du régime militaire sont fêtées dans une atmosphère de liesse populaire par des dizaines de milliers de personnes réunies sur l'historique Place de Mai. Le 25 mai 1973 sanctionne la fin du régime militaire, le retour au système constitutionnel et l'avènement d'un

[351] « El general Perón lanza desde Madrid la campaña electoral », 15 janvier 1973, in BASCHETTI (Roberto), op. cit., p. 491-497.

[352] En décembre 1972, Perón, qui depuis son exil forcé ne peut prétendre se présenter aux élections, a désigné Hector Cámpora comme candidat du péronisme à la présidence. La promotion de cet obscur dentiste de province, connu pour ses récentes, mais étroites relations avec les militants des JP Régionales, est interprétée comme un nouveau geste en faveur de la Tendance Révolutionnaire du Mouvement.

[353] CÁMPORA (Héctor), El mandato de Perón, Buenos Aires, Ediciones Quehacer nacional, 1975.

[354] Par exemple, voir le document des FAR « Con el Frente al gobierno, con el ejército peronista al poder », in BASCHETTI (Roberto), op. cit., p. 513-515.

[355] Voir mon mémoire de DEA, p. 25-34.

gouvernement majoritairement élu qui incarne la volonté populaire. Après deux décennies de dictature, tout se joue comme si, sur l'espace du centre de la capitale, le « Peuple » venait ratifier sa victoire sur les militaires, pour fêter, récupérer et réaffirmer son pouvoir.

Cette journée de pronunciamiento populaire est encore une fois dominée par la présence et par l'action de l'aile gauche de la Jeunesse Péroniste. Les membres de la *Tendance Révolutionnaire* sont les acteurs prédominants et omniprésents de la mobilisation. Visuellement, ils dominent l'espace par la profusion de leurs panneaux, étendards, et banderoles. Les membres de ce que l'on commence à appeler « la *Tendance* » n'ont cessé, pendant trois mois, de dépenser leur énergie pour mobiliser le pays dans la campagne ; ils apparaissent donc comme les héros de cette journée. Grisés par ce sentiment de célébrer leur victoire, d'être les artisans du triomphe péroniste et d'être à l'avant-garde de la lutte pour le pouvoir populaire, les organisations de la JP vont jusqu'à prendre la direction totale de la mobilisation. Ils monopolisent alors, de façon hégémonique, l'espace, les symboles, l'image et l'organisation de la journée. Ils mettent en scène leur triomphe sur l'espace de la capitale et s'associent directement au pouvoir qui s'installe en s'affichant comme les nouveaux héritiers incontestables d'un péronisme socialisant. Ils ont démontré qu'ils ont le peuple de leur côté. Une fois de plus, ils ont complètement éclipsé les péronistes de la première heure : les syndicats et l'extrême droite.

Après leur éclatante victoire du 25 mai, les *Montoneros* se considèrent donc comme les porte-parole de la lutte populaire et associent l'exercice de cette fonction à leur loyauté envers Perón. Pourtant, avec le péronisme au pouvoir, leurs espoirs de « socialisme national » se heurtent rapidement aux visées politiques de l'autre péronisme, celui des syndicats. Très vite, les dissensions entre les différentes tendances du mouvement éclatent, et s'expriment physiquement dans les rues de la capitale par de constants affrontements[356]. Les factions internes au péronisme s'affrontent pour le contrôle du parti, du gouvernement, mais surtout pour la définition de ce qu'est le « véritable » péronisme.

À partir de la prise de fonction de Cámpora, les groupes de la droite péroniste commencent à exprimer publiquement leurs réticences face au pouvoir de la Jeunesse du parti. Le milieu syndical - à nouveau favorisé par Perón - lance d'ailleurs la contre-offensive, une semaine après le 25 mai, avec une campagne d'opinion dirigée contre le « trotskisme » et la « patrie socialiste ». Les vieux *Descamisados*, héritiers de 1945, sont bien décidés à rétablir l'« orthodoxie » péroniste.

Ezeiza : la lutte pour le péronisme authentique

Désormais, chacune des deux tendances péronistes cherche à s'approprier la totalité de la représentation du « véritable » péronisme. Mais dans cette lutte entre deux interprétations, seule la parole publique du *Líder* peut désormais signaler le « traître » pour le différencier de « l'authentique péroniste ». Les événements se précipitent d'ailleurs, lorsque le retour de Perón au Pays est annoncé pour le 20. L'affrontement peut se mettre en scène au grand jour...

La mobilisation du 20 juin 1973 est sans aucun doute la plus importante de toute l'histoire argentine. Ce jour-là, on estime à environ 2 millions le nombre de personnes qui viennent accueillir le général Perón à l'aéroport d'Ezeiza. Mais cette immense Marche fait également partie des épisodes les plus douloureux qui ont marqué le pays. La grande cérémonie qui devait permettre les retrouvailles du

[356] Pour plus de détails, voir mon mémoire de DEA, p. 36-41

leader avec son peuple, soigneusement préparée par une commission composée de membres de la droite péroniste[357] et dirigée par le général d'extrême droite Juan Manuel Osinde, tourne finalement au drame. Vers 14 h, une fusillade éclate entre les groupes de l'extrême droite - armés de fusils et de mitraillettes et placés sur l'estrade depuis laquelle Perón devait s'adresser à la foule -, et des manifestants de la Tendance Révolutionnaire.

Pour nous, il s'agit surtout ici de replacer le 20 juin dans le contexte des rivalités entre la gauche et la droite péroniste, pour analyser les affrontements d'Ezeiza du point de vue de l'occupation de l'espace et de la dispute de territoire entre deux versions concurrentes du péronisme.

D'abord, il faut insister sur l'importance de cette première rencontre avec Perón pour chacun des deux camps péronistes. A Ezeiza, le péronisme tout entier doit être présent, « rassemblé » dans ses composantes les plus disparates, sous les regards de plus d'un millier de journalistes, cameramen, photographes prévus sur les lieux, et de tous les habitants du pays. A travers les retrouvailles avec le *Líder*, chacune des deux tendances du mouvement attend donc une légitimation de fait de son interprétation du péronisme, une sorte d'arbitrage public du général. Pendant l'exil de Perón, les divergences internes au péronisme s'exprimaient sous la forme d'adhésions et d'interprétations différentes de la parole publique de Perón. Avec le retour de celui-ci, il ne pourra y avoir qu'une seule parole légitime, la sienne, celle qui doit désigner les vrais péronistes. Tout l'enjeu est donc de convaincre Perón de choisir ouvertement les dignes héritiers de la doctrine péroniste, de définir avec « quel Peuple » il fera ses retrouvailles.

Les *Montoneros* semblent conscients de l'importance de ce premier contact public mais ils restent confiants, persuadés d'être les maîtres de la victoire péroniste, et sûrs de leur capacité de mobilisation. Il s'agit de démontrer au *Líder* leur supériorité numérique sur la tendance adverse et lui rappeler que son retour doit beaucoup à leur militantisme. La consigne générale « *Allons à Ezeiza / Allons compagnons / pour recevoir le vieux montonero* » est révélatrice : le péronisme n'est pas seulement assimilé aux *Montoneros*, il lui est carrément substitué, car Perón n'est plus le premier des *Descamisados*, il est avant tout *Montonero*. Ce ne sont plus les *Montoneros* qui se voient attribuer la qualité de péronistes, mais bien Perón qui se voit décerner la condition de *Montonero*. La Tendance Révolutionnaire a donc la prétention d'enseigner au leader, par son pouvoir de mobilisation, « qui » est le vrai peuple et « qui » sont les vrais péronistes. Pour cela, il suffit de rééditer le 25 mai devant les yeux de Perón. Il s'agit de réaliser une démonstration de force par le nombre, qui devra impressionner le vieux général et le persuadera de conduire son mouvement, et le pays, au côté des organisations gauchistes du parti.

Le rassemblement à Ezeiza est aussi un enjeu pour la droite péroniste. L'expérience du 25 mai lui a servi de leçon, et elle n'est plus disposée à être cachée, submergée, recouverte une fois de plus par les banderoles et les slogans de la JP-*Montoneros*. En fait, la commission d'organisation dirigée par Osinde est avant tout un instrument de coordination des groupes de choc d'extrême droite qui s'organisent pour contrer la démonstration de force indésirable que préparent les partisans de la « patrie socialiste ». Dès le 18 juin, les bras armés de la CGT et de l'Union Ouvrière Métallurgique (UOM), ainsi que d'autres commandos de choc[358], aidés par des Espagnols franquistes et 3 vétérans

[357] La commission est présidée par José Rucci, secrétaire général de la CGT, et Lorenzo Miguel, dirigeant des 62 organisations. Elle est composée, entre autres, par l'activiste de la droite péroniste Norma Kennedy ; seul J. M. Abal Medina, donne l'illusion de représenter la Tendance, bien qu'il n'en ait jamais réellement fait partie.

[358] VERBITSKY (Horacio), Ezeiza, Buenos Aires, Contrapunto, 1986.

français de l'OAS[359], s'emparent du contrôle des lieux du rassemblement. Leur objectif : freiner l'enthousiasme de la Tendance Révolutionnaire et ne plus laisser ses manifestants occuper le terrain.

Le rassemblement du 20 juin à Ezeiza se présente donc comme une future bataille pour l'occupation de l'espace, pour la visibilité publique et médiatique. La tribune officielle, placée sur le pont 12 de l'autoroute Riccheri, apparaît très clairement comme l'objet principal de cette dispute de territoire. Elle représente un point stratégique, le lieu depuis lequel Perón devra prononcer son discours et d'où il verra la foule. L'occupation des premières lignes, devant l'estrade, est l'enjeu crucial pour être les plus visibles du *Líder*, mais aussi des photographes, des journalistes et des observateurs.

Une comparaison entre les appels à la Marche sur Ezeiza de l'UOM et des FAR-*Montoneros*, tous deux parus dans les journaux les 19 et 20 juin[360], illustre de façon amusante cette obsession du moment. Pour illustrer leur appel à manifester, les *Montoneros* utilisent la fameuse photo prise depuis le balcon de la *Casa Rosada* le 25 mai 1973 : elle présente la Place de Mai, envahie par les banderoles de la Tendance Révolutionnaire, et met ainsi en évidence la domination visuelle, la supériorité numérique qu'ils ont démontrées ce jour-là ; et qu'ils comptent rééditer... Sur l'annonce publiée par l'UOM, on aperçoit cette même photo ; mais cette fois, la grande banderole déployée au premier plan, qui originellement portait l'inscription *Montoneros*, a été retouchée pour lui substituer celle de l'Union Ouvrière Métallurgique. Ainsi, c'est bien la visibilité publique, l'occupation physique et complète de l'espace du rassemblement qui est en jeu : les uns (la Tendance) mettent tout en œuvre pour placer la plus grande banderole à l'endroit le plus voyant - cette fois devant la tribune - ; les autres (la droite), sont prêts à tout pour empêcher que cela se reproduise, grâce à un montage photo, mais aussi par des moyens beaucoup plus imposants et dissuasifs. En effet, l'impressionnant dispositif paramilitaire mis en place officieusement par la commission organisatrice d'Osinde révèle très clairement la volonté des péronistes de droite de se rendre maîtres de l'estrade officielle et de ses environs, afin d'en empêcher l'approche aux militants de la tendance adverse[361].

Au regard du déroulement concret des événements, les alentours de la tribune apparaissent bien comme l'objet de dispute, et la fusillade peut s'interpréter comme une lutte entre la gauche et la droite péronistes, pour l'occupation de ce territoire. La configuration du rassemblement vers 14 heures, juste avant les affrontements, démontre que l'espace que la droite péroniste a tenté de conserver avec tant de soins depuis la veille, commence alors lui échapper :

« Aux alentours de la tribune, il n'y avait pas seulement les banderoles des syndicats comme l'avait prévu la Commission organisatrice ; au contraire, la majorité des banderoles appartenaient à la JTP, la JUP, et aux JP, FAR et Montoneros. [...] Et ce, alors que l'on attendait encore de nombreux manifestants Montoneros, sur le point d'arriver »[362].

Ainsi, il semble qu'en début d'après-midi, les groupes de la droite péroniste soient sur le point de perdre leur hégémonie sur l'espace qui sera visible par Perón à son arrivée ; un espace peu à peu envahi par les manifestants de la Tendance, munis de leurs bannières et de leurs tambours retentissants. La fusillade la plus importante vers 14 h 30, survient d'ailleurs au moment où un groupe

[359] Organisation Armée Secrète, voir BERNAND (Cármen), Histoire de Buenos Aires, Paris, Fayard, 1997, p. 324.

[360] La Opinión, 19 juin 1973 et La Nación, 19 juin 1973.

[361] VERBITSKY (Horacio), op. cit. Si la démarche et les objectifs de Verbitsky consistent à prouver l'existence d'un « complot prémédité » par la droite, pour affronter la gauche, renverser Cámpora et prendre le pouvoir ; si ses conclusions sur cet épisode encore brûlant, sont peut-être parfois subjectives, les détails et les faits qu'il met en lumière sur les préparatifs matériels du « complot » sont toujours documentés et vérifiés.

[362] ANGUITA (Eduardo), CAPARROS (Martín), La Voluntad. Una historia de la Militancia revolucionaria en la Argentina. 1966-1973, tome II, Buenos Aires, Grupo Editorial Norma, 1997, p. 77.

d'environ 60 000 militants de la gauche péroniste s'apprête à arriver[363]. On comprend que les « maîtres de la tribune », se sentant alors menacés par l'arrivée de cette colonne fournie et imposante, aient choisi de tirer. Perón, averti des incidents, n'atterrira jamais à Ezeiza, mais à l'aéroport de Morón. À la fin de la journée, on compte 13 morts et 365 blessées[364].

Ce dénouement des événements révèle parfaitement l'enjeu de ce combat entre manifestants JP-*Montoneros* et groupes armés de l'extrême droite péroniste. La célèbre image du général Osinde après la bataille, qui, depuis la tribune officielle, exhibe triomphalement sa mitraillette à la foule, est très emblématique de ce qui vient de se passer. L'objectif de la droite péroniste est atteint, elle n'a pas cédé le terrain aux « gauchistes », elle ne leur a pas laissé la possibilité de monopoliser une fois de plus la mobilisation. La droite a récupéré le devant de la scène - physique comme abstraite - au sein du péronisme. Elle a eu recours à l'attaque frontale.

Le 20 juin 1973 dévoile donc au grand jour les antagonismes exacerbés par le retour de Perón au pays. Il annonce le début de la fin du phénomène *Montonero,* de son image hégémonique qui lui est désormais disputée par la droite péroniste. Le « massacre d'Ezeiza » renverse donc complètement la donne politique.

Surtout, la signification du 20 juin pourrait se résumer par ces mots de Perón : « Nous sommes justicialistes, nous sommes ce que disent les 20 vérités péronistes et rien d'autre »[365]. Il n'y a plus de doutes sur ce que pense Perón de la « Patrie Socialiste » dans cette nouvelle conjoncture. Dans cette phrase, le programme socialisant de la Tendance Révolutionnaire n'a pas sa place. Les événements d'Ezeiza ont mis en scène, concrètement, l'échec des prétentions exprimées depuis la campagne électorale par les Jeunesses Péronistes. Jusqu'ici, elles avaient opté pour ignorer les différences qui pourraient surgir entre leurs positions idéologiques et celles de Perón, prenant au pied de la lettre les sécurités offertes par le leader d'une « Jeunesse merveilleuse » qui hériterait du mouvement. Pendant 5 mois comme à Ezeiza, ils ont imaginé que leur capacité de mobilisation et d'organisation des masses suffirait pour faire incliner la balance (en l'occurrence Perón) en leur faveur, face aux syndicats. Ils ont cru qu'il serait possible de convertir Perón au Socialisme National et partager avec lui la conduite du pouvoir en lui démontrant qu'ils avaient le peuple de leur côté. Ils se sont habitués à penser en termes de stratégie d'occupation de l'espace, mais n'ont pas prévu qu'on pourrait recourir aux armes pour freiner leur marche impétueuse.

EUGÉNIA PALIERAKI

La vie politique chilienne des cinquante dernières années a fait l'objet de plusieurs études, autant de la part d'historiens que de sociologues et de politologues. Cet engouement s'explique par le fait que la vie politique au Chili semblait offrir un contraste avec ce qui se passait ailleurs en Amérique latine ; elle s'y faisait « *avec* et *à travers* les partis politiques - et non *en marge* d'eux ou *contre* eux »[366].

---

[363] Selon les informations croisées de VERBITSKY (Horacio), La Voluntad, tome II, p. 79-81 et La Nación, 21 juin 1973

[364] VERBITSKY (Horacio), op. cit., p. 118.

[365] Discours de Perón le 21 juin 1973, au lendemain de la fusillade.

[366] CERQUEIRA (Silas), « Le Chili », Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, n°171, 1969, p. 182. On peut lire dans la même optique les travaux d'ANGELL (Alan), Politics and the Labour movement in Chile, London, Oxford University Press, 1972 ; et de BURNETT (Ben G.), Political groups in Chile. The

La vie politique chilienne marquée plus par le respect des institutions et par sa continuité que par ses ruptures[367], allait subir un choc dans les années soixante avec la création d'un mouvement politique qui heurte le consensus par son refus apparent des traditions politiques nationales, y compris celles des autres partis et mouvements de gauche. Il s'agit du MIR (*Movimiento de Izquierda Revolucionaria* - Mouvement de la Gauche Révolutionnaire). Le MIR, fondé le 15 août 1965 à Santiago, est issu de l'union de plusieurs groupuscules d'extrême gauche : trotskistes, dissidents socialistes, maoïstes, militants expulsés du parti communiste (PC), anarcho-syndicalistes et chrétiens de gauche[368].

Alors qu'il tenait un discours beaucoup plus radical que les partis de la gauche traditionnelle et qu'il avait parfois recours à des pratiques dépassant les limites de l'action politique « classique », ce mouvement d'extrême gauche réussit pourtant, peu de temps après sa création, une insertion rapide sur l'échiquier politique national. A partir de 1971, il est au centre de l'intérêt de tous les journaux et de toutes les revues d'actualité nationale.

Toutefois, si tout le monde en parle, le sujet est loin de faire l'unanimité. Les interprétations de ce que fut réellement le MIR sont très éloignées les unes des autres, et parfois même réductrices. Au cours de cet article, nous nous proposons de replacer le MIR dans son contexte historique, notamment par l'examen de ses relations avec les autres partis et mouvements politiques, aussi bien de gauche que de droite, et des influences qu'il en a reçues, d'un point de vue idéologique, ainsi que dans le domaine concret du « savoir-faire ». Ne souhaitant pas réduire l'histoire du MIR uniquement à ses aspects idéologiques, nous avons tenté d'associer les idées, les discours et les référents idéologiques à l'action politique et à la présence du Mouvement « sur le terrain »[369]. L'utilisation de la notion de « culture politique » comme principal outil d'analyse s'est ainsi imposée « naturellement ». Elle allait tout à fait dans le sens de notre démarche, associant pratiques, discours et représentations[370].

---

dialogue between order and change, Austin, University of Texas Press, Coll. Latin American Monographs, 1970.

[367] Pour une critique de cette vision de l'histoire politique chilienne voir MOULIAN (Tomás), « Violencia, gradualismo y reformas en el desarrollo político chileno », in ALDUNATE (Alfonso), FLISFISCH (Angel), MOULIAN (Tomás), Estudios sobre el sistema de partidos en Chile, Santiago, FLACSO, 1985, p. 17-68.

[368] LEIVA (Sebastián), NEGHME (Farah), La política del Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR) durante la Unidad Popular y su influencia sobre los obreros y pobladores de Santiago, Tesis de licenciatura en Historia y Geografía, sous la direction de GARCES DURAN (Mario), Universidad de Santiago de Chile (Usach), 2000, p. 14 ; et ORTIZ (Oscar), « Nuevas anotaciones para la historia del MIR (1961-1965) », in Crónica anarquista de la subversión olvidada, Santiago, Ediciones Espíritu libertario, 2002, p. 134-144.

[369] Pour l'instant, nos recherches se sont surtout focalisées sur la culture politique miriste de ses dirigeants. La plupart des éléments avancés ici sur la diffusion, vulgarisation et perception de cette culture par les militants de base sont tirés des travaux d'autres chercheurs. Voir notamment BASTIAS REBOLLEDO (Julián), « A propósito del MIR chileno. Un intento de psicología partidaria. Representaciones sociales y subsistemas ideológicos, como factores de inhibición en la crítica de los militantes », Psicología, Psiquiatría y Psicoterapia, n°146, coord. par D'ACLAMO (Orlando), GARCIA BEAUDOUX (Virginia), MORENO (Maritza), Buenos Aires, Ed. Paidós, 1995, p. 163-203.

[370] Pour une définition de la notion de culture politique, voir BERSTEIN (Serge), « Nature et fonction des cultures politiques », in BERSTEIN (Serge) (dir.) Les cultures politiques en France, Paris, Ed. du Seuil, Coll. Points Histoire, 2003, p. 11. Selon la définition qu'en donne l'auteur, il existe plusieurs systèmes de représentations cohérents « qui imprègnent la vision que les hommes ont de la société, de la place qu'ils y tiennent, des problèmes de la dévolution du pouvoir, etc., systèmes qui motivent et expliquent leurs comportements politiques ». Ces systèmes sont solidaires de « la culture globale de la société », entendue comme « l'ensemble des comportements collectifs, des systèmes de représentation et des valeurs d'une société ». « Dans ces conditions, la culture politique serait l'ensemble des composantes de cette culture globale qui entrent dans la sphère du politique ». Sur l'autonomie de la sphère du politique, propre à la modernité, voir aussi GUERRA (François-Xavier), « Una modernidad alternativa », in Modernidad e Independencias, Madrid, Ed. MAPFRE, 1992, p. 85-113 et du même auteur, « Pour une nouvelle histoire politique : acteurs sociaux et

La période que l'on va aborder va de la fondation du MIR au coup d'État de 1973. En effet, les problématiques qui nous guident perdent leur pertinence au-delà de cette période, l'intervention des militaires dans la scène politique changeant radicalement la donne. Les années 1965-1973 correspondent au mandat de deux gouvernements, celui de la Démocratie Chrétienne et puis celui de l'Unité Populaire. La Démocratie Chrétienne (DC) arrive au pouvoir en 1964. Le MIR, bien que ne jouissant pas encore de soutiens importants ni d'un militantisme massif, faisait pourtant partie des opposants les plus convaincus à la DC. Lorsqu'en septembre 1970, l'Unité Populaire[371] arrive au pouvoir, l'attitude du MIR change radicalement. Tout en décidant de ne pas participer aux élections, il apporte son « soutien critique » à la coalition. Désormais, l'exercice du pouvoir par un gouvernement de gauche, désireux de guider pacifiquement le pays dans la voie vers le socialisme, marquera profondément les choix politiques et le discours *ministes*.

Les sources utilisées pour cet article ont été la presse, d'une part, et d'autre part, les discours et textes théoriques conçus par les leaders du MIR[372].

L'opposition avec la gauche traditionnelle : une opposition de principes ?

Les dirigeants du MIR ont toujours revendiqué une rupture avec les principes et les pratiques politiques des partis qui les avaient précédés. Mais qu'en était-il vraiment ? Pour répondre à cette question, nous avons voulu esquisser une comparaison entre le MIR et les autres partis politiques chiliens, non seulement d'un point de vue idéologique, mais aussi à partir de la manière dont les dirigeants du MIR faisaient de la politique. Selon ceux-ci, le fonctionnement de leur mouvement était fondé sur un dialogue démocratique, sans implication d'intérêts personnels, sans culte du chef, ni fascination pour le pouvoir.

Or, en y regardant de près, les différences dans la pratique politique entre le MIR et les « partis traditionnels » n'étaient ni claires, ni absolues. Tout d'abord, le caractère démocratique du mouvement n'était que formellement respecté au sein du MIR, comme dans les autres partis. Une relation inégale entre la direction et les bases existait au sein même de l'organisation. Elle était fondée sur une supposée supériorité intellectuelle des dirigeants *ministes*. Martín Hernández, au cours d'un entretien, nous faisait remarquer qu'à partir de 1970, la Commission Politique, formée de neuf personnes, se réunissait tous les jours pour lire la presse nationale et internationale et organiser des réunions de travail en compagnie d'intellectuels et d'hommes politiques issus des partis gouvernementaux. Très vite, le fossé qui séparait ces neuf personnes surinformées, bardées de connaissances, du reste du Comité Central fut tel que toutes les décisions ne furent que formellement soumises à la discussion[373]. Et ce fossé n'était rien en comparaison de celui qui séparait les dirigeants des militants de base. Car là, on est face à une grande contradiction. Les dirigeants du MIR se sont en effet toujours enorgueillis d'être très proches de la réalité de leur pays, grâce au contact plus direct, par rapport aux autres partis, qu'ils entretenaient avec les militants de base du mouvement. Il est cependant très facile de

---

acteurs politiques », in Structures et cultures des sociétés ibéro-américaines, Paris, Ed. du CNRS, Coll. De la Maison des Pays ibériques, 1990, p. 245-260.

[371] L'Unité Populaire était une coalition des principaux partis de la gauche chilienne (dont le parti socialiste et le parti communiste), représentée aux élections présidentielles de 1970 par Salvador Allende.

[372] Plusieurs recueils des documents internes du MIR et des discours de ses leaders ont été publiés récemment. Le plus complet est celui de FARIAS (Victor), La izquierda chilena (1969-1973). Documentos para el estudio de su línea estratégica, Santiago du Chili, Centro de Estudios Públicos, 2000, 6 vol.

[373] Martín Hernández était dirigeant syndicaliste et membre du Comité Central du MIR. L'entretien date du 6 août 2002.

constater que la distance entre dirigeants et militants ne faisait que croître et que le MIR commençait à ressembler de plus en plus aux vieux partis de la « gauche traditionnelle » qu'il critiquait pourtant tellement[374].

Quant au culte du chef, il était explicitement cultivé au sein de l'organisation, mais également en dehors de celle-ci. Quelques figures emblématiques apparaissaient de façon récurrente publiquement ou dans la presse, si bien que leur image était identifiée à l'image du mouvement. La mise en scène de ces photos est assez parlante. Il s'agit de photos des jeunes dirigeants - toujours les mêmes - habillés en noir et en train de marcher. Leur présence est sombre et imposante. Quant aux photos de Miguel Enríquez, principal idéologue du Mouvement, elles sont toujours prises sous le même angle, de bas en haut, alors qu'il est en train de parler au cours d'un entretien ou d'un discours. Ces images mettent l'accent sur ses qualités intellectuelles et son rôle d'idéologue et de grand leader du mouvement[375]. Ainsi, malgré l'affirmation du contraire, les dirigeants *ministes* étaient aussi soucieux que ceux des « partis traditionnels » d'édifier des figures emblématiques de leaders-héros que le militant pouvait admirer et avec lesquelles il pouvait même s'identifier. Il y avait une conscience du fait que la politique ne peut pas être qu'abstraite et qu'il est nécessaire de lui donner un visage humain, charismatique et exemplaire[376].

En outre, le MIR a en grande partie acquis son influence politique grâce à son image publique. L'utilisation des médias pour étendre cette influence était systématique. Comme les grands partis qui avaient leurs propres publications à grand tirage, le MIR en contrôlait quelques-unes, mais ces publications avaient une diffusion assez limitée et elles étaient strictement partisanes. En revanche, et ceci leur est spécifique, les dirigeants du MIR surent utiliser l'ensemble des médias. Cet effort « publicitaire » était un premier pas vers la reconnaissance officielle du mouvement, de sa place dans la société chilienne, et de la légitimité de son discours. Cette soif de publicité devenait parfois si frénétique que les dirigeants *ministes* étaient régulièrement brocardés par les autres partis, même par ceux qui par ailleurs leur étaient assez favorables. La revue de l'aile gauche du parti socialiste (PS), *Posición,* disait :

« La recherche permanente (de la part du MIR) du succès publicitaire lui fait grossir artificiellement sa véritable force et son influence sur les masses. Il a fait un mauvais choix pour un parti révolutionnaire en adoptant la télévision, les entrevues de presse, de radio et de télévision. On sait bien que tout cela n'atteint pas les couches pauvres »[377].

En l'occurrence, ce n'était pas un mauvais choix. En effet, la cible de ces « campagnes publicitaires » n'était pas les pauvres mais la classe politique elle-même, qu'il fallait convaincre de la légitimité du Mouvement pour accéder aux circuits du pouvoir.

---

[374] Julián Bastías traduit avec justesse cette relation particulière entre militants de base et dirigeants : « Il y avait un Véritable Savoir (...) qui appartenait à une petite minorité de dirigeants, beaucoup plus capables que tous les autres membres de l'organisation et que tous les autres dirigeants de la gauche chilienne (...) Ainsi, ce savoir devait rester pour les militants quelque chose de très lointain et d'inaccessible, mais dans le même temps, les signes de validité de ce savoir devaient être bien visibles, en ce que les plus pauvres acceptaient l'influence du MIR ; or, pour les militants ce serait une preuve irréfutable », BASTIAS REBOLLEDO (Julián), « A propósito del MIR chileno... », op. cit., p. 178.

[375] C'est ce que Hernán Vidal appelle la « théâtralité romantique », qui fait ressortir « son meilleur profil, sa posture, sa virilité, sa jeunesse et son audace », VIDAL (Hernán), « Presencia » del MIR. 14 claves existenciales, Santiago, Ed. Mosquito, 1999, p. 48.

[376] Sur l'importance de l'image dans la construction ou consolidation du pouvoir, voir AGULHON (Maurice), BONTE (Pierre), Marianne dans la cité, Paris, Ed. Dexia, 2001 et GERVEREAU (Laurent), Histoire du visuel au XXe siècle, Paris, Ed. du Seuil, Coll. Points Histoire, 2003.

[377] « Le P.S. et le gauchisme », Les Temps Modernes, n°323, juin 1973, p. 2061. Article tiré de la revue Posición du parti socialiste chilien et traduit par Les Temps Modernes.

Les dirigeants du MIR n'ont jamais caché leur intérêt pour le pouvoir et son exercice. Qu'ils aient voulu l'exercer au nom du « peuple », on ne peut le nier, mais cela ne les a jamais empêchés d'utiliser des méthodes traditionnelles, dont l'utilisation des relations personnelles et des réseaux[378]. Du père des frères Enríquez[379] à la famille d'Andrés Pascal Allende[380], les connexions avec la classe politique dominante et avec les réseaux de pouvoir sont multiples et appellent encore une enquête approfondie[381]. Notamment à partir de la victoire électorale de l'Unité Populaire, les dirigeants du MIR ont cherché l'établissement d'un dialogue officiel permanent avec la coalition, même quand ceci ne leur était pas assuré par des relations personnelles[382]. Ce dialogue devait permettre au MIR d'influencer indirectement la prise de décision gouvernementale, tout en lui préservant dans les faits son autonomie d'action et de décision - car le MIR n'assumait évidemment aucune responsabilité gouvernementale.

Pour obtenir l'établissement de ce dialogue, la direction du MIR était même prête à nuancer les deux principes pourtant fondamentaux de son discours : l'abstention aux élections et la lutte armée. Jusqu'en 1970 en effet, le MIR condamnait les élections parce qu'elles créaient des illusions chez le peuple alors que la conquête du pouvoir ne passait pas par cette voie. Mais à partir de la victoire électorale de l'Unité Populaire, cette prise de position radicale fut réexaminée. La reconnaissance de la victoire de l'Unité Populaire et le soutien actif au gouvernement le prouvent ; la participation du MIR à certains événements le confirme[383].

Concernant la lutte armée, si le discours du MIR était le plus radical de la gauche chilienne, il ne se reflétait pas pour autant dans la réalité avec la même radicalité. Les mentalités chiliennes limitaient en effet la possibilité d'une action politique violente[384]. Jusqu'en 1973, aucune tentative sérieuse de constitution d'une guérilla n'a été entreprise au Chili par le MIR, contrairement à d'autres mouvements latino-américains du même nom. Même à l'occasion des quelques attaques de banques à main

---

[378] Voir ce qu'en dit François-Xavier GUERRA : « Dans l'Amérique hispanique, le monde de la politique, des affaires publiques et de l'État, au XIXe et souvent au XXe siècle, au lieu d'être un espace abstrait et impersonnel, est plutôt un monde de réseaux personnels denses et de connaissance mutuelle, un monde au sein duquel il est justement très difficile de distinguer le public du privé » [la traduction est la nôtre], « Aportaciones, ambigüedades y problemas de un nuevo objeto histórico », in Lo público y lo privado en la historia americana, Santiago du Chili, Fundación Mario Góngora, 2000, p. 38.

[379] Entre les principaux fondateurs du MIR se trouvent Miguel et Edgardo Enríquez, fils de Edgardo Enríquez Frödden, homme politique et recteur de l'Université de Concepción. La famille Enríquez était une des plus importantes et influentes familles de cette ville.

[380] Andrés Pascal Allende, un des principaux dirigeants miristes, était le neveu de Salvador Allende.

[381] Au cours d'un entretien avec Salvador Allende, la journaliste italienne Rossana Rosanda écrit ceci : « Il [Allende] m'assure que ses rapports avec le MIR sont excellents sur le plan personnel : sa fille médecin a un fils qui est un cadre du MIR, ils les reçoivent toujours chez eux et au Chili, ce genre de liens compte beaucoup... », ROSSANDA (Rossana), « Chili, Amérique Latine », Les Temps Modernes, n°306, 28e année, janvier 1972, p. 1081.

[382] L'article de la revue Posición cité plus haut accusait le MIR de ne pas avoir su tirer partie du prestige de son organisation : « Au lieu de créer de nombreux liens avec les masses... le MIR préfère les contacts de « haut niveau » avec les partis de l'UP », « Le PS et le gauchisme », op. cit., p. 2060. Sur les différentes étapes de ce dialogue officiel et les efforts constants du MIR, pour qu'il ne s'interrompe pas, voir le septième chapitre de l'ouvrage de CONDAL (Elias), Il Chile di Allende e il ruolo del MIR, Milan, Ed. Gabriele Mazzota, Coll. Politica, 1973.

[383] Par exemple, lors des élections législatives complémentaires de Linares en janvier 1972, le MIR participa officiellement à l'élaboration du programme électoral.

[384] Le respect de l'ordre et la condamnation de toute sorte de violence - y compris la violence politique, quand celle-ci n'est pas exercée par l'État - sont des éléments constitutifs des mentalités chiliennes. Voir CORREA (Sofía), FIGUEROA (Consuelo), ROLLE (Claudio), JOCELYN-HOLT (Alfredo), VICUÑA (Manuel), Historia del siglo XX chileno, Santiago, Ed. Sudamericana, 2001, pp. 258-259. Voir aussi SALAZAR (Gabriel), Violencia política popular en las grandes almedas, Santiago, Ed. Sur, 1990.

armée, tout était organisé dans le but d'éviter à tout prix morts ou blessés[385]. En dehors des évidentes réticences morales, les *ministes* savaient également qu'au Chili (et ailleurs), le sang d'innocents ne leur serait pas pardonné et que ce sang aurait eu des conséquences néfastes pour le mouvement. L'économie de sang et le respect de la vie étaient repris par les dirigeants dans un but de propagande, afin de provoquer l'admiration des militants de base[386]. C'est ainsi que le MIR expulsa certains militants parmi les plus radicaux, ceux qui voulaient former des guérillas et critiquaient le travail politique de « "conscientisation" des masses ». Le MIR connut ainsi deux scissions : le *Movimiento Revolucionario Manuel Rodríguez* (MR2) et la *Vanguardia Organizada del Pueblo*. Miguel Enríquez les condamna précisément pour avoir mis en péril, lors de certaines actions directes, « des vies de civils innocents »[387].

Références historiques, modèles politiques et traditions nationales

La rupture supposée du MIR avec le reste du monde politique chilien, tant revendiquée par les dirigeants et les militants du mouvement, est donc loin d'être évidente, aussi bien dans les pratiques politiques, que dans le discours idéologique. La conception *miriste* de la société et de la politique était en effet fondée sur des modèles déjà existants : elle trouvait ainsi ses racines dans la culture nationale, politique et religieuse.

Ainsi le discours du MIR fut marqué dès l'origine par un anti-communisme virulent qui prenait la forme de violentes accusations contre le réformisme du PC chilien, et parfois d'une non moins violente condamnation du régime soviétique. Cet anti-communisme était le legs de la « vieille génération »[388] fondatrice du MIR, en 1965. Composée de trotskistes et de syndicalistes révolutionnaires[389], celle-ci avait en effet été marquée tout au long de sa trajectoire par des conflits permanents avec le PC, notamment à propos du rôle du parlement que le PC entendait respecter. Le MIR hérita de l'anti-parlementarisme de la « vieille génération », mais celui-ci fut progressivement nuancé, surtout à partir de 1970 et de la victoire électorale de l'Unité Populaire. L'anti-communisme *miriste* devint plus alors un instrument utilisé pour accéder aux cercles du pouvoir et réduire l'emprise du parti communiste sur le monde politique chilien.

D'autant qu'au-delà de la condamnation des excès du stalinisme, l'essence du discours *miriste* n'était pas tellement différente de celle du PC. Ainsi, au centre de son discours, on trouve la défense de la « volonté de la vaste majorité », c'est-à-dire les couches populaires[390], opposée à la « volonté générale » qui incluait l'ensemble de la société chilienne, « bourgeoisie » comprise. On retrouve

---

[385] PASCAL ALLENDE (Andrés), MIR, 35 años, op. cit., deuxième partie.

[386] BASTIAS REBOLLEDO (Julián), « A propósito del MIR chileno... », op. cit., p. 184-185.

[387] TERZICS (Julien), MIR : le « mouvement de la gauche révolutionnaire » au Chili (1965-1970), mémoire de maîtrise sous la direction de Nikita Harwich, Université de Paris X-Nanterre, 1996, p. 93-100.

[388] Cette expression est utilisée par Sebastián Leiva et Farah Neghme op. cit

[389] C'est le terme utilisé par l'historiographie chilienne pour désigner un courant du syndicalisme chilien qui s'est développé en marge des partis traditionnels et qui prônait l'insurrection de la classe ouvrière et l'instauration du socialisme par l'utilisation du moyen révolutionnaire par excellence qu'est la grève générale. Le syndicaliste révolutionnaire le plus important fut Clotario Blest, un des fondateurs du MIR. Voir SILVA (Miguel), Los partidos, los sindicatos y Clotario Blest. La CUT del '53, Santiago, Ed. Mosquito, 2000 ; ECHEVERRIA (Monica), Antihistoria de un luchador. Clotario Blest, 1923-1990, Santiago, Ed. LOM, 1993 ; ALVAREZ ALARCON (Rubén), Formación y fundación del MIR : de Clotario Blest a Miguel Enríquez (1965-1967), Tesis de licenciatura en Historia sous la direction d'Alfredo Riquelme Segovia, Universidad de Chile, 1999.

[390] Le MIR prônait, dans certains documents, l'instauration d'une démocratie prolétarienne, mais sa conception du peuple était généralement plus vaste et comportait, en dehors de la classe ouvrière, d'autres groupes, les pobladores, les Indiens Mapuche, les paysans, les étudiants, les intellectuels...

également le postulat que le « peuple » est homogène, cohérent et doté d'une volonté unique et révolutionnaire[391]. Comme dans les discours du PC et d'autres partis et mouvements de gauche, le « peuple » est omniprésent mais rarement défini. Il forme, comme le fait remarquer Julián Bastías, une « entité mythologique » qui regroupe « des caractéristiques extraites du romantisme social du XIXe siècle, mêlées à des images d'ouvriers bolcheviques réunis en soviets et de paysans accompagnant le Che dans la guérilla »[392].

En plus de cette conception commune du politique et du social, le MIR partageait aussi avec la gauche chilienne ses références historiques et ses héros. Les écrits des idéologues *miristes* révèlent un fort désir de se rattacher au passé des partis communiste et socialiste, les deux grands partis de la gauche chilienne, à travers les références constantes aux moments-clés de leur long parcours. C'est donc en passant par l'appropriation d'un passé qui n'était pourtant pas le sien que le MIR tentait de construire sa légitimité. Les exemples sont nombreux dans les documents émanant du MIR. Les références à Luis Emilio Recabarren, par exemple, fondateur du PC et du syndicalisme chilien, figure emblématique de l'ensemble de la gauche chilienne, dont l'action politique est revendiquée par le MIR[[Voir la déclaration de principes de 1965. Dans son texte retraçant l'histoire du MIR, Andrés Pascal Allende écrivait : « Comme l'a fait Luis E. Recabarren aux débuts du XXe siècle, le MIR s'est proposé de donner une expression politique nationale, un programme cohérent, une stratégie révolutionnaire et une organisation efficace à cette dynamique de lutte pour la souveraineté de ceux d'en bas, qui a toujours été présente dans notre pays », El MIR, 35 años, op. cit., première partie.]], sont constantes. De plus, entre 1968 et 1970[393], les persécutions subies par les membres du MIR sont comparées aux persécutions subies par les communistes sous le gouvernement de González Videla en 1948[394]. Or, ces deux références qui ont marqué l'histoire de la gauche chilienne, sont tirées des périodes les plus combatives et les plus difficiles de son histoire. Le MIR voulait ainsi se rattacher à une tradition de luttes politiques et sociales, à une tradition « révolutionnaire » de la gauche chilienne, qui selon lui était à présent trahie par le PC et le PS, devenus réformistes. Qui était désormais le seul et légitime héritier de Recabarren et de l'idée révolutionnaire ? Le MIR bien sûr.

Un autre élément-clé du corpus idéologique du MIR et qui constitue aussi un axe principal de l'idéologie de l'ensemble de la classe politique chilienne est le nationalisme. Une des manières de légitimer les projets politiques du MIR était précisément de les rattacher à la *Historia Patria*. Le texte de la Déclaration de Linares[395] est à ce titre révélateur : le gouvernement de l'Unité Populaire y est décrit comme la continuation du processus de l'Indépendance du début du XIXe siècle[396]. Les

---

[391] Pour une analyse de la pensée léniniste et des éléments repris par le stalinisme et par tous les mouvements qui se réclamaient de la tradition léniniste, voir ROSANVALLON (Pierre), La démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France, Paris, Gallimard, 2000, p. 368-369.

[392] BASTIAS REBOLLEDO (Julián), « A propósito del MIR chileno... », op. cit., p. 179.]

[393] Les principaux dirigeants du MIR sont entrés en clandestinité dans les années 1968 à 1970, suite à une agression contre un journaliste démocrate-chrétien du journal de Talcahuano, le port de la ville de Concepción. Ils ont été amnistiés par Salvador Allende, immédiatement après son élection. Pour plus d'informations sur cette période de l'histoire du MIR, voir AGUAYO MARDONES (Gloria), MORA RODRIGUEZ (Margarita), Cambios estructurales en la Universidad de Concepción, su relación con lo que fue el accionar de la ultraizquierda, Tesis de Licenciatura en Historia de l'Université de Concepción sous la direction de Jaime Etchepare Jersen, 1994, p. 139-155 et TERZICS (Julien), op.cit., p. 101-120.

[394] Cette année-là, le président du Chili, González Videla, membre du Parti radical, élu pourtant avec le soutien du PS et du PC, avait interdit le PC par une loi appelée « Loi de Défense de la Démocratie », plus connue sous le nom de « Loi Maudite » (Ley Maldita). Voir « Miguel Enríquez : Conferencia de Prensa sobre los acontecimientos de Concepción y la situación política general (22 de mayo de 1972) », FARIAS (Victor), La izquierda chilena..., op. cit., vol. 3, p. 2383

[395] Ce texte fut promulgué par tous les partis de l'Unité Populaire, avec la participation active du MIR, lors des élections législatives complémentaires de la province de Linares.

[396] [[« Unidad Popular y MIR : La Declaración de Linares », Punto Final, n°148, 4 janvier 1972, in FARIAS (Victor), La izquierda chilena..., op. cit., vol. 3, p. 1854.

invocations des héros nationaux, tels Bernardo O'Higgins, et Manuel Rodríguez, montrent aussi combien les références historiques nationales sont communes, indépendamment des appartenances politiques.

D'autres documents du MIR témoignent d'un sentiment nationaliste fort, mais cette fois plus spécifique à la culture de gauche. Une des singularités du Chili, cause de fierté, est en effet une conscience de classe particulièrement forte au sein du mouvement ouvrier[397]. Ce phénomène unique dans le monde latino-américain permet d'ailleurs d'expliquer la victoire électorale de Salvador Allende, premier président socialiste du continent qui accédait au pouvoir par les urnes[398]. Le MIR participait à cette maturité politique caractéristique du Chili. En effet, le deuxième facteur qui rendait l'histoire du Chili singulière à ses yeux était « l'existence d'une gauche révolutionnaire qui avait atteint un très haut niveau de développement et de maturation » comparé aux mouvements d'extrême gauche des autres pays d'Amérique latine[399]. Avant d'être révolutionnaire ou au moins en même temps, le MIR était décidément chilien[400].

Une grande partie des travaux sur le MIR met l'accent sur la rupture du Mouvement avec le système politique et les autres partis qui existaient au Chili dans les années 1960 et 1970. Selon eux, le MIR était en marge des jeux de pouvoir, il avait une volonté politique complètement indépendante de celle des autres partis et en constante opposition à ceux-ci. Ce que nous avons voulu étudier ici, c'est au contraire l'intégration du MIR dans le système et la culture politiques chiliens. Nous avons voulu penser le MIR en liaison et en constante interaction avec les autres forces et partis politiques chiliens et en définir les affinités et points de convergence. Cette comparaison et mise en relation a porté, d'une part, sur les pratiques politiques du MIR. Nous avons pu observer que son discours radicalisé était accompagné de pratiques politiques qui l'étaient beaucoup moins, par une connaissance du jeu politique et un respect de ses règles. La comparaison a porté, d'autre part, sur les référents idéologiques et les influences que le MIR a reçues. On a pu constater ici que des courants aussi diversifiés que le marxisme et le nationalisme ont eu une forte empreinte sur la construction du discours et du projet *miristes*.

***S**OPHIE **B**ABY*

[397] Dans le document « MIR : análisis y perspectivas de la situación nacional », on considérait qu'un des facteurs « qui individualisent historiquement le Chili », était « une définition majeure des relations de classe, apparaissant au pôle relatif aux travailleurs, des degrés de conscience et d'organisation bien supérieurs à ceux qui se sont donnés (dans d'autres pays latino-américains) », in FARIAS (Víctor), La izquierda chilena..., op. cit., vol. 1, p. 379. Cette même affirmation se répète dans le document « MIR : documento interno sobre el resultado electoral », ibid., vol. 1, p. 418.

[398] Cette victoire était pour le MIR « l'incroyable originalité chilienne », discours de Nelson Gutiérrez à l'Université de Concepción, ibid., vol. 2, p. 880. Malgré sa condamnation de principe de la voie électorale comme moyen d'accession au pouvoir, le MIR déclarait : « Nous sommes d'accord sur le fait que le triomphe de Salvador Allende dans les urnes est l'événement le plus important en Amérique latine après la Révolution Cubaine », « Augusto Carmona (MIR) : Elección de Allende : cambio en el esquema », ibid., vol. 1, p. 405. Voir aussi le discours de Miguel Enríquez en 1971 lors d'un hommage à la Révolution Cubaine, où il déclarait qu'on ne pouvait pas parler de Cuba, sans parler de la victoire électorale d'Allende au Chili, ibid., vol. 2, p. 1001.

[399] « MIR : análisis y perspectivas de la situación nacional », ibid., vol. 1, p. 379.

[400] Andrés Pascal Allende déclarait que deux étaient les fondements de la pensée du MIR : le marxisme et une pensée « de profonde racine historique nationale ». Voir PASCAL ALLENDE (Andrés), El MIR, 35 años, op. cit., première partie.

L'Espagne, exception méditerranéenne au même titre que le Portugal et la Grèce, n'est parvenue à instaurer une démocratie stable qu'après la mort du dictateur enfanté par la guerre civile de 1936-1939. Franco, en mourant à l'âge de 83 ans en novembre 1975, ouvrait la voie à ce qu'on a appelé la transition vers la démocratie. En 1982, les socialistes gagnaient les élections législatives rompant ainsi avec 40 ans d'exclusion du jeu politique, et l'arrivée de Felipe González au pouvoir scellait l'unité nationale retrouvée dans la démocratie.

La transition espagnole a été considérée très vite comme un succès, non seulement au vu de son résultat - l'instauration d'un régime démocratique stable, homologue à celui de ses voisins européens - mais aussi de par ses modalités vantées à travers le monde comme exemplaires. Le changement de régime s'est en effet produit progressivement, dans une continuité avec le régime franquiste, sous la forme d'une « rupture pactée », modalité intermédiaire et négociée entre la rupture radicale souhaitée par l'opposition et la simple réforme des institutions, prônée par les héritiers du franquisme. Loué comme pacifique, le processus a été marqué par une volonté profonde de réconciliation nationale, dont la traduction politique a été la recherche du consensus dans un dialogue permanent entre le pouvoir et l'opposition.

Si la paix est ainsi considérée comme l'une des caractéristiques fondamentales du changement, que veut-on dire lorsqu'on qualifie la transition espagnole de « pacifique » ? Veut-on signifier qu'elle n'a pas provoqué de révolution, contrairement au référent portugais marqué par la révolution des œillets d'avril 1974 ? Ou bien qu'elle n'a pas fait sombrer le pays dans l'anarchie ni dans les affres d'une nouvelle guerre civile ? Ces interrogations sur la paix conduisent nécessairement à poser la question de son revers, la violence. Quelle place a tenu la violence, en tant qu'instrument de l'action politique, dans le processus de transition ? Quel rôle a-t-elle joué dans la formation des identités politiques de l'Espagne contemporaine ? En quoi la question de la violence a-t-elle été au cœur de la construction d'une nouvelle culture politique démocratique ?

Travailler sur la violence est ainsi pour moi une façon d'aborder les cultures politiques de l'Espagne contemporaine. Serge Berstein définit celles-ci comme « l'ensemble des représentations porteuses de normes et de valeurs qui constituent l'identité des grandes familles politiques »[401]. La notion de culture politique est donc un outil précieux pour comprendre les motivations socioculturelles du phénomène politique, car il met en lumière les imaginaires sociaux et culturels, auxquels François-Xavier Guerra a toujours accordé une part primordiale dans l'explication du politique. « Dans l'ordre de la culture politique, c'est la légende qui est réalité puisque c'est elle qui est mobilisatrice et détermine l'action politique concrète à la lumière des représentations qu'elle propose »[402], confirme Berstein.

En Espagne, la valeur de paix semble avoir eu une place particulière dans la construction de la démocratie. Composante essentielle de ce que j'appellerai la « culture politique démocratique dominante », elle n'en semble pas moins avoir été aussi un facteur de différenciation des identités politiques car porteuse de significations diverses. L'objet de cette étude est ainsi d'analyser la centralité sociale et politique de la valeur de paix qui configure une culture politique démocratique nouvelle ; tandis que ses significations politiques diverses reflètent les héritages persistants et toujours actifs des familles politiques traditionnelles. Pour cela, j'axerai l'analyse sur les discours des

[401] BERSTEIN (Serge), « Nature et fonction des cultures politiques », in BERSTEIN (Serge) (dir.), Les cultures politiques en France, Paris, Le Seuil, 1999, p. 9.
[402] Ibid., p. 14.

partis politiques sur la violence, à travers le prisme parlementaire : les débats aux Cortes entre 1977 et 1982 constitueront mon corpus principal[403].

Ce qui ressort de la lecture de ces débats, c'est la prédominance d'un discours politique unanime sur la paix et la réconciliation nationale, intimement lié à une condamnation sans appel de l'usage de la violence en politique.

L'objectif primordial de la réforme semble être de parvenir à faire vivre ensemble les Espagnols durablement et librement dans une authentique paix civile. Cet objectif souvent rappelé par les leaders politiques[404], répond à un besoin social profond. En effet, les enquêtes sociologiques effectuées dans les années 1970 montrent toutes que la société espagnole était préoccupée avant tout par la préservation de la paix et de l'ordre public, plutôt que par son émancipation dans un régime de libertés. Dès 1970, une enquête concluait sur la « prééminence de l'« ordre et de la paix » comme objectifs politiques »[405]. En 1975, 80% de la population interrogée était d'accord avec la proposition selon laquelle « en Espagne, le plus important est de maintenir l'ordre et la paix »[406]. Dans un autre sondage, en mars 1975, 45% des Espagnols considéraient que l'objectif le plus important pour la politique des prochaines années en Espagne était la paix, tandis que 10% seulement optaient pour la liberté et la démocratie. En janvier 1976, cette proportion était toujours de 36% contre 13%[407]. La paix était donc considérée par la société espagnole comme le ressort privilégié de l'action politique. De quelle paix s'agissait-il ?

Un discours du roi Juan Carlos Ier prononcé à l'occasion de l'ouverture du premier Parlement élu démocratiquement en 1977, offre des éléments de réponse[408]. On y distingue trois conceptions de la paix. La première considère celle-ci comme l'objectif ultime de toute société, condition de son bien-être et de sa survie, associée à la prospérité économique et sociale. Ce qui importe, c'est que le pays vive « en ordre, en paix et dans la tranquillité »[409], qu'il parvienne à construire un « vivre ensemble fondé sur la paix et la prospérité »[410]. En second lieu, la paix, c'est aussi une caractéristique de la forme même du changement, c'est une modalité de l'évolution politique et sociale, la transition cherchant une « voie pacifique » vers le changement, « l'établissement pacifique d'une cité démocratique »[411]. Ce changement pacifique est-il celui qui évite à tout prix de faire couler du sang innocent ? Apparemment pas puisque, comme le rappelle si justement le leader communiste Carrillo dès 1977, « dans cette transition pacifique que nous sommes en train de faire de la dictature à la démocratie, sous le portique de la réforme, il y a eu dans ce pays plus de morts que dans la révolution

[403] Les débats parlementaires ne commencent à être réellement des débats qu'à partir des premières Cortes élues démocratiquement le 15 juin 1977.

[404] Ainsi le roi Juan Carlos Ier, conclut son discours d'ouverture du premier Parlement démocratique, le 22 juillet 1977, sur sa foi en « un futur de paix et de liberté », plaidant pour un système politique « libre et juste dans lequel puissent vivre en paix tous les Espagnols », Diario de Sesiones del Congreso (DSC) n°3, Législature Constituante (LC), 22 juillet 1977, p. 38-41.

[405] Fondation FOESSA, Informe sociológico sobre la situación social de España, Madrid, Euramérica, 1970, chap. 5, censuré par le régime de Franco.

[406] Fondation FOESSA, Informe sociológico sobre el cambio político en España, 1975-1981, Madrid, Euramérica, 1981, p. 10.

[407] Enquête effectuée par l'Institut de l'opinion publique, publiée dans la Revista Española de la Opinión Pública, n°44, Madrid, 1976.

[408] Juan Carlos Ier, DSC n°3, LC, 22 juillet 1977, p. 38-41.

[409] Fernando Benzo Mestre, Président de la commission parlementaire de l'Intérieur, DSC n°40, LC, 15 décembre 1977, p. 1468.

[410] Alfonso Guerra, dans une conférence au Club Siglo XXI le 5 octobre 1978, cité par AGUILA (Rafael del), MONTORO (Ricardo), El discurso político de la transición española, Madrid, CIS, 1984, p. 208-226.

[411] Juan Carlos Ier, op. cit.

portugaise »[412]. C'est le chef de file du nationalisme catalan qui nous éclaire alors : une transition pacifique, c'est « passer de la dictature à la démocratie sans nécessité de grandes déroutes militaires, ou sans nécessité de processus révolutionnaires ou pseudo-révolutionnaires »[413]. Le modèle espagnol consiste ainsi à opposer à la rupture la continuité d'une politique de réformes graduelles, qui évitent à tout prix la révolution ou le coup d'État qui signifieraient réinsérer la violence comme facteur évolutif de l'histoire de l'Espagne. Enfin, la paix c'est aussi et surtout l'expression d'une authentique réconciliation nationale, destinée à panser les plaies causées par les fractures profondes de la guerre civile. « Nous devons éliminer pour toujours les causes historiques de nos affrontements »[414]. Pour Suárez, c'est d'ailleurs bien la « transcendance des affrontements passés et le désir de ne pas regarder en arrière, mais vers le futur, sur la base d'une sincère et profonde réconciliation nationale » qui ont permis l'entente avec l'opposition[415]. Ce souci de réconciliation nationale, qui oppose l'intégration dans la paix à la rupture dans la guerre civile, dans une référence explicite à la douloureuse expérience des années 1930[416].

Ainsi, comme le résume si bien un leader socialiste, « il semble que ce que nous voulons et nécessitons tous est fondamentalement trois choses : vivre en paix, vivre unis et vivre bien »[417]. Bénéficier du bien-être économique et social, oublier les blessures passées dans une Espagne unie et réconciliée, éviter tout risque d'irruption de la violence extrême dans la vie politique, voilà les significations principales de la paix si souvent invoquée par tous, et qui sont sans aucun doute mêlées dans l'imaginaire politique des Espagnols d'alors.

Ce besoin social de paix est relayé dans la sphère politique par un discours de condamnation de la violence politique, qui devient progressivement le seul discours légitime sur la violence dans l'espace public démocratique.

Les réponses politiques aux actes de violence données par les députés reflètent le caractère unanime du rejet de la violence, présent dès 1977 et renforcé au rythme du sang versé. Cette cohésion s'exprime notamment dans le vote de déclarations institutionnelles communes[418] : chaque attentat provoque en effet un même sentiment de répulsion face à la mort de victimes innocentes, qu'il s'agisse de simples citoyens tués par les forces de l'ordre au cours d'affrontements de rue, d'étudiants

---

[412] Santiago Carrillo, chef du Parti communiste espagnol (PCE), DSC n°8, LC, 14 septembre 1977

[413] Jordi Pujol, leader parlementaire du groupe de la minorité catalane, DSC n°37, LC, 6 avril 1978, p. 1304

[414] Juan Carlos Ier, op. cit.]], afin que « notre futur soit fondé sur un consensus effectif de concorde nationale » et d'intégration, affirme le Roi dès 1975[[Juan Carlos Ier, dans son premier discours devant les Cortès en tant que roi, Boletín Oficial de las Cortes Españolas, Diario de las Sesiones del Pleno n°21, X Législature, 22 novembre 1975, p. 2-6.

[415] Adolfo Suárez, chef du gouvernement de 1976 à 1981, à propos de la signature des Pactes de la Moncloa en octobre 1977, DSC n°29, LC, 27 octobre 1977, p. 1125.

[416] Sur l'influence de la mémoire de la Guerre civile dans la transition, et son instrumentalisation par le régime de Franco, voir AGUILAR (Paloma), La memoria histórica de la guerra civil española (1936-1939) : un proceso de aprendizaje político, Madrid, Institut Juan March, 1995.]], est particulièrement présent chez les communistes, qui avaient abandonné dès 1956 toute idée de revanche et de recours à la violence en prônant une politique de réconciliation, afin que « tous les peuples d'Espagne puissent vivre en frères et en paix », comme le rappelle Carrillo en 1978[[Santiago Carrillo, DSC n°116, LC, 21 juillet 1978, p. 4544.

[417] Enrique Tierno Galván, leader du Parti socialiste populaire (PSP), DSC n°36, LC, 5 avril 1978, p. 1294.

[418] Déjà en janvier 1977, lors de la crise provoquée par l'explosion de violences à Madrid pendant la Semaine Noire, 19 partis politiques avaient signé un communiqué commun condamnant les événements. Voir BABY (Sophie), « Violence et transition en Espagne : la Semaine Noire de Madrid (janvier 1977) », in DULPHY (Anne) et LÉONARD (Yves), De la dictature à la démocratie : voies ibériques, Bruxelles, Peter Lang, 2003). Aux Cortès, les groupes parlementaires s'unissent depuis 1977 aux paroles de condoléances prononcées par le président de la Chambre, mais la première déclaration institutionnelle signée par tous les groupes parlementaires date de juin 1978, à propos des actions terroristes commises par l'ETA au Pays Basque en juin 1978 (DSC n°99, LC, 28 juin 1978, p. 3653). Elle est suivie de nombreuses autres.

assassinés par des militants d'extrême droite, de militaires ou de gardes civils tués par des terroristes nationalistes ou révolutionnaires. Cette émotion transparaît dans l'utilisation d'un même champ lexical de la condamnation. « Répulsion », « rejet », « indignation », « regret », « préoccupation », « douleur », « tristesse », sont des termes qui reviennent sans cesse dans les déclarations des groupes parlementaires, associées parfois à une minute de silence[419], symbole du recueillement et de l'hommage rendu aux victimes. Chaque acte violent y est perçu de façon confuse à la fois comme une atteinte à la paix, comme une menace destinée à empêcher le processus de réformes de suivre son cours, et comme une attaque contre la démocratie. Ces déclarations révèlent ainsi un imaginaire politique dominant dans lequel démocratie et violence sont incompatibles, d'une part parce que la démocratie est représentée comme le lieu de la civilisation d'où la barbarie est exclue, d'autre part parce qu'elle est aussi le lieu de la parole libre et raisonnée qui remplace et rend inutile l'usage de violence en politique. C'est ainsi qu'on passe insensiblement d'une condamnation d'un acte précis à un rejet éthique et absolu de toute forme de violence. Ceci est valable pour les leaders de l'Union Démocratique du Centre (UCD), le parti au pouvoir, qui expriment leur « condamnation absolue, totale et sans palliatifs des assassins »[420]. Cela vaut aussi pour tous les groupes d'opposition, y compris le Parti nationaliste basque (PNV), qui réitère avec force et insistance, surtout après 1978, sa condamnation de la violence[421], au nom de l'éthique fondamentale du droit à la vie : « Tout ce qui est tuer, tout ce qui est priver de la vie, soit dans une guerre, soit dans un attentat, est de la barbarie »[422], dit un député nationaliste.

Ces expressions parlementaires unanimes sont représentatives d'une culture politique démocratique nouvelle, qui domine progressivement le panorama de la transition. Il s'agit d'une culture qui partage les valeurs fondamentales des démocraties occidentales de reconnaissance des libertés et des droits de l'homme, qui accepte le pluralisme politique, pour qui la démocratie est le meilleur régime possible, et qui reconnaît la Constitution de 1978 comme sa cristallisation légitime. En outre, comme on vient de le montrer, la violence, ou plutôt son rejet sans conditions, a une place centrale dans la définition de cette culture politique : en excluant radicalement la violence de l'imaginaire démocratique, la transition a permis que la démocratie devienne la condition nécessaire et exclusive d'une authentique paix civile, dont la réalisation était le plus ardent souhait des Espagnols.

Pourtant, cet unanimisme dans la condamnation de la violence est trompeur, car derrière des déclarations théoriques et éthiques communes, se cachent de profondes divergences. L'analyse différenciée des résonances concrètes des violences qui menacent la paix civile révèle en effet, au-delà de l'unité, des cultures politiques fort différentes, héritées du passé, et qui persistent en démocratie[423]. Trois grandes familles politiques se distinguent alors, à l'intérieur desquelles toute une gamme d'attitudes existe.

---

[419] La première minute de silence accordée par le Parlement en l'honneur des victimes du terrorisme date du 10 mai 1978, à l'occasion d'un acte de violence étranger à l'Espagne, puisqu'il s'agit de l'assassinat d'Aldo Moro, ex-président du gouvernement italien, DSC n°63, LC, 10 mai 1978, p. 2136-2137.

[420] José Pérez-Llorca, chef du groupe parlementaire de l'Union du Centre Démocratique (UCD), DSC n°116, LC, 21 juillet 1978, p. 4545.]], pour qui « le terrorisme n'a pas de signe. Le terrorisme est du terrorisme d'où qu'il vienne »[[Adolfo Suárez, DSC n°37, LC, 6 avril 1978, p. 1358.]], et « la violence est toujours mauvaise »[[José Luis Ruiz Navarro, député de l'UCD, DSC n°38, LC, 7 avril 1978, p. 1369.

[421] Ainsi Cuerda Montoya, leader du PNV au Parlement de 1977 à 1979, affirme en 1978 que son parti « refuse toute, absolument toute la violence » (DSC n°133, LC, 8 novembre 1978, p. 5299), que son attitude « devant la violence est absolument univoque » (DSC n°134, LC, 9 novembre 1978, p. 5349), que « la violence dans toutes ses manifestations et sous tous les points de vue est absolument condamnable » et qu'il faut agir en vue de « l'éradication souhaitable de la violence et l'instauration de la paix civile » (DSC n°11, I Législature, 24 mai 1979, p. 455).

[422] Xavier Arzalluz, chef parlementaire du PNV à partir de 1979, DSC n°12, I Législature, 30 mai 1979, p. 509.

[423] De telles divergences apparaissent lors de débats parlementaires houleux sur la question de l'ordre public. Les débats les plus révélateurs de ces tensions sont les suivants : à propos des événements de Malaga et

La droite tout d'abord[424] a naturellement tendance à privilégier la première acception de la notion de paix, qui « comme l'a dit saint Augustin, est la tranquillité de l'ordre »[425]. En effet, si l'on considère la paix comme cette situation sociale de calme qui apporte la prospérité à l'ensemble de la société, la nature du régime qui prodigue cette paix importe peu. C'est d'ailleurs dans ce sens-là que Franco avait célébré en 1964, en grande pompe, les « 25 ans de paix » vécues par l'Espagne depuis 1939, conférant ainsi à son régime une nouvelle légitimité d'exercice, censée compenser sa légitimité originelle fondée sur une victoire militaire. Cette paix-là signifiait la mise au pas de la subversion, la stabilité d'un régime qui maintenait l'ordre dans la rue, et l'avènement d'une prospérité économique et sociale patente depuis la politique de croissance menée par les technocrates[426]. Elle s'opposait donc à l'anarchie et au désordre social de la Seconde République (1931-1936), qui, selon la propagande franquiste, avaient été à l'origine de la guerre civile. Ainsi, pour la droite héritière de la culture franquiste, le désordre social était perçu comme le prélude à la guerre civile.

Or la mort de Franco avait entraîné une nécessaire libération des énergies étouffées par la dictature, sous des formes variées : libération des mœurs ; essor des publications, associations, partis politiques de toute sorte ; conflits ouvriers, sociaux et politiques qui éclatent au grand jour ; manifestations qui envahissent presque quotidiennement les rues des grandes villes. Pour les anciens leaders franquistes, cette situation quelque peu anarchique, surtout en 1976 et 1977, rappelle le désordre social des années 1930 et représente un danger certain pour la paix civile et l'unité de l'Espagne[427]. Ce sont surtout les manifestations et les grèves ouvrières qui sont perçues comme les principales menaces à la sécurité du pays. Ainsi Martín Villa, ministre de l'Intérieur de 1976 à 1979, ne cesse d'accuser les manifestants d'être responsables des affrontements qui ont souvent lieu avec les forces de l'ordre. Le fait même de la manifestation contient le germe de la violence et la seule solution pour éviter tout risque d'affrontement sanglant est donc d'en limiter l'existence. Or, selon Martín Villa, qui en est à l'origine ? Les leaders de l'opposition politique et syndicale, en particulier du parti communiste et des commissions ouvrières, que l'on supplie instamment dans les moments de crise, au nom de leur sens de la responsabilité, de ne plus convoquer de manifestations afin de préserver la paix civile[428]. On retrouve donc ici la traditionnelle hantise des « Rouges » fomentée par la droite conservatrice depuis le début du siècle et aiguisée par la dictature franquiste. Les communistes et leur capacité de mobilisation populaire, signe avant-coureur de la révolution, restent pour la droite héritière du franquisme, le principal danger pour la paix. Si cette perception est évidente au début de la période

---

Tenerife de décembre 1977 (DSC n°97, 100 et 134, LC, 27 et 29 juin, et 9 novembre 1978), et de ceux de Pampelune, Saint Sébastien et Renteria de juillet 1978 (DSC n°114, LC, 19 juillet 1978). Voir aussi le débat sur l'ordre public de novembre 1978 (DSC n°133 et 134, LC, 8 et 9 novembre 1978), celui sur la sécurité de mai 1979 (DSC n°10, I Législature, 23 mai 1979) et celui sur le terrorisme d'octobre 1979 (DSC n°37, I Législature, 11 octobre 1979).

[424] La droite parlementaire comprend le parti du gouvernement (UCD) et l'Alliance populaire (AP) de Manuel Fraga. L'extrême droite est présente au Parlement dans la I Législature, entre 1979 et 1982, grâce au député Blas Piñar, leader de Fuerza Nueva.

[425] Manuel Fraga, DSC n°37, LC, 6 avril 1978, p. 1320.

[426] Les technocrates de l'Opus Dei, au gouvernement depuis 1957, lancent une politique libérale de modernisation économique et sociale, mettant ainsi fin à l'autarcie qui asphyxiait le pays depuis la fin de la guerre.

[427] Manuel Fraga fait souvent référence à la situation des années 1930, notamment lors du débat de novembre 1978, où il compare la situation et les chiffres de la violence d'alors avec ceux de mai et juin 1936, pour conclure qu'au Pays Basque « c'est déjà une guerre civile larvée », et que « les chiffres éloquents [du printemps 1936] palissent devant les chiffres actuels » (DSC n°133, LC, 8 novembre 1978, p. 5270-5280).

[428] Pour Martín Villa en 1977, les manifestations ne sont que « stridence et tapage », signes d'une « agressivité de rue », d'une « démocratie vociférante », et qu'il faut donc limiter (DSC n°7, LC, 13 septembre 1977). Encore en décembre 1979, pour son successeur à l'Intérieur, Ibáñez Freire, il faut « renforcer au maximum le sens de la responsabilité lorsqu'on convoque des manifestations, surtout dans la rue, afin que celle-ci ne se convertisse pas en ce champ d'agitation propice aux ennemis de la démocratie » (DSC n°54, I Législature, 14 décembre 1979, p. 3648-3655).

et chez les tenants extrémistes du *bunker* - preuve en est les profondes réticences liées à la légalisation du parti communiste et les réactions violentes qu'elle a suscitées[429] - elle est également présente de façon plus insidieuse jusqu'au milieu des années 1980 chez les leaders centristes et réformistes du parti au pouvoir.

Cette hantise des communistes a pour corollaire une certaine tolérance vis-à-vis des forces de l'ordre et de l'armée, dont la droite peine à concevoir et à condamner les fautes, comme dans le cas des bavures policières. Celles-ci ont parfois fait l'objet de commissions d'enquête parlementaires approfondies, qui ont toujours conclu à une absence de responsabilités des agents des forces de l'ordre, grâce à la majorité droitiste de l'assemblée[430]. De même, les violences commises par l'extrême droite ont tardé à être reconnues puis condamnées : si Fraga les omet systématiquement des longues listes de troubles qu'il dénonce abondamment au Parlement, les tenants de l'UCD, quand ils les reconnaissent, ont tendance à les minimiser[431]. Ce n'est qu'après le coup d'État du 23 février 1981 que les activistes d'extrême droite sont clairement reconnus dans les discours des hommes de droite comme dangereux pour la paix civile, et sont en conséquence surveillés et sanctionnés comme tels.

Quant aux bancs de l'opposition de gauche[432], ils défendent aussi ardemment la paix, une paix non plus centrée sur la sécurité tranquille du quotidien, mais fondée sur une authentique réconciliation nationale qui passe par la reconnaissance des libertés et du pluralisme politique dans un régime démocratique. Ainsi tout ce qui représente une menace pour l'émancipation des libertés devient un danger pour la paix nationale. Et au premier rang de ces menaces se situent les comportements autoritaires et arbitraires des forces de l'ordre qui peinent à passer d'une situation de police politique destinée à éradiquer toute forme de subversion, à celle d'une police démocratique chargée de protéger et garantir l'exercice des droits et des libertés de l'individu. Socialistes et communistes ne cessent de dénoncer tout au long de la période la persistance d'une violence d'État, stigmatisée dans les tortures encore commises par certains policiers, leurs réactions parfois meurtrières lors d'affrontements avec des manifestants, leur comportement souvent différencié en fonction de l'origine politique de leurs interlocuteurs, ou plus largement l'arbitraire de l'ensemble de l'appareil d'État dans l'application des lois.

Cette perception négative des forces de l'ordre est accompagnée du soupçon tenace de la collusion de certains secteurs avec les activistes d'extrême droite. Les bandes paramilitaires ultras sont d'ailleurs qualifiées à l'époque d'« incontrôlées », tant elles donnaient l'impression d'agir en toute impunité grâce à la complaisance passive voire active de la police. Logiquement, l'opposition élève

[429] Le Parti communiste espagnol a finalement été légalisé le 9 avril 1977, légalisation considérée par Fraga comme un « véritable coup d'État », et qui a provoqué une vive réaction des militaires.

[430] Ainsi la commission d'enquête parlementaire créée pour examiner les événements de décembre 1977 à Málaga et Tenerife conclut sur l'absence de responsabilité policière ou politique, grâce au vote de l'UCD et de l'AP, aux dépens de la conception contraire défendue par le PSOE et le PCE (DSC n°134, LC, 9 novembre 1978, p. 5339-5348).

[431] Encore en 1980, le gouverneur civil de Madrid, Juan José Rosón Pérez, considère les agressions commises par les bandes ultras dans certains quartiers de la capitale comme des « violences de rue » issues d'un « esprit exacerbé de confrontations » entre deux idéologies extrémistes. La responsabilité est ainsi partagée avec les groupes radicaux de gauche. Cette attitude révèle les difficultés persistantes de la part des centristes à reconnaître l'ampleur du danger représenté par les activistes d'extrême droite (Diario de sesiones informativas de comisiones, n°16, 26 mars 1980).

[432] Il s'agit ici des socialistes (Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), PSP, et socialistes régionalistes) et du PCE. En dehors du Parlement, foisonnent en outre des partis révolutionnaires d'extrême gauche, qui représentent l'extrémité de la gamme politique de l'opposition.

constamment la voix au Parlement pour dénoncer l'existence de ce « terrorisme fasciste » impuni[433], et ce jusqu'en 1982. L'armée, assimilée au régime franquiste, représente aussi un risque majeur pour l'opposition, mais elle reste un lieu de silence dans les discours politiques au moins jusqu'en 1981, tant sa puissance réactionnaire est perçue comme un réel danger pour l'avènement de la réforme.

Enfin la dernière grande famille politique est un cas très particulier, puisqu'il s'agit du nationalisme basque. Si celui-ci n'a pas une représentation parlementaire importante au niveau national, il domine le panorama politique basque, et témoigne d'une culture politique tellement spécifique quant à la violence, qu'il était nécessaire de l'évoquer ici. Le trait dominant du nationalisme basque est, dans sa version parlementaire et modérée, l'instrumentalisation de la violence pour servir ses fins politiques. Si le PNV en arrive assez rapidement à condamner le terrorisme de l'ETA pour les mêmes raisons éthiques de rejet de la violence que les autres forces politiques[434], il l'utilise aussi pour lui associer systématiquement dans ses discours, l'autonomie du pays basque comme solution unique à la pacification. En effet, la paix pour les nationalistes basques a une signification différente de celle des forces politiques nationales : ce qui prime, c'est la paix et l'union des Basques à l'intérieur d'un pays basque indépendant[435]. Que la réalisation de ce projet se fasse en utilisant la violence contre l'État espagnol conçu comme une puissance dominatrice étrangère, est certes regrettable, mais secondaire[436].

La violence tient donc une place de choix dans les imaginaires politiques des Espagnols de la transition. Violence réelle, violence imaginée, et violence crainte continuent de polariser les familles politiques traditionnelles, tant elles font resurgir des ressorts historiques de différenciation : les communistes et leur perspective révolutionnaire restent les acteurs les plus menaçants pour la préservation de la tranquillité nationale pour tout un secteur politique héritier du franquisme. Tandis que les tortionnaires de l'ex-police politique franquiste, les milices paramilitaires héritées de la Phalange, et l'armée représentent pour l'opposition persécutée pendant des décennies l'obstacle principal à une authentique paix réconciliatrice. Si ces divergences semblent irrémédiables pour les extrêmes des éventails politiques abordés, elles trouvent cependant un dépassement dans le centre du spectre politique, formé par l'ensemble de ces forces parlementaires qui ont négocié la réforme et reconnu la Constitution de 1978 comme le seul cadre légitime de l'action politique. Elles se rejoignent en effet dans le refus commun et absolu de la violence, qui devient le point d'ancrage d'une nouvelle culture politique dominante, la culture démocratique. Plus que le clivage droite franquiste/opposition de gauche, c'est le consensus autour de la réforme pour l'avènement d'une démocratie perçue comme le seul lieu possible d'une authentique paix civile qui a dominé la période de la transition, et a conduit à rejeter parallèlement les défenseurs de l'usage de la violence en politique en dehors de la sphère légitime de la démocratie en devenir.

---

[433] [[Ainsi pour Enrique Múgica du Parti socialiste basque, le « terrorisme fasciste » bénéficie de « passivités dans le meilleur des cas, et de complicités dans le pire, au sein de l'appareil d'État » (DSC n°10, I Législature, 23 mai 1979, p. 394-398).

[434] La première action de l'ETA que le PNV condamne fermement est l'enlèvement puis l'assassinat de l'industriel Angel Berazadi en avril 1976, mais il ne condamne pas tous les autres attentats de 1976 et 1977. Ce n'est qu'à partir de 1978 que le PNV tient un discours clair de condamnation de la violence etarra. Voir PÉREZ-NIEVAS MONTIEL (Santiago), Modelo de partido y cambio político. El PNV en el proceso de transición y consolidación democrática en el País Vasco, Madrid, Institut Juan March, 2002, p. 260-281.

[435] Selon Paloma Aguilar, au Pays Basque, la mémoire de la guerre civile a eu des conséquences différentes du reste de l'Espagne : pour les nationalistes basques, ce qu'il faut à tout prix préserver c'est la paix à l'intérieur de la communauté basque, dont l'unité avait été mise à mal pendant la guerre. De ce fait, le conflit avec l'Espagne importe peu, il n'est que la résultante de la guerre étrangère subie par la communauté en 1936-1939. Voir AGUILAR (Paloma), La guerra civil en el discurso nacionalista vasco. Memorias peculiares para un aprendizaje político diferente, Madrid, Instituto Ortega y Gasset, 1997.

[436] Voir à ce sujet PÉREZ-NIEVAS MONTIEL (Santiago), op. cit. ; PÉREZ-AGOTE (Alfonso), El nacionalismo vasco a la salida del franquismo, Madrid, CIS, 1987 ; et MATA LÓPEZ (José Manuel), El nacionalismo vasco radical. Discurso, organización y expresiones, Bilbao, Universidad del País Vasco, 1993